

L'impossible réforme économique soviétique

PASSÉ le temps de la consécration internationale, celui des préoccupations internes est revenu à Moscou. Le tout jeune Prix Nobel de la paix, M. Mikhaïl Gorbatchev, a enfin dévoilé son projet de réforme économique à quelques commissions du Parlement, avant de le présenter officiellement vendredi 19 octobre. Jugé trop timide, le plan présidentiel a déjà été accueilli par une pluie de critiques.

Après cinq années d'apathie durant lesquelles la conjoncture n'a cessé de se détériorer, le président soviétique avait voulu prouver, au printemps dernier, sa détermination. Il recrutait de nouveaux conseillers, prêtait l'oreille aux discours occidentaux et portait un regard attentif sur les transformations en cours dans les anciens satellites d'Europe de l'Est. Pour obtenir une aide financière occidentale, son entourage n'hésitait pas à proposer des transformations majeures et l'abandon du socialisme. Mais, d'hésitations en programmes avortés, de projets prudents en plans radicaux, la réforme ne venait toujours pas. Derrière les pénuries spectaculaires de pain ou de cigarettes, c'est toute la production industrielle qui s'effondrait.

LA «synthèse» a enfin été présentée mais nul ne pourrait jurer que la réforme est en bonne voie. Il faudra encore bien des débats parlementaires, dans un pays qui n'a pas encore officiellement accepté qu'une entreprise digne de ce nom puisse appartenir à un individu ou que les prix fluctuent librement, pour que la transition vers l'économie de marché soit amorcée. Il faudrait aussi pouvoir compter sur un minimum de soutien de la part de la population. Or personne au Kremlin ne cache que, une fois les réformes entamées, la vie sera plus dure. Mais au fur et à mesure que les mois passent le capital de confiance s'effrite. Si la synthèse de M. Gorbatchev est mise en œuvre rapidement, elle sera certainement grand : la population n'est certainement pas prête à accepter de nouveaux sacrifices de la part d'un dirigeant très impopulaire, et ce alors que la désintégration de l'Union s'accroît.

AVEC son franc-parler habituel, le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, a accusé le gouvernement soviétique de mener le pays «au chaos et à une encore plus grande misère». Derrière leurs conflits verbaux, MM. Gorbatchev et Eltsine devront pourtant trouver un moyen de s'entendre, car la Russie ne pourra mener à bien les transformations radicales qu'elle entend entreprendre à partir du 1^{er} novembre sans le soutien du «centre». Quant à M. Gorbatchev, il ne peut courir le risque d'une réforme économique à deux vitesses, celle, rapide, de la Russie, et celle, infiniment plus lente, des autres Républiques.

Jouissant d'un relatif consensus politique sur l'orientation des réformes économiques, les gouvernements des ex-pays frères ont toutes les peines du monde à libérer leur système productif. M. Gorbatchev n'a pour l'instant trouvé ni consensus ni soutien. La mise en œuvre de la réforme, quel que soit son contenu, s'annonce périlleuse.

Lire page 34 - section D
l'article de FRANÇOISE LAZARE

M 0147 - 10180 - 5.00 F



Le débat sur les «concessions» dans la crise du Golfe

Washington refuserait tout partage du Koweït

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a rejeté l'idée d'un retrait partiel des troupes irakiennes du Koweït. Ce retrait, en échange de deux îles stratégiques ou d'autres concessions, reviendrait à faire bénéficier le président Saddam Hussein du «viol du Koweït», a déclaré, mardi 16 octobre, M. Baker, répondant ainsi à des rumeurs diffusées notamment par la presse soviétique et démenties par la suite.

Le conseiller de M. Gorbatchev pour les affaires étrangères, M. Evgueni Primakov, dont le récent séjour à Bagdad semble être à l'origine de pareilles rumeurs, a affirmé, mardi soir à Rome, que le président soviétique faisait «le maximum d'efforts» pour «éviter que la situation ne se dégrade dans le sens d'un conflit armé» dans la région du Golfe. M. Primakov devait rencontrer M. Mitterrand, mercredi à 18 h 45 à Paris, avant de se rendre à Washington où il sera reçu par le président Bush.

Le gouvernement koweïtien en exil a indiqué mardi qu'il n'était pas question d'accepter la moindre concession territoriale et a rappelé qu'il fallait obtenir l'entière applica-

tion des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Pour leur part, les autorités irakiennes avaient redit leur volonté de maintenir leur troupes au Koweït, dont l'annexion ne pouvait être remise en cause. De leur côté, la France et le sultanat d'Oman, à l'occasion de la visite de M. Roland Dumas, ont affirmé mardi leur souci de voir réussir l'embargo contre l'Irak et la nécessité de trouver une solution pacifique à la crise. Plus que les autres États du Golfe, qui n'écartent pas l'option militaire, le sultanat insiste particulièrement sur cette recherche diplomatique.

Lire nos informations et l'article de JEAN-PIERRE LANGELLIER page 3

Le cas de M. Boucheron et le financement du PS

L'opposition tente d'exploiter les «affaires»

Les révélations de l'inspecteur Antoine Gaudino sur le financement de la campagne présidentielle de M. François Mitterrand en 1988 devaient être évoquées, mercredi après-midi 17 octobre, à l'Assemblée nationale, à l'initiative du RPR. L'opposition tente d'exploiter également les tribulations juridico-financières de l'ancien maire d'Angoulême, M. Jean-Michel Boucheron, que le Parti socialiste a décidé de mettre en congé de parti.

Retour à la petite politique

par Jean-Yves Lhomet

Les hommes politiques, méprisés, vilipendés et qui offrent plus souvent qu'à leur tour aux Français des verges pour être fouettés, «se reprennent», remarquait M. Edouard Balladur, le dimanche 14 octobre, à «Sept sur sept».

L'ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement Chirac de cohabitation souligne qu'ils ont, si l'on peut dire,

bénéficié de la crise du Golfe. Ils ont offert d'eux-mêmes - à l'exception de M. Jean-Marie Le Pen - l'image de la responsabilité, du sens de l'Etat, en admettant que les choix de la France exprimés par M. François Mitterrand leur convenaient, sans chercher à se distinguer outre mesure par de médiocres arguments ou, dans un moment grave, pour de mesquines raisons électorales.

Lire la suite et nos informations page 10 ainsi que l'article d'EDWY PLENEL page 11

Baisse des taux bancaires

A la suite du CCF, les grandes banques commerciales françaises, notamment la Société Générale et le Crédit lyonnais, ont annoncé, mercredi 17 octobre, une baisse de leur taux de base bancaire, le taux qu'elles accordent à leurs meilleurs clients.

Celui-ci a été ramené de 10,50 % à 10,35 %. Cette décision, dont devrait tirer parti notamment le système des réserves obligatoires annoncée la veille par M. de La Rosière, le gouverneur de la Banque de France.

Les autorités monétaires ont décidé d'alléger d'environ 25 milliards de francs le montant des dépôts non rémunérés que les banques doivent obligatoirement effectuer auprès de la Banque centrale. Le ministre de l'économie souhaitait une baisse d'au moins 0,20 % du taux de base des banques.

Lire page 33 les articles d'YVES MAMOU et de FRANÇOIS RENARD

L'exil contrarié du général Aoun

En attendant un éventuel compromis, la guerre des nerfs continue entre Paris et le gouvernement libanais

BEYROUTH

de notre envoyé spécial

Dans la banlieue chrétienne de Mar-Takla, l'ambassade de France, déjà solidement protégée, est en passe de devenir un bunker inaccessible. Nul n'est plus autorisé à pénétrer dans la chancellerie sans accord express de l'ambassadeur, M. René Ala.

Cela provoque parfois de regrettables attitudes, comme cela a été le cas, mardi 16 octobre, pour l'évêque de Beyrouth, Mgr Khalila Abi Nader, contraint de rester environ dix minutes derrière la barrière avant que M. Ala ne soit prévenu. Le même incident s'était produit quarante-huit heures plus tôt avec les ambassadeurs de la CEE. Ce n'est pourtant pas là que réside le général Michel Aoun et ses compagnons,

réfugiés dans la résidence contiguë de l'ambassadeur, elle-même entourée d'un grand jardin, dont l'accès est protégé par des rangées de fil de fer barbelé et dans lequel patrouillent les gendarmes chargés de la sécurité.

Les nerfs de ceux-ci ont été visiblement mis à rude épreuve mardi matin quand, peu après le

départ de M. Ala, qui se rendait une nouvelle fois chez le président Elias Hraoui, deux chars de l'armée libanaise se sont approchés à moins de 100 mètres de l'entrée de la chancellerie alors que des soldats prenaient position sur les toits environnants.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 5

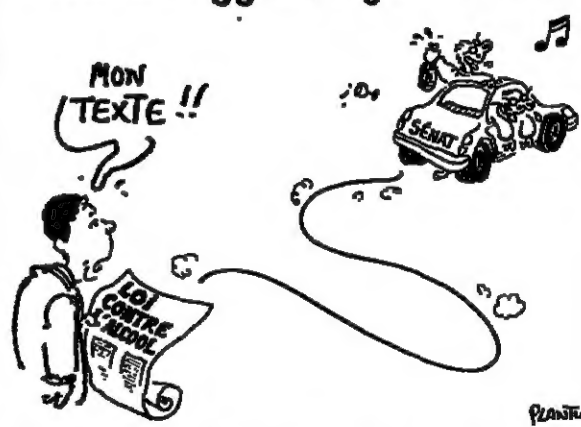
PARIS • ÎLE-DE-FRANCE

Fureur de lire au parc de La Villette
La vente d'un symbole à Poissy
page 37 - section D

ÉDUCATION

Les parents au fond de la classe
Cours d'histoire à Mauthausen • De l'estrade à la scène
pages 15 et 16 - section B

Boire ou légiférer, il faut choisir.



Les sénateurs ont rejeté les mesures relatives à l'alcoolisme contenues dans le projet de loi présenté par M. Evrin
page 10

Marchands de biens et pots-de-vin

Une enquête sur un scandale dans l'immobilier parisien
page 12

Banlieues en marge

Dreux ne veut plus être Dreux
page 13 - section B

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 44 - section D

La mort de Renaud de La Genière

L'ancien gouverneur de la Banque de France et ancien président de la Compagnie de Suez est décédé le 16 octobre à l'âge de soixante-cinq ans

La maladie a fini par vaincre Renaud de La Genière, président de la Compagnie financière de Suez depuis juillet 1986. Il avait eu soixante-cinq ans le 25 février dernier et son mandat avait été prolongé pendant un an, avec la possibilité de le lui conserver jusqu'à soixante-dix ans. Parti en vacances le 4 août dernier, il n'était pas revenu au siège de la Compagnie, n'acceptant pas d'être un président diminué et préférant passer la main. Sa décision n'avait surpris que ceux qui ne connaissaient pas ce huguenot sévère.

Toute sa vie il aura été un homme de caractère, dans le secteur privé comme dans la fonction

publique; homme de contradictions aussi, selon l'écriture, qui pouvait susciter l'admiration ou l'hostilité. Ce Manceau, fils de chirurgien, comme l'étaient son père, son grand-père et son arrière-grand-père, commença par faire la guerre, en 1944, comme engagé volontaire, avant d'entrer, en 1948, à la toute naissante ENA et d'en sortir dans le corps de l'inspection des finances.

Suit la voie royale, qui le mène dans les services de la rue de Rivoli avec une première touche d'orthodoxie que lui confèrent près de deux ans comme conseiller technique auprès de M. Antoine Pinay, ministre des finances, en

1958 et 1959. En 1960, il entre comme chef de service à la direction du budget, dont il prendra la tête en 1966, à quarante et un ans. Pendant huit ans, Renaud de La Genière va régner sur cette direction stratégique.

Il fallait le voir, imperturbable dans son costume sombre, préparer lui-même son thé dans son magnifique bureau de la rue de Rivoli, avant de bombarder les ministres «dépensiers», mais aussi le ministre des finances, de ses notes impitoyables, dont certains ont conservé un souvenir douloureux.

FRANÇOIS RENARD
Lire la suite page 35 - section D

A TOUCH OF FRED

FRED

JOAILLIER

Parures griffes de panthère en or et émail.
Bague : 10750 F.
Pendentif : 9100 F.
Clips d'oreilles : 17100 F.

6, rue Royale, Paris 8^e - 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées - Hôtel Méridien - Espace
"Galeries Lafayette", Paris - Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène
Cottas, Neuville - 21, boulevard de la Croisette, Cannes -
Hôtel Louis, Monte-Carlo - 20, rue du Marché, Genève.
Beverly Hills - Houston.

Orthographe

Le vêtement de la langue

par Charles Muller

LES enseignants (et non des moindres !) ont adjuré le chef de l'Etat de considérer les dangers que la « réforme de l'orthographe » fait courir à notre langue et à notre culture. Leur épître contient de pathétiques avertissements qu'on ne saurait prendre à la légère : « A-t-on envisagé toutes les conséquences, pour l'impression des manuels scolaires, des dictionnaires, des œuvres littéraires ? Faudra-t-il mettre au pilon ou réviser tous les classiques ? »

Nos classiques au pilon, puis réimprimés avec un impertinent déguisement de leur langage, de leur prose, de leurs vers ? Quel scandale, et qui ne protesterait ?

Mais, la canicule invitait à des passe-temps nonchalants, j'ai consacré quelques instants à la petite expérience que voici. Parmi mes classiques, j'ai pris l'*Emile* de Rousseau : j'y ai relu les pages souvent citées, souvent reproduites dans les manuels scolaires, où Jean-Jacques dénonce les fables qu'on fait apprendre aux enfants et analyse, cruellement, le Corneille et le Racine. Cent cinquante lignes environ, quelque deux mille mots.

Première constatation : comparé au texte original, celui qui fut imprimé l'auteur et que lurent ses contemporains, notre « classique » a subi une énergie modernisatrice : là où il y avait « les enfants », on a écrit « les enfants », nous lisons « enfants », etc. Pas moins de cinquante mots qui, dans ce texte assez bref, sont rajoutés. Alors, s'il est scandaleux de retoucher les œuvres du passé, le scandale est derrière nous : c'est déjà fait, et personne jusqu'ici ne s'en est plaint.

Ensuite je me suis demandé ce que deviendrait le texte actuel si l'on y introduisait les orthographe nouvelles. Résultat : deux mots seulement seraient modifiés : maître, qui y figure cinq fois et qui perdrait son accent ; et persifler, qui prendrait deux « f » pour rejoindre la famille de siffler, qu'il a désertée sans raison.

Mais le plus drôle n'en est pas tant là, c'est que le texte de Rousseau donne *persifler* avec deux « f », et quand il emploie maître (l'ordinateur en a compté

213 occurrences dans l'*Emile*), notre auteur n'y met que rarement l'accent (34 fois), et l'omet le plus souvent (189 fois). Comme quoi la « réforme » honnie est parfois (involontairement ?) un retour aux sources !

Le dix-neuvième siècle, sans bruit, a conformé la graphie des textes classiques aux usages adoptés en 1835. Et c'est finalement une bonne chose. Est-il souhaitable, quand l'élève ou le lecteur moderne s'approche de la pensée de Rousseau ou de Pascal, de l'art de Racine ou de Chateaubriand, que son attention soit distraite par des détails de graphie ? Ce qui est fâcheux, c'est que des enseignants l'ignorent, et qu'on entretienne l'illusion d'une pérennité de notre code graphique.

La canicule ne relâchant point, je fis une seconde expérience, plus paresseuse encore : les dix premières pages de la *Recherche du temps perdu* y suffirent. Combien

d'orthographe à modifier ? Vingt ? Cinquante ? Davantage ? Non : quatorze, donc moins de deux par page de « La Pléiade ». Encore cinq de ces formes sont-elles fournies par le retour du mot *diner*, qu'on lit si souvent sans circonflexe, toute idée de réforme mise à part.

Des variations peu compromettantes

Réimprimer les dictionnaires ? Mais chaque année ils se complètent, se renouvellent, et le public suit tant bien que mal. Deux mille mots auraient, pour un temps, deux graphies ? Mais une enquête récente en a débarrassé près de quatre mille qui, dès maintenant, ont des formes plus ou moins flottantes. Les grammairiens ? La « réforme » n'y touche guère, et ce qu'elle y modifie tiendrait en une demi-page. Alors, l'orthographe officielle n'est pas pour demain.

Que les retouches acceptées le 19 juin dernier méritent un examen critique, nul n'en doute. Qu'il ait pu s'y glisser quelques incohérences ou quelques bévues, on l'imagine sans peine. Mais un réquisitoire passionné, parfois nourri par une information insuffisante, risque de nuire à la cause que ses auteurs entendent défendre.

Quant à notre petite expérience sur l'*Emile* que chacun pourra contrôler en comparant le texte de « La Pléiade » avec celui d'un classique, elle met en lumière cette vérité souvent répétée, et plus souvent ignorée : l'orthographe n'est que le vêtement de la langue, et non la langue elle-même ; ses variations, dans certaines limites, si elles dérangent quelques habitudes, ne compromettent pas sérieusement l'intelligence et l'amour des œuvres.

► Charles Muller est enseignant à Strasbourg.

BIBLIOGRAPHIE

Sirius face à l'Histoire

Bruno Rémond, conseiller à la Cour des comptes, publie aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, collection « Références », un ouvrage intitulé *Sirius face à l'Histoire, Morale et politique* chez Hubert Beuve-Méry (Presses de la FNPS, 267 pages, 60 francs).

Cet ouvrage comporte une préface d'André Fontaine que nous reproduisons ci-dessous.

Pour l'essentiel, le livre qu'on va lire a été écrit il y a vingt ans : Hubert Beuve-Méry venait de prendre sa retraite. Impressionné par la considérable autorité morale du fondateur du *Monde*, Bruno Rémond, alors étudiant à Sciences-Po, décida de consacrer, sous la direction de Jean Touchard, un mémoire de fin d'études aux articles de celui qui signait « Sirius ». La mort, à l'été

1989, de « Beuve », le grand écho qu'elle a eu, l'ont amené à reprendre cette étude et à l'offrir au public. On ne saurait trop s'en féliciter. L'ouvrage qu'un jeune journaliste du *Monde*, Laurent Greilsamer, a tout récemment consacré à notre « père fondateur » (1) met en scène un homme, raconte une vie. Bruno Rémond s'est attaché, lui, à cerner une pensée à travers des textes rédigés aussi bien avant la guerre, quand Hubert Beuve-Méry était correspondant du *Temps* à Prague, que sous l'Occupation, à Uriage, puis au maquis, et enfin à son bureau de directeur du quotidien qui était alors celui de la rue des Italiens.

A l'instar de celui que l'Histoire a immortalisé sous ce nom, ce grand « tacticien » n'avait pas besoin – la lecture de l'étude de Bruno Rémond le confirme – d'espérer pour entreprendre. Ce qui pose la question de ses motivations. L'orgueil ? Sans doute : il n'y a pas de grande œuvre humaine où il n'ait sa part. Francoeur Giroud a pu parler, à propos de Beuve, de « la folie amère d'être seul ». Et ce n'est évidemment pas un hasard s'il a écrit davantage d'éditorial sous la Cinqième République que sous la Quatrième.

Il avait enfin trouvé une cible à sa hauteur. Qui, à part lui, aurait pu se permettre de répondre à de Gaulle pratiquement chaque fois que celui-ci prenait la parole ? Étrange dialogue qui s'est noué entre deux hommes qui se ressemblaient trop, sans doute, pour pouvoir s'assembler. Ils se sont pourtant bien souvent trouvés, si l'on veut bien y réfléchir, du même côté de la barricade : contre Munich, contre l'Occupation, contre le néo-impérialisme de l'URSS, contre la CED, pour la décolonisation, contre les « jeux mortels des partis », contre le « quaternon » d'Alger. De même ne saurait-on oublier le jour de 1958 où Sirius a jugé de son devoir, devant le risque de guerre civile ouvert par le putsch d'Algérie, de préconiser le retour du Général au pouvoir. Ni celui, de mai 68, où il a dit, sans précautions excessives, ça suffit à la « conglomération ».

Une approche éthique

Si Beuve a néanmoins souvent pris position contre l'homme du 18 juin, qui le trouvait systématiquement négatif, c'est parce que, sur un certain nombre de points essentiels, il se sentait en complet désaccord avec lui. Car le scepticisme désabusé qu'il affichait volontiers s'accommodait chez lui de l'existence de fortes convictions. Les unes étaient politiques : il détestait le pouvoir personnel, ce qui l'amena à prendre position contre l'élection du président de la République au suffrage universel. Il avait vu de trop près, et dénoncé avec quelle force, les ravages du nationalisme, pour ne pas se dresser contre toutes ses résurgences. Son Europe à lui, dont il avait rêvé dès l'Occupation, malgré les craintes qu'il avait éprouvées vis-à-vis du réarmement allemand et ses réserves à l'égard des États-Unis, était plus proche de celle de Jean Monnet que de la conception gaulliste. Moyennant quoi, la lecture des extraits patiemment rassemblés par Bruno Rémond fait clairement apparaître que l'approche de Beuve était avant tout éthique. C'était celle d'un chrétien mal assuré de sa foi et moins encore de son espérance, mais très attaché, dans tous les domaines, à la morale de l'Eglise.

Certaines choses, tout simplement, ne pouvaient être admises : c'est ce qui l'a amené aussi bien à

publier le rapport de la Croix-Rouge sur la torture en Algérie qu'à prendre position contre la condamnation à mort du général Jouhaud ou l'exécution de Bastien-Thiry, le responsable de l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle.

Non moins acceptables étaient, à ses yeux, les lâchetés, l'inconséquence, les mensonges éhontés de ce qu'on n'appelait pas encore la « classe politique », comme la « prostitution » et la « profanation » auxquelles s'abaissait trop souvent une certaine presse. Il n'en avait jamais pris son parti.

N'édit-il été qu'Alcote ou Cassandre, n'édit-il fait que prédire le réarmement de l'ennemi d'hier et l'inévitable faillite des Républiques, il n'aurait certainement pas connu une telle aura. Mais d'Uriage au *Monde*, il a voulu croire à la possibilité de maintenir, au milieu d'une espèce, disons le mot, fondamentalement pécheresse, quelques hauts lieux où ces « hommes rudes » qu'il affectionnait prouveraient qu'il est encore possible, au vingtième siècle, de vivre selon sa conscience, en prenant vis-à-vis de la jungle ordinaire la distance que symbolisait précisément ce pseudonyme de Sirius. Ce n'était certainement pas une clause de style que la nostalgie, si fréquente sous sa plume, d'une « chevalerie », de « saints », d'une « manière de Cluny ». Aussi bien ceux qui ont eu la chance, comme le signataire de ces lignes, de travailler directement avec lui ont-ils toujours ressenti sa confiance comme un honneur : d'où leur profond attachement à sa personne.

Deux mots encore : contrairement à la légende, Hubert Beuve-Méry n'a jamais demandé à ses rédacteurs de « faire emmerdant » : la formule appartient en réalité à Adrien Hébrard, l'ancien directeur du *Temps*. Lui nous demandait, en réalité, tout le contraire. On n'en est pas moins frappé, à relire ses articles, par leur asséité et même par leur gravité. Professeur au moins autant que journaliste, ayant une haute idée de sa fonction tribunitienne, il se méfiait au plus haut point de la facilité, qu'il était bien le dernier à confondre avec le talent. En recourant à l'humour, il aurait sans doute craint de diminuer la force de son propos.

Il faut dire aussi que l'époque était plus dramatique, la menace de guerre mondiale ou civile semblait souvent aux portes. De même Beuve ne s'autorisait-il à parler que de sujets qu'il avait la certitude de bien connaître et sur lesquels il avait quelque chose à dire. Ainsi s'explique sans doute sa discrétion, que relève Bruno Rémond, sur les questions économiques. On ne peut pas dire pourtant qu'il n'en ait pas été, à la limite, obsédé. Plus que tout, en effet, il détestait le pouvoir de l'argent, qu'il avait vu acheter, à la veine de la guerre, les âmes et les consciences, et dont il n'a cessé de redouter qu'il n'ait raison, en fin de compte, de l'indépendance de son journal. Est-ce trahir sa mémoire que de tout faire pour que ses craintes, sur ce point, aient été vaines ?

ANDRÉ FONTAINE

(1) Laurent Greilsamer, *Hubert Beuve-Méry : 1902-1989*, Paris, Fayard, 1990, 687 p.

TRAIT LIBRE



Solidarité

Jeunes en urgence

par Georgina Dufoix

LS n'auront pas encore trente ans en l'an 2000 et souhaitent faire de leur vie une aventure aussi belle qu'elle aux autres. Mais ils se demandent comment s'y préparer, comment trouver les ressources intérieures, les contacts et les lieux où ils pourront s'y exercer. Comment s'essayer à cette grande aventure de la vie qui est connaissance de soi et connaissance des autres ?

Les systèmes que nous avons bâtis et que nous gérons ne laissent guère de place, de toute évidence, à cet apprentissage du sens profond de la vie. Certains estimeront que poser la question en ces termes reste aussi vague que vain. Vaine, n'est-ce pas de ce déficit d'essence, d'absence de repères, que se nourrit la crise de l'existence des jeunes, et par là même la nôtre ? Qui ne mesure l'ampleur de cette crise, dont les conséquences violentes s'expriment dans les suicides, les dépressions, les fuites, par exemple, dans la drogue.

Mon propos n'est ni d'affoler ni de traumatiser mais de chercher de nouvelles pistes pour permettre aux jeunes d'exercer leurs talents, leur générosité et leur espérance d'être utiles aux autres. Certains esprits chagrins diront peut-être que seul l'égoïsme est aujourd'hui moteur. Mon expérience me conduit à penser le contraire. A Nîmes, en octobre 1988, les jeunes ont pris en main les premiers secours, avec un enthousiasme et une constance qui ont émerveillé les adultes. Cette réaction n'a pas été isolée et s'est répétée lors de nouveaux événements, tels ceux de Roumanie où des jeunes ont afflué vers la Croix-Rouge. Mais le drame une fois passé et les feux de l'actualité éteints, comment continuer à les accueillir, de quels lieux disposons-nous pour que leur générosité puisse s'exprimer dans toute sa richesse ?

Car nous recevons ainsi quotidiennement de nombreuses demandes de jeunes qui souhaitent être présents, chaque jour, sur le terrain de l'urgence sociale. Et nous devons y répondre, même s'il faut pour cela

bousculer quelques frontières pour permettre à l'enthousiasme de s'incarner et donner toutes ses chances à la solidarité au quotidien.

Car aujourd'hui, au-delà de l'urgence sanitaire des catastrophes dont la Croix-Rouge et quelques autres se sont fait une spécialité, l'urgence sociale occupe toujours le devant de la scène. Urgence sociale pour ceux qui connaissent des difficultés passagères, les personnes seules, âgées, handicapées, mais aussi tout simplement les paumés, les laissés-pour-compte, les prisonniers de l'indifférence et de l'anonymat de nos villes.

Partenaires privilégiés

Afin de préparer les jeunes à ce défi, le premier programme CRUSOE de la Croix-Rouge française s'est appuyé sur l'expérience du secourisme et sa technique des gestes qui sauvent. Mais il s'est aussi attaché à dépasser le cadre du simple apprentissage en favorisant l'implication de jeunes de milieux différents dans une mixité culturelle et sociale qui offre un meilleur terrain à nos interventions futures. Aussi notre entraînement utilise-t-il des situations nouvelles et imprévues qui permettent à chacun de découvrir son propre mode de réaction dans la confrontation de l'autre.

Nous avons également voulu offrir à des jeunes une formule différente de la compétition, et nous inscrire dans une perspective éducative plus large. Choix dans la tradition de la Croix-Rouge au demeurant et dont l'enjeu est de sauvegarder et transmettre un capital de compétence et de sagesse constitué au fil de son histoire et sur lequel s'appuie sa transformation actuelle. Et, dans cette optique, les jeunes sont nos partenaires privilégiés.

► Georgina Dufoix est présidente de la Croix-Rouge française.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Grisot, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

Votre célibat : un choix ou le fait du hasard ?

Il y a forcément quelque part un être qui répond à votre idéal. Pour que son chemin et le vôtre se croisent, il faut rencontrer des personnes qui recherchent quelqu'un comme vous, mais dont la sensibilité profonde correspond à la vôtre.

C'est cette aventure que vous pouvez connaître : découvrir des personnes dont le caractère, défini par une véritable étude psychologique, s'harmonise avec le vôtre.

L'évolution du monde vous passionne, un progrès dans un domaine aussi essentiel ne peut pas vous laisser indifférent.

« AMBI COUPLES RACONTENT »
(Un document passionnant. Des témoignages qui répondent à vos questions : « Les tests sont-ils utiles et exacts ? Et les tests de compatibilité ? Et l'Amour avec un grand V ? » etc.)

Pour recevoir une documentation complète, faites 36 15 Code ION sur votre Minitel ou retournez le coupon ci-dessous à

Ion International

UNE LIBERTÉ EN PLUS.

■ PARIS (33099) 61, rue Saint-Lazare Tél. : (1) 45.26.70.85
■ TOULOUSE (33200) 10, rue Négusier Tél. : (1) 41.64.48.58
■ BRUXELLES (33040) rue Belvédère 205 BP 15 Tél. : (02) 230.59.46
■ GENÈVE (33060) 1, rue de Flonssant Tél. : (022) 46.84.88

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli neutre et cacheté, votre brochure 24 pages couleurs.

M. Mlle, Mlle

Prénom

Age

Adresse

M 69

LA CRISE DU GOLFE

M. James Baker écarte l'idée de concessions territoriales à l'Irak

Aux yeux des Américains, il ne peut y avoir de solution « partielle » à la crise du Golfe. Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, l'a clairement affirmé mardi 16 octobre, après que divers bruits, colportés notamment par la presse soviétique, eurent, ces derniers jours, accrédité l'idée d'un infléchissement de la position du président Saddam Hussein et d'une volonté de compromis de sa part.

Concéder une partie du territoire koweïtien en échange du retrait des troupes irakiennes du reste de l'émirat équivalait à donner une prime à l'agresseur, a déclaré M. Baker.

L'idée d'une telle formule de compromis représente pour le secrétaire d'Etat « le chant des sirènes » auquel il ne faut pas succomber : « Nous ne sommes pas désireux, a-t-il dit, de nous engager dans la recherche de solutions

partielles. » Le gouvernement koweïtien en exil a, de son côté, catégoriquement rejeté, mardi, toute idée de concession territoriale au profit de l'Irak.

Rapportant des propos que Saddam Hussein aurait tenus à Bagdad à l'émisnaire du président Gorbatchev, M. Evgueni Primakov, l'agence Novosti avait laissé entendre que le dirigeant irakien était disposé à évacuer le Koweït en échange des champs pétroliers de Roumalaïh-Sud et des îles de Boubyane et Warbah qui permettraient à l'Irak d'écouler son pétrole par le Golfe.

La tournée de M. Primakov

M. Vitali Ignatenko, chef du service de presse à la présidence de l'URSS, a, mardi, qualifié de « fausse » la nouvelle diffusée par l'agence Novosti sur les détails des pourparlers d'Evgueni Primakov à Bagdad. L'agence avait fait état vendredi « de l'assouplissement de la position du président irakien » et a apporté mardi un démenti en déclarant que son information sur

ces pourparlers « ne reflétait pas le contenu des entretiens qui ont eu lieu ».

Ces informations, également diffusées par des responsables jordaniens, avaient été immédiatement démenties par Bagdad. Interrogé à leur sujet lundi, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, avait simplement répondu : « Je constate qu'une information a été diffusée et qu'elle a été démentie ».

Les spéculations sur la possibilité d'une solution négociée, encouragée par l'URSS, ont cependant été renforcées par l'annonce faite lundi à Moscou que M. Primakov allait entreprendre une tournée à Rome, Paris - où il devait être reçu mercredi à l'Elysée - et Washington où il rencontrera vendredi le président George Bush.

Le secrétaire d'Etat américain, qui s'est déjà entretenu avec M. Chevardnadze de la mission effectuée par M. Primakov à Bagdad début octobre, a mis en doute la version rapportée par l'agence Novosti. « Je ne suis pas certain d'avoir reçu [de M. Chevardnadze]

confirmation des informations de la presse soviétique », a-t-il dit, ajoutant que l'URSS lui paraît « toujours entièrement engagée dans la voie d'une application complète des résolutions des Nations unies » et que M. Chevardnadze « reste aussi ferme que les Etats-Unis dans le rejet des solutions partielles ».

A l'issue de l'entretien d'une heure qu'il a eu mardi à Rome avec le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, M. Primakov s'est déclaré « optimiste malgré tout ». Selon un porte-parole italien, l'émisnaire soviétique aurait fait état de la disposition de Saddam Hussein à un règlement négocié à condition que les Occidentaux ne posent pas d'ultimatum et qu'ils ne menacent plus l'Irak d'une intervention militaire.

Quant à M. Mitterrand, déjà informé il y a aussi par Moscou des résultats de la mission de M. Primakov à Bagdad, il a redit lundi, lors de sa conférence de presse, qu'il était favorable à la négociation mais que « cela suppose que les préférences fixées par le Conseil de sécurité des Nations unies

notamment l'évacuation du Koweït soient remplies ». Or ils ne le sont pas.

Tandis que le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, est arrivé mardi à Moscou, où il devait s'entretenir, notamment avec M. Gorbatchev, de la crise du Golfe, M. Primakov, dans sa tournée en Occident, est porteur d'un message du président soviétique. « Ce n'est qu'après ces consultations que la direction soviétique définira sa politique ultérieure », a précisé mardi un porte-parole de la présidence à Moscou.

« Pas de sang pour le pétrole »

L'agence soviétique non officielle INTERFAX a affirmé mardi, en citant des sources ayant requis l'anonymat, que M. Primakov « est partisan d'utiliser jusqu'à la dernière possibilité tous les moyens pour un règlement pacifique de la crise du Golfe ».

En URSS comme ailleurs, il y a un clivage entre partisans d'une solution militaire et partisans de

pressions politiques, ajoute l'agence, qui estime que « le prix d'une action militaire est beaucoup trop élevé ».

Le président américain, qui prononçait mardi un discours à Des Moines, dans l'Iowa, s'est pour sa part trouvé pendant quelques instants aux prises avec des manifestants hostiles à une intervention armée dans le Golfe, qui l'ont interrompu aux cris de « Pas de sang pour le pétrole ». « Si nous ne nous opposons pas à l'agression quand elle est flagrante et brutale, qui donc le ferait ? (...) Les Etats-Unis ont la responsabilité de rassembler et de diriger la coalition de forces qui dit simplement à Saddam Hussein : Vous ne pouvez terroriser votre voisin, vous ne pouvez l'éliminer », leur a répondu M. Bush.

Dans l'immédiat, Washington va s'efforcer de faire adopter une nouvelle résolution par le Conseil de sécurité des Nations unies. M. Baker a indiqué que la priorité serait donnée à une résolution sur le ravitaillement des ambassades étrangères à Koweït. - (AFP, Reuters)

La visite de M. Dumas

Oman veut marquer sa différence

SALALAH (sultanat d'Oman)
de notre envoyé spécial

Gardiens du détroit d'Ormuz, le sultanat d'Oman a toujours un peu fait bande à part. Il n'entra jamais dans l'OTEP, soutint - seul dans le monde arabe - les accords de Camp David entre Israël, l'Egypte et les Etats-Unis, resta neutre dans la guerre entre l'Iran et l'Irak. Rien d'étonnant donc si, dans la crise du Golfe, Oman marque à nouveau sa différence. Elle tient autant à la situation géographique du sultanat, moins proche de l'épicentre du conflit, qu'à la personnalité et aux idées de son monarque.

Pétri d'éducation anglo-saxonne, résolument anticommuniste et pro-occidental depuis son arrivée au pouvoir en 1970, mais soucieux aussi de ménager ses voisins iraniens, le sultan Qabous mène de longue date une diplomatie originale, toute en prudence et en finesse. C'est un spécialiste de l'équilibre et de la médiation. Recevant M. Roland Dumas, mardi 16 octobre, dans son palais de Salalah, la capitale de la province du Dhofar où il règne plusieurs mois par an, le sultan a tenu au ministre français un langage plus mesuré que celui de ses pairs du Golfe.

Sceptiques sur les chances de succès de l'embargo, les dirigeants du Qatar semblent souhaiter l'intervention armée contre Bagdad. A Bahreïn, on privilégie la dissuasion par l'embargo, sans écartier pour autant l'option militaire. Le sultan

Qabous, lui, insiste sur la nécessité d'un dénouement politique. Face au danger de guerre, il crie casse-cou. Redoutant plus que ses voisins les risques d'une nouvelle déstabilisation de la région - même s'il devait, pour évidentes raisons géographiques, moins en souffrir qu'eux - Oman veut croire qu'il reste possible de ramener Saddam Hussein à la raison.

Responsabilité collective

Lors d'une conférence de presse, le ministre omanais des affaires étrangères, M. Youssef Ben Alaoui Abdallah, a résumé les espoirs et les craintes du sultanat. « Nous sommes d'accord avec la France pour renforcer l'application des résolutions de l'ONU. Et cela en vue d'une solution pacifique, pas pour faire la guerre. Si cette guerre, que nous n'appelons pas de nos vœux, éclate quand même, la responsabilité en incomberait à tous. J'ai l'espoir que Saddam Hussein finira par comprendre ce que lui dit l'unanimité de la communauté internationale, et qu'il se ralliera à tous les autres dirigeants du monde. »

Cela n'empêche pas les Omanais, « très satisfaits de la position française », de remercier chaleureusement Paris pour avoir envoyé des troupes dans la région « à la demande de pays frères ». « Cela nous réconforte », a dit M. Ben Alaoui. Obsédé par sa sécurité, comme tous les Etats du Golfe,

Oman se préoccupe du long terme. Aussi, le sultan Qabous et M. Dumas ont-ils envisagé les perspectives de l'« après-crise ». Comment éviter de nouvelles agressions ? Comment créer un meilleur climat politique dans la région ?

Comme Qatar et Bahreïn, Oman ne considère pas que l'annexion du Koweït ait sonné le glas du Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'organisme régional qui regroupe depuis 1981 - outre les trois pays que vient de visiter M. Dumas - l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït. Au contraire, Oman, comme ses voisins, croit à l'avenir du CCG comme cadre d'une plus grande solidarité régionale. Les Etats du Golfe pourraient, dans une étape ultérieure, s'inspirer de ce que l'Europe est en train de faire au sein de la CSCE, et que M. Dumas a donné en exemple à ses hôtes.

Sur le plan bilatéral, il se confirme que M. Mitterrand se rendra en visite d'Etat dans le sultanat, non pas bien sûr pendant ce mois d'octobre, comme convenu initialement, mais sans doute au début de l'année prochaine.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

« Message de soutien » aux assiégés de l'ambassade de France au Koweït

M. Daniel Bernard, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a indiqué, mardi 16 octobre, que M. Roland Dumas avait transmis au chargé d'affaires français à Koweït, M. Jean-Pierre Galtier, un « message de soutien et de solidarité » pour les diplomates et ressortissants français qui restent dans l'émirat. M. Galtier, qui est à la tête d'une demi-douzaine de membres de l'ambassade assiégée par les troupes irakiennes, s'est montré « résolu et déterminé à tenir », malgré les difficultés considérables de la situation, a déclaré M. Bernard.

Lors du passage de M. Dumas à Manama (Bahreïn), un contact téléphonique a été établi avec M. Galtier et cette communication, a précisé M. Bernard, a permis de faire le point sur la situation à l'ambassade et sur celle des quelque quatre-vingts Français se trouvant encore au Koweït.

Les diplomates sont privés d'électricité depuis près de deux mois, et les soldats irakiens ayant vidé la citerne de l'ambassade, en sont réduits à boire l'eau stockée dans les baignoires et les lavabos. Lors d'une conférence de presse, lundi à Manama, M. Dumas avait déclaré que les diplomates « tiendraient jusqu'à l'extrême limite » mais que « chaque jour rapprochait de cette limite ». La France est, avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, un des derniers pays à n'avoir pas encore évacué son personnel diplomatique du Koweït. - (AFP, Reuters)

EN BREF

■ IRAK : M. Saddam Hussein décoré par des parlementaires espagnols. - M. Saddam Hussein a reçu des mains de parlementaires espagnols une médaille de la paix, a rapporté, mardi 16 octobre, l'agence de presse officielle irakienne INA. Cette décoration a été remise au chef de l'Etat irakien par la délégation qui a quitté Bagdad en compagnie de quinze ressortissants espagnols libérés après avoir été retenus pendant plus de deux mois en Irak. L'agence précise que la médaille porte l'inscription : « La lumière de la liberté pénètre toute chose ». - (Reuters)

■ JORDANIE : vers la création d'une armée populaire. - Le premier ministre jordanien, M. Moubarad Badrane, a indiqué, mardi 16 octobre, que son gouvernement avait décidé d'activer la loi sur l'armée populaire et d'intensifier les séances de son entraînement dans la mesure de ses possibilités. Il a précisé qu'un plan avait été mis au point pour « commencer l'entraînement d'étudiants des écoles secondaires et des universités ainsi que des ouvriers ». Le Parlement a, en effet, demandé au gouvernement d'armer et d'entraîner toute personne capable de porter les armes, en raison de la crise du Golfe. - (AFP)

■ ALGERIE : des dockers ont boycotté un ferry français. - Des dockers algériens hostiles à l'envoi de troupes françaises dans le Golfe ont refusé, mardi 16 octobre, pendant trois heures de décharger dans le port d'Alger un ferry français, le *Napoléon*, en provenance de Marseille. Ce navire appartient

à la Compagnie maritime de Méditerranée et de Corse, dont deux autres ferries, le *Corse* et l'*Estérel*, ont transporté des unités françaises en Arabie saoudite. Les dockers, qui entendaient marquer leur « solidarité avec le peuple irakien qui fait face au blocus des armées occidentales », ont finalement repris le travail, et le *Napoléon* a pu repartir pour la France. - (AFP, Reuters)

■ URSS : manifestations estudiantines en Ukraine. - Quelque 70 000 étudiants ont manifesté mardi 16 octobre à Kiev pour la seconde journée consécutive et se sont rendus dans les usines pour appeler les ouvriers à observer une journée de grève mercredi. Des sit-in et grèves de la faim se déroulent dans la capitale ukrainienne depuis le début du mois pour réclamer la démission du gouvernement communiste et l'adoption d'une Constitution consacrant l'indépendance de l'Ukraine. - (Reuters)

■ PORTUGAL : M. Basílio Horta, candidat du CDS à l'élection présidentielle. - M. Basílio Horta, vice-président et secrétaire général du Centre démocratique et social (CDS, chrétiens de droite), a annoncé mardi 16 octobre sa candidature à l'élection présidentielle de janvier 1991. Cette annonce fait suite à celles du président sortant Mario Soares (socialiste), de MM. Carlos Carvalhas, secrétaire général adjoint du Parti communiste portugais, et Carlos Marques, ancien dirigeant de l'extrême gauche, qui se présente comme indépendant. - (AFP)

EXPLOSIF!

LE LIVRE

QUI EMPECHE

LES SOCIALISTES

DE DORMIR.

Antoine Gaudino

L'ENQUETE IMPOSSIBLE

Albin Michel

Le vrai dossier des fausses factures enfin révélé

Albin Michel



**LE NORD S'ELOIGNE DU SUD,
L'EST SE RAPPROCHE DE L'OUEST,
L'EXTREME-ORIENT DEVIENT LE CENTRE,
LE MOYEN-ORIENT
NE SAIT PLUS OU IL EST.**

L'EXPANSION DRESSE LA NOUVELLE CARTE DU MONDE.

En six mois, le monde a changé d'un siècle. Pour aider les cadres et responsables d'entreprises à concevoir de nouvelles stratégies, l'Expansion analyse ce nouvel état du monde. Crise du Golfe : l'Arabie fragile et convoitée. Europe de l'Est : elle invente ses modèles. L'après URSS : un Commonwealth slave ? Les guerres de demain : l'Occident repense ses stratégies. Pénurie de l'épargne : les vrais défis du capitalisme. Japon : les 5 degrés de la puissance. Amérique : plaies sociales à panser. Europe : les nouvelles ambitions. Environnement : un business planétaire. Nord-Sud : les marchandages du libre-échange. L'Afrique du Sud : va-t-elle sauver l'Afrique ? Les multinationales : comment elles voient le monde. Et en exclusivité, les interviews de Zbigniew Brzezinski, Hélène Carrère d'Encausse et Michel Camdessus.



L'Expansion. En vente le 18 octobre.

L'EXPANSION. LE PREMIER MAGAZINE ECONOMIQUE FRANÇAIS.

هكذا من الاصل

PROCH

Al contraire
General Aoun



PROCHE-ORIENT

L'exil contrarié du général Aoun

Suite de la première page

Une démonstration de force d'une demi-heure, à l'issue de laquelle les chars et les soldats se sont retirés pour être remplacés par deux transports de troupes garés à 200 mètres de là. Un barrage a alors été établi, pour empêcher de passer plus tard, en fin d'après-midi, seuls demeuraient les deux blindés avec quelques soldats, qui ne bouclaient plus rien. Nul doute que cette affaire fait partie de la guerre des nerfs engagée autour du « cas Aoun ». On en veut pour preuve la réponse faite par le ministre de la défense, M. Albert Mansour, à l'ambassadeur de France, l'assurant que « ce dispositif n'était destiné qu'à la protection de l'ambassade ».

Jusqu'où ira cette petite guerre ? L'impression qui prévaut à Beyrouth pour l'instant demeure que cette crise, qui illustre la volonté de Damas de montrer au Liban - et désormais le patron au Liban - y compris et surtout dans le pays chrétien - va sans doute traîner en longueur, mais qu'un accord pourra être trouvé pour le départ du général Aoun.

En tout état de cause, le premier ministre libanais, M. Selim Hoss, qui s'est entretenu mardi avec M. Ala, a - contrairement aux déclarations péremptoires faites la veille par l'un de ses ministres, M. Nabih Berri - assuré mardi qu'« aucune décision définitive n'avait été prise par son gouvernement concernant le sort du général Aoun. Cette affaire est toujours examinée et discutée ».

Et M. Hoss d'ajouter que son gouvernement « prendra la décision adéquate prochainement, qui sera conforme aux intérêts du Liban ». « La France, a-t-il encore dit, respectera toute décision du gouvernement libanais, car elle émane de la légalité libanaise, reconnue et soutenue par la France ». « Le Liban, a enfin précisé M. Hoss, tient à garder en toutes circonstances de bonnes relations avec la France car c'est une grande puissance amie qui entretient de longue date avec le Liban de profondes

relations et d'étroits intérêts communs ».

L'ambassadeur de France a, pour sa part, affirmé que Paris et Beyrouth « échangeaient actuellement leurs points de vue », précisant : « Il n'y a pas, pour le moment, d'incompatibilité entre ceux-ci, et je souhaite un heureux dénouement ». M. Ala a assuré que si le gouvernement libanais refusait au général Aoun le droit de quitter son pays, il « resterait, bien évidemment, à l'ambassade de France ».

« Colonnies et manipulations »

Evocant d'autre part les critiques de la presse libanaise contre l'octroi du droit d'asile politique en France au général Aoun, M. Ala a déclaré : « Une fois de plus, certains ont voulu dénaturer la position française. Certains ont présenté, par exemple, l'accueil à l'ambassade de France du général Aoun comme une sorte d'option politique en faveur de la communauté chrétienne maronite. Je tiens à dire de la manière la plus solennelle qu'il s'agit de colonnes et de manipulations, qui n'ont rien à voir avec la réalité. L'asile diplomatique a été accordé au général Aoun et à certains de ses proches au moment même où se négociait un cessez-le-feu qui a pris plusieurs heures à se concrétiser ». M. Ala a ajouté : « C'est dans le cadre de cette négociation qu'il a été suggéré au général Aoun de se rendre à l'ambassade comme une modalité de l'établissement du cessez-le-feu. Cela ne s'est pas fait à l'insu des autorités libanaises. Elles en ont été informées avant même que le général Aoun n'entre dans l'ambassade ».

Selon plusieurs témoignages, c'est à 7 h 5 environ, soit cinq minutes après que les avions syriens eurent lâché leurs bombes sur le palais de Baabda, que le général Aoun, surpris et ébranlé par l'intervention de l'aviation - signal de la détermination de Damas à en finir -, a contacté M. Ala pour lui dire qu'il voulait

un cessez-le-feu et demandait pour cela l'aide de la France. Dix minutes plus tard, M. Ala téléphona, à son tour, au président Hraoui pour l'en informer. Des négociations téléphoniques se sont alors engagées, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France, entre le général Aoun - à qui il était suggéré de se rendre - à l'ambassade - et le président Hraoui ainsi que son ministre de la défense. Réticent à accepter les conditions posées pour l'établissement du cessez-le-feu, le général Aoun y a toutefois été très vivement encouragé par M. Ala. A 9 h 30, son communiqué, dont les termes avaient été discutés avec le ministre de la défense, était diffusé sur les ondes de sa radio. De sources très proches du général Aoun, on affirme que celui-ci, en partant pour l'ambassade, pensait pouvoir « négocier » l'arrêt des combats, et c'est la raison pour laquelle il aurait notamment laissé sa famille à Baabda. Mais, dès la veille, on n'en était plus là, et c'est sa reddition pure et simple qui était exigée. Quant au départ du général Aoun pour la France, le président Hraoui, interrogé, aurait d'abord donné un accord de principe avant que ne surgisse cette brusque revendication de juger au Liban le général Aoun.

La reddition, qui, dans de telles conditions, a surpris tous les partisans du général Aoun et provoqué la colère de ses soldats, reste toutefois teintée de mystère, même si certains l'expliquent par le fait que le général, déjà ébranlé par une tentative d'attentat contre lui, la veille, aurait « craqué » après l'intervention de l'aviation syrienne. Le rôle exact de l'« encouragement » joué dans cette affaire par Paris n'est, lui non plus, pas très clair. Le général Aoun aura sans doute, plus tard, l'occasion de s'expliquer sur ce chapitre.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les réactions politiques

Manifestation à Paris pour le « retrait des troupes étrangères »

A l'appel du Parti républicain (PR) et du Centre des démocrates sociaux (CDS), plusieurs centaines de personnes ont participé, dans la soirée du mardi 16 octobre, près de l'ambassade du Liban, à Paris, à une manifestation, pour la « souveraineté du Liban » et le « retrait des troupes étrangères ». Une soixantaine de députés PR, UDC, et RPR étaient présents, ainsi que M. Marie-France Stirbois, député du Front national, et M. Jean-Marie Daillet, membre du mouvement « France unie ».

M. Bernard Stasi (UDC) a dénoncé « avec indignation, l'odieux marchandage selon lequel les Etats-Unis ont donné carte blanche à la Syrie » au Liban, et a appelé la France « à sortir la communauté internationale de sa torpeur ».

Par ailleurs, le groupe RPR du Sénat, réuni mardi 16 octobre, a déclaré que « le devoir de la France est d'exiger le retrait de toutes les troupes étrangères du Liban et le retour à son entière souveraineté ». Le groupe RPR a également estimé que, « en acceptant que la Syrie établisse sa domination, le gouvernement français a manqué aux devoirs historiques de la France au Moyen-Orient ».

Il a exprimé « sa stupeur face aux déclarations du président de la République. Le droit est le même partout et pour tous : au Liban comme au Koweït ».

Eafig, M. Ladislav Poniatowski, porte-parole du PR, a estimé que M. François Mitterrand avait été « très silencieux » sur le Liban lors de sa conférence de presse du 15 octobre. En revanche, M. François Léotard, président du PR, a indiqué, mardi 16 octobre, sur FR3, qu'il avait trouvé les propos de M. Mitterrand « extrêmement dignes ».

« L'URSS se félicite de la reddition du général Aoun. Le ministre soviétique des affaires étrangères a salué, mardi 16 octobre, la reddition du général Michel Aoun en déclarant dans un communiqué : « L'élimination d'un des obstacles principaux au déblocage du conflit crée dans l'arène libanaise un nouveau climat politique plus favorable à la poursuite du processus entamé à Taëf ». « De son côté, l'URSS aidera désormais avec constance le peuple libanais pour un règlement politique de la crise libanaise sous tous ses aspects », conclut le communiqué. - (AFP)

EUROPE

ROUMANIE : selon l'ancien chef de la Securitate

Les événements du 22 décembre 1989 étaient « artificiels »

L'ancien chef de la police politique roumaine, le général Iulian Vlad, jugé pour « complicité de génocide », a affirmé lundi 15 octobre devant la Cour suprême de justice que les événements survenus à Bucarest le 22 décembre 1989, après la fuite de Nicolae Ceausescu, étaient « artificiels » et « sans raison ».

Le patron de l'ancienne Securitate, dont le procès a repris lundi après trois semaines d'interruption, a estimé que « la victoire de la révolution était, à ce moment-là, évidente ». « Les actions qui ont suivi le départ de Ceausescu n'avaient aucune raison d'être », a-t-il ajouté. « Pourquoi s'en est-il tiré à la télévision, s'est-il interrogé, alors que j'avais ordonné que les révolutionnaires puissent y entrer ? »

Une des questions qui demeurent posées depuis la chute du dictateur est en effet de savoir qui a tiré et sur quel ordre après la fuite en hélicoptère du couple Ceausescu et son arrestation le jour même. Le général Vlad a d'autre part souligné que, s'il l'avait voulu, il aurait pu interrompre les émissions de télévision en coupant les relais, gardés par les hommes de la Securitate.

Au cours de cette audience, sept témoins de l'accusation, d'anciens hauts responsables de la Securitate, de la milice et du Parti communiste, ont affirmé n'avoir reçu aucun ordre du général Vlad concernant des

« TURQUIE : les rumeurs d'exécution de condamnés à mort sont démenties. - Le ministre d'Etat, M. Mehmet Kocociler, a démenti, mardi 16 octobre, dans une interview au quotidien turc *Gunes*, avoir déclaré que le gouvernement avait l'intention de faire exécuter cent soixante-quinze condamnés à mort (le Monde du 17 octobre). « J'ai été mal compris, a-t-il déclaré. J'ai seulement souligné que cette question était en discussion au sein du gouvernement. » - (Reuters)

mesures contre les manifestations de Timisoara, le 17 décembre 1989. Un autre témoin, inculpé lui aussi dans le procès de Timisoara, le colonel Traian Sima, responsable de la Securitate pour le département de Timis, a déclaré de son côté : « A Timisoara, c'est l'armée qui a tiré le 18 décembre sous le commandement du général Stefan Guse ». Le 29 décembre dernier, le général Guse, membre du conseil du Front de salut national dès sa création et chef de l'état-major interarmes de Roumanie, avait été limogé de ses fonctions pour des « raisons de haute gravité ».

Lors de la séance de mardi de la Cour suprême de justice, M. Silviu Curticeanu, ancien secrétaire du Parti communiste roumain, a affirmé que « le général Vlad est le seul à avoir dit la vérité à Elena Ceausescu sur les événements de Timisoara ». Alors que le dictateur était en voyage officiel à Téhéran, l'ancien chef de la Securitate avait, selon le témoin, précisé que les manifestations de Timisoara avaient « un caractère populaire et dénonçaient le mécontentement de la population ». - (AFP)

Le général Stanculescu dément les rumeurs de coup d'Etat militaire

BUCAREST

correspondance

« Ni de Gaulle, ni Pinochet, ni Jaruzelski, je veux être comparé à moi-même. » Le général Victor Stanculescu, ministre roumain de la défense, a tenté de couper court, mardi 16 octobre, aux rumeurs de coup d'Etat militaire, et a présenté, au contrepoint, un très démocratique bilan de son action à la tête de l'armée. « Il est vrai que l'on a suggéré qu'un régime militaire pourrait être une solution pour la Roumanie, car on prétendait que la démocratie ne pouvait y fonctionner », a expliqué le général devant la presse. « J'ai été contacté par des groupes (...) qui m'ont suggéré que j'étais un recours », a-t-il révélé avant de déclarer : « Je l'ai dit et je le maintiens. En Roumanie, pays qui veut entrer dans l'Europe par la démocratie, la dictature n'a pas de place. Fût-elle militaire. »

Le général Stanculescu, seul membre de l'actuel gouvernement à avoir été vicaire-ministre (de la défense) sous Ceausescu, avait été nommé à la tête des armées le 16 février dernier en remplacement du général Nicolae Militaru.

Il avait été récemment présenté dans la presse comme « l'homme fort » d'un gouvernement fragilisé par une grave crise économique, une sporadique agitation sociale et d'incessants troubles politiques, dont il s'est soigneusement tenu à l'écart. « Les structures de contrôle politique dans l'armée ont été abolies, nous avons décentralisé certaines décisions et lancé une consultation au sein des forces armées », a affirmé le général.

Alors que les gouvernements roumain et hongrois échangeaient d'acides notes par ambassades interposées à propos des Magyars de Transylvanie, le général Stanculescu a confirmé qu'il allait rencontrer cette semaine son homologue hongrois à qui il allait proposer « un programme de coopération ». La semaine dernière, le ministre de la défense avait aussi organisé un séminaire sur « le droit humanitaire et l'armée » en collaboration avec la Croix-Rouge internationale. « Ni de Gaulle ni Pinochet », le général Stanculescu sait tout de même faire discrètement entendre sa différence.

J.-B. N.

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIERES

ISTAMBUL 870 F
MARRAKECH 1300 F
MONTREAL 1990 F
DAKAR 2220 F
TUNIS 830 F
LES ANTILLES 2250 F
SAN FRANCISCO 3500 F
BANGKOK 4950 F
PAPEETE 7900 F
NOUMEA 8900 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS. PRIX MINIMUM
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU 42 73 10 64

Le voyage de M. Douglas Hurd à Jérusalem Le secrétaire au Foreign Office se heurte au refus israélien d'une mission de l'ONU

M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, n'a pas réussi à obtenir, l'opposition israélienne à l'envoi d'une mission d'enquête de l'ONU sur la fusillade du mont du Temple (vingt et un Palestiniens tués).

Le chef de la diplomatie britannique, arrivé mardi 16 octobre en Israël, a rencontré le président du conseil M. Itzhak Shamir, ainsi que le ministre des affaires étrangères, M. David Levy. Il a vainement tenté de leur

faire accepter la venue des délégués qui sont censés enquêter sur les événements du 8 octobre. « Le gouvernement israélien a clairement exposé sa position », a déclaré M. Hurd à l'issue d'une matinée de discussions avec M. Levy. « Le président du conseil a expliqué (à M. Hurd) les raisons pour lesquelles Israël a décidé de ne pas recevoir la mission », a, pour sa part, déclaré M. Avi Feiner, porte-parole de M. Shamir. - (Reuters)

EGYPTE : selon Amnesty International

Les opposants politiques continuent d'être emprisonnés et torturés

Les forces de sécurité égyptiennes continuent d'incarcérer indûment et de torturer les opposants politiques en Egypte, assure Amnesty International dans un communiqué publié mercredi 17 octobre. Huit mille personnes auraient été arrêtées en 1989 pour des motifs politiques et les arrestations se poursuivent, même si leur nombre a diminué cette année, précise l'organisation internationale de défense des droits de l'homme.

« Le recours à la détention arbitraire et à la torture revient régulièrement depuis que l'état d'urgence a été réimposé il y a neuf ans et risque de durer aussi longtemps que les forces de sécurité pourront, apparemment en toute impunité, emprisonner et torturer les opposants », écrit Amnesty. Selon le communiqué, la plupart des victimes de la répression sont des militants et des sympathisants de groupes islamistes, arrêtés illégalement et dont les confessions ont été extorquées par la force dans des centres spéciaux de la sécurité policière.

En conclusion, Amnesty, qui a présenté un rapport au gouvernement égyptien en février dernier mais n'a pas obtenu de réponse, demande la comparution en justice des responsables de tortures et le respect des droits des opposants politiques.

36.15 infoliban
le liban en direct
tél: 36.65.74.44

(Publicité) NATIONS DESUNIES au pied du MUR

Les chrétiens de France sont invités à prier en communion avec l'Eglise qui est à Jérusalem à la suite du massacre des Palestiniens par la police israélienne. Mgr Delaporte, évêque de Cambrai; Mgr Herriot, évêque de Verdun; Claude Bourdet; Michel Jobert; Didier Motchane; Roger Tréfeu commentent l'attitude des nations desunies mises au pied du Mur par cette tuerie.

Par ailleurs, Jacques Delors rend hommage à Eugène Des-camps.

Témoignage Chrétien

Chaque semaine chez les marchands de journaux ou à TC 49, 49, rue Poissonnière, 75009 Paris. Tél. 42.46.37.50. Prix: 15 F.

SUD, L'OUEST, LE CENTRE, L'EST.

Expansion
A NOUVELLE CARTE DU MONDE
MIQUE FRANCOIS

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE

L'identité du dernier « espion de Cambridge » est révélée par un transfuge soviétique

L'affaire des « espions de Cambridge » vient sans doute de connaître son épilogue avec les révélations d'un transfuge soviétique qui, dans un livre dont le *Times* publie les bonnes feuilles, donne enfin le nom du « cinquième homme » dont l'existence était connue de longue date, mais non l'identité.

LONDRES

de notre correspondant

Le « cinquième homme » vit toujours. C'est un vieux monsieur de soixante-dix-sept ans qui achève paisiblement ses jours, en compagnie d'une femme nettement plus jeune que lui, dans une jolie maison du sud de la France, à Saint-Antonin-du-Var. Son nom est John Cairncross. Il a pris sa retraite du Foreign Office, du service du Chiffre, du Trésor et de quelques autres institutions, après avoir trahi son pays toute sa vie au profit de l'URSS. Les quatre autres sont morts. Ils s'appelaient Kim Philby, Guy Burgess, Donald MacLean et Anthony Blunt.

L'identité et l'histoire du « cinquième homme » sont contenues dans un livre rédigé en commun par un transfuge soviétique, Oleg Gordievski, ancien chef de l'antenne du KGB à Londres, passé à l'ouest en juillet 1985, et par un professeur d'histoire de l'université de Cambridge, spécialiste des questions d'espionnage, Christopher Andrew.

Le *Times* publie en feuilleton, depuis le lundi 15 octobre, les bonnes pages de cet ouvrage, le KGB vu de l'intérieur, de Lénine à

Gorbatchev, qui doit paraître jeudi à Londres. On y apprend des faits totalement inédits sur le « cercle de Cambridge », ce groupe de cinq espions issus du meilleur monde, recrutés par le NKVD (l'ancêtre du KGB), de 1933 à 1935.

On savait déjà beaucoup de choses sur Kim Philby, probablement le plus important des « cinq ». Communiste par révolte contre l'establishment et haine du nazisme, il est le premier à trahir, à Cambridge, en 1933. Il recrute, au cours de l'été 1934, Guy Burgess, communiste mondain, homosexuel flamboyant et personnalité tourmentée, alors étudiant à Trinity College, et promis au Foreign Office. Arnold Deutsch, émissaire clandestin du NKVD, arrive en Angleterre ce même été pour « contrôler » Burgess.

Un étudiant écossais

Personnellement grand amateur de vin et de femmes, Philby a fourni à Deutsch quelques renseignements utiles sur le caractère et les passions de ses petits camarades. L'agent de Moscou comprend vite quel parti il peut en tirer. Grâce à Burgess, il entre en contact avec deux étudiants qui ont le même idéal communiste et les mêmes goûts homosexuels que ce dernier. Donald MacLean (qui entre lui-même au Foreign Office dès 1935) et Anthony Blunt (historien d'art, futur conservateur en chef des collections royales).

Tout cela est bien connu. Ce qui l'est moins, c'est que Blunt était à l'époque le répétiteur d'un étudiant écossais de première année, d'origine modeste, originaire de Glasgow et communiste convaincu,

John Cairncross. Blunt n'aime pas beaucoup ce jeune homme, qui n'est pas homosexuel, plutôt mal à l'aise en société, et ne vient pas de l'aristocratie ou de la grande bourgeoisie. Mais Cairncross est travailleur, il a du talent, et devrait faire carrière. Blunt le recrute donc, il le trahira plus tard.

Cairncross est ouvertement communiste. Son contrôle soviétique le convainc rapidement de donner le change et d'entrer dans l'establishment. Il passe donc en 1936 l'examen du Foreign Office, y est reçu premier et... est accueilli à bras ouverts dans cette institution par MacLean.

La carrière de Cairncross est décrite par Moscou, avec l'aide de Philby et MacLean. Cairncross devient en septembre 1940 le secrétaire particulier de Lord Hankey, pacifiste proche de Neville Chamberlain, qui appartient, en tant que chancelier du duché de Lancaster, au cabinet de guerre dirigé par Churchill. A ce titre, il a accès à tous les documents confidentiels.

« Des tonnes de documents »

Dimitri Svetanko, chef du desk britannique à Moscou pendant la guerre, a raconté dans les années 70 à Gordievski que Cairncross a fourni « littéralement des tonnes de documents » pendant cette période. En 1942, Cairncross entre au Chiffre. Il donne aux Soviétiques le code allemand, que les Britanniques ont décrypté. Cela permet à l'Armée rouge de connaître à l'avance le dispositif ennemi lors de la bataille décisive du saillant de Koursk, l'été 1943. En 1947, il a accès aux documents anglo-américains concernant la bombe atomique.

Burgess et MacLean, découverts, s'enfuient à Moscou en 1951. Philby, inquisiteur, tiendra jusqu'en 1963, avant de disparaître à son tour « de l'autre côté du miroir ». Blunt, anobli par la reine, mourra déshonoré mais libre en mars 1983. Il avait, vingt ans plus tôt, « donné » son ancien étudiant pour se sauver lui-même.

Cairncross est confondu en 1964 par les services de contre-espionnage qui ont en main la confession de Blunt. L'intéressé avoue. Mais les Britanniques préfèrent le laisser partir à l'étranger, aux Etats-Unis d'abord, puis à Rome, et enfin en France. Son nom n'avait jamais été mentionné jusqu'ici.

DOMINIQUE DHOMBRES

■ IRLANDE DU NORD : un catholique et un protestant tués. — Un catholique et un protestant ont été tués par balles, mardi 16 octobre, dans un quartier catholique du nord de Belfast, lors de deux agressions commises vraisemblablement par deux organisations paramilitaires terroristes différentes, selon la Royal Ulster Constabulary (RUC). — (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : selon un récent sondage

Le pessimisme est général...

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush a de sérieux ennemis. Il était clair que sa pitoyable performance personnelle en pleine crise budgétaire affaiblirait politiquement (le *Monde* des 11 et 13 octobre). Un sondage publié mardi 16 octobre par le *Washington Post* confirme que ses hésitations et ses maladroites lui ont déjà coûté cher : sa popularité a chuté de 19 points en l'espace d'un mois, passant de 75 % à 56 %.

Cela reste un score très honorable, supérieur à celui réalisé par la plupart de ses prédécesseurs à ce stade de leur mandat, mais la vitesse de la dégringolade est tout de même étonnante. La chute de popularité est sensible dans toutes les catégories de la population, mais particulièrement spectaculaire chez les plus modestes (de 73 % à 37 % pour les revenus inférieurs à 1 000 dollars par mois) ainsi que chez les Noirs (de 74 % à 37 % également).

Pourtant, l'enseignement majeur de ce sondage est ailleurs. Ce n'est pas seulement le président des Etats-Unis qui trébuche, c'est aussi — fait plus grave — l'aigle américain qui semble battre de l'aile, du moins dans la perception des Américains eux-mêmes. Selon l'enquête réalisée pour le *Washington Post* et *ABC News*, 79 % des personnes interrogées estiment que « les choses, dans ce pays, vont dans la mauvaise direction », et seulement 19 % pensent qu'elles « vont généralement dans la bonne direction ». Le pessimisme est général, quels que soient les régions,



les conditions sociales, la race ou le sexe, et il est si affirmé qu'on peut se demander si la manière dont la question a été posée n'a pas influé sur les réponses.

Cet accès de morosité, ce semblant de crise de confiance, apparemment en tout cas clairement lié à l'imbroglio budgétaire (plus encore que le président, le Congrès subit les foudres du public qui désapprouve son comportement dans une proportion supérieure à 60 %). Mais le doute semble gagner aussi le domaine où le consensus national paraissait jusqu'ici présent le plus

massif : celui de l'attitude à adopter face à la crise du Golfe. Certes, 64 % des personnes interrogées approuvent la manière dont M. Bush fait face à cette crise, mais ils étaient 78 % à l'approuver en septembre. Et alors que, il y a cinq semaines, 75 % des Américains étaient favorables au maintien de troupes américaines dans la région tant que l'Irak n'aurait pas cédé, ils ne sont plus que 60 % à être de cet avis. Faut-il, là encore, insister sur le chiffre absolu, qui reste élevé, ou sur l'effritement relatif?

JAN KRAUZE

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Les rumeurs de coup d'Etat se multiplient

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Les rumeurs de coup d'Etat se multiplient en République dominicaine, où l'activité est à demi-paralysée par la pénurie de carburants. Démarche peu ordinaire et témoignant, selon les observateurs, de la gravité de la crise, les principaux chefs militaires ont rendu public, lundi 15 octobre, un communiqué affirmant leur fidélité « au système démocratique » et leur soutien au gouvernement du président Joaquín Balaguer, réélu en mai dernier dans des conditions contestées par l'opposition.

Jeu de dernière, plusieurs officiers américains de haut rang ont rendu à Saint-Domingue les chefs d'état-major de l'armée dominicaine. Au cours de cette réunion discrète, les envoyés du Pentagone ont mis en garde les militaires dominicains contre toute aventure, faisant valoir que les Etats-Unis ne soutiendraient pas un régime de fait, alors qu'ils s'efforcent de promouvoir la démocratie dans l'hémisphère, et notamment dans la république voisine d'Haïti.

Depuis plus d'un mois, la République dominicaine s'enfonce dans le chaos. Le gouvernement, qui multiplie les déclarations contradictoires, semble incapable de faire

face à la situation. La population vit dans l'attente d'un hypothétique bateau chargé de carburants, alors que la Banque centrale est incapable de réunir les devises nécessaires au règlement de la facture pétrolière de la semaine en cours. D'interminables queues se forment aux abords des stations-service où des milliers d'automobilistes attendent, parfois pendant plusieurs jours, l'apparition d'un camion-citerne.

La distribution d'électricité, déjà très précaire avant la crise du Golfe, n'est plus assurée en moyenne que deux heures par jour. « La production industrielle a chuté de 40 % au cours des dernières semaines et est menacée de paralysie totale », affirme M. Antonio Isa Condé, qui préside une des principales associations de chefs d'entreprise. Les usines, les bureaux, les hôpitaux, les hôtels et même les ambassades ne trouvent plus de gazole pour alimenter les groupes électrogènes qu'ils ont dû acheter pour pallier la déficience de la Compagnie dominicaine d'électricité. La désorganisation du transport, conséquence du manque de carburants, aggrave la pénurie de produits alimentaires.

« Les Cubains font la queue, mais au moins ils ont des tickets et sont soignés gratuitement. Nous avons tous les inconvénients du

socialisme sans les avantages », s'exclame M^{me} Rosa de los Santos, une ménagère qui fait la queue depuis trois heures, en plein soleil, dans l'espoir d'acheter une livre de sucre.

La corruption, endémique à tous les niveaux, prospère à mesure que les pénuries s'étendent. Alors que les centrales syndicales menacent de déclencher une nouvelle grève générale de trois jours pour exiger un changement de politique économique, le Parti de la libération dominicaine (PLD), la principale formation d'opposition, a demandé la démission du président Balaguer, qui est âgé de quatre-vingt-quatre ans, et du vice-président, M. Carlos Morales Troncoso, afin que l'Assemblée nationale choisisse un nouveau chef d'Etat.

En attendant, un nombre croissant de Dominicains fuient la crise à bord de frégates embarcations qui gagnent, par dizaines chaque semaine, les côtes de Porto-Rico. Cet exode est devenu l'une des principales préoccupations des autorités portoricaines, qui estiment que plus de quatre mille immigrants dominicains clandestins arrivent chaque mois dans l'île.

JEAN-MICHEL CAROIT

PÉROU

Vague d'attentats attribués au Sentier lumineux dans tout le pays

Plusieurs attentats attribués au mouvement de guérilla Sentier lumineux se sont produits ces derniers jours au Pérou. Près de Tingo-Maria, dans la région de Maquiza, à 400 kilomètres au nord-est de Lima, un camion militaire a sauté mardi 16 octobre sur des mines. Il y a eu au moins vingt victimes : treize militaires et sept civils.

A Lima, les sendéristes ont attaqué six autobus lundi. Après avoir ordonné aux passagers de descendre, ils y ont mis le feu et ont tué l'un des conducteurs qui résistait. A Huancayo, dans le département de Puno, une colonne du Sentier a attaqué à la grenade et à la mitrailleuse un détachement policier. Il y a eu un mort et deux blessés.

Enfin, une fosse contenant vingt cadavres a été découverte dans la zone andine de Chilcahuayo. Les victimes sont des paysans qui avaient été enrôlés dans les milices luttant par les autorités pour lutter contre le Sentier lumineux. — (AFP, Reuters)

John Cairncross :

« Je ne suis pas le cinquième homme »

SAINT-ANTONIN (Var)

de notre envoyé spécial

John Cairncross n'est pas en fuite. Tout juste a-t-il fini à ses promenades quotidiennes au milieu des vignes, préférant rester dans sa petite maison de Saint-Antonin, un village de quatre cents habitants perdu au fin fond du Var. Toute la journée de mardi 16 octobre, il a refusé de rencontrer le moindre journaliste. Quelques instants, il est sorti sur le perron, à cent mètres de la grille d'entrée, pour bien montrer qu'il n'avait pas quitté la région. Il s'est contenté d'agiter la main vers le photographe. Sans prononcer un mot. Au téléphone, pourtant, John Cairncross est sorti de son silence pour contredire l'essentiel des informations parues dans la presse.

« Que pensez-vous des révélations du *Times* ? »

— Ce ne sont que de prétendues révélations. Les extraits du livre de MM. Gordievski et Andrew que j'ai pu lire sont déjà bourrés d'erreurs. Ce n'est qu'une campagne publicitaire, une campagne à sensation. On est en train de dire n'importe quoi.

— Par exemple ?

— Par exemple, je n'ai jamais connu la nature des activités de Blunt, Burgess et MacLean avant 1951 lorsque la presse a tout révélé et que Blunt et MacLean se sont réfugiés à Moscou. Par ailleurs, Burgess n'a jamais été mon tuteur à l'université comme cela a été écrit. C'est absolument faux.

— Vous ne les avez jamais rencontrés ?

— Si, naturellement au Trinity College, puisque nous y étions en même temps. Mais cela ne prouve rien. Sûrement pas qu'il y a eu une quelconque coopération. Non, je ne suis pas le cinquième homme.

« Qui m'accuse ? »

— On vous accuse d'avoir le premier averti les Soviétiques de la décision anglo-américaine de construire une bombe atomique. On dit également que vous avez transmis le plan de l'opération allemande « Citadelle » que détenaient les Anglais, permettant aux Soviétiques de remporter la bataille de Koursk ?

— D'abord, qui m'accuse ? Un professeur, un ancien du KGB, pas le gouvernement britannique. Ensuite, je n'ai jamais fourni la moindre information sur la bombe atomique. Pour le reste, je ne peux rien dire. Je suis un ex-fonctionnaire des renseignements et j'ai donc la bouche cousue. Un professeur comme Andrew peut dire n'importe quoi. Gordievski également. Moi, je m'expose à des poursuites. De toute manière, je ne répondrai que lorsque j'aurai lu tout le livre et pas quelques extraits. Ensuite, je verrai ce que je peux dire. Mais, je le répète, je ne suis pas le cinquième homme. Et d'abord, y a-t-il un cinquième homme ?

Accoudée à la grille d'entrée, encadrée de ses deux lévriers saluki, Gayl Brinkerhoff, la jeune Américaine qui partage depuis six ans la vie de John Cairncross, attaque violemment Christopher Andrew : « Il est venu nous voir il y a un mois, juste pour dire qu'il nous avait rencontrés. Il n'a jamais vraiment expliqué ce qu'il faisait. D'ailleurs, le livre était déjà fini. » Elle se demande pourquoi « on ressort de vieilles histoires alors que John a déjà été interrogé par le MI 5 (le contre-espionnage britannique) en 1964. »

John Cairncross avait alors cinquante et un ans. Il en a soixante-dix-sept aujourd'hui. Installé à Saint-Antonin depuis six mois, après trente années passées à Rome, il consacre la plus grande partie de son temps à écrire. « Très tranquille », « vraiment gentil », personne n'a jamais trouvé le moindre reproche à faire à ce « couple sans histoires ». Même les chiens qui courent à travers le jardin entre une table de camping et un rosier et aboient sur tout ce qui bouge, n'ont pas réussi à provoquer la colère des voisins.

John Cairncross et Gayl Brinkerhoff ne craignent maintenant qu'une chose : se voir refuser la carte de séjour qu'ils attendaient pour bientôt. Et les services secrets britanniques ? La jeune femme sourit : « S'ils avaient voulu nous embêter, ils l'auraient fait depuis longtemps. »

NATHANIEL HERZBERG

IDATE

12èmes Journées Internationales

14, 15 et 16 novembre 1990 - Montpellier

Technologies clés, expériences, nouveaux concepts

Sans fil, à haute définition, multimédia, à valeur ajoutée, hyper-interactive, stratégique, concurrentielle, sensible aux nouveaux marchés de l'est, ergonomique... telles seraient les leçons de quelques-unes des multiples facettes de la communication du futur. Les 12èmes Journées Internationales offriront la variété des expériences, des travaux et des points de vue théoriques relatifs aux futurs des systèmes de communication. Trois problématiques principales structureront les travaux de quelque 90 conférenciers venus d'Europe, des Etats-Unis et du Japon, autour de 4 tables rondes et plus de 20 sessions.

• Quelles sont les principales innovations techniques attendues dans les dix prochaines années ? Quels seront les problèmes associés à leur développement ?

• Quelles sont les expériences en cours les plus significatives dans le monde ? Que vont-elles changer dans la pratique et dans les métiers ? (enseignement, médecine, presse-édition, banque, commerce, loisirs...)

• Sous la pression des technologies, du foisonnement des nouvelles applications, et des évolutions réglementaires, assiste-t-on à un nouveau débat d'idées ? Quels en seront les lieux ? Quels en seront les acteurs ? Autour de quelles notions fortes ?

Avec le concours de la Fondation IDATE (Alcatel CIT, Alcatel NV, CDC, IBM France), de France Télécom, du Conseil Général de l'Hérault, du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et du District de Montpellier.

Information : Roland CASTANIER, IDATE
Tél. : 67 64 16 91 - Fax : 67 65 57 19

سكزا من الرحمن

Jeudi 18 octobre 1990

AFRIQUE

RWANDA : tandis que la Belgique poursuit ses discussions avec le président Habyarimana

Les rebelles s'emparent d'une position importante dans le nord

Le président rwandais, Juvénal Habyarimana, souhaite parvenir rapidement à une « trêve » avec les rebelles et à des « négociations politiques » sur le problème des réfugiés, a indiqué, mardi 16 octobre, à Nairobi (Kenya), le premier ministre belge, M. Wilfried Martens. Le chef de l'Etat rwandais devrait se rendre très prochainement à Paris pour y rencontrer le président Mitterrand.

GABIRO

de notre envoyé spécial

Autour de Gabiro, la savane est noircie sur des collines entières. L'armée l'a incendiée pour mieux protéger ses positions. Pourtant, Gabiro est tombé une nouvelle fois aux mains des rebelles, samedi 13 octobre, au crépuscule, après une demi-journée de combats. L'enjeu de la bataille qui oppose depuis près de deux semaines les maquisards de l'Armée patriotique rwandaise (RPA) et les forces régulières appuyées par les parachutistes du président Mobutu

consiste en tout et pour tout en une colline plus ou moins fortifiée, des baraquements militaires, un hôtel pour les touristes du parc de l'Akagera et la villa du président Habyarimana.

« Ils étaient tellement confiants qu'ils ne nous attendaient pas », explique le major Peter Bayingana, le commandant adjoint de la RPA. Le collin fortifiée surplombe un terrain découvert de 2 kilomètres que nos hommes ont dû franchir sous le feu de l'ennemi pour décrocher la position. Le reste n'a apparemment pas été difficile ; les rebelles font état de quatre morts et de douze blessés dans leurs rangs. Personne ne connaît le bilan du côté zairois et rwandais.

Les maquisards ont installé leur bivouac dans les jardins de l'hôtel, où se promènent les lapins échappés des cliapiers. Les adolescents, en uniformes dépareillés mais presque neufs, posent pour la photo, brandissant leurs armes individuelles. Certains ont rajouté un javelot à leur panoplie. Ils parlent swahili entre eux, la langue en usage dans l'armée ougandaise (NRA). C'est apparemment une pratique courante dans la NRA que de ramasser des orphelins ou

des jeunes en rupture de ban et de les enrôler.

L'ambiance est à la fête, et leurs feux de camp rappellent un peu les colonies de vacances. La cour intérieure du bâtiment principal est jonchée de bouteilles et de caisses de bière vides, de sacs éventrés : les Zairois sont déjà passés par-là... On ne peut s'empêcher de penser que les soldats du président Mobutu étaient trop saouls pour tenir Gabiro.

« Nous croyons à la démocratie »

Même spectacle, même ambiance à la résidence du chef de l'Etat. Un obus a crevé le toit, mais, dans le buffet du salon, les verres sont intacts. Les rebelles se sont installés sur les pelouses et entre les massifs de fleurs. On y prépare le repas du soir.

A Gabiro, hier soir, il y avait tout au plus deux cent cinquante hommes et une toute jeune fille, armée comme les autres. A 5 kilomètres plus au sud, la savane brûle, allumée probablement par les combats de l'après-midi. A un carrefour, deux véhicules incendiés. Une odeur de mort flotte

dans l'air. Un peu plus au nord, les rebelles ont détruit un blindé léger près duquel gisent deux soldats rwandais. Les rebelles se sont emparés de trois canons sans recul, d'un canon antiaérien, d'un blindé léger et de toute une armurerie. On peut les croiser sur la route, juchés sur leur butin, cigarette aux lèvres et poing levé.

Le président Habyarimana a entamé des consultations diplomatiques à Nairobi et Dar-es-Salaam, annonce la radio. « Il faut attendre et voir ce que souhaitent exactement ceux qui le soutiennent », dit Jeffrey Byegela, commandant en chef de Kagitumba, le poste-frontière et la base arrière des rebelles, situés au bout de la route de l'Akagera. « Notre objectif n'est pas de prendre Kigali », explique le major Peter Bayingana, mais d'apporter un changement dans ce pays. Nous croyons à la démocratie. Nous mettons les Rwandais sur un pied d'égalité, souligne-t-il, à l'inverse du régime actuel, qui utilise les divisions entre Hutus et Tutsis pour conserver le pouvoir. Et la Belgique ferait mieux de jouer les médiateurs plutôt que de soutenir ce régime ségrégationniste.

JEAN HÉLÈNE

Nombreuses victimes dans la région de Gisenyi. - Dans le nord-ouest du Rwanda, entre cinquante et cent personnes ont été tuées depuis le début de la semaine à Kibirara, localité située dans la préfecture de Gisenyi d'où est originaire le président Habyarimana. Selon la radio nationale, le sous-préfet de la région et le bourgmestre de Kibirara ont été arrêtés, mardi 16 octobre, pour leur incapacité à « maintenir la cohésion ». Des troubles identiques ont éclaté dans le sud-ouest du pays, dans la préfecture de Gikongoro, à environ 150 kilomètres de la capitale. - (AFP)

COTE-D'IVOIRE

Arrestation de militantes de l'opposition

Trente-sept militantes du Front populaire ivoirien (FPI) ont été interpellées et sept autres légèrement blessées, mardi 16 octobre à Abidjan, lors de l'intervention des forces de sécurité pour disperser une manifestation. Selon l'opposition, trois membres du secrétariat général du FPI, dont l'épouse du professeur Laurent Gbagbo, candidat à l'élection présidentielle, figurent parmi les personnes arrêtées. Ce bilan n'a pas pu être confirmé de source officielle.

C'est à coups de matraque et de grenades lacrymogènes que les soldats et les policiers avaient dispersé

le cortège d'une cinquantaine de femmes du FPI qui réclamaient la publication des listes électorales pour le scrutin du 28 octobre. Dimanche, des heurts violents avaient déjà opposé CRS et militants du FPI devant les locaux de la télévision nationale.

Ces nouveaux incidents interviennent à la veille de l'ouverture officielle de la campagne électorale. Le président Houphouët-Boigny et le leader du FPI, Laurent Gbagbo, sont les deux seuls candidats en lice pour ce scrutin présidentiel, premier du genre depuis l'instauration du multipartisme, le 30 avril. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD : l'ANC et le gouvernement reprennent leurs discussions. - Le gouvernement sud-africain et l'ANC ont repris, mardi 16 octobre, à Pretoria, leurs discussions sur les implications de la suspension par l'ANC de sa « lutte armée » contre le régime, a indiqué un porte-parole de la délégation du ministre de la loi et de l'ordre, Adrian Vlok. - (AFP)

CENTRAFRIQUE : retour au calme à Bangui. - Un calme précaire est revenu à Bangui, après les violentes manifestations qui ont fait, selon le président Kolingba, une quarantaine de blessés. Au cours de ces émeutes (le Monde du 17 octobre), une centaine de véhicules administratifs ont été détruits et de nombreux édifices publics endommagés. Le chef de l'Etat a rejeté la responsabilité des troubles sur les dirigeants de l'opposition, qualifiés d'« agitateurs » et d'« aventuriers ». - (AFP)

LIBERIA : aide alimentaire d'urgence de la CEE. - La CEE va accorder une aide alimentaire d'urgence de plus de 1,5 million de francs en faveur des quatre cent soixante mille réfugiés libériens en Guinée, Côte-d'Ivoire et Sierra Leone, a annoncé, mardi 16 octobre, un porte-parole de la Commission européenne. La Communauté avait déjà décidé, lundi, de débloquer 400 000 F pour l'aide médicale au Liberia. - (AFP, Reuters)

MALAWI

Une organisation humanitaire dénonce le « prix terrible » de la stabilité politique

Dans un rapport de cent vingt-huit pages publié, mercredi 10 octobre, l'organisation américaine de défense des droits de l'homme, Africa Watch, exhorte les pays occidentaux à faire pression sur le gouvernement du Malawi pour qu'il mette un terme à ses « grossières violations des droits de l'homme ». Elle dénonce « la suppression systématique de la dissidence sous les vingt-six ans de règne du président à vie, Kamuzu

Banda, un vieil allié de l'Occident dans le sud de l'Afrique ».

Selon Africa Watch, le régime du président Banda présente des similitudes avec celui de la Roumanie sous Nicolae Ceausescu et celui de la Corée du Nord dirigé par Kim Il-sung. Mais, « tandis que les régimes du bloc communiste étaient régulièrement dénoncés pour leurs violations des droits de l'homme, le Malawi de Banda reçoit une aide occidentale ».

Les Malawites paient « un prix terrible » pour « la stabilité tant vantée » de leur pays, affirme l'organisation humanitaire : « La vie intellectuelle peut à peine survivre en raison de la censure, « la vie politique en dehors du parti tout-puissant au pouvoir est inexistant » et « la détention sans procès est une arme importante contre les dissidents ». « A l'occasion, le gouvernement a eu recours au meurtre politique ». - (AFP)

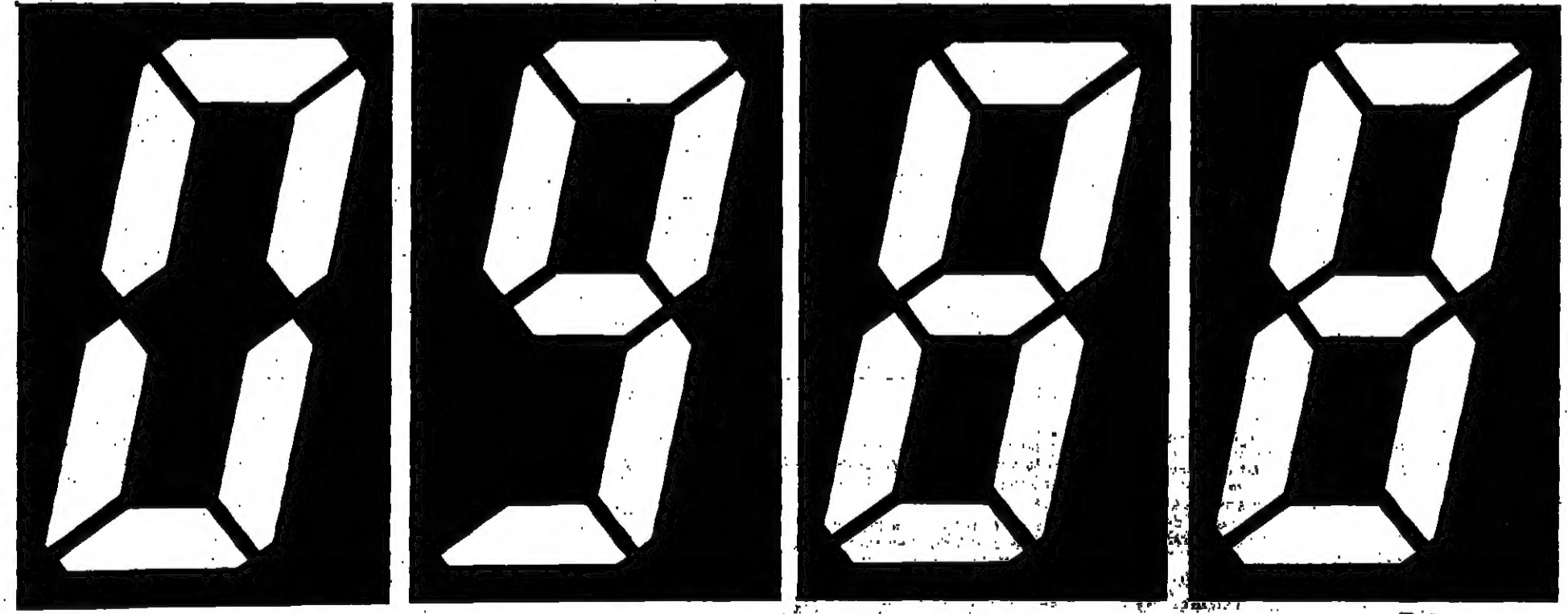
L'ALBUM 90

Le Monde

PLANTU est paru

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La jonction dans :



mètres.

Le 15.10.90, il ne restait que 988 mètres à forer dans le tunnel de service - l'un des trois tunnels en construction.

La mise en service du système est prévue pour 1993.



3615 EUROTUNNEL

Traversez avec nous.

ASIE

INDE : le renouveau du fondamentalisme hindou

La croisade d'Ayodhya menace la paix religieuse

Déjà secouée, par la querelle des castes qui avait provoqué de violentes manifestations et même des immolations par le feu (le Monde du 12 octobre), l'Inde doit faire face à un renouveau des conflits religieux opposant hindous et musulmans. La cohésion de la coalition gouvernementale de M. V. P. Singh s'en trouve menacée.

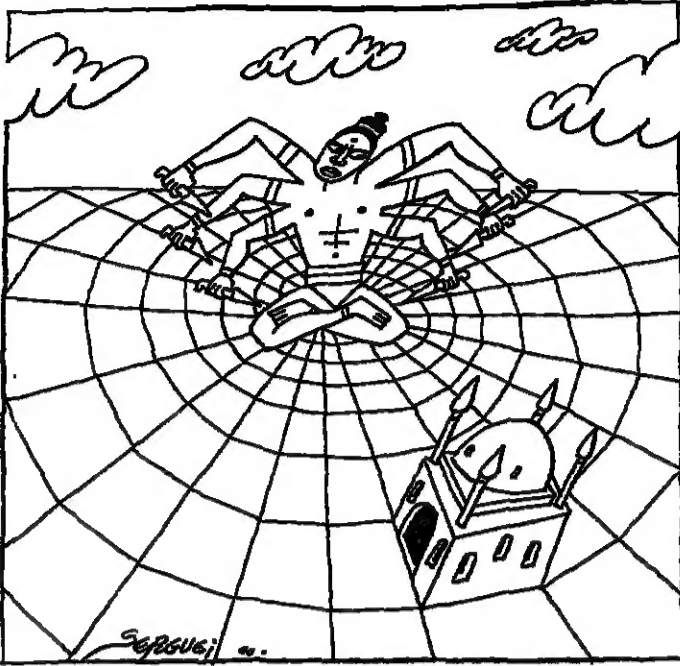
NEW-DELHI

de notre correspondant

Combien seront présents, le 30 octobre, à Ayodhya, ville sainte de l'Etat d'Uttar-Pradesh transformée en centre névralgique de l'Inde, pour reconstruire le temple sacré ? Combien, si les choses se déroulent aussi mal qu'on peut le craindre, mourront en route dans des heurts avec les forces de l'ordre, voire dans des batailles rangées avec ceux que la presse, par litote et souci de ne pas attiser davantage les haines enfouies, désigne comme « l'autre communauté », les musulmans ? Combien de victimes de ce retour de flamme des passions religieuses dites « communales », que l'Inde, depuis la sanglante partition de 1947, n'a jamais pu exorciser ?

Un million et demi, comme le promet le Vishwa Hindu Parishad (VHP), organisation extrémiste hindoue qui rêve de faire disparaître une fois pour toutes cet affront fait aux hindous du monde entier, une mosquée, à Ayodhya (1) ? Moins sans doute, puisque le chef du gouvernement d'Uttar-Pradesh se comporte déjà en chef de guerre qui dispose ses troupes autour d'un bastion, pour empêcher toute intrusion, ou du moins pour la limiter. Mais s'il n'en passe « que » 300 000, comment fera-t-on pour arrêter une telle marée humaine fanatisée ?

La croisade d'Ayodhya est en marche depuis le 25 septembre. A sa tête, M. Lal Krishna Advani, chef du BJP (Bharatiya Janata Party), formation hindouiste de droite qui apporte un « soutien critique » au gouvernement du premier ministre V. P. Singh, et menace depuis quelque temps de la faire tomber. La Rath Yatra, la



« Marche du chariot », est partie du temple de Somnath, dans le Goudjerat, un autre haut lieu de l'hindouisme, dont le temple fut détruit, il y a quelques siècles, par l'empereur moghol Aurangzeb, lui aussi au profit d'une mosquée. De Somnath à Ayodhya : 10 000 kilomètres à travers dix Etats, en traversant des milliers de villages qui réservent un accueil délectant au chariot du BJP et de Rama (l'équivalent de Jésus), la divinité que tout bon hindou doit contribuer à « libérer » de l'emprise musulmane.

Hindouisme et électoralisme

La marche de M. Advani « ratisse » l'Inde hindoue, met en branle une puissance formidable et fait peur. La Rath Yatra est entrée dans New-Delhi le 14 octobre. Dans le centre de la capitale et dans la vieille ville musulmane, ce fut une cavalcade de chevaux et d'éléphants, avec des bataillons de militants des organisations para-

militaires de l'hindouisme, armés d'arcs et de flèches (les armes de Rama), d'épées et de tridents, habillés de couleur safran (celle de l'hindouisme), de *sadhus* (sages), tous prêts à mourir pour la gloire de Rama. Pour la centième fois, M. Advani a affirmé que rien n'arrêterait la Rath Yatra, et qu'il faudrait bien que le gouvernement de M. Singh cesse de se retrancher derrière la Haute Cour d'Allahabad (qui a prononcé un arrêt provisoire en faveur du statu quo), pour enfin effacer « les signes de l'esclavage et d'une agression étrangère », celle des envahisseurs moghols.

Le premier ministre tente de désamorcer une tension qui ne cesse de monter. Les chefs musulmans menacent de constituer des *Hifazi Dasta* (escadrons de protection), tout en laissant au gouvernement une chance de régler la crise. Faute de quoi, les forces de l'islam s'engagent à arrêter par la force la « Marche de Rama », pour protéger leur sanctuaire. M. V. P. Singh

a convié les chefs des partis politiques, les leaders religieux et les gandhienistes historiques afin de trouver un règlement amiable.

Mais la querelle d'Ayodhya est autant politique que religieuse. Le parti du Congrès de M. Rajiv Gandhi n'est pas vraiment disposé à aider M. Singh, par ailleurs en première ligne dans la crise des emplois réservés en faveur des basses castes (le Monde du 12 octobre). Le BJP, pour sa part, envisage des voix en prévision d'élections anticipées. Il considère que M. Singh a voulu procéder à « la désintégration de la société hindoue » en ébranlant l'édifice des castes, pour des raisons électorales. Acculé sur son propre terrain, le BJP contre-attaque donc avec, comme manifeste électorale, le meilleur slogan qui soit : la ferveur hindouiste.

Le premier ministre se fait le champion de l'Inde séculaire (laïque), et il invoque la pérennité de l'Etat. Tous les ingrédients semblent donc réunis pour une explosion religieuse. Les musulmans, forte minorité d'environ cent millions de personnes, savent qu'ils n'ont rien à gagner dans un affrontement qui ne pourrait qu'aggraver leur condition de « citoyens de seconde zone » dans une société hindoue conquérante. Mais ils se refusent à la capitulation.

Or, pour les hindous, Rama et Ayodhya sont devenus indissociables, la mosquée rappelant de manière insupportable un passé historique humiliant. M. Advani parle de « déplacer » la mosquée controversée. Couvrant sa voix, les extrémistes du VHP proclament leur intention de la « rejeter » jusqu'au... Pakistan. Dans le sillage du chariot de Rama, une cinquantaine de personnes sont déjà mortes lors d'incidents. Qu'en sera-t-il lorsque la Rath Yatra abordera l'Uttar-Pradesh, déclaré « zone interdite » et où 4 000 personnes ont déjà été arrêtées de façon préventive ?

LAURENT ZECCHINI

(1) Pour les hindous, Ayodhya est le lieu de naissance de Rama, qui y était honoré jusqu'au seizième siècle par un temple. Le site fut remplacé par une mosquée, la Babri Masjid.

JAPON : le projet de loi sur l'envoi de militaires à l'étranger

Tokyo fait face à « la plus grande épreuve de l'après-guerre »

Le gouvernement japonais a formulé une nouvelle interprétation de la notion de défense collective permettant l'envoi à l'étranger de forces militaires. Cette nouvelle analyse sera au centre du débat qui s'ouvrira cette semaine au Parlement sur le projet de loi concernant la création d'un corps de coopération pacifique mis à la disposition des Nations unies.

TOKYO

de notre correspondant

Cette session parlementaire, écrit le quotidien *Yomiuri*, pourait marquer un tournant dans l'histoire du Japon d'après-guerre, tant du point de vue de la signification de sa Constitution pacifique que de son rôle sur la scène internationale. Dans son discours de politique générale, vendredi, lors de l'ouverture de la session parlementaire extraordinaire, le premier ministre, M. Kaifu, a souligné la nécessité d'une contribution japonaise à la stabilité mondiale et déclaré que le Japon se trouvait devant « la plus grande épreuve de l'après-guerre ».

Bras de fer avec l'opposition

Jusqu'à présent, le gouvernement a interprété les dispositions constitutionnelles (art. 9) déjà enfreintes par l'existence même des forces d'autodéfense (1) — comme empêchant le Japon de participer à une quelconque action militaire à l'extérieur. Désormais, le ministère des affaires étrangères proposerait d'établir une distinction entre des mesures prises au titre de la « sécurité collective », dans le cadre d'une action de maintien de la paix, décidée par les Nations unies, et l'envoi de troupes à l'étranger en vue de la défense d'un allié victime d'une attaque. Si cette dernière hypothèse — la participation du Japon à un système de « défense collective » — est bien exclue par la Constitution, les premières mesures, relevant d'un principe figurant dans la

Charte des Nations unies, ne contreviendraient pas aux dispositions de la loi fondamentale.

Cette nouvelle interprétation, qui n'en modifie pas moins l'un des principes de base de la Constitution pacifique japonaise, va donner lieu à une partie de bras de fer entre la majorité conservatrice et l'opposition (seuls les sociaux-démocrates se sont déclarés favorables au nouveau projet de loi). Le Parti socialiste a réaffirmé son opposition à une telle évolution : selon le PS, le personnel envoyé à l'étranger ne doit être engagé dans aucune action supposant le recours à la force.

Il n'est pas exclu que le débat conduise à une crise politique obligeant M. Kaifu soit à dissoudre la Chambre basse soit à se démettre.

« Si le gouvernement est réellement décidé à faire adopter un tel projet de loi, il doit auparavant consulter l'opinion en convoquant des élections anticipées », écrit par exemple le quotidien *Nihon Keizai*. Sans aller jusqu'à ces extrêmes, le débat parlementaire contraindra vraisemblablement le parti boudhistes, Komeito, qui se trouve dans une position charnière, à se rapprocher plus clairement du camp conservateur pour permettre au projet de loi d'être voté après amendement.

Cette nouvelle interprétation des principes de la Constitution ne fait pas non plus l'unanimité au sein du camp conservateur : le bureau législatif du gouvernement, qui assume un rôle comparable au Conseil d'Etat et examine les projets de loi avant leur présentation à la Diète, serait opposé à une formulation qui suppose de la part de ce corps de coopération un éventuel recours à la force.

PHILIPPE PONS

(1) L'article 9 stipule : «...le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la Nation, ainsi qu'à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre ce but, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu... »

CHINE

La levée de la loi martiale n'a pas mis fin à la répression au Tibet

Les récents Jeux asiatiques ont fourni à la Chine l'occasion de présenter au monde un visage plus aimable. Mais rien n'a changé au Tibet, en dépit de la levée de la loi martiale en mai. Il s'est essentiellement agi de jeter de la poudre aux yeux des groupes de touristes étrangers, seuls témoins oculaires, les journalistes étant interdits.

LHASSA

correspondance

Certes il n'y a plus de couvre-feu, de chars ou de barrières militaires dans les rues de Lhassa, et les lamas peuvent se déplacer librement. La partie la plus visible de l'appareil répressif a été éliminée, mais les forces de l'ordre, civiles et militaires, restent omniprésentes ; il y a toujours des militaires postés sur les toits des maisons et devant certains monastères.

Un colon chinois expulsé de sa gergole au monastère tibétain ruiné par un séisme au printemps du Jekhang tandis que des guerriers khampas crachaient à la figure d'un soldat d'origine tibétaine. Les scènes de rue de la vie quotidienne révèlent cependant peu de frictions entre les deux communautés, ou en tout cas moins de haine que les événements pouvaient le laisser craindre. En revanche, une incompréhension et une peur certaines persistent, de même qu'un mépris réciproque.

Expulsions de moines

Mais la face cachée de l'occupation du Tibet par l'Armée populaire de libération (APL) chinoise demeure difficile à saisir. Le nombre de détenus politiques, estimé par des Tibétains ayant participé aux manifestations antichinoises de ces dernières années à environ deux mille, s'ajoute aux quelque cinq cents morts. Les prisonniers de Sangyip et de Drapchi, aux environs de Lhassa, étant insuffisants,

le nouveau centre de Gutza a été agrandi.

Le témoignage de deux nonnes venues du monastère de Shugsep, situé entre Lhassa et l'aéroport, est représentatif. En juillet 1989, après l'imposition de la loi martiale, elles sont allées manifester devant le Jokhang. Arrêtées, l'une d'elles fut battue, questionnée sur le nom de ses complices avant d'être incarcérée à Gutza, où elle fut fouettée une fois pendant quatre heures. Et cela tous les jours pendant deux mois avant d'être relâchée.

Ses tortionnaires, affirme-t-elle, lui enfonçaient une matraque électorale dans la bouche en la forçant à crier « Vive le Tibet indépendant ! ». Elle ne peut plus retourner dans son monastère et vit à Lhassa plus ou moins clandestinement chez un ancien lama défrôqué de force pendant la révolution culturelle. Elle porte, sous sa robe rouge, un badge aux couleurs du Tibet.

Les monastères de Ganden, Drepung, Shugsep et Sera, qui comptaient avant les manifestations respectivement 600, 400, 120 et 600 lamas, n'en ont plus que 200, 200, 77 et 400 après les expulsions de moines contestataires. Outre l'accord écrit des parents, il faut la permission de la police pour entrer dans les ordres, en fonction des quotas autorisés.

Enfin, des témoignages font état de soldats tibétains de l'APL ayant vendu leurs armes à la population ou s'étant rebellés lors des manifestations antichinoises : ils ont été exécutés. Le roulement des recrues tibétaines dans cette armée presque exclusivement chinoise est très rapide, de peur que ne se tissent des complicités entre eux et les manifestants.

NICOLAS BOMBACCI

CAMBODGE

Les cinq « Grands » demandent aux factions khmères de respecter leur plan de paix

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ont publié mardi 16 octobre à New-York une « déclaration » rappelant la nécessité de mettre fin aux combats entre les quatre factions khmères et exprimant leur préoccupation devant les « difficultés persistantes sur la présidence du Conseil national suprême (CNS) et l'incapacité qui s'ensuit de constituer une délégation pour occuper le siège du Cambodge » (le Monde du 17 octobre). Après avoir « demandé instamment aux parties cambodgiennes de résoudre à brève échéance les principales questions liées à ce sujet de manière à per-

mettre au CNS de jouer son rôle dans le processus de règlement », les Cinq ont réaffirmé qu'« aucune solution acceptable ne peut être obtenue par la force des armes ». « La reconvoque de la Conférence de Paris sur le Cambodge nécessite, pour être couronnée de succès, que le CNS fonctionne convenablement et qu'existe au Cambodge une situation pacifique. » Enfin ils ont rappelé leur position selon laquelle « si le prince Sihanouk pouvait être élu à la présidence du CNS, ils se réjouiraient de cette décision ». — (AFP, Reuter, AP.)

SINGAPOUR : le dernier message politique du premier ministre

Les médias occidentaux responsables du massacre de la place Tiananmen...

PÉKIN

de notre correspondant

Les rapports conflictuels que le premier ministre de Singapour entretient avec la presse occidentale sont notoirement. M. Lee Kuan Yew vient toutefois de donner une dimension nouvelle à son discours, à l'aube d'une visite officielle en Chine, en accusant les médias occidentaux d'avoir été à l'origine de la vague de contestation qui aboutit au massacre de Pékin en juin 1989.

Prendant la parole à Hongkong devant une assemblée de journalistes, M. Lee a jugé, lundi 15 octobre, que les étudiants de la place Tiananmen avaient été influencés par les images, vues à la télévision chinoise, de la révolution pacifique ayant mis à bas le régime Marcos aux Philippines, et des affrontements entre étudiants et policiers sur les campus universitaires de Corée du Sud.

Ceux de Pékin « ont oublié que la Chine est un pays très différent des Philippines et de la Corée du Sud, deux pays étroitement liés aux Etats-Unis, où les médias et le Congrès (américain) jouissent d'une immense influence », a-t-il estimé. M. Lee prête même beaucoup aux jour-

nalistes occidentaux : « Bien des variations de l'indice Hang Seng auraient pu être bien moindres si la presse occidentale basée à Hongkong n'avait lancé une croisade pour imposer sa vision de la démocratie à Hongkong et, indirectement, à la Chine », a-t-il souligné, faisant allusion aux chutes répétées de la Bourse de la colonie britannique à chaque francement de sources de Pékin sur les affaires hongkongaises.

« Croisade » de journalistes également que la pression de l'opinion ayant abouti à faire changer la politique cambodgienne des Etats-Unis, dont Singapour était un chaud partisan quand elle revenait à soutenir indirectement les Khmers rouges, aux côtés de la Chine, contre les forces vietnamiennes.

« Retraité » célèbre

M. Lee, arrivé mardi à Pékin, deux semaines après la normalisation entre la Chine et Singapour, trouvera un bon public auprès de la direction chinoise. Le régime de Pékin n'a même nullement besoin, pour contrôler l'information, de se doter d'outils juridiques comme vient de le faire Singapour avec une nouvelle loi interdisant la diffusion

d'organes de presse étrangers soupçonnés de s'ingérer dans la politique singapourienne.

C'est pour protester contre cette loi que le *Wall Street Journal* américain a annoncé, lundi, la suspension de la vente à Singapour de son édition asiatique, très influente dans toute la région. Le *Journal*, qui appartient au groupe américain Dow Jones, est, comme l'*hebdomadaire Far Eastern Economic Review*, en litige depuis des années avec le gouvernement de M. Lee sur ce qui constitue, pour un organe de presse attaché à la liberté éditoriale, une « ingérence » dans les affaires du pays où il est distribué.

En prononçant une fermeture de l'Asie aux influences occidentales, M. Lee — au pouvoir depuis 1959 — livrait en quelque sorte ses dernières volontés politiques : lundi également, la radio (d'Etat) singapourienne avait confirmé qu'il prendrait sa retraite le 28 novembre, en remettant le pouvoir à son premier vice-premier ministre, M. Goh Chok-tong. Pour être sur un pied d'égalité avec un autre « retraité » célèbre, son ami Deng Xiaoping ?

FRANCIS DERON

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Vingt séparatistes papous réfugiés à l'ambassade de France

Vingt séparatistes papous originaires d'Irian Jaya (partie occidentale de la Nouvelle-Guinée, indonésienne) se sont réfugiés à l'ambassade de France à Port-Moresby et ont demandé l'asile politique, a annoncé, mardi 16 octobre, le ministre des affaires étrangères

de Papouasie-Nouvelle-Guinée, sir Michael Somare. Le groupe, qui s'est évadé d'un camp de réfugiés à la frontière occidentale du pays, fuyait les affrontements entre séparatistes papous et troupes de Djakarta. — (AFP.)

MÉDIT

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde

Tome II

LES MOISSONS DE LA FRANCIË

(suite de la France 3^e superaudio)

Neurosciences, économie des 43 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes des pays des Indes. Sports « olympiques » des Etats-Unis. Premier : le dernier journal mondial. Structure des Etats d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM. La zone franc, couronnes francophonies (40 nations). ACTY (40 nations) et le possible UNCTAD (250 pays de langue française) : 41 nations, 250, 250.

François Chatelet

MARTINOT DE PREUIL

49560 NUEL-SUR-LAYON

(Tome I) 30F. Les 2 tomes 140 F (France)

سكنا من الرصيد

POLITIQUE

La discussion du projet de loi de finances à l'Assemblée nationale

Les incertitudes du budget

Les députés ont commencé, mardi 16 novembre, l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1991 (recettes, 1 197,8 milliards de francs). Le RPR a utilisé plusieurs motions de procédure pour tenter de s'opposer au projet de

budget présenté par MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et Michel Charasse, ministre du budget. Bien qu'ayant peu prisé le fait qu'une nouvelle fois le RPR ait décidé de les mettre devant le fait accompli, l'UDF et l'UDC ont

décidé de voter l'exception d'irrecevabilité (ce texte est inconstitutionnel) et la question préalable (il n'y a pas lieu de délibérer) déposées par le RPR. M. Raymond Barre (apparenté UDC) a voté la première motion mais s'est abstenu sur la seconde.

En revanche, le groupe communiste ne s'est pas associé à la droite. Au cours du conseil des ministres du mercredi 17 octobre, M. Michel Rocard a été autorisé à engager sa responsabilité sur ce projet de loi de finances.

Crise du Golfe oblige, rarement lors d'une discussion budgétaire le poids des contraintes externes aura été à ce point présent. Chacun s'est accordé à reconnaître que plus d'une incertitude pesait sur ce projet de budget remodelé courant août par les deux argentiers du quai de Bercy. Le rapporteur général, M. Alain Richard, rocardien, a évoqué la crise pétrolière et la menace de conflit armé, tandis que le président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Val-d'Oise) relevait que l'environnement international n'était pas euphorisant. M. Pierre Bérégovoy l'a jugé plutôt « difficile et incertain ». Bref, entre le possible et le probable, entre le supputé et le pressenti, entre l'opposition hostile et la majorité dubitative, le ministre de l'économie et des finances a tenté bravement de tracer sa route en tentant d'éviter l'ensablement. Voulant rompre avec le pessimisme que la crise du Golfe sème à

tout vent, M. Pierre Bérégovoy a tenu à insister sur la bonne santé globale de l'économie française : « Elle est consolidée et la stabilité de notre monnaie est incontestable », a-t-il insisté. « La France est en bonne position pour affronter le grand marché européen », a-t-il assuré en faisant référence notamment à la TVA. Rappelant l'économie générale de son projet, il a précisé que le gouvernement avait souhaité éviter deux écueils : l'inflation, « qui peut nourrir la récession », et la récession, « qui conduit à un chômage accru ». Quant aux répercussions de la crise du Golfe, M. Bérégovoy a insisté sur le fait qu'il n'est « ni responsable », pour des raisons autant macro-économiques que psychologiques, de ne pas corriger le budget pour en tenir compte (réduction à hauteur de 10 milliards de francs des dépenses publiques).

Le ministre a affirmé que le gouvernement « avait fait ce qu'il fallait

faire pour éviter le ralentissement de l'activité » dans un environnement « difficile ». Il s'est dit conscient du fait que l'hypothèse d'un baril de pétrole à 25 dollars en 1991 (alors qu'il tourne aujourd'hui autour de 40), sur laquelle est fondé le budget, était « contestée ». Mais qu'il fallait-il faire d'autre ? a-t-il demandé en précisant qu'à ses yeux les hausses actuelles n'étaient pas « durables » à coup sûr.

Croissance et investissement

Le ministre du budget, M. Michel Charasse, a confirmé mardi soir sur la Cinq que le gouvernement prépare des « modifications » à la loi de finances 1990, actuellement en cours d'exécution. « Nous allons sans doute avoir un programme d'économies d'ici à la fin de l'année », a ajouté le ministre, en faisant allusion aux difficultés du gouvernement à mettre au

point son collectif budgétaire. A propos du budget 1991, M. Charasse a affirmé à l'Assemblée que « si la situation venait à se dégrader, le gouvernement ne resterait pas l'arme au pied ». Le ministre du budget a insisté sur le volet social du budget, en donnant l'exemple de l'augmentation de 21 % des crédits alloués au revenu minimum d'insertion (RMI) et le recentrage social des aides publiques au logement, avec une augmentation de 5,4 % en 1991 des crédits (soit 20,2 % depuis 1988).

M. Alain Richard a mis le doigt sur le risque majeur que le ralentissement de la croissance (perceptible avant l'invasion du Koweït par l'Irak) fait peser sur l'économie française : « Le remède se trouve dans l'investissement », a-t-il dit en expliquant que l'effort de modernisation fiscale se poursuivait, principalement en direction des entreprises. M. Strauss-Kahn n'a pas manifesté un enthousiasme démesuré devant ce

budget : « Il est conforme à ce que nous attendions », a-t-il sobriement constaté. Il a précisé qu'il attendait néanmoins du gouvernement certains « accommodements » : sur l'immobilier, le financement du sport, la taxe professionnelle, les plus-values. « Ce sont des sujets importants mais qui n'appellent que des modifications à la marge ».

Le porte-parole des centristes, M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) a confirmé, mardi soir sur Antenne 2, qu'il déposerait un « contre-budget » destiné à lutter « vraiment contre le chômage » et tenant compte des conséquences de la crise du Golfe. Il a expliqué que le gouvernement « devrait refaire sa copie ». M. Pierre Méhaignerie, président du groupe de l'UDC, a également réaffirmé l'hostilité des députés centristes : « Ce budget est mauvais », a-t-il dit. Il ne représente par la réalité de la situation financière et des perspectives de croissance en France et en Europe ».

Quant au projet contesté instaurant la contribution sociale généralisée (CSG), il sera discuté vendredi 9 novembre à l'Assemblée nationale, et non pas le 7 novembre, comme prévu initialement. La CSG sera abordée dans le cadre de l'examen du budget des affaires sociales et de la solidarité (seconde partie du budget). M. Alain Richard, rapporteur général du budget, a été chargé par la commission des finances d'en être le rapporteur.

Le recouvrement de la CSG

C'est M. Richard, par ailleurs membre du Conseil d'Etat, qui a répondu à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Mazeaud (RPR), également membre du Conseil d'Etat. M. Mazeaud a estimé notamment que le fait que la CSG soit recouvrée par les URSSAF était contraire à la Constitution, puisque ces organismes bien que chargés d'une mission de service public, n'en

sont pas moins des personnes morales de droit privé. Or, selon M. Mazeaud, le recouvrement ne peut être fait que par l'Etat. Bref, une imposition pour l'Etat ne doit être recouvrée que par l'Etat. « Le Conseil d'Etat a rendu un avis négatif fondé sur cet argument », a affirmé le député RPR.

Cette analyse a été contestée par M. Richard, qui au passage s'est étonné que M. Mazeaud soit au courant d'avis du Conseil d'Etat dont le gouvernement est le seul propriétaire au regard de la déontologie de cette institution. Dans sa contre-analyse, le rapporteur général a fait valoir qu'en l'occurrence la CSG n'était pas recouvrée pour l'Etat. « Et lorsqu'une imposition devant bénéficier à un autre organisme, public ou privé, est calculée sur des revenus, il est parfaitement licite qu'elle soit recouvrée par des organismes de droit privé chargés d'une mission de service public. » Ainsi en est-il du « 1 % logement », a ajouté le rapporteur général du budget. L'opposition ayant annoncé son intention de saisir le Conseil constitutionnel, la question sera donc tranchée.

PIERRE SERVENT

Ultimes discussions entre les députés socialistes et le gouvernement

Une délégation de députés socialistes, composée du président du groupe, M. Jean Auroux, du président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn, du rapporteur général du budget, M. Alain Richard, et du responsable des commissaires socialistes aux finances, M. Raymond Douyère, devait être reçue, mercredi 17 octobre à l'hôtel Marignan par le premier ministre, M. Michel Rocard, en présence de MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et Michel Charasse, ministre délégué au budget, pour « assurer le bon déroulement du dossier budgétaire », selon la formule de M. Auroux.

Parmi les points qui devraient faire l'objet d'un accord entre le gouvernement et le groupe socialiste figurent notamment le relèvement de 23 à 25 % du taux de taxation des

plus-values financières des entreprises, le relèvement de 275 000 à 300 000 francs du seuil de l'abattement à la base pour les successions et son indexation sur l'indice des prix (le Monde des 9 et 11 octobre).

En contrepartie du relèvement du taux de taxation des plus-values financières des entreprises, les députés socialistes proposent de repousser à septembre 1990 la taxation des plus-values réalisées par les particuliers sur les titres non cotés, alors que cette mesure devait, dans un premier temps, avoir un effet rétroactif au 1^{er} janvier 1990. Les députés souhaitent également des mesures immédiates en faveur des agriculteurs (déductibilité à 100 % de la TVA sur leurs achats de fuel domestique).

Parmi les points qui avaient, en revanche, peu de chances d'aboutir à l'issue de la réunion de mercredi,

figure la réforme de la taxe professionnelle. M. Auroux a indiqué que le groupe socialiste est favorable à une réflexion sur « la solidarité inter-entreprises » afin de trouver « un meilleur équilibre entre celles qui sont riches et celles qui le sont moins ».

A l'occasion de son point de presse, M. Auroux a également exprimé les « réserves » de son groupe sur la baisse du forfait déductible des revenus fonciers. Les députés craignent, en effet, que cette mesure ne renforce la tendance à la baisse de l'offre de logements locaux. M. Guy Malandain, député des Yvelines, et spécialiste des questions de logement, souhaite que le gouvernement dépose un amendement « affirmant la mesure en différenciant le taux de forfait en fonction des revenus immobiliers (15 000 francs pour 60 000 francs de revenus annuels,

10 % entre 60 000 et 100 000 francs, 5 % au-dessus de 100 000 francs).

Toujours à propos du logement, le groupe a rappelé au gouvernement, par la voix de M. Auroux, qu'il souhaite voir débattre, dès cette session d'automne, de la proposition de loi sur la maîtrise foncière de M. Malandain - déposée en juin dernier - en même temps que du projet relatif à la gestion de la ville, préparé actuellement par le ministère de l'équipement et du logement. M. Auroux a indiqué qu'il a obtenu de M. Jean Poppen, ministre chargé des relations avec le Parlement, l'assurance que ces deux textes feront l'objet d'une première lecture à l'Assemblée en décembre.

P. R.-D.

La préparation du XXVII^e congrès du PCF

M. Le Pors dénonce la pratique du centralisme démocratique

Dans la tribune de discussion préparatoire au XXVII^e congrès du PCF ouverte par l'Humanité, M. Anicet Le Pors, qui partage les orientations « refondatrices » de M. Charles Fiterman, critique notamment, mardi 16 octobre, la pratique du centralisme démocratique. « Nous n'avons toujours pas répondu, écrit-il, à la question suivante : nous avons fait le choix du socialisme démocratique contre le socialisme centralisé : nous en avons aussitôt déduit qu'il fallait substituer la démocratie la plus large à la dictature du prolétariat. Or, au socialisme centralisé et à la dictature du prolétariat étaient et demeurent associés une conception militaire de l'avant-

garde révolutionnaire, le principe du centralisme démocratique et la décision majoritaire pouvant confiner à la dictature majoritaire (...) Le changement essentiel passe, à mes yeux, outre des modifications de comportements et de mentalités, par l'abandon du principe du centralisme démocratique. De bonnes raisons à l'appui de son maintien ne manquent pas. Il reste que l'on ne peut aujourd'hui citer un seul exemple de démocratie fondée sur ce principe (...) Au centralisme démocratique, inévitablement déséquilibré au détriment de la démocratie, doivent faire place la cohésion et l'unité démocratiques des communistes ».

En organisant un colloque international

Le PCF cherche à reprendre l'initiative du débat idéologique

Le PCF organise, les 27 et 28 octobre, à Villejuif, un colloque international auquel doivent participer une centaine d'intellectuels français et étrangers, communistes et non communistes, pour débattre « des choix et des luttes permettant de construire un avenir de justice, de coopération, de libération humaine ». Parmi les personnalités étrangères dont la venue est déjà confirmée figurent, notamment, le dramaturge vietnamien Nguyen Dinh Thi, le théologien belge François Houtard, le poète bulgare Liouboimir Levitchev, le poète israélien Toufik Zayad, maire de Nazareth, le président de l'Union des écrivains chiliens, Poli Delano, le cinéaste italien Francesco Maselli, l'écrivain libanais Adib Naami.

S'élevant contre « l'idée dominante de la mort des idéologies », M. Antoine Casanova, membre du bureau politique du PCF, responsable de l'organisation de ce colloque, estime que son parti « est

aujourd'hui en mesure de reprendre l'initiative sur le terrain des idées ». « Faut-il, comme d'aucuns le proclament, ranger le socialisme au musée des archaïsmes, à l'heure même où il se révolutionne, et abandonner l'histoire - jusqu'à la considérer comme « finie » - à la toute-puissance du capitalisme financier ? demande-t-il. Ou faut-il en contester l'hégémonie en trouvant dans les immenses affrontements de notre époque de nouveaux et puissants motifs au développement du combat progressiste, émancipateur, libérateur ? Nos analyses et nos réponses appellent le partage et la confrontation des idées et des expériences entre tous ceux qui, dans la diversité de leurs engagements, luttent pour la libération humaine. » Situait ce colloque dans le droit fil de « la grande tradition du parti » M. Casanova s'est référé aux « états généraux de l'intelligence française » organisés en 1937 par Paul Vaillant-Couturier.

PARIS - LONDRES



Marc Tournier, businessman international, sait que 7 fois par jour il peut débarquer dans sa filiale anglaise.

7 VOLS PAR JOUR EN BUSINESS CLASS.

Marc Tournier est bien placé pour savoir que sur la ligne Paris-Londres en Business Class, il peut embarquer 7 fois par jour et donc débarquer à l'improviste 7 fois par jour dans sa filiale anglaise. Mais s'il utilise souvent Air Europe, ce n'est pas seulement pour faire des surprises, c'est aussi parce qu'il aime être traité en Businessman. Air Europe vous propose 7 vols par jour aujourd'hui, 8 vols à partir du 1^{er} novembre dont les premiers à 7 h 50 et 8 h 45, salons d'attente privés à Roissy

et Gatwick, enregistrement jusqu'à 10 minutes avant le départ. A bord, cabine Business Class séparée, fauteuils espacés, cuisine raffinée, bar gratuit. 2160 F seulement l'aller/retour. A l'arrivée, liaison directe par train express Gatwick Airport - Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes.

Consultez votre agence de voyages ou Air Europe (1) 49 27 91 00.

La Business Class de ceux qui savent.

air europe

POLITIQUE

Le projet de loi tabac-alcool au Sénat

Les socialistes des régions viticoles mobilisent une majorité en faveur du vin

Tard dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 octobre, le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, a quitté le Sénat avec la moitié seulement de son projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme. Par 185 voix contre 88, en effet, les sénateurs ont rejeté, après l'avoir affaibli, l'article 7 du projet, comportant l'ensemble des mesures relatives à l'alcoolisme. Le texte va être examiné en commission mixte paritaire (Sénat-Assemblée) dans la version qu'avait adoptée les députés.

Déjà, lors de la discussion de son texte à l'Assemblée nationale, le 26 juin dernier, M. Claude Evin n'avait pu faire barrage à un amendement de M. René Couvignes, député (RPR) de l'Hérault, grâce auquel les vins de pays et les vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC) pourraient être soustraits des dispositions limitant l'usage de la publicité indirecte en faveur des boissons alcooliques. Du moins le ministre avait-il été soutenu par les députés socialistes.

Mardi, au Sénat, après un été sans doute propice à la réflexion, l'offensive, conduite en deux temps, est partie des rangs des amis socialistes du ministre des affaires sociales et de la solidarité. A l'initiative de MM. Roland Courteau et Raymond Courrière, tous deux sénateurs (PS) de l'Aude, les deux tiers du groupe

socialiste ont présenté un amendement qui exclut le vin - y compris le vin de table - des dispositions prévues pour interdire la publicité directe ou indirecte en faveur des boissons alcooliques (nos dernières éditions du 17 octobre).

Les terres d'élection des signataires, issus, notamment, des départements de la Drôme, du Gard, du Gers, de la Gironde, de l'Hérault, de la Haute-Garonne, recouvrent assez précisément les limites des départements viticoles du Sud-Ouest, du Languedoc et de la vallée du Rhône. C'est ce que le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Charles Descoeurs (RPR, Isère), hostile à l'amendement, appelle avec ironie « le transcourant vin » du PS.

« C'est un amendement de rattrapage », lance M. Jean Chérioux (RPR, Paris) pour expliquer la surchasse des sénateurs socialistes par rapport à l'amendement Couvignes. « Ce texte nous fait revenir à une situation antérieure à celle de 1987, date de la loi Barzach », prévient M. Jean-Pierre Fourcade (RPR, Ind.-Loire), président de la commission des affaires sociales. M. Evin reçoit encore le curieux renfort de M. René-Georges Laurin (RPR, Var) qui ne votera pas l'amendement parce que celui-ci est « socialiste et que tout ce qui est socialiste est mauvais ».

« Soyez à l'écoute de ce que vous dit le gouvernement. Il a raison », insiste M. Emmanuel Hamel (RPR, Rhône) à l'adresse des frondeurs. Peine perdue ! Avec l'appui d'une minorité d'élus de l'opposition, le « transcourant vin » l'emporte, dans la matinée, par un vote à main levée, contre l'avis du ministre.

Grâce à un sous-amendement de MM. Bernard Barbier (RPR, Ind.-Côte-d'Or) et Ambroise Dupont (RPR, Ind.-Calvados), le cidre et les poires ont aussi été retirés du champ d'application du projet de loi.

M. Fourcade : « une voie d'eau »

« Ce n'est pas une majorité contre le gouvernement, c'est une majorité pour un produit », déclare, en signe d'apaisement, le principal artisan de la rébellion, M. Courteau. « Lobby ? Demagogie ? Ce sont des mots dont je ne sais pas très bien ce qu'ils veulent dire », assure, de l'autre côté de l'hémicycle, son meilleur allié dans cette affaire, le maire de Nuits-Saint-Georges, M. Barbier.

A coups de majorités transversales et de solidarités de terroirs, le projet du ministre des affaires sociales ne va pas cesser, cependant, d'être ignoré au fil du débat. La publicité pour les boissons alcooliques, strictement limitée dans le texte initial à la presse écrite pour adultes, est ainsi étendue sous certaines conditions à la radio et à l'affichage. « Une telle voie d'eau a été ouverte qu'il est vain de poursuivre », observe, alors, M. Fourcade, en demandant au ministre de renoncer à l'usage de la procédure d'urgence, qui empêche que le texte revienne en seconde lecture devant le Sénat. M. Claude Evin refuse, car, dit-il, « rien ne me donne à penser qu'une deuxième lecture permettrait d'infléchir les orientations adoptées ».

A la reprise de la séance, dans la soirée de mardi, une parade a cependant été trouvée au sein de la

majorité sénatoriale, avec l'assentiment de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR. Au terme de l'examen de l'article 7, qui englobe l'ensemble des mesures de protection contre l'alcoolisme, M. Fourcade et le groupe RPR déposent une double demande de scrutin public : en raison des consignes de vote laissées par les absents, les sénateurs hostiles au dispositif défendu par M. Evin se retrouvent, ainsi, minoritaires. « C'est un coup politique », dénonce M. Courteau.

L'article 7, amendé tout au long de la journée, est en effet repoussé par 185 voix contre 88. La droite conserve, ainsi, le bénéfice politique de l'amendement Couvignes auprès de l'électorat viticole, tandis que les sénateurs socialistes voient leurs efforts réduits à néant. Contre l'avis des groupes socialiste et communiste, mais avec le soutien de la majorité des groupes du RPR, de l'Union centriste, des Républicains et indépendants et du Rassemblement démocratique et européen, l'ensemble du projet est finalement adopté par 182 voix contre 118.

Sans doute est-il amputé de la quasi-totalité des dispositions relatives à la lutte contre l'alcoolisme, mais il a été vidé d'une grande partie de sa substance, il n'a pas été dénaté. Il sera donc soumis à une commission mixte paritaire, formée de députés et de sénateurs, dans les termes où il avait été adopté au Palais-Bourbon. Pour le ministre des affaires sociales et de la solidarité, un moment ébranlé par ses propres amis, l'issue du débat au Sénat laisse encore place, estime-t-il, à « un travail positif » à l'Assemblée nationale.

JEAN-LOUIS SAUX

L'analyse du scrutin

Voici l'analyse du scrutin sur l'article 7 du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, après que celui-ci ait été modifié par l'amendement Courteau permettant la publicité en faveur du vin.

Sur 296 votants et 271 exprimés : 184 sénateurs ont voté contre : 91 RPR (sur 91), 20 PS (sur 66 : MM. Guy Allouche, Jacques Bellanger, Roland Bernard, Jacques Bistak, Michel Darras, Marcel Debarge, André Delouis, Jean-Pierre Demerliat, Claude Estier, Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Philippe Labeyrie, Jean-Luc Mélenchon, Robert Pomillon, Roger Quilliot, Albert Ramassamy, René Régnault, Claude Saurier, Franck Sérusclat et Robert Vigouroux), 51 centristes (sur 68), et 22 RPR et ind. (sur 51).

87 sénateurs ont voté pour : 15 RPR, dém. (sur 23), 44 PS, 10 centristes (MM. Paul Alduy, Jacques Genton, Henri Gotschy, Louis Jung, Pierre Lacour, François Mathieu, Marcel Rudloff et Louis Virapoulle), 18 RPR et ind. (MM. Michel d'Allières, Bernard Barbier, Roger Chénaut, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Jean Delaneau, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Claude Gaudin, Yves Goussebaire-Dupin, Marcel Lucotte, Serge Mathieu, Jean Pélipin, Michel Poniatowski, André Pourry, Henri de Raincourt, Henri Revol et Jean-Pierre Tizon).

25 sénateurs se sont abstenus : 4 RPR, dém. (MM. Georges Berchet, Henri Collard, Pierre Jeambrun et Georges Mouly), 5 centristes (MM. Alphonse Arzel, Louis de Catuelan, Roger Lise, Pierre Schiélé et Michel Souplet), 10 RPR et ind. (MM. Jean-Paul Chambriard, Michel Crucis, Jean-Marie Girault, Charles Jolibois, Pierre Louvet, Roland du Luart, Henri Olivier, Richard Pouille, Pierre-Christian Taittinger et Jacques Thyraud), et 6 non-inscrits (sur 6).

25 sénateurs n'ont pas pris part au vote : 16 PC (sur 16), 4 RPR, dém. (MM. Ernest Carigny, Paul Girod, Bernard Legrand et François Lesein), 2 PS (MM. Michel Dreyfus-Schmidt - qui présidait la séance - et Michel Moreigne), 2 centristes (MM. Alain Poirer - président du Sénat - et Louis Mercier), et un RPR et ind. (M. Philippe de Bourgoing).

L'exploitation des affaires par l'opposition

Retour à la petite politique

Suite de la première page

Ceux qui, au RPR, au Parti communiste, voire au Parti socialiste parmi les proches de M. Chevènement, ont exprimé la crainte que la France ne se laisse entraîner dans un conflit armé dont elle n'aurait pas la maîtrise, à la remorque des États-Unis, l'ont dit parce qu'ils croient à ce qu'ils disent. Nul ne saurait reprocher à M. Chirac, à M. Couve de Murville, à M. Jobert, à M. Gallo ou à M. Marchais de participer ainsi au débat sans trop céder à la facilité - si l'antiaméricanisme réflexe n'en est pas une - ni sombrer dans la polémique.

Sur la tuerie de Jérusalem, rien n'a été dit qui rompe avec la dignité massive des dirigeants politiques après que M. Mitterrand ait affirmé que le droit s'applique à tous comme ailleurs. La solide entente, relative et d'apparence, a craqué d'un coup lorsque l'armée syrienne a donné l'assaut final aux partisans du général Aoun. Du RPR prudent, du Parti socialiste fort sage dès qu'il est question de politique internationale, se sont distingués MM. Méhaignerie et Léotard.

Le président du CDS et celui du Parti républicain ont trouvé là une occasion de se manifester que la crise du Golfe ne leur avait pas fournie tant la parole était réservée, dans les partis politiques et l'appareil d'Etat, à quelques hommes de haut niveau qui ont écrasé les seconds couteaux. M. Léotard surtout, qui accuse la France de se comporter comme en juin 1940 et compare, dans un texte donné au *Journal du dimanche* du 14 octobre, le président Hraoui à un « petit Laval ». M. Mitterrand a pris ces craquements suffisamment au sérieux pour organiser, dès lundi 15 octobre, sa cinquième conférence de presse depuis le début de la crise du Golfe, consacrée pour l'essentiel au Liban et à la refutation des arguments avancés par ses adversaires. Une perte de crédit sur le Liban risquant en effet d'ébranler, par contrecoup, la compréhension dont les Français font preuve à l'égard de la position française dans la crise du Golfe et le soutien qu'ils accordent, sur ce dossier, au président de la République.

Mauvaise foi et lobbying

Le débat politique menaçait, avec le Liban, de retourner à son ordinaire de mauvaise foi et de manichéisme. Il y est retourné, en effet, dès le début de la discussion budgétaire, mardi 16 octobre à l'Assemblée nationale : crise du Golfe ou pas, on entend les mêmes formules que les années précédentes (« copie à refaire », « mauvais budget », dit l'opposition) et le gouvernement expliquer qu'il ne peut pas gérer mieux qu'il ne le fait. Il s'y enfonce au Sénat, où le socialisme pirardier a trouvé de solides alliés à droite pour défaire, sur fond de lobbying, le projet de loi Evin de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, à tel point que M. Fourcade, ancien ministre des finances, leur principal adversaire, s'est essayé, désabusé, à l'humour : « Une telle voie d'eau a été

ouverte qu'il est vain de poursuivre ».

Le débat politique y sombre avec le retour en force des « affaires » politico-financières que, de droite et de gauche, on se jette à la figure, ainsi que devait le faire, une nouvelle fois, l'opposition, mercredi à l'Assemblée nationale, en s'attaquant au garde des sceaux, M. Henri Nallet, trésorier de la dernière campagne présidentielle de M. Mitterrand, mis en cause dans le livre de l'inspecteur Gaudin (*Enquête impossible*) sur l'affaire des fausses factures de Marseille. On peut s'étonner que le président de la République ait pris le risque d'ouvrir un nouveau front dans ces polémiques nauséabondes en nommant garde des sceaux le trésorier de sa campagne. Même si M. Nallet a les mains parfaitement propres, même si les accusations portées contre lui ne tiennent pas, une insinuation suffit et le mal est fait. Ce sera un Nallet contre un Chandon. La loi sur le financement des partis et des campagnes électorales, l'amnistie des délits politico-financiers qui va de pair, n'ont pas mis fin au massacre.

« Oh ! mon Dieu, il est socialiste ! »

Bien entendu, la droite ne s'intéresse qu'aux mauvaises affaires de la gauche, réelles ou montées de toutes pièces, et vice versa. M. Michel Charasse, ministre du budget, qui se donne l'élégance d'un « M. Propre » à la tête de ses enquêteurs du fisc (la chute de M. Jacques Médéric, ancien maire de Nice, cas atypique dans la masse des hommes politiques, et les embarras des Girondins de Bordeaux, ville de M. Jacques Chaban-Delmas, c'est lui), serait plus crédible dans son rôle s'il ne traquait pas que des élus de droite.

Alors que l'affaire des fausses factures de Marseille battait son plein, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, avait tonné contre le garde des sceaux de l'époque, M. Pierre Arpaillange, accusé de laisser filer toutes les affaires nuisibles aux socialistes, financières ou non, et de ne point s'occuper des autres. Sommé de s'expliquer, à Matignon, en présence du premier ministre et du premier secrétaire du PS, M. Arpaillange avait sorti de sa serviette un gros dossier dont il avait ainsi fait lecture à M. Mauroy : « Affaire Luchaire : Monsieur X, inculpé... Oh ! mon Dieu, il est socialiste ! Affaire Y : Monsieur Z, inculpé... Oh ! mon Dieu, il est socialiste ! Affaire YZ : Monsieur X, inculpé... Ah, celui-là n'est pas socialiste... Oh ! mon Dieu, il sera couvert par l'amnistie ! » On en était resté là.

Le système de financement du Parti socialiste était centralisé et facile à démonter - l'enquête de l'inspecteur Gaudin l'a montré - tandis que celui des partis de droite est délégué, opaque et donc malaisé à mettre au jour. Chercher à équilibrer les malheurs des socialistes en orientant, pour des raisons plus politiques que morales, la chasse vers l'autre camp ne devrait pas donner d'autre résultat significatif que d'engraisser M. Jean-Marie Le Pen.

JEAN-YVES LHOMEAU

Les tribulations de l'ancien maire d'Angoulême

M. Jean-Michel Boucheron est mis en congé du Parti socialiste

Cette fois, les dirigeants socialistes prennent clairement leurs distances avec M. Jean-Michel Boucheron, mis en cause pour la manière dont il a géré Angoulême à l'époque où il en était le maire. Un communiqué du premier secrétaire du PS et du président du groupe à l'Assemblée nationale, rédigé avec l'accord du député de la Charente, devrait, mercredi 17 octobre, annoncer que M. Boucheron est mis en congé du Parti socialiste et qu'il ne sera plus rattaché administrativement au groupe. Formellement cela apparaîtra comme étant fait à sa demande, puisque, dans la lettre qu'il a envoyée, à la fin du mois de septembre à M. Pierre Mauroy (le *Monde* daté 14-15 octobre), il écrivait souhaiter « être mis en congé [des] mandats politiques ».

Cette solution a été mise au point au cours d'un entretien, mardi 16 octobre au matin, entre M. Pierre Mauroy et M. Jean Aurox, et c'est ce dernier qui en a fait part à M. Boucheron en fin de matinée. Le premier secrétaire

devrait en informer le bureau exécutif. Le président du groupe en a rendu compte aux membres de celui-ci lors de leur réunion hebdomadaire du mardi 16 octobre. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, M. Aurox a déclaré : « Je souhaite être de la plus grande solidarité sur le plan des personnes et je l'ai montré avec Christian Nucci. Mais sur le plan des principes, je souhaite être de la plus grande clarté. Il y va de la crédibilité de nos fonctions politiques. »

Ce rappel suffit à prouver que les dirigeants socialistes veulent tenir M. Boucheron à l'écart. Malgré sa mise en cause dans l'affaire du Carrefour du développement, l'ancien ministre délégué à la coopération était toujours resté membre à part entière de son parti. M. Michel Pezet, pourtant inculpé dans le scandale des fausses factures du Sud-Est, avant de bénéficier d'un non-lieu, l'était resté aussi. L'ancien maire d'Angoulême ne bénéficie pas, de la part de ses « amis », de la même mansuétude.

TH. B.

VOYAGEURS EN THAILANDE A CHOISI THAI AIRWAYS

Thaïlande, un pays de trésors

Trésors de la Thaïlande : 16 jours à partir de 14 500 F

Des temples de Bangkok aux tribus tibéto-birmanes des montagnes du Nord, des rives du Mékong aux rizières de la plaine centrale, des vestiges khmers de Pimai aux plages de la mer d'Andaman à Phuket, la Thaïlande est un pays de trésors.

Découvrez-les grâce à ce circuit très complet de 16 jours, conduit d'un accompagnateur spécialiste de l'Asie du Sud-Est, assisté bien d'autres trésors en Thaïlande, dont vous pourrez profiter au cours d'autres séjours. Demandez à VOYAGEURS EN THAILANDE, 30, rue Sainte-Anne 75001 Paris. Tél. : (1) 42.60.63.31, le programme complet de ses circuits.

VOYAGEURS EN THAILANDE

Un seul pays, tous les voyages.

سكننا من الاجل

150

POLITIQUE

et le financement du PS

La vérité des chiffres

Ce sont les hasards des dosages ministériels et d'un savant remaniement qui amènent M. Henri Nallet, nouveau garde des sceaux, à se trouver en première ligne face à l'inspecteur Antoine Gaudino, suspendu pour écritures intempestives et manquements flagrants à l'obligation de réserve. Car, dans son livre *"Enquête impossible"* (Albin Michel), le policier qui mena en 1989 l'enquête sur les fausses factures avant qu'elle ne se heurte à une opportune loi d'amnistie ne met pas directement en cause M. Nallet dans ses actuelles fonctions. Pour la simple raison que son manuscrit fut achevé en juillet. M. Nallet y est simplement cité, à la page 213, comme trésorier de la campagne présidentielle de M. François Mitterrand, dont le financement par le bureau d'études Urba-Gracco fut au centre de l'émotion créée au sommet de l'Etat par les découvertes des policiers de la « financière » de la police judiciaire marseillaise.

Ce n'est donc pas tant l'homme que le symbole que vise aujourd'hui M. Gaudino, au fil de ses nombreuses interviews, dans une démarche promotionnelle que chacun, selon son inclination, jugera civique ou commerciale. Ancien trésorier devenu ministre de la Justice, l'itinéraire de M. Nallet résume, pour le policier, l'étouffement politique d'un scandale qu'en chasseur acharné il avait su déni-

cher.

La polémique repose sur une déclaration de M. Nallet à *Libération*, le 11 octobre 1989. Affirmant que les sociétés Urba-Technic et Urba-Gracco ont seulement remis, chacune, un chèque de 50 000 F, « qui a donné lieu à un reçu officiel », pour contribuer à la campagne de M. Mitterrand, celui qui était alors ministre de l'Agriculture ajoutait : « Il n'y a pas eu d'autre relation entre le trésorier de la campagne de François Mitterrand et ces sociétés. »

Expert-comptable et commissaire aux comptes

Autant la première affirmation est exacte, autant la seconde est discutable. Officiellement, les bureaux d'études du PS, dirigés par M. Gérard Monate, n'ont, en effet, versé que deux chèques pour un montant total de 100 000 F. Mais les liens, voire même l'imbrication, entre leurs activités financières et la trésorerie de la campagne de M. Mitterrand étaient autrement importants. Des liens attestés par un nom, celui de M. David Azoulay (*Le Monde* du 6 décembre 1989). On trouve sa signature, à côté de celle du président de la République, à la page 9202 du *Journal officiel* du 16 juillet 1989 où furent publiés les comptes des candidats à l'élection présidentielle. M. Azoulay est tout simplement l'expert-comptable qui a

authentifié les comptes préparés par M. Nallet.

Or M. Azoulay n'est autre que l'un des commissaires aux comptes des bureaux d'études socialistes. A plusieurs reprises, il est mentionné dans les cahiers manuscrits de l'un des responsables d'Urba-Technic, M. Joseph Delcroix, saisi par l'inspecteur Gaudino. C'est lui qui, le 4 juin 1987, explique, afin de faire face « aux prochaines échéances », le « projet [de] création d'une société tampon de courte durée », qui sera baptisée Multi Services, avec ce commentaire : « Date prévue d'opérationnalité : avant présidentielles. »

La vérité est que M. Monate et ses amis ont grandement contribué à la campagne de M. Mitterrand, indépendamment de l'argent directement et officiellement versé à la trésorerie de M. Nallet. Qu'il s'agisse des ordinateurs gérant les fonds, des grands rassemblements de province, voire de la collecte de chèques, comme l'explique au *Monde* M. Monate (nos éditions du 6 décembre 1989).

Selon les cahiers de M. Delcroix, le financement total de la campagne avait été fixé par le PS à 150 millions de francs. Urba-Gracco y a contribué pour 24 694 000 F. Une somme qu'il faut donc ajouter à celle qui figure dans le document publié au *Journal officiel* : « Total des recettes : 64 900 486 F. »

EDWY PLENEL

Au tribunal de Saint-Nazaire

Deux dirigeants du Front national condamnés pour racisme

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

Deux dirigeants du Front national, MM. Armand de Périer, membre du comité central, conseiller régional des Pays de la Loire, secrétaire départemental du parti d'extrême droite en Loire-Atlantique, et Patrick Roux, ont été condamnés, mardi 16 octobre, par le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire « pour provocation à la discrimination et à la haine raciale et pour diffamation d'une communauté en raison de sa religion ».

Sous le titre « Non à l'islamisation de Saint-Nazaire », le FN avait distribué, en décembre 1989, un tract rédigé en des termes tels que plusieurs associations (la Ligue des droits de l'homme, le MRAP et le CNAIST, Comité nazairien d'accueil et de soutien aux travailleurs immigrés) avaient déposé plainte.

MM. de Périer et Roux, responsables, au moment des faits, de la section nazairienne du FN, ont été

condamnés chacun à une amende de 10 000 F. Deux autres militants, MM. Thierry Roux et Eric Sholten, qui avaient participé à la distribution du tract, ont été condamnés à 5 000 F d'amende. En outre, le tribunal a fait droit aux associations qui s'étaient portées partie civile en leur accordant des dommages-intérêts.

J.-C. C.

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : des critiques de M. Néaoutyine. — Le président du FLNKS, M. Paul Néaoutyine, a affirmé, mardi 16 octobre à Nouméa, dans une interview à l'AFP, que le gouvernement « n'a pas tenu ses engagements » sur la révision des listes électorales en Nouvelle-Calédonie. Il soulèvera cette question lors de la prochaine réunion du comité chargé du suivi des accords de Matignon sur l'avenir du territoire, prévue les 10 et 11 décembre à Paris.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

VOYAGEURS AU CANADA A CHOISI AIR CANADA

Randonnée hivernale au Québec

Expédition motorisée : 12 jours - 12 000 F

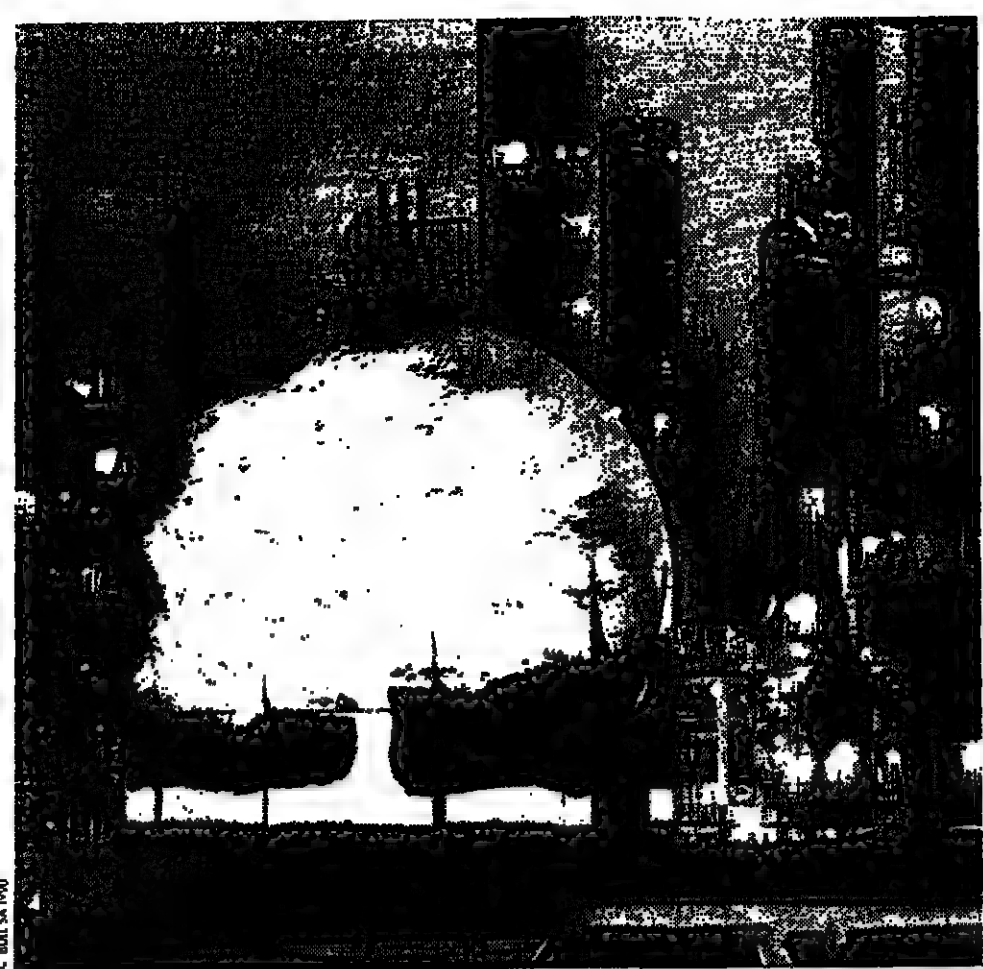
De retour au cours de votre voyage, les paysages grandioses du Québec enrichissent les sensations éprouvées de la motoneige, sous la conduite de guides expérimentés.

Vous pouvez aussi, avec VOYAGEURS AU CANADA faire la tournée des camajars, des hélicoptères dans l'Ouest, des randonnées en traineau à chiens, ou louer un chalet dans les Laurentides.

Demandez à VOYAGEURS AU CANADA, 5, place André Malraux, 75001 PARIS, Tél. : (1) 40.75.06.60, le programme complet de ses circuits et expéditions.

VOYAGEURS AU CANADA
Un seul pays, tous les voyages.

Air Canada



© BUL SA 1990

INDUSTRIELS, S'ASSOCIER A L'ARBRE, C'EST MAITRISER VOTRE DEVELOPPEMENT.

BULL DES SOLUTIONS POUR OPTIMISER LA PRODUCTIVITE ET LA FLEXIBILITE DE VOTRE ENTREPRISE.

- Gestion de production grâce aux solutions IMS 7 et PAGE, solutions STRIM 100* pour les bureaux d'études et de méthodes, suivi de fabrication grâce à l'application THUIA.
- Offre MAP3.0, nouveau standard de réseau local industriel conforme aux normes ISO, utilisé par le CETIM (Centre d'Etudes Techniques des Industries de la Mécanique) dans son atelier pilote national.
- Une offre complète de services : diagnostic, schéma directeur, étude préalable, conduite de projets.

BULL UNE EQUIPE D'EXPERTS DEBIES AU SECTEUR DE L'INDUSTRIE

Plus de 400 personnes dédiées à ce secteur et le concours des meilleures sociétés de services informatiques spécialisées dans l'industrie en France et dans le monde.

BULL LA CONFIANCE D'INDUSTRIES PERFORMANTES

Alcatel, Bolloré Technologies, De Dietrich, Jeanneau, Paco Rabanne, Petit Jean, Rhône-Poulenc nutrition animale, Socar...

BULL L'AMBI D'UN GRAND DE L'INFORMATIQUE MONDIALE

- 1^{er} fournisseur européen de systèmes d'information.
- leader des systèmes d'information distribués et ouverts.

* STRIM 100 est une marque déposée par CSD/INTEL

Réseaux et systèmes d'information

Bull

Direction Commerciale France
Tour Bull - 92039 PARIS LA DEFENSE CEDEX 74
Pour tout renseignement, appelez le : **NUMERO VERT 85.85.30.30**

14 Seize mesures pour lutter contre la délinquance.
- L'insécurité dans les établissements scolaires.

15 Visite de professeurs à Mauthausen.
18 La mort d'Art Blakey.

18 Le championnat du monde d'échecs.
20 Télévision : la campagne d'Égypte.

Marchands de biens et pots-de-vin

Sept inculpés, des opérations frauduleuses, un fonctionnaire corrompu : au cœur du scandale qui agite le monde de l'immobilier parisien, la transformation d'appartements en bureaux

Depuis l'été, le « scandale des marchands de biens » agite le monde de l'immobilier parisien. Sept personnes sont inculpées dans cette affaire de pots-de-vin et d'opérations frauduleuses - notamment la transformation d'appartements en bureaux, - réalisées grâce à la complicité d'un fonctionnaire de la préfecture de Paris, Georges Bellebeau, inculpé de « faux et usages de faux, corruption passive et trafic d'influence ». Trois administrateurs de biens - Patrick Faleise, Marcel Gelabert, Joseph Scemama, - deux mandataires-compensateurs - Daniel Froger et Pierre Paulin, - et le clerc de notaire Cossa sont inculpés de « complicité de faux en écritures, usage de faux et corruption active ».

Comme dans les films d'aventures, le marché de l'immobilier parisien ressemble à un trésor, certes accessible mais au prix de mille efforts. Comme les aventuriers, les marchands de biens et les promoteurs savent que le trésor est fabuleux mais qu'il faut aller le chercher dans ces appartements qui, transformés en bureaux, valent leur pesant d'or. Parsemée d'embûches et de chausse-trappes, la course à lieu dans une formidable jungle faite de règlements et de circularités, prospérant à l'ombre d'une législation draconienne qui, consciente du risque de désertification de la capitale, cherche à limiter, voire interdire ces appétits immobiliers. Aussi certains hommes d'affaires tentent-ils de tricher, d'aller droit au but, vite et bien.

Condamnés respectivement à cinq ans et deux ans et demi de prison ferme par le tribunal correctionnel de Paris le 11 février 1989, deux marchands de biens, Stéphane Delouvier et Jean-Louis Brun, avaient déjà utilisé des faux documents administratifs, avec la complicité de trois fonctionnaires de la Ville et de la préfecture de Paris, pour transformer vingt immeubles d'habitations en bureaux. Or c'est un système de corruption autrement plus important, au cœur du dispositif de la préfecture de Paris chargé d'instruire les procédures immobilières dans la capitale, que les policiers de la 9^e division de la Direction centrale de la police judiciaire ont débusqué cet été.

Selon les premières estimations de l'enquête confiée à M. Jean-Louis Besaguitte, juge d'instruction au tribunal de Paris, plus de quatre-vingt

pots-de-vin ont été versés au chef de bureau de la construction de la préfecture, Georges Bellebeau. Les enquêteurs poursuivent leurs vérifications afin de déterminer le nombre exact d'opérations immobilières frauduleuses et le montant des gains engendrés par ces dessous de table. De l'aveu même d'un des administrateurs de biens inculpés, Georges Scemama, « grâce à ces services rendus, les sociétés dans lesquelles j'étais associé ont pu réaliser des super-bénéfices ». Peut-être 20 % d'un chiffre d'affaire normal. Au total, plusieurs dizaines de millions de francs.

De la fabrication de faux documents à la simple accélération de procédures demeurant régulières, Bellebeau offrait ses prestations avec une imprudence presque suicidaire. Ainsi lorsqu'en printemps 1989, il signe une attestation accordant une tolérance à la société COFIMA pour l'occupation d'un immeuble à l'usage de bureaux, il rédige le même jour, une deuxième lettre disant exactement son contraire.

La première lettre est envoyée à son bénéficiaire, la deuxième, l'officielle, lui est aussi adressée et un double est gardé dans les dossiers de la préfecture. Le pot-aux-roses est découvert lorsque la société COFIMA croit bon d'expédier à la préfecture la vraie-fausse attestation pour faire valoir ses nouveaux droits sur l'immeuble.

Dans une lettre datée du 18 octobre 1989, c'est le préfet lui-même, M. Olivier Philip qui donne l'alerte au procureur de la République de Paris : « Selon certaines hypothèses, il y a des raisons de penser qu'il pourrait s'agir d'une tentative de fraude au service en suscitant des irrégularités de nature à faire scandale après les difficultés connues en 1987 ». Le préfet fait référence au premier scandale, la chute de Brun et Delouvier, découvert en 1987 et jugé deux ans plus tard. Et il a des raisons de s'inquiéter : dans la fabrication des faux, on avait à l'époque imité une signature, celle... de Georges Bellebeau.

Rolls Royce avec chauffeur

Ce dernier croit-il pouvoir utiliser ce précédent pour sa défense ? Dans un premier temps, devant les policiers, il soutient qu'il ne comprend pas, bref que cette signature n'est pas la sienne. Les conclusions graphologiques de la police scientifique vont le pousser à l'aveu le 7 juin 1990. Bellebeau raconte : « J'étais conscient d'être corrompu à partir de 1986, date à laquelle j'ai pris la direction du service de changement

d'affectation des locaux. A cette époque, le préfet de Paris avait donné des instructions pour révoquer toutes les tolérances du passé ».

Bellebeau est passé outre. Agé de trente-cinq ans, ce fonctionnaire à lunettes et aux costumes passe-muraille, qui gagne 9 500 F par mois et vit dans un studio du treizième arrondissement, s'est senti défaillir au contact de la planète scintillante des marchands de biens dont il traitait les dossiers. Ici, les mètres carrés défilent par milliers, les participations aux bénéfices se chiffrent par millions. Certains sont assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes, d'autres roulent en Rolls Royce avec chauffeur.

Ils possèdent des résidences secondaires à Méribel en Savoie, une forêt dans les Vosges, des lingots d'or et des liasses de plusieurs millions de francs dans des coffres, un Van Dongen, un Buffet, un Braque dans une villa à Neuilly. Et quand l'un d'eux, Marcel Gelabert, est placé en garde-à-vue, le 13 juin, une fouille-au-corps constate qu'il a sur lui 30 000 F en coupures. Marcel Gelabert, dit le « beau Marcel » dans le milieu de l'immobilier, l'antithèse de ce petit fonctionnaire qui se trouvera ébahi le jour où il sera invité à l'anniversaire de ce dernier. Gelabert s'était offert la location d'un restaurant tout entier.

« J'ai fait preuve de faiblesse. Je me suis laissé tenter car je me suis rendu compte des sommes colossales qui résultaient des marchés immobiliers à Paris. Ce sont toujours les personnes qui m'ont proposé de me verser les pots-de-vin », dit Bellebeau.

Marcel Gelabert va initier Bellebeau à la transgression. « En juin 1986, il vient dans mon bureau réclamer une attestation du caractère commercial d'un immeuble rue de Fleury, détaille Bellebeau. Je demande les documents nécessaires, il ne les a pas. Il me propose 20 000 F. Ensuite on a recommencé vingt-cinq fois. Il m'invalide dans des grands restaurants parisiens, la moitié du temps il avait d'autres invités, surtout des femmes ». C'est moi qui évaluais le montant de la somme versée d'une manière arbitraire et en fonction de l'urgence et de l'importance de l'attestation », précise le marchand de biens Gelabert, qui ajoute qu'un système de fausses factures lui permettait de dégrader une trésorerie noire, afin de payer ces gratifications mais aussi des opérations d'expulsion de locataires.

« Au titre des bonnes relations »

Les pots-de-vin font figure de miettes au regard des bénéfices engrangés : « Pour un immeuble du septième arrondissement une marge bénéficiaire brute de dix-huit millions de francs a pu être dégagée et Gelabert a payé sa commission habituelle », a reconnu Joseph Scemama, ancien associé de Gelabert.

La loi oblige un promoteur immobilier qui veut aménager des bureaux dans un immeuble d'habitation à faire la transformation inverse dans un immeuble du même type. C'est à l'administration de juger si la compensation est acceptable. L'intervention de Bellebeau était alors décisive : « Dans certains cas, le dossier aurait pu être

jugé insuffisant, je donnais quand même un avis favorable ». Bellebeau signait aussi des fausses attestations de commercialité, il accélérail le traitement de dossiers « normaux », il permettait ainsi aux marchands de biens de limiter les agios bancaires et de réaliser des ventes rapides.

Chargés d'acheter des bureaux pour revendre leurs droits commerciaux à des marchands de biens qui veulent faire des opérations de compensation, les mandataires-compensateurs, Pierre Paulin et Daniel Froger, ont reconnu avoir assorti leurs démarches administratives de plusieurs dizaines d'enveloppes « au titre des bonnes relations ».

Dernier maillon de la chaîne, le clerc de notaire Jacques Cossa, appartenant à l'étude Ader, l'une des plus prestigieuses de la capitale. Les policiers tentent de savoir quelle était la nature des pourboires que lui adressaient Gelabert et Scemama. Simple récompense pour le travail fourni, comme l'affirme l'inculpé ? Ou s'agissait-il du salaire de complaisances répétées, comme le laisse entendre Scemama : « Ce pourboire était plus conséquent quand il y avait un changement d'affectation des locaux et Cossa se contentait d'accepter les attestations administratives » ?

Une caution de douze millions

Quatre-vingts pots-de-vin au minimum qui débouchent sur autant d'opérations immobilières douteuses à Paris, des fortunes de plusieurs dizaines de millions de francs... la filière Bellebeau aura surtout rapporté aux corrupteurs du fonctionnaire. Celui-ci n'a pas caché aux policiers sa déception : « Pris dans un système que je n'ai pas pu maîtriser, je n'ai pas su m'en sortir. Je n'ai même pas réussi à placer l'argent obtenu frauduleusement ». Estimant avoir gagné au total 1 200 000 F, le fonctionnaire s'est juste offert un voyage en Équateur, tandis qu'il plaçait une partie de la somme dans quelques plans d'épargne.

Lors de son arrestation, il gardait par devers lui 600 000 F qu'il n'avait su ni dépenser ni faire fructifier. Au début, il avait caché cet argent sous sa baignoire mais il craignait trop les cambrioleurs. Quoi de plus sûr que son lieu de travail, la préfecture ? Et c'est ainsi que ses billets de banque sommeillaient dans deux enveloppes dissimulées, précise le rapport de perquisition, dans « le bureau 8019, la salle des archives à code d'accès, sous le rayonnage tout à fait à gauche, près de la fenêtre et du sol ».

Les autres inculpés ont été plus prévoyants. Ainsi, alors que le clerc de notaire Jacques Cossa et le fonctionnaire Bellebeau restent toujours détenus, ils ont su et pu monnayer leur liberté, au prix fort. Marcel Gelabert a été remis en liberté moyennant le paiement d'une caution de 12 millions de francs. Pour Joseph Scemama, elle n'a atteint qu'un sixième, pour Daniel Froger 5 millions, pour Pierre Paulin 2 millions et pour Patrick Faleise seulement 20 000 F.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Selon « le Canard enchaîné »

L'inspection générale de la Ville de Paris aurait pratiqué des écoutes téléphoniques illégales

Le Canard enchaîné, dans son édition datée du 17 octobre, publie une enquête mettant en cause l'inspection générale de la Ville accusée de s'être livrée à des écoutes téléphoniques sauvages afin de surveiller, en toute illégalité, plusieurs fonctionnaires municipaux chargés de la gestion de gros budgets. Selon l'hebdomadaire, le matériel d'écoute a été acheté avec les crédits municipaux, et l'équipe utilisait « des voitures de la Ville comme studio d'enregistrement ».

Le Canard enchaîné précise que les pousseurs d'écoutes étaient dirigés par un commissaire de police en retraite, M. Jacques Bèque, qui « a fait une

grande partie de sa carrière au GIC, le Groupement interministériel de contrôle, le célèbre centre d'écoutes téléphoniques installé en sous-sol, derrière les Invalides ».

La mairie de Paris déclare tout ignorer de cette affaire. M. Alain Juppé, adjoint au maire chargé des finances, a annoncé, mercredi sur RTL, qu'une enquête avait été immédiatement prescrite. « Ces faits seraient, s'ils étaient avérés, totalement inadmissibles et des sanctions immédiates seraient prises sur le plan administratif, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être faites ».

Au Tribunal permanent des peuples réuni à Paris

Le Brésil accusé de non-assistance à Indiens en danger

Deux ans après sa session de Berlin sur la dette, le Tribunal permanent des peuples (1) s'est réuni à Paris du 12 au 16 octobre pour juger les responsables de « la destruction de l'Amazonie brésilienne ». Une session au programme chargé, où ont débattu des dizaines de témoins à charge - universitaires de diverses disciplines, avocats, syndicalistes, et mêmes, quelques Indiens, - et qui a été inaugurée par M. Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, puis conclue en présence de M^{me} Danielle Mitterrand.

Par la voix de son président, M. François Rigaux, professeur de droit international à l'université catholique de Louvain (Belgique), le jury a successivement accusé le gouvernement brésilien, la Communauté européenne, « les pays riches » en général et les organisations internationales comme le Fonds monétaire international et surtout la Banque mondiale, d'avoir déstabilisé l'Amazonie et ses habitants d'origine, les Indiens.

Le jury s'est divisé sur la question du « génocide » des Indiens

d'Amazonie, dont il ne reste aujourd'hui que 235 000 représentants au Brésil, sur un total estimé de six ou sept millions avant l'arrivée des Européens. Le Tribunal a finalement disculpé le gouvernement brésilien de l'accusation de génocide, car il n'a pas pu prouver que leur élimination et la destruction de leur milieu de vie étaient intentionnelles. En revanche, le jury a estimé qu'il y avait eu des caractéristiques de non-assistance à personnes en danger.

La Banque mondiale et la Communauté européenne (qui a prêté 600 millions de dollars) ont été montrées du doigt pour avoir financé la construction du complexe sidérurgique et minier de Carajas, « qui sert plus à fournir l'Europe en minerai de fer bon marché qu'à développer l'Amazonie ». Dans ses propositions, le jury demande aux pays riches d'éteindre la dette qui accable le Brésil et de dédommager ce pays pour qu'il puisse se développer tout en préservant le patrimoine naturel et culturel de l'Amazonie.

(1) Créé à Bologne en 1979 par Lello Basso, pour prendre la succession du Tribunal Russell.

« L'Eglise doit reconnaître ses erreurs passées »

« Le gouvernement brésilien agit plus en fonction du bruit qui est fait à l'extérieur que de celui qui est fait à l'intérieur » : pour Mgr Erwin Kräbber, évêque du diocèse amazonien du Xingu (nord de Manaus), venir à Paris en tant que membre du jury du tribunal permanent des peuples est sûrement plus « payant », à terme, que d'élaborer de belles déclarations en son pays, où les propos de bon aloi sur les Indiens sont normaux courants, mais peu suivis dans les faits.

Au Brésil, Mgr Kräbber, président de la commission compétente de l'épiscopat, passe pour « l'évêque des Indiens ». Ardent défenseur des six ethnies indigènes d'Amazonie qui peuplent son diocèse, il estime que ce serait « du romantisme à bon marché que de mettre une cloche sur les Indiens pour les préserver ». Ils ont droit, précise-t-il, de jouer du progrès de l'industrie, à condition qu'ils ne perdent pas leur identité.

Seulement, pour ce juré d'un jour, « l'Eglise universelle resta

encore trop peu sensible au problème des Indiens ». Bien sûr, à chacun de ses voyages en Amérique latine, le pape ne manque pas de s'adresser aux populations indigènes, mais le hiatus entre Rome et le clergé amazonien reste grand. « Au Vatican, c'est l'Est qui monopolise l'attention », regrette Mgr Kräbber.

Les cérémonies qui seront liées, en 1992, au cinquantième centenaire de l'évangélisation du continent sud-américain placeront l'Eglise, avocate des Indiens, en porte-à-faux. L'évangélisation des uns a été synonyme d'oppression pour les autres. On n'oublie pas, en pleine Amazonie, que le sabre au seizième siècle accompagnait volontiers le gouillon évangélique. « Il est bon que l'Eglise reconnaisse ses erreurs passées », rappelle l'évêque du Xingu. Et ses travers présents : « Car l'Eglise catholique cherche encore à calquer son modèle européen, alors qu'elle devrait s'incarner dans la culture indigène ».

J.-M. Dy.

Un laboratoire attaque en diffamation le professeur Pellerin

Bataille juridique autour des mesures de radioactivité

VALENCE

de notre correspondant

La Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD) a porté plainte pour diffamation contre le professeur Pierre Pellerin, directeur du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI). La CRIIRAD, laboratoire indépendant créé dans la Drôme au lendemain de l'accident de Tchernobyl, a saisi le tribunal de grande instance de Paris après que le professeur Pellerin ait qualifié de « tromperie » ses récentes analyses réalisées sur la décharge de Saint-Aubin (Essonne).

Ces mesures en spectrométrie gamma, réalisées pour le compte du quotidien *le Parisien*, avaient révélé la présence de six radionucléides artificiels : des émetteurs bêta (notamment du césium 137), et d'un radionucléide émetteur alpha, l'americium 241. La CRIIRAD « annonce des chiffres fantaisistes, notamment sur la présence d'uranium sur le site, alors qu'il n'a pas les moyens de mesurer ces éléments », avait alors affirmé le professeur Pellerin, dans une déclaration publiée par l'AFP le 25 septembre dernier.

Ce n'est pas la première fois que le directeur du SCPRI conteste la

validité de mesures qui ne sont pas effectuées par ses services. Mais cette fois, estime M^{me} Michèle Rivasi, directrice de la CRIIRAD, « ses propos sont de nature à porter atteinte à la considération, à la réputation d'honnêteté et d'indépendance scientifique de notre laboratoire ». Elle affirme que l'Institut de physique nucléaire a obtenu les mêmes résultats que la CRIIRAD après avoir réalisé les mêmes analyses sur les mêmes échantillons.

Au-delà d'une querelle de chiffres ou d'honneur, la CRIIRAD entend, en fait, défendre le droit à l'information indépendante sur les mesures de radioactivité. Accusé de manque de transparence lors du passage du « nuage de Tchernobyl », le SCPRI, qui dépend du ministère de la santé, a longtemps détenu le monopole de l'information officielle dans ce domaine. Depuis l'an dernier cependant, toutes les mesures faites par les exploitants des sites nucléaires français sont accessibles au public (*le Monde* du 9 août 1989). Parallèlement, des laboratoires indépendants ont été créés, avec l'aide ou à l'exemple de la CRIIRAD, pionnière dans ce domaine. Et, malgré les critiques du professeur Pellerin, élus et industriels font de plus en plus appel à leurs services.

GÉRARD MÉJEAN

L'utilisation de la « procédure d'urgence »

La Cour de cassation estime illégales certaines suspensions de permis

La chambre criminelle de la Cour de cassation vient de rappeler aux préfets qu'ils doivent observer plus de rigueur dans la procédure permettant à l'administration de sanctionner provisoirement des automobilistes. Ainsi, dans six arrêts rendus le 10 octobre dernier, les juges suprêmes estiment que certaines suspensions de permis sont effectuées dans des conditions illégales.

Six automobilistes, dont M. Francis Rongier, président du mouvement Auto-Défense, qui avaient fait l'objet de suspension de permis de conduire pour excès de vitesse, avaient refusé de remettre leur permis aux autorités. Pour-suivis pour « non-restitution de permis », quatre d'entre eux avaient été relaxés par la cour d'appel de Rennes, mais la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par le procureur général de Rennes. En donnant raison aux automobilistes, les juges d'appel considéraient que les arrêts de suspension étaient illégaux car le préfet avait utilisé, plusieurs jours après les faits, la « procédure d'urgence » qui a notamment pour effet d'empêcher

l'intéressé de présenter sa défense devant la commission de retrait.

Dans ses arrêts, la Cour de cassation déclare que la cour d'appel a fait une juste application de la loi, en observant : « Un délai aussi long démontre que l'urgence à statuer, justifiant l'application de la procédure prévue à l'article L-18, n'existait pas en l'espèce ». La cour ajoute : « L'arrêt litigieux ne comportait aucune motivation relative à l'urgence ». Cette absence de motivation est également sanctionnée dans un autre arrêt de la cour d'appel de Rennes, qui constate : « L'arrêt ne précise pas la vitesse à laquelle circulait le prévenu (...) ni si cette vitesse ou d'autres circonstances particulières caractérisaient l'urgence ».

Le même défaut de motivation a permis à la Cour de cassation de casser deux arrêts de la cour d'appel de Lyon, dont celui concernant M. Rongier, qui condamnaient sur la base d'arrêtés préfectoraux rédigés de manière extrêmement simplifiée. La Cour rappelle aux préfets : « L'article 3 de la loi du 11 juillet 1979 exige que les décisions administratives, individuelles, défavorables, soient motivées et comportent l'énoncé des considérations de droit et de fait qui en constituent le fondement ».

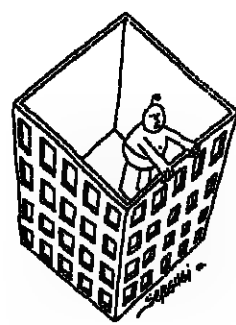
MAURICE PEYROT

سكنا من الرحمن

SOCIÉTÉ

Banlieues en marge

Dreux ne veut plus être Dreux



Nous poursuivons la publication d'une série d'articles consacrés aux « banlieues en marge » (le Monde du 16 et du 17 octobre) avec une enquête à Dreux et une analyse du projet de loi anti-ghetto, qui devrait être examiné en conseil des ministres à la mi-novembre.

DREUX

de notre envoyé spécial

« Ce qui est arrivé à Vaux-en-Velin peut arriver ici n'importe quand. » On a pourtant du mal à croire M. Jean Hiaux, premier magistrat (RPR) de Dreux (Eure-et-Loire) lorsqu'il fait ce constat, dans son bureau confortable de la mairie, à deux pas du beffroi, qui indique le centre ancien et bourgeois. A Dreux, les « problèmes », concentrés sur les plateaux qui encadrent la ville, sont peu visibles en son centre. Il faut aller loin, au-delà de la voie ferrée, par exemple, vers les « Chamards », pour en prendre la mesure.

Ce quartier résume sans doute à lui seul toute l'absurdité de la logique « urbanistique » des années 60. Le choix du site, prévu pour une zone industrielle raccordée au réseau SNCF. La construction : une vingtaine de cubes de béton sans grâce, posés ça et là. En vingt ans, le temps a fait son œuvre, les bâtiments sont en souffrance et les abords rabotés par les allées et venues incessantes d'enfants en mal d'espaces verts et de zones de jeu.

C'est précisément ce quartier, concentrant un dixième de la population de la ville, qui a été choisi pour un traitement de grande envergure. Le traitement de la dernière chance, selon certains, pour casser l'image que l'on retient toujours de la ville. Dreux ne veut plus être Dreux : municipalité socialiste sous la férule controversée de M^{me} Françoise Gaspard, passée à droite en septembre 1983 (1), à la suite de l'accord « historique » entre les partis traditionnels et le Front national (qui marqua de surcroît l'irruption de l'extrême droite dans la vie politique nationale), et qui pourrait, pourquoi

pas, tomber dans l'escarcelle de l'unique député membre du FN, M^{me} Marie-France Sirbois, à l'occasion de la prochaine élection municipale.

« Aiguilloné » par les pouvoirs publics tant nationaux que locaux (une vue aérienne de Dreux, couverte d'annotations, est épinglée dans le bureau du président du conseil général d'Eure-et-Loire, M. Martial Taugourdeau), le maire actuel a enfin pris le problème « Chamards » à bras-le-corps.

L'effort qui va être consenti, hors contrat de plan, est à la mesure de l'enjeu : plus de 70 millions de francs. Première cible, classique, le logement. « On a toujours assimilé Dreux aux « Chamards », en oubliant que ce quartier, composé de deux ensembles, la Sanci 1 et la Sanci 2 (2), était la propriété de groupes privés », se défend le maire. Le projet n'est pas neuf (« Nous avions engagé des démarches dès 1982, l'alternance a tout stoppé », affirme M^{me} Gaspard), et les négociations ont enfin abouti.

Une petite « infirmité »

L'ensemble des « Chamards » est désormais la propriété des offices HLM de la commune et du département. Le projet de réhabilitation (qui prévoit la destruction de trois tours) s'accompagne d'une politique de redistribution des populations, en jouant sur l'ensemble du parc HLM, pour faire baisser le nombre de familles en difficulté, tout particulièrement dans la Sanci 2, alimentée par une immigration ininterrompue.

Le deuxième objectif de l'opération est l'aménagement de l'espace et le désenclavement, avec la création d'une liaison directe quartier-centre-ville, et la construction d'un nouveau centre commercial pour remplacer l'actuel, devenu au fil des ans un des points noirs du quartier. Le projet comporte également la réalisation d'équipements à vocation sociale (« On ne réhabilite pas sans donner un avenir », précise M. Taugourdeau) : un centre de pré-qualification professionnelle et un collège qui pourrait ouvrir ses portes à la rentrée 1992. Cet établissement aura

une vocation sportive, pour favoriser un « brassage » parmi les élèves sur la base d'un critère indiscutable.

L'ensemble de l'opération — un modèle de concertation entre l'Etat, la région, le département et la ville — sera accompagné d'un traitement social continu, avec notamment la réactivation de la zone d'éducation prioritaire, victime de son succès (« Elle concentrait 4 503 enfants, c'était énorme », indique M. Hiaux). Pour M. Alain Tribondeau, secrétaire général adjoint de la mairie et chef du projet « Chamards », « une opération de ce type ne sera jamais terminée ». « On a mis le paquet, ça va coûter de l'argent, mais ce n'est sans doute pas le plus difficile », enchaîne M. Hiaux. Les événements survenus à Vaux-en-Velin, qui étaient jusqu'alors un modèle de réhabilitation, incitent plutôt à la prudence.

Sans compter qu'aux « Chamards », les tensions sont fortes, comme en témoignent les échauffourées qui se sont déroulées autour du collège Pierre-et-Marie-Curie, en mai 1989. Les tours de la Sanci 2 étaient alors « en état de coma dépassé » et leur

gérant au bord du dépôt de bilan. La décision du proviseur de l'époque de limiter strictement les entrées et sorties dans son établissement avait entraîné une réaction violente de la part des jeunes des « Chamards ». Bagarres, jets de pierre, une petite « intifada ».

Atmosphère électrique

Ponctuellement, la cocotte-minute laisse ainsi passer un jet de vapeur. Un nouveau commissaire de police a été nommé il y a quelques semaines ; il a vite été « testé ». Un locataire de la Sanci 1, exaspéré, qui tire un coup de feu, et c'est aussitôt l'émotion. Il faudra l'intervention de la gendarmerie pour qu'il n'y ait pas d'autres dérapages. « A Dreux, il n'y a qu'une petite délinquance, mais elle est extrêmement active, exaspérante ; les fautes de jeunes entre quinze et vingt ans, complètement marginalisées, contre lesquelles on ne peut pas faire grand-chose », reconnaît M. Tribondeau.

Ce qui est plus grave, c'est la lente

dégradation de la situation à l'intérieur des collèges, entretenue par la consigne de silence de l'administration. Les menaces et les intimidations se multiplient à l'encontre de professeurs souvent jeunes et inexpérimentés.

Cet état de fait absurde (au nom de quelle logique peut-on nommer une jeune certifiée dans un établissement à risque ?) résulte d'une distribution des postes à l'ancienneté, selon la règle établie par l'administration et acceptée par les syndicats. Autre fait troublant : certains élèves de douze à treize ans invoquent leur appartenance ethnique, renforcée par la médiatisation de la « révolte des pierres » palestinienne, pour manifester — « Je ne veux pas lire vos livres, tout est dans le Coran » — leur révolte.

La mairie redoute l'islamisme intégriste, mais pour l'instant les exemples, isolés, n'expriment que des réflexes identitaires, même si certains travailleurs sociaux ont noté, depuis le début de l'année, l'arrivée de militants de la Voie noire, une mouvance radicale animée par un ancien mufti, Comellin Kaplan, basé à Francfort.

Depuis la rentrée, l'atmosphère est électrique. Le soir, certains locataires organisent des rondes pour protéger les proies les plus faciles, leurs voitures. Un Marocain, habitant le quartier depuis plus de vingt ans, se lamente en montrant son véhicule maculé de peinture : « Certaines nuits, je suis obligé de dormir à l'intérieur pour pas qu'on me brise une vitre ou un rétroviseur ; on ne peut plus rien avoir de neuf. » A côté des parcs, des garages en construction tentent de voir le jour, tant bien que mal, car le travail effectué la journée est systématiquement détruit au cours de la nuit...

M. Sylvain Lepître, qui dirige l'office municipal HLM et qui a en charge l'ensemble de la Sanci 2, est inquiet et demande de toute urgence un véritable encadrement social. « On est à deux doigts de la rupture. Nous avions mis en place des correspondants dans les cages d'escalier. Ils jouaient en quelque sorte le rôle de relais, mais ils ont subi tant de vexations qu'ils ont baissé les bras. » Les travaux ont pourtant commencé, mais la perspective de la réhabilitation ne joue absolument pas, c'est cela qui est le plus démoralisant, ajoute-t-il. A Dreux, comme ailleurs, le simple « ripolage » n'est déjà plus de saison.

GILLES PARIS

(1) Pour cette période, voir la « Contribution à l'histoire de l'immigration étrangère à Dreux », de M^{me} Corinne Bouchoux, mémoire réalisé en 1986, à l'Institut d'études politiques de Paris, sous la direction de M. Pierre Milza.

(2) La Sanci 2 (212 logements) est entièrement habitée par des familles d'origine étrangère, contrairement à la Sanci 1 (608 logements). Les deux ensembles étant étroitement imbriqués, la cohabitation est souvent délicate.

Prochain article
Dans les quartiers nord de Marseille

L'impact électoral

A la demande du secrétariat permanent du plan urbain au ministère de l'équipement et du logement, le Centre d'étude de la vie politique française (CEVPOF) a consacré une étude aux évolutions du comportement électoral dans les quartiers de grands ensembles de 1988 à 1989. Cette étude, qui repose sur un échantillon regroupant à la fois des quartiers bénéficiant des interventions de développement (DSQ) et des quartiers qui ne sont pas l'objet de ce type d'action, fait suite à une enquête réalisée en 1988.

La première étude avait fait apparaître un décalage entre le comportement électoral des habitants de

grands ensembles et celui adopté par le reste de l'électorat dans les mêmes villes, particulièrement pour l'abstention et le vote en faveur du Front national, plus élevés que les moyennes communales. La seconde enquête (1988-1989) fait apparaître des résultats sensiblement différents. « Malgré la maintien d'une forte désaffection à l'égard de la participation et des niveaux élevés du vote d'extrême droite, les écarts entre les quartiers et les villes d'appartenance se sont stabilisés, voire réduits », écrit M. Henri Ray, coordinateur de l'enquête CEVPOF. Cette observation concerne plus particulièrement les quartiers bénéficiant des interventions de dévelop-

pement social. L'impact électoral des interventions de type DSQ est indiscutable pour une majorité de quartiers. Il est plus faible, voire nul, dans quelques cas particuliers qui se caractérisent par une forte coupure avec la ville d'appartenance. M. Yves Dauge, délégué interministériel à la ville, affirme en conséquence : « Nous ne sommes pas des marginaux ayant en charge des problèmes marginaux et périphériques, nous traitons de questions essentielles et centrales, la vie de la démocratie locale. » Il serait donc hasardeux de ramener le traitement social des quartiers à de simples opérations de réhabilitation immobilière.

G. P.

Une loi « anti-ghetto » en pointillé

Mettre fin à la spéculation foncière, ce qui permettrait de construire, au cœur des grosses agglomérations, des logements sociaux, est une belle et grande ambition. MM. Michel Delebarre et Louis Besson, respectivement ministre de l'équipement et ministre délégué au logement, ont-ils une chance d'y parvenir ? Même s'ils baptisent « sociaux » les « logements intermédiaires », ces logements locatifs destinés aux classes moyennes — et dont les loyers, pour modérés qu'ils soient en regard des loyers privés, sont beaucoup plus chers que les logements HLM, — on peut douter qu'ils y parviennent facilement.

L'enchevêtrement des législations et des réglementations, les intérêts particuliers des communes, leur indépendance soucieuses, confortées par la loi de décentralisation, l'hostilité viscérale du ministre de l'économie et des finances à toute dépense supplémentaire, la légitime ambition des propriétaires du sol de ne pas être les victimes de projets généreux, les freins sont nombreux à la mise en place rapide d'une politique efficace en la matière.

Il ne peut s'agir que d'incitations à plus ou moins long terme. Le futur projet de loi « anti-ghetto », dont M. Delebarre a annoncé le 14 octobre l'examen en conseil des ministres à la mi-novembre, n'échappe pas à la règle : évaluer à leur valeur vénale — pour le calcul des impôts locaux — les terrains constructibles, convaincre les communes de se mettre d'accord pour une meilleure répartition des logements sociaux, et faire modifier les plans d'occupation des sols (POS) lorsque leur « zonage » s'oppose à la construction de logements, exiger que chaque programme comprenne 10 % de logements sociaux, modifier les lois (celle de programmation militaire et celle d'orientation des transports intérieurs) qui obligent ministères et entreprises publiques à vendre leurs terrains inutilisés au prix du marché.

Tout cela n'est pas pour demain. Encore faudrait-il, une fois le projet adopté par le Parlement (au printemps prochain, dans le meilleur des cas), que les contradictions du discours gouvernemental soient levées.

On ne peut à la fois demander aux organismes d'HLM, tout comme aux entreprises publiques (SNCF, RATP), d'équilibrer leurs comptes et ne pas leur donner les

moyens financiers (et donc budgétaires) de compenser, pour les premiers le surcoût de terrains trop chers pour les prêts locatifs aidés (PLA), pour les seconds le manque à gagner de ventes de terrains à un prix même « moyen ». Or le budget de 1991 ne comprend aucune ligne destinée à ce type de subventions, et M. Delebarre ne se fait aucune illusion : ce ne serait, au mieux, mis en œuvre qu'en 1992 (si toutefois la rigueur budgétaire le permet...).

Freins naturels et contradictions

On ne peut imaginer convaincre rapidement les municipalités d'accueillir avec le sourire des programmes de logement social, coûteux en équipements de toutes sortes, générateurs de problèmes de société, plutôt que des bureaux ou des locaux industriels, qui apportent aux communes une confortable manne financière. Quant à souhaiter que les 123 communes de la

petite couronne de Paris (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) s'entendent pour se répartir harmonieusement les logements sociaux et leurs locataires jugés plus ou moins désirables, il ne faut pas rêver, même si les préfets ont pris leur bâton de pèlerin. Quels que soient les succès ponctuels, il ne peut s'agir que d'une œuvre d'une très longue haleine.

On ne peut souhaiter enfin à la fois faire de Paris une capitale internationale (ce qui se traduit inévitablement par une flambée de la spéculation) et aider à la reconquête des centres-villes par le logement social, sans à jeter des masses considérables d'argent dans le gouffre sans fond de la spéculation immobilière.

Ainsi, les contradictions s'ajoutent aux freins naturels et réglementaires pour semer d'écueils la longue route de MM. Delebarre et Besson. Et l'hiver est là, qui rend toujours plus difficile la situation des mal-logés, dans les quartiers dégradés comme ailleurs...

JOSÉE DOYÈRE

CORRESPONDANCE

L'indépendance de l'association Al Motamar des Arabes en Europe

Après la publication dans le Monde du 29 août d'un article de Dominique Le Guillaudoux consacré à la crise du Golfe et aux activités des services de renseignement français, l'association Al Motamar des Arabes en Europe nous a adressé une lettre dont voici les principaux passages :

Dans l'article « Les services de renseignement français en alerte », notre organisation, le Congrès des Arabes en Europe, Al Motamar, est présentée comme étant « suspectée d'être sous contrôle libyen ». Nous apportons un démenti total à l'affirmation des personnes qui auraient fourni ce renseignement à votre journaliste.

Le Congrès des Arabes en Europe est une organisation non gouvernementale, elle est également indépendante de tous les partis politiques, que ce soit du monde arabe, de l'Europe ou de toute autre organisation. Le Congrès des Arabes en Europe, par ses militants, est seul responsable

des décisions qu'il prend, sans aucune ingérence extérieure. Notre organisation regroupe des Arabes ayant opté pour l'une des nationalités européennes ainsi que des Arabes travaillant ou résidant en Europe : Algériens, Marocains, Tunisiens, Libyens, Égyptiens, Libanais, Syriens, (...). Notre ambition est, depuis plus d'un an et demi, de rassembler la communauté des Arabes de toutes nationalités pour défendre ses droits économiques, sociaux et politiques.

Nous voulons sauvegarder notre patrimoine culturel, social et familial, notre histoire et notre civilisation, et les défendre contre les préjugés et les intentions malveillantes de certains qui nourrissent la haine et le racisme contre les Arabes et la nation arabe dont nous nous réclamons (...).

JVC Presents:

喜多郎

KITARO

World Tour 1990

KOJIKI: A Story in Concert



KITARO CRÉE LA MUSIQUE DE L'UNITÉ

Kitaro, l'un des plus grands artistes créateurs d'enregistrement tant à l'est qu'à l'ouest, se prépare à vous rendre visite dans le cadre de sa Tournée Mondiale Kitaro 1990.

Cette tournée est basée sur le thème du « Kojiki », qui est également le titre du 11^{ème} album de Kitaro, où la sensibilité artistique se mêle à la technologie de pointe dans une musique synthétique. Le « Kojiki » est un recueil de traditions japonaises orales ; c'est un livre de mythologie colossale qui décrit la naissance de l'univers, des dieux, de la race

humaine et de la civilisation.

Dans les concerts de Kitaro, la musique et les effets visuels évoquent les aspirations des gens du monde entier à s'unir et à surmonter leurs différences.

Venez écouter la musique de l'unité.

Programme du concert

Date: Lundi 22 octobre

Début du concert 20h30

Lieu: Palais des Congrès (Porte Maillot)

Ville: Paris

Locations: FNAC, Virgin Megastore, Clemenceau, 3615+LIBE

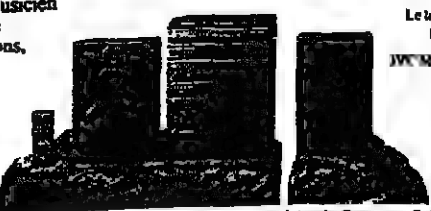
Prenez part à la musique

Du battement des tambours rituels anciens aux harmonies symphoniques, la musique est capable de capter les émotions humaines les plus insaisissables et de les immortaliser dans le temps.

Sur son métier de son. Par son art, le musicien touche nos sens, nous rappelle notre commune humanité. Où que nous allions, la musique y sera ; c'est un attrait auquel nous participons tous. JVC vous apporte cette musique.

Participez au Grand Concours des Châques Midi JVC. Vous pouvez gagner un voyage au Japon ! Le Grand Concours des Châques Midi JVC est lancé. Allez retirer un formulaire d'inscription au magasin JVC le plus proche de votre domicile, remplissez-le et renvoyez-le. Aucun achat n'est nécessaire. Le concours dure jusqu'au 30 novembre 1990.

Le texte complet du règlement lié au présent concours est disponible, sur simple demande, à JVC MIDI SYSTEM COMPETITION, B.P. 125 - 95500 GONESSE.



JVC

JVC AUDIO FRANCE S.A. Zone Industrielle de Gonesse, 2, Rue Ampère, 95500 Gonesse

JVC STYLISH MIDISERIES



OCCASIONS DU LION

TOUT LE MONDE SAIT QUE L'ON PEUT COMPTER DESSUS.

DU 17 AU 27 OCTOBRE

DES OFFRES A NE PAS LAISSER PASSER!

- DES VEHICULES EQUIPES "PLUS"
- DES REPRISES EXCEPTIONNELLES
- UN FINANCEMENT SPECIAL
- ET DES MILLIERS DE CADEAUX A GAGNER

Chez les Concessionnaires et Agents affichant l'opération.

RESEAU PEUGEOT TALBOT

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Nouvelles filières et contrôle continu

Les parents d'élèves de la PEEP veulent une réforme du lycée et du baccalauréat

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) a rendu public, mardi 16 octobre, son projet de réforme du lycée et du baccalauréat. Les parents ouvrent un débat qui sera prolongé, au mois de novembre, par les propositions du Conseil national des programmes.

Invité d'honneur du dernier congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), à Epinal le 24 mai 1990, le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, avait salué la réflexion « intéressante et novatrice » conduite sur les lycées par la deuxième fédération de parents d'élèves. Stimulée par ces encouragements et bien décidée à jouer un rôle actif dans le débat actuel sur l'avenir du second cycle, la PEEP enfonçait le clou. Elle a rendu public, mardi 16 octobre, une version affinée de son « projet pour un nouveau lycée », esquissé dès 1983.

Loins de se contenter d'un simple ravalement de façade du lycée, les parents d'élèves de la PEEP proposent la suppression pure et simple de la structure actuelle en filières cloisonnées et fortement hiérarchisées. Ils proposent d'y substituer une organisation très souple en « modules d'enseignement », permettant à chaque lycéen de se composer un menu adapté à ses goûts et à son projet professionnel ou d'orientation. « Pas question, toutefois, de mettre en place un système d'ensei-

gnement à la carte à l'instar de ce qui existe dans les pays anglo-saxons », a précisé M. Jacques Hui, président de la PEEP.

De solides garde-fous ont été imaginés, en effet, pour que soit respecté un certain équilibre dans le profil des bacheliers. Deux disciplines resteraient communes à tous et obligatoires : l'éducation physique et sportive (que la PEEP souhaiterait voir passer de deux heures à cinq heures hebdomadaires) et la première langue vivante. L'axe fort du cursus serait constitué de trois options dites « majeures », choisies dans quatre grands groupes de disciplines (scientifique et technologique, littéraire, sciences humaines et artistiques). Enfin, des disciplines « d'équilibre ou de culture » complèteraient le cursus et permettraient de développer un enseignement « moins traditionnel » : modules de rattrapage, réalisation de projets, stages en entreprise, etc.

Un compromis pour le baccalauréat

Pour séduisante qu'elle paraisse, une telle réorganisation des études de second cycle se heurte à deux difficultés importantes. Tout d'abord, comment éviter, avec un système aussi éclaté, le désarroi des lycéens face à la difficulté du choix ? « Certains professeurs pourraient avoir, dans leurs conditions de service, la tâche de conseiller les élèves dans l'établissement de leur programme semestriel de cours », suggère la PEEP. Dans le même but, elle propose aussi d'instaurer, au début du

premier semestre de seconde, un « module d'accueil et d'orientation ».

Comment valider, ensuite, les acquis des élèves ? Prudent, ou réaliste, le projet ne bouscule pas trop brutalement le tabou principal du système : le baccalauréat. Le noyau de disciplines obligatoires et majeures ferait l'objet d'un examen final national. Mais l'autre partie du menu serait soumise à un contrôle local, en fin de semestre, donnant lieu à l'attribution d'unités capitalisables comptant pour l'obtention du baccalauréat. Une forme de compromis entre l'actuel examen, coupé, et le contrôle continu, objet des foudres syndicales et sur lequel le ministère de l'éducation nationale manifeste la plus grande prudence. Autre point sensible sur lequel la PEEP souhaite le changement : l'allègement des horaires. La fédération voudrait voir ramener à vingt heures (plus cinq heures d'EPS) l'enseignement en classe de seconde, et à vingt et une heures en classe de première et de terminale, soit une réduction de trois à quatre heures par rapport au cadre actuel.

Le président de la PEEP, est conscient du caractère iconoclaste de nombre de ces propositions. « Mais il est illusoire, insiste-t-il, de vouloir faire entrer la quasi-totalité des jeunes dans le moule actuel du lycée, conçu pour une minorité. Rien ne serait pire que de retoucher, à la hâte, l'organisation actuelle des filières. »

CHRISTINE GARIN

L'insécurité dans les établissements de la banlieue parisienne

Les lycéens réclament des surveillants et des professeurs

Plusieurs centaines de lycéens venus de la banlieue parisienne ont à nouveau manifesté, mardi 16 octobre, aux abords du conseil régional d'Ile-de-France à Paris, et de l'inspection académique de la Seine-Saint-Denis, à Bobigny. A Paris, des élèves du lycée Georges-Brassens d'Argenteuil ont réclaté des postes de surveillants et d'agents d'entretien supplémentaires, dénonçant la « saleté » et l'« insécurité » qui règnent dans leur établissement. A Bobigny, les manifestants venus des lycées Jean-Renoir de Bondy, Gustave-Eiffel de Gagny, Jean-Jaurès et Condorcet de Montreuil ont également dénoncé le manque de personnel de surveillance et d'entretien, mais aussi l'insuffisance du nombre d'enseignants. Les lycéens de Montreuil se plaignent d'agressions

sur des professeurs, de vols, d'une hygiène défectueuse et de la vétusté des locaux. Ils réclament aussi la création d'une classe de seconde et menacent de se mettre en grève.

A Marseille, le lycée polyvalent Denis-Diderot - 1 300 élèves - est touché depuis lundi par une grève déclenchée par les élèves, pour protester contre les sanctions prises à l'encontre de deux d'entre eux, qui avaient réclaté la nomination d'un « enseignant qualifié » pour remplacer un professeur qui aurait admis n'avoir pas été formé pour la matière qu'il enseignait.

Les revendications soulevées par les lycéens rejoignent celles des syndicats d'enseignants. Ainsi le SNES (FEN), principal syndicat de professeurs des lycées, a-t-il dénoncé, mardi, « la

dégradation de la vie scolaire liée directement à la politique de désengagement éducatif du gouvernement ». Le SNES estime que, depuis 1974, « après de 5000 emplois de surveillants ont été supprimés alors que le nombre d'élèves du second degré augmentait de 800 000 ».

De leur côté, réagissant aux violences commises dans plusieurs lycées (le Monde du 17 octobre), les parents de la FCPE (gauche) appellent à un rassemblement de « tous les partenaires de l'éducation autour d'un projet éducatif prenant en compte les réalités locales ». Enfin la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDEL) appelle à « une ouverture des lycées aux jeunes non scolarisés ».

POLICE

Augmentation de 7,7 % des crimes et délits durant le premier semestre

M. Pierre Joxe annonce seize mesures pour lutter contre la délinquance

La tendance à la hausse de la délinquance et de la criminalité se confirme : les chiffres pour le premier semestre 1990 (+ 7,70 %, soit 121 000 faits supplémentaires constatés par rapport au premier semestre 1989) prolongent l'augmentation de l'an passé (+ 4,27 %) qui était intervenue après une période de baisse prolongée (- 2,78 % en 1985, - 8,02 % en 1986, - 3,68 % en 1987, - 1,21 % en 1988). Pour l'essentiel, cette accélération est due à la petite et moyenne délinquance, du vol d'autoradio à celui du sac à main. Mardi 16 octobre, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a présenté seize mesures - déjà prises ou envisagées - destinées à « renforcer la présence policière sur la voie publique ».

Sans que l'on puisse parler d'un changement de cap, puisque la modernisation de la police n'est pas remise en question, l'insistance avec laquelle le ministre de l'intérieur a évoqué, mardi 16 octobre, la lutte contre la délinquance traduit bien la préoccupation croissante du pouvoir. Les augmentations les plus sensibles du nombre des délits apparaissent dans les zones urbaines, qui sont déjà touchées par les plus forts taux de criminalité.

Plusieurs départements se situent au-dessus de la moyenne nationale

qui est, pour le taux de criminalité, de 32,3 crimes et délits pour 1 000 habitants et, pour la hausse de la délinquance, de 7,70 %. En région parisienne, il s'agit de la Seine-et-Marne, de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et des Yvelines. En province, du Rhône, des Bouches-du-Rhône et du Nord. Au total, 40 % des faits constatés concernent ces départements - et donc les conurbations de Lille, Lyon et Marseille - ainsi que la région parisienne. Paris paraît toutefois préservée, avec une hausse modérée (+ 2 %).

Hausse dans les zones rurales

Cependant, et pour la première fois depuis 1987, les chiffres du premier semestre 1990 indiquent une hausse (4,25 %) dans les zones rurales qui sont du ressort de la gendarmerie. La Corse-du-Sud (+ 62 %), de même que les Hautes-Pyrénées (+ 34 %), connaissent ainsi une envolée de la délinquance où comptent pour beaucoup les délits liés à la toxicomanie.

Devant ces signaux alarmants, M. Joxe recherche à l'évidence un « effet d'annonce » en regroupant seize mesures, déjà prises ou encore à l'étude, destinées à lutter contre la délinquance. Parmi les plus nouvelles - mais aussi les plus traditionnelles - les renforts apportés par des compagnies de CRS aux effectifs de la police en tenue à Paris, Lille, Lyon, Marseille et en région parisienne. Un certain nombre de « tâches indues », dont les gardes statiques devant les commissariats, devraient aussi être supprimées. Le

ministre a en outre évoqué le développement de l'« itotage », une réorganisation des brigades de surveillance nocturne, la mise en place d'une unité spécifique chargée de la préfecture de police de Paris, de s'interresser aux bandes de voyous et de « zoulous », ainsi que le redéploiement de certains effectifs.

La présence policière ne saurait être trop dissociée de la carte de la délinquance. A Toulon, par exemple, on constate quelque 5 000 infractions commises la nuit, contre 3 000 le jour. Or une quinzaine de policiers environ veillent sur les nuits toulonnaises, alors que les effectifs sont supérieurs à 500 dans la journée. On sait aussi que la concentration des effectifs varie beaucoup en fonction des régions : Paris intra-muros compte 1 policier pour 114 habitants, la petite couronne 1 pour 358, la grande couronne 1 pour 558, et la police urbaine de province, 1 pour 458.

Aussi M. Joxe a-t-il également annoncé le « développement systématique des patrouilles à deux », l'affectation des jeunes policiers « dans les circonscriptions prioritaires », la définition d'une doctrine d'emploi des brigades de surveillance nocturne et l'augmentation du nombre d'inspecteurs officiers de police judiciaire. La lutte contre le recel devrait être améliorée « par le marquage au laser des objets », tandis que le ministère s'est engagé à une publication trimestrielle des statistiques de la délinquance.

ERICH INCIVAN

سكزا من الامن

EDUCATION

Les parents au fond de la classe

Les élections de parents d'élèves se déroulent cette semaine dans les écoles, les collèges et les lycées. Tenues en lisières, les familles boudent de plus en plus ce scrutin

DURE vie que la vie de parent d'élève ! Loïn de se cantonner à la préparation des devoirs à la maison, au suivi attentif des progrès des chérubins ou à l'évaluation anxieuse de leurs difficultés, aux problèmes d'organisation quotidienne ou au dialogue épisodique, confiant ou tendu, avec les enseignants, elle suppose également, chez les parents les plus motivés, la participation à la vie des écoles, des collèges ou des lycées.

Soucieux de ne pas laisser ces bonnes volontés en jachère, le ministre de l'éducation nationale s'efforce, depuis des mois, de les mobiliser, de les associer, de les impliquer dans la mutation du système éducatif. Ainsi - et c'est une grande première - les quelque quinze millions de parents d'élèves, de la maternelle aux classes préparatoires, ont reçu lors de la rentrée une lettre d'information qui leur était explicitement destinée. Avec un message simple : les parents sont les partenaires à part entière de la communauté éducative et, comme l'expose brièvement l'article 11 de la loi d'orientation de juillet 1989, « leur participation à la vie scolaire et le dialogue avec les enseignants et les autres personnels sont assurés dans chaque école et dans chaque établissement ».

Pour bien montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'une lettre de principe, M. Jospin a multiplié les gestes à l'intention des parents et de leurs associations : renforcement, dès cette année, du poids des parents dans les décisions d'orientation scolaire, aide de l'Etat à la formation des représentants des parents d'élèves appartenant à des fédérations représentatives nationales, ouverture du chantier de l'école élémentaire, qui devrait conduire les parents à jouer un rôle actif dans la définition et la mise en place des projets d'école.

Sans oublier l'autorisation et

l'indemnisation des absences pour les parents qui participent aux réunions des conseils départementaux, régionaux ou nationaux de l'éducation nationale. La circulaire d'application de cette dernière disposition est actuellement à l'étude au ministère et devrait être publiée d'ici au début de l'année 1991.

Tout est donc fait pour renforcer le rôle des parents dans la vie des écoles et des lycées. Une telle sollicitude devrait susciter des vocations. Et pourtant, à la veille des élections de délégués de parents d'élèves, qui se déroulent ces jours-ci dans les établissements du secondaire et samedi 20 octobre dans les écoles élémentaires, les responsables d'association auront dû, comme d'habitude, multiplier démarches et plaidoyers pour tenter de convaincre de maigres troupes de candidats. Avec des arguments ressassés depuis trop longtemps : « Ne vous inquiétez pas, cela ne représente que deux ou trois réunions par an du conseil d'établissement. » Ou pis encore : « On vous présentera sur un poste de suppléant. Comme ça, vous ne serez pas obligé de venir. »

Erosion de la participation

On ne saurait mieux dire que, pour bien des parents, se présenter aux élections de délégué tient davantage de la corvée que de l'ardente obligation. Et ils le font savoir depuis des années en obéissant aux rituels élections d'octobre ou en désertant les rangs des grandes associations parentales.

Ainsi la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), longtemps dominatrice et qui affichait 1,1 million d'adhérents au début des années 1980, n'en compte plus, aujourd'hui, que quelque 600 000. De même la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) a vu ses effectifs se tasser sérieusement, de 10 % environ, en 1987 et 1988, avant de



remonter légèrement l'an dernier pour se stabiliser aux alentours de 400 000 adhérents. Quant au développement rapide, en particulier dans les écoles primaires, des groupements de parents indépendants, il se fait aux dépens des grandes associations nationales et n'entraîne pas de renforcement global de la présence et de l'action des parents.

On n'en voudra pour preuve que la stagnation, depuis cinq ans, du taux de participation des parents aux élections de délégués dans l'enseignement élémentaire et les collèges, et la régulière érosion de ce taux de participation dans les lycées. Ainsi, en dix ans, si la participation a été stable dans les collèges (38,2 % des votants en 1990

contre 38,6 % en 1980), elle a sérieusement régressé dans les lycées, où elle est passée, l'an dernier, en dessous de la barre des 30 %, contre 37 % dix ans plus tôt.

Bref, environ un parent sur dix est membre d'une association et environ un sur trois vote lors des élections de délégués. Résultat peu glorieux au moment même où le ministère entend s'appuyer sur les parents pour tenter de faire évoluer le système de l'interieur.

Mais ce n'est pas le seul paradoxe des délégués de parents. Alors même que le ministère s'efforce de révaloriser leur rôle et leur fonction, beaucoup d'entre eux, même les plus motivés, admettent qu'ils se sentent plus figurants qu'acteurs du système éducatif.

Cela n'empêche pas les motivations les plus diverses de pousser les parents à s'investir dans la vie de l'école et à ne pas rester les spectateurs lointains. Beaucoup s'engagent par avatisme, diront les autres : il s'agit des parents, encore nombreux, qui sont déjà actifs dans des partis politiques, des associations ou des syndicats, et pour qui la casquette de délégué de parents d'élèves fait partie de la panoplie complète du militant. S'il préserve encore le noyau dur des associations de parents, ce type d'engagement subit cependant les mêmes contrecoups que les autres systèmes de représentation collective. Il serait étonnant que la désyndicalisation massive ou la perte de crédibilité des partis politiques ne pèsent pas sur les parents militants : la FCPE, très liée à la gauche traditionnelle, en a fait lourdement les frais depuis dix ans.

La deuxième motivation est directement liée au statut même de père ou de mère d'élève. Pendant le temps de la scolarité, « les parents s'engagent dans les associations pour mieux suivre leur enfant, être mieux informés, comprendre le système et aider les enfants à s'y orienter, bref pour mieux se repérer dans ce monde souvent opaque de l'éducation nationale », comme l'explique M. André Gardes, responsable de parents d'élèves FCPE depuis une quinzaine d'années dans la banlieue parisienne. « Pour ma part, ajoute-t-il, j'ai toujours conçu mon rôle de délégué comme celui d'un médiateur entre les parents, les enfants et les enseignants. Dans un système aussi complexe que l'éducation nationale et dans ces microcosmes difficiles à gérer que sont les établissements scolaires, ce rôle est indispensable. »

Adhèrent de fraîche date à la FCPE dans une école du Pecq (Yvelines), Patrick Lafayette personnellement plus encore les raisons de son engagement : « C'est important de ne pas être isolé face aux problèmes éventuels de ses gamins. Si on se sent seul dans son coin avec un même en difficulté, c'est très flippant. Surtout pour les parents qui n'osent pas en parler au directeur. Et puis, pour beaucoup de gens qui démissionnent, l'association de parents est un des moyens les plus commodes pour réaliser un réseau social. »

L'égard de l'éducation un comportement plus marqué de citoyens responsables et soucieux de la bonne marche du service public. Pour Jean-Louis Derout, sociologue et chercheur à l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), « une partie des parents commencent à avoir une attitude consumériste. Ce qu'ils demandent d'abord à l'éducation nationale, c'est un service bien fait et de qualité : avant de changer l'école, les familles veulent d'abord y avoir accès dans de bonnes conditions ».

La chasse gardée de la pédagogie

Malgré ces évolutions, les réticences restent pourtant si fortes à l'égard des parents d'élèves que les énergies les mieux trempées s'émoussent bien souvent. Réticences des enseignants, tout d'abord, qui sont sur le qui-vive des qu'ils voient les parents s'aventurer, si peu que ce soit, dans le domaine réservé de la pédagogie. Tout délégué de parents d'élèves a l'expérience de ces conseils d'école ou d'établissement placés sous le signe d'une méfiance instinctive, et marqués par les rappels à l'ordre instantanés du chef d'établissement dès que les parents se rapprochent de la frontière qui les sépare des enseignants, de leur pratique professionnelle, de leurs difficultés éventuelles, voire de leurs erreurs.

Cette chasse gardée est d'autant mieux protégée que « beaucoup de parents ont un peu peur de cette énorme machine de l'éducation nationale », comme le souligne M. Patrick Buttar, responsable parisien de la PEEP. « De crainte que leurs remarques ou leurs critiques ne retombent sur les enfants, les parents n'osent guère s'opposer à l'administration ou aux enseignants dans les conseils d'établissement. » Et la plupart des délégués de parents préfèrent louver et utiliser la « diplomatie de couloir » pour tenter de régler les problèmes éventuels.

L'administration n'est pas la dernière à entretenir cette attitude de déférence des parents à l'égard de l'école. Quitte à multiplier les petites vexations ou les règles tatillonnes. Ainsi ce proviseur d'un grand lycée parisien, accueillant les parents lors d'un conseil d'établissement par un cinglant : « Si vous trouvez une chaise, vous pourriez toujours vous installer dans le couloir. » Ou cette lettre circulaire que le rectorat de Paris vient d'adresser, le 8 octobre, à tous les présidents d'associations de parents, pour les mettre en garde contre la diffusion trop large des listes électorales de parents qui constituent des « documents administratifs », à caractère confidentiel, et dont la divulgation peut entraîner des « poursuites judiciaires et des sanctions pénales ». Il y a de quoi doucher bien des enthousiasmes.

Tenus en lisières par la plupart des enseignants et par l'administration, les parents ont trop souvent le sentiment que les conseils d'administration sont des chambres d'enregistrement. Etre cantonné à la gestion des gommages et des crayons, aux ratés du chauffage ou aux petites misères de la cantine n'a, à la longue, rien de grisant. A force de faire de la figuration, bien des parents finissent par quitter la scène.

GÉRARD COURTOIS

Cours d'histoire à Mauthausen

Une centaine de professeurs d'histoire ont découvert le camp nazi. Pour lutter contre l'oubli

MAUTHAUSEN
de notre envoyé spécial

CERTAINS déplacent les montagnes, eux font parler les pierres. Inlassablement, depuis près de quarante-cinq ans, ils ramènent ce granit blond que certains d'entre eux ont extrait de la carrière voisine afin de construire le camp. « Le camp Mauthausen. Depuis le 5 mai 1945, date de leur libération, ils tentent de se rappeler, de témoigner. Mercredi 10 octobre, ils sont revenus à onze, neuf Français, deux Espagnols.

Mais pas seuls. A leurs côtés, cent professeurs d'histoire, venus de toute la France, ont découvert ce lieu où cent vingt mille personnes ont péri en moins de cinq ans, fusillées, pendues, gazées, piégées ou simplement mortes d'épuisement, victimes de la barbarie nazie. Pour eux, bien sûr, mais surtout pour leurs élèves, ils ont écouté, noté, enregistré parfois, les récits des survivants. Pour « gagner en intensité pendant les cours, ne pas se limiter à un enseignement intellectuel et faire jouer aussi l'émotion », Clément Galazzi-Beitone, professeur au collège Cluny de Marseille, s'était portée volontaire lors de l'assemblée générale de l'Association des professeurs d'histoire et géographie. Parce que, aussi, « dans ma région, parler de boue émissaire prend tout de suite une autre dimension », elle voulait voir, elle voulait entendre.

Alors elle a vu la traversée du Danube, à une vingtaine de kilomètres de la ville de Linz, en Autriche. Elle a entendu le général Pierre Saint-Macary, vice-président délégué de l'Amicale des anciens de Mauthausen et organisateur de la visite, expliquer, en passant devant une publicité pour Stung, qu'il avait justement travaillé pour cet entrepreneur de travaux publics pendant une partie de sa détention : « Ils payaient la

main-d'œuvre, alors ils s'estiment quittes. » Assise dans le car, elle a revécu l'arrivée des déportés, empruntant le même chemin qu'eux : la cabane de bois de l'ancienne gare, la rue principale du village, puis la montée vers le KZ Lager, le camp de concentration, aujourd'hui indiqué par une pancarte.

Classés « Irrécupérables »

A la descente du car, confrontée aux murailles luisantes sous le soleil et aux miradors encore intacts, sans doute n'a-t-elle pas partagé les sentiments de Jean de Diego, entré au camp le 16 août 1940, dix jours après le premier convoi de prisonniers. « C'est trop bien maintenant, c'est tout repoint, tout refait, on dirait un sanatorium », a souri le vieux républicain espagnol. « Il fait trop beau », s'est contenté de commenter un collègue de Bordeaux.

Les barbelés électrifiés ont disparu. Le vert des quelques baraquements encore debout « brille un peu trop », mais seuls les survivants l'ont remarqué. Juste derrière la porte que près de deux cent mille déportés ont franchie, là où les anneaux destinés aux tortures ont résisté au temps, là où se déroulaient les appels et les pendaisons publiques, les drapeaux d'un jour sont restés un moment sous le choc. Aucune question n'est sortie de leur gorge.

Dans les blocs où s'entassaient, à cent cinquante par chambre, des résistants de tous les pays d'Europe, classés « irrécupérables » et envoyés dans ce camp, et quelques juifs en sursis ayant échappé à l'extermination immédiate, les récits ont fait revivre la loi imposée par les « droits communs », criminels nommés responsables de baraque. Le quignon de pain et la tranche de saucisson du soir, le morceau de margarine hebdomadaire détourné par les « kapos », la pailasse infes-

tée de vermine, les coups de matraque au réveil. Mais aussi la nourriture volée au compagnon, la bagarre pour de meilleures places. « On était prêt à tout pour survivre, reconnaître un des témoins. Les hommes se haïssaient tous, mais était-ce encore des hommes ? »

Le dédale qui mena trois mille cinq cents personnes à la petite chambre à gaz de 14 mètres carrés, les enseignants l'ont suivi, par groupes de dix : salle de déshabillage, salle d'examen puis marquage au fer rouge de ceux qui avaient des dents en or, et enfin passage de la porte blindée. « En janvier 1942, Thomas Mann a publiquement annoncé les premiers gazages, et en juillet, il a précisé que cela s'était déroulé à Mauthausen », a répondu Pierre Serge Choumoff, ingénieur devenu historien, déporté matricule 25 669, à un professeur qui demandait l'origine des premiers témoignages. A un autre qui trouvait que trois mille cinq cents, c'était bien peu, il a décrit Mauthausen comme « une entreprise artisanale comparée à l'usine de mort qu'était Auschwitz ».

Les nouveaux programmes de première

Moins artisanale, l'extraction de granit de l'immense carrière achetée par les SS à la ville de Linz. La voir hésitante, Marian Constantine, passé, comme beaucoup, des troupes républicaines antifranquistes aux pionniers de la ligne Maginot, et interné en 1941, a parlé des centaines de ses compatriotes espagnols remontant, des blocs de pierre de 40 kilos dans les bras ou sur le dos, les 186 marches menant au camp. Ceux aussi qui n'arrivaient jamais en haut, entraînant dans leur chute toute la colonne. Ceux, enfin, que les SS poussaient vers le « saut du parachute », et qui s'écrasaient au bas de la falaise. « Aujourd'hui, cette carrière paraît belle. Mais à cette

époque, il y avait de la poussière partout, les aboiements des chiens, les cris des SS. »

Comme tous les autres, François Dosse, professeur en terminale au lycée de Boulogne (Hauts-de-Seine), a gravi lentement les marches qui le ramenaient, à son tour, au camp. « Avec les nouveaux programmes, la deuxième guerre mondiale arrive en fin de première, regrette-t-il. Alors ça n'a pas assez d'impact. » Près de lui, deux autres collègues se demandaient comment accéder sur les périodes précédentes, pour « prendre le temps de transmettre tout ça ». Transmettre l'expérience de ces derniers survivants. Car dans dix ans, vingt ans, peut-être trente, ils ne seront plus là pour témoigner. Plus là pour lutter contre l'oubli et les falsificateurs de l'histoire. Plus là, non plus, pour faire parler les pierres.

NATHANIEL HERZBERG

Risques de dérapage

Ce type d'engagement a cependant des limites et présente souvent des risques de dérapage. Bien des responsables de parents d'élèves se méfient, ainsi, des parents qui ne semblent se consacrer à l'association que pour mieux pousser leurs enfants et s'assurer de leur sort particulier, notamment lors des conseils de classe, au détriment, parfois, d'une même attention pour les autres élèves de la classe. D'autre part, bon nombre de mobilisations de parents d'élèves sont des feux de paille : en cas de problèmes dans telle ou telle classe, les parents réagissent et demandent l'aide des associations ; quand les difficultés sont apaisées, le reflux est souvent très rapide.

Certains parents, enfin, plus nombreux que par le passé, ont à

Un livre sur le sexisme dans les manuels scolaires...
Ça vous dit quelque chose ?

36 17 11 11 11 11

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans sujet : Sexisme manuels scolaires

EDUCATION

REPÈRES

COLLEGE DE FRANCE. Le Collège de France fait peau neuve. Son organisation, inchangée depuis des décennies et reposant entièrement sur le pouvoir des 52 professeurs titulaires de chaire, vient de faire l'objet d'un décret paru au *Journal officiel* du 11 octobre. Outre la confirmation de son statut de grand établissement, ce texte dote le collège d'un conseil d'établissement consultatif qui permettra, pour la première fois, aux personnels du Collège (1 100 personnes) de faire entendre leur voix. Hormis cette concession à la modernité, le Collège restera dirigé par ses prestigieux professeurs, sous la houlette éclairée de son administrateur.

FONDATION LYONNAISE. Après avoir signé, en octobre 1989, un des premiers contrats d'objectifs passés avec le ministère de l'éducation nationale, le maire de Lyon, M. Michel Noir, concrétise une idée lancée il y a un an : associer les entreprises, notamment financières, aux efforts des élus, des instituteurs et des directeurs d'école. Une fondation, Entreprise réussite scolaire, présidée par M. Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux-Dumez, réunit donc depuis le 10 octobre dix-sept grandes entreprises qui deviennent partenaires de la ville. Le capital de 12 millions de francs, le Crédit lyonnais, IBM, Hewlett-Packard, Bouygues, ou encore Thomson, Carrefour, etc., travailleront, dès novembre, dans trois directions. Un observatoire de la réussite scolaire doit permettre d'évaluer l'impact des projets soumis à la fondation ou à la ville ; six entreprises ont délégué des cadres qui proposeront une formation à la démarche de projet aux enseignants, directeurs d'école et responsables académiques ; enfin, dix écoles pilotes ont été choisies pour être équipées par IBM et Apple en matériel informatique.

OLYMPIQUES. Presse écrite, vidéo ou radio, les jeunes de huit à dix-huit ans peuvent choisir l'arme de leur choix pour participer au grand prix Reporters olympiques, lancé par les AGF avec le concours du *Monde*. Par classe, par équipe ou individuellement, ils devront réaliser un magazine sur les Jeux olympiques ou, s'ils appartiennent à la catégorie des seize-dix-huit ans, sur l'un des trois thèmes suivants : les

jeunes et le sport, le sport et le dopage, la violence dans le sport. Inscription avant le 30 novembre 1990. Clôture du concours le 15 janvier 1991. Renseignements sur Minitel (3614 code AGF) ou au 06-03-51-26 (numéro vert).

PRÊTS ETUDIANTS. Les étudiants approuvent massivement (à 89 %) l'idée de créer un système de prêts garantis par l'Etat : c'est ce qui ressort de la consultation de six cent mille étudiants engagée par la MNEP (Mouvement national des étudiants de France) en juin dernier et dont les résultats viennent d'être publiés. Ils s'interrogent toutefois sur les modalités de remboursement après leurs études, le volume des intérêts et la garantie à fournir. Outre le développement des bourses et la mise en place d'une politique du logement étudiant, qui restent deux priorités absolues aux yeux des étudiants, ces derniers sont nombreux (39 %) à suggérer, spontanément, une réduction des tarifs de transports, urbains ou non, qui grèvent lourdement leurs budgets.

RESEAU. Pour faire le poids face aux deux grands pôles universitaires voisins, Paris et Rennes, les cinq universités du Centre, Orléans, Poitiers, Tours, Angers et Limoges se sont constituées en réseau. Cette première fédération d'universités devrait permettre une meilleure gestion des troisièmes cycles, un développement des cursus et un accroissement du potentiel de recherche.

TECHNIQUE. La deuxième campagne de promotion de l'enseignement technique, organisée par le secrétariat d'Etat, est lancée par un concours ouvert à partir du 15 octobre : « D&T 91 » en avant les idées ! Les établissements (collèges, lycées professionnels, lycées techniques et sections de techniciens supérieurs) doivent présenter un projet technique en cours de réalisation, conçu dans le cadre des enseignements. Un prix spécial international couronnera le meilleur projet de coopération technique en direction des pays du tiers-monde ou des pays de l'Est. Les dossiers doivent être déposés avant le 14 janvier 1991. Le règlement peut être consulté sur 3614 EDUTEL ou obtenu au secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement technique, 61-65, rue Dutot, 75015 Paris.

De l'estrade à la scène

Douze enseignants de Massy ont créé un spectacle sur la vie des profs. Une réussite



« **U**n jour, le cours aura été tellement bien, le moment aura été tellement fort, que les élèves applaudiront... » Sans attendre cet instant rêvé, ce cours idéal, une douzaine de profs ont décidé de faire autre chose : aller chercher d'autres braves : ceux du théâtre. Troquant, l'espace d'un soir, la salle de classe pour la salle de spectacle, l'estrade pour la scène, le cours pour l'impro, le soliloque du prof pour le monologue de l'acteur, ils ont sauté la frontière et tendent un étonnant miroir, qui en dit plus sur la condition d'enseignant que toutes les banderoles, les slogans rabâchés ou les sempiternelles manifs Bastille-République et République-Bastille, d'où l'on rentre « les pieds mouillés et l'âme en peine ».

L'âme en peine... ils l'avaient, justement, Guy et Jean-Paul, Stéphane et Monique, Michel, Patricia, Catherine et les autres, profs de maths ou de philo, de lettres ou de construction mécanique, au printemps 1989, après les grandes manifs pour la « renouveau ». La priorité nationale à l'éducation, la revalorisation du métier d'enseignant affichées par le gouvernement après 1988, ils y avaient cru. Tellement cru même, qu'après des années de déceptions et de lassitude, ils s'étaient remobilisés, avaient organisé un comité d'action dans leur lycée de Vilgénis, à Massy.

(Essonne), et avaient déclenché la grève,

entraîné les élèves, multiplié les initiatives, inventé des slogans, des chansons, des dessins, pour défendre la cause des profs. Au passage, dans ce « happening syndical-festif », comme dit l'un d'entre eux, ils avaient redécouvert des bouffées d'amitié estompées par des années de cours, de copies et de « grands soirs » toujours plus mythiques.

L'amertume devant les maigres résultats des négociations du printemps 1989 sur la revalorisation n'en a été que plus forte. « On avait malgré tout l'impression d'avoir une fonction utile. Et on a découvert brutalement, à ce moment-là, qu'on était pris pour des cons, des grincheux, des minables dans la société », rappelle Stéphane. Et il ajoute : « Si je n'avais pas fait cette pièce pour le dire, j'en aurais pris plein la gueule. » Le théâtre, ils l'avaient jamais fait. Ils y sont venus un peu par hasard, au détour d'une rencontre avec le metteur en scène Oscar Castro, qui, associé à Pierre Barouh, marie depuis des années humour et dérision pour raconter la vie des exilés chiliens ou faire raconter aux autres leur propre histoire.

Entre le rire et l'émotion

Et c'était bien cela qu'ils voulaient, les profs de Vilgénis : raconter leur histoire pour sortir de l'impasse, pour redonner un sens à leur vie de profs, pour trouver le deuxième souffle et inventer d'autres moyens d'expression que les tracts froissés. Le résultat est étonnant. Une dizaine de petits « tableaux noirs », qui défilent sur un rythme de comédie musicale et sur des mélodies originales, tour à tour enlaidies et acrobates. Toujours à la limite de l'absurde, graphie, friant des précipices de sensibilité et les évitant in extremis par une pirouette, un clin d'œil ou une bonne rasade de réalisme.

Comme ce prof de maths à la Cabu, blouse grise et charentaises, ineffable et hermétique, jonglant avec les nombres rationnels et les discriminations comme un bonhomme de marionnettes. Ou encore ce ring de boxe où se déroule le combat singulier entre Killing Inspector, redoutable puncheur qui a remporté cinquante victoires sur cinquante-quatre inspections, « dont quarante-six avant la limite », et Battling Professor, « dans la catégorie des certifiés hors classe ».

Un miroir où se retrouver

Puis l'on traverse au galop la salle des profs et ses réflexions assassines, du genre : « De toute façon, pour aller voter des baguettes dans les parkings, ils n'ont pas besoin d'avoir le bac », avant de se

retrouver dans une noce couleur sépia, ravoyant le spectateur à cette époque lointaine où « les professeurs avaient coutume de se marier entre eux ». Le tout entrecoupé du souvenir, à demi effacé, de vieux débats politiques, des Internationale sifflées et d'innombrables discussions sur les points d'indice de l'éducation nationale. Entre le rire et l'émotion.

Après des mois d'improvisations, de textes écrits, découpés et remaniés, après des heures passées, au début, « à se décoller, à sortir de nos rôles traditionnels de profs se croisant poliment dans les couloirs du bahut », ils se sont retrouvés un soir d'avril dernier devant une salle et un public. La peur au ventre de se mettre ainsi à nu devant des collègues et des élèves de leur lycée. Sans fausse modestie, ils s'avouent aujourd'hui stupéfaits et un peu dépassés par « l'impact très fort » de leur spectacle. « Il y a un collègue qui m'a dit : ce soir vous m'avez réconcilié avec le métier », lâche Michel.

Catherine, elle, n'est pas encore revenue de la bise que le censeur est venu lui faire à la fin d'une représentation. Jean-Paul est encore abasourdi de cette confiance d'un élève, à la sortie du spectacle : « En vous écoutant, ça m'a donné envie de pleurer. » Et Monique tente de calmer ces confessions : « Les enseignants sont isolés, seuls devant leur classe toute la semaine. Là on leur tend un miroir où ils se retrouvent, ils ont l'impression qu'on a exprimé ce qu'ils sentaient. Ça les remue beaucoup. »

A l'évidence, ce spectacle a bousculé leur vie. En mangeant, au fil des semaines, week-ends et soirées. En rendant plus pénibles encore les tâches fastidieuses du métier, comme les corrections de copies, avoue Patricia dans un soupir. Mais ça changeait, surtout, la relation avec les élèves du lycée. « Ils nous regardent autrement, ça change complètement l'image qu'ils ont de nous. Ils se rendent compte brusquement de la difficulté du métier et de la place qu'ils occupent dans notre vie », note par exemple Jean-Paul. Tandis que Monique ajoute : « L'idée de base de l'enseignement, c'est de nouer une relation forte avec des gens. On a retrouvé ça dans le théâtre, et en plus, on le fait partager. »

Les enseignants-acteurs de Vilgénis se sont donné un nom de troupe : « Les derniers des profs ». Espérons que c'est par dérisoire !

G. C.

INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

Les candidatures à chacune des Commissions Scientifiques Spécialisées de l'INSERM pour les collèges A1, A2, B1, B2 et C sont recevables jusqu'au 30 octobre 1990 (12 heures), délai de rigueur.

Les imprimés à utiliser pour faire acte de candidature seront à la disposition des intéressés auprès du Bureau des Elections du siège : tél. : 45-84-14-41, poste 4536 et des Administrations Déléguées Régionales de l'INSERM, à partir du 15 octobre 1990.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs

Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de Traducteurs

FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-78-75-80 - 45-09-02-72

R.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut Britannique de Paris

Les parents au fond de la classe

Suite de la page 15

Deux mutations en profondeur peuvent cependant redonner de nouveaux espaces aux parents. Jacques Hui, président de la PEEP, attend beaucoup, en premier lieu, de la mise en œuvre de la loi d'orientation de juillet 1989. « Dès lors qu'on parle de projet d'établissement, il n'y a plus de domaine réservé officiel et les frontières intangibles doivent peu à peu disparaître. Cela suppose une prise en compte beaucoup plus profonde des aspirations et des demandes de tous les partenaires de l'école. Et cela pourrait relancer l'intérêt des parents et leur participation à la vie des établissements. »

Au-delà de cette transformation propre au système éducatif, la décentralisation va également peser, peut-être plus rapidement, sur l'équilibre des pouvoirs au sein de la communauté scolaire. Les responsabilités nouvelles des collectivités locales ne rapprochent pas seulement les pouvoirs de décision pour tout ce qui touche aux bâtiments et à l'entretien. Elles risquent, bien davantage, de « modifier l'ensemble du jeu, de créer une nouvelle donne capable de bousculer la torpente du système », selon M. Jacques Hui. Un espoir partagé par Jean-Louis Derouet, à l'INRP : « La décentralisation va provoquer une relocalisation de l'idée de service public. A l'instar des habitudes britanniques, par exemple, elle va permettre aux parents de sortir de cette relation singulière, domestique, presque familiale, qui les unit à l'école, et de développer une relation plus claire de citoyens et d'électeurs. » Vaste et redoutable perspective pour les gardiens du temple !

GÉRARD COURTOIS

Pères la morale

TOULON

de notre correspondant

Invité par des professeurs de français du collège de Carqueiranne (Var) à rencontrer des élèves d'une classe de troisième dans le cadre de la Fureur de lire, Benoîte Groult aura trouvé porte close. Cette opération avait été organisée par les services culturels de la mairie du Pradet, qui est limitrophe, et dont les enfants fréquentent ce collège de six cent vingt-cinq élèves. Mais le livre choisi pour cette rencontre, *Ainsi soit-elle*, a déclenché les foudres de certains parents qui ont dénoncé des « passages obscènes, pornographiques, dégoûtants et inacceptables ».

Et ces pères la morale se sont vus rapidement confortés dans leur croisade par l'association Mieux vivre au Pradet, dont le président, Alexandre Vidal, fut candidat malheureux aux élections municipales de mars 1989 sur une liste Front national.

M. Ritzler, le principal de l'établissement, préfère se retrancher derrière des prétextes administratifs. « Personne ne m'a demandé d'autorisation. C'était la moindre des politesses et une obligation administrative. C'est pour cela que j'ai refusé la venue de Benoîte Groult... » Il ajoute tout de même : « De toute façon, j'aurais émis des réserves quant à l'opportunité de présenter ce livre à des gamins de quinze ans ! »

Avis largement partagé par M. Marty, responsable de la section locale de la PEEP, qui estime que « cet ouvrage contient quelques passages inacceptables ». Pour M. Denis Montgobert, représentant la Fédération autonome, « ce livre semble plus s'adresser à des intellectuels qu'à des gamins de troisième ». Enfin, Michel Barnero, responsable de la FCPE (majoritaire au CES), estime que la prudence s'imposait : « Il ne fallait pas céder à la provocation en portant la discussion sur un plan politique. Il nous est apparu que la meilleure tactique était de ne pas faire de vagues... en cette période électorale chez les parents d'élèves. »

En attendant, le livre de Benoîte Groult se diffuse... sous le manteau au collège de Carqueiranne et aura provoqué une véritable fureur de lire !

JOSÉ LENZINI

DANS TOUS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

GRAND PRIX
"REPORTERS OLYMPIQUES AGF"
CONCOURS DE MAGAZINES
PRESSE ECRITE - VIDEO OU RADIO
SUR LES JEUX OLYMPIQUES

A GAGNER
DES WEEK-ENDS AUX J.O. D'ALBERTVILLE
31 PRIX PRESTIGIEUX
ET PLUS DE 1500 RECOMPENSES

Participation par classe, par équipe
ou individuelle.

RENSEIGNEMENTS
MINITEL 36.14.AGF
Rubrique : Reporters



Organisé avec la collaboration de

Le Monde *Olympe* *clém* **AGF**
PARCE QUE DEMAIN, SE DECIDE AUJOURD'HUI

AVEC VOUS

1520

PROJET EUROPÉEN DE LIAISON RAPIDE PARIS/LYON-MÂCON-BOURG-GENÈVE

POUR L'EUROPE QUE NOUS CONSTRUISONS POUVONS-NOUS MANQUER CE TRAIN ?

LE GOUVERNEMENT VA ARRÊTER LE PROJET DU SCHÉMA DIRECTEUR DES LIAISONS FERROVIAIRES À GRANDE VITESSE. CE RÉSEAU DES TGV SERA UN RÉSEAU EUROPÉEN.

LE MAILLON MÂCON-BOURG-GENÈVE DOIT Y FIGURER POUR BIEN RELIER L'EUROPE DU NORD, PARIS ET LYON À GENÈVE, À LA SUISSE ROMANDE ET À LA HAUTE-SAVOIE POUR SA PARTIE NORD.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'AIN ET DE LA HAUTE-SAVOIE EN DÉPEND; LA VOCATION INTERNATIONALE DE GENÈVE QUI EST UN ATOUT POUR LA FRANCOPHONIE, L'EXIGE. C'EST UNE OUVERTURE EFFICACE FAVORISANT LES ÉCHANGES AVEC LE PAYS DE VAUD, LE VALAIS, ET TOUTE LA SUISSE QUI EST L'UN DES PREMIERS PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA COMMUNAUTÉ.

QUE VOUS SOYEZ CONCERNÉS POUR VOS ACTIVITÉS, POUR VOS AFFAIRES, POUR VOS VACANCES, LA LIGNE NOUVELLE VOUS FERA GAGNER 1H15 SUR PARIS-GENÈVE (2H15 AU LIEU DE 3H30) ET 50 MINUTES SUR LYON-GENÈVE (1H AU LIEU DE 1H50).

LA LIGNE MÂCON-BOURG-GENÈVE EST DONC PROMISE À UNE VÉRITABLE EXPLOSION DU TRAFIC. SA RENTABILITÉ SE SITUE À UN BON RANG PARMI TOUS LES PROJETS.

MÂCON-BOURG-GENÈVE NE CONCURRENCE AUCUNE AUTRE LIGNE. ELLE EST COMPLÉMENTAIRE DE LYON-TURIN ET DE SON RÉSEAU INTERCITÉS. ELLE RAPPROCHE RHÔNE-ALPES ET LA RÉGION LÉMANIQUE. ELLE VALORISE LA FUTURE LIGNE RHIN-RHÔNE. LE TGV DU LÉMAN DOIT SE FAIRE. POUR NOUS ET POUR VOUS.

AIDEZ-NOUS À L'OBTENIR.

Jacques Boyon
JACQUES BOYON

DÉPUTÉ,
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AIN,
PRÉSIDENT DU CONSEIL DU LÉMAN

Bernard Pellarin
BERNARD PELLARIN

SÉNATEUR,
PRÉSIDENT DU CONSEIL
GÉNÉRAL DE HAUTE-SAVOIE

Jean-Philippe Maître
JEAN-PHILIPPE MAÎTRE

CONSEILLER D'ÉTAT DU CANTON
DE GENÈVE,
CHIEF DU DÉPARTEMENT
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

Bernard Bornet
BERNARD BORNET

CONSEILLER D'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE
ET CANTON DU VALAIS

Jacques Martin
JACQUES MARTIN

CONSEILLER D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD,
CHIEF DU DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

CONSEIL DU LÉMAN - CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AIN
B.P. 114 - 01003 BOURG-EN-BRESSE

Conseil du Léman

CONSEIL DU LÉMAN - DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
14, RUE DE L'HÔTEL DE VILLE - 1211 GENÈVE 3

CULTURE

JAZZ

La disparition d'Art Blakey

Le génie de l'art noir

« La musique est là pour chasser la poussière de la vie quotidienne », dit un jour Art Blakey à Ben Sidran (entretien pour *Jazz Magazine*). Bateau baroque, exubérant, complet et très spectaculaire, Art Blakey se faisait une idée aussi exigeante que gaie de la musique. Pour la poussière de la vie quotidienne, Pittsburgh et ses aciéries, où il naît le 11 octobre 1919, lui avaient suffi.

On a dit qu'il avait quitté la mine pour le jazz. C'est probablement faux, mais, d'une certaine façon, c'est très exact. On a raconté aussi qu'il s'était retrouvé devant des toms, des cymbales et une charleston parce qu'un gangster l'y avait contraint sous la menace d'une arme. On se transmettait comme un secret ses deux années passées au Nigeria à étudier les rythmes ouest-africains (c'était écrit au dos du 45 tours qui nous faisait danser). La légende d'Art Blakey est très nourrie. On ne prête qu'aux riches.

Du côté des certitudes, il est clair que Blakey reste un des jazz men les plus populaires de l'après-guerre. Personne ne pouvait passer à côté des Jazz Messengers. Musique de films (*Les Liaisons dangereuses* de Vadim), indicatif célèbre de radio (« Pour ceux qui aiment le jazz »), le message a été bien reçu. Curieusement, le batteur de Pittsburgh, qui comme un pianiste médiocre, a réussi à populariser une forme moderne du jazz. Il n'a même pas désarçonné la critique qui s'est contentée de l'aimer comme il convient : sans réserves. Il reste, avec Miles Davis, un des plus remarquables découvreurs de talents. Toujours dans *Jazz Magazine*, Ben Sidran rappelle qu'il est « une université à lui tout seul » : Clifford Brown, Lee Morgan, Johnny Griffin, Wayne Shorter, Keith Jarrett, les frères Marsalis, Terence Blanchard, Wallace Roney, tous les trompettistes, saxophonistes et pianistes qui comptent ont commencé par jouer *Blues March* et *Along Come Betty* (les compositions de Benny Golson) dans les rangs des Messengers du jazz.

Après un bref passage chez Fletcher Henderson (1939), Art Blakey était devenu le batteur de Mary Lou Williams, native elle aussi de Pittsburgh, comme Ray Brown, Billy Eckstine, Errol Garner ou l'autre inventeur de la batterie moderne, Kenny Clarke. Tous deux se sentaient également rede-

vables à Chick Webb de la transformation du rôle de batteur, du métronome au musicien : « Avant lui, poursuit Blakey, il y avait quatorze musiciens dans un orchestre de jazz... et un batteur. Après son passage, il y avait quinze musiciens. » Curieusement dans les *Liaisons dangereuses* de Vadim, on voit Kenny Clarke à l'écran tandis que c'est Art Blakey qui joue.

En compagnie de Monk, dont une secrète affinité le rapprochait, il met au point quelques formules définitives du jazz moderne. Après un séjour de trois ans auprès de Buddy de Franco (1951-1953), il forme le premier groupe des Jazz Messengers (1954) qui reprendait l'idée des Seventeen Messengers avec Miles Davis et Fats Navarro (1947). En 1955, Horace Silver reprend le quatuor. Art Blakey en est le leader. Pour Jean-Yves Le Bec, qui vient, lui aussi, de disparaître, l'importance du groupe est due autant « aux talents qui s'y sont révélés qu'à l'émancipation du rôle du batteur et à la conception neuve et singulière de la direction d'ensemble ».

Par ses relances, ses press rolls, ses figures rythmiques croisées ou redoublées, cette façon unique d'être extraordinairement présent sans le moindre excès, Art Blakey donnait aux solistes une chance singulière. Premier musicien à avoir demandé à être enregistré live (au Birdland, en 1954), il entretenait avec le public une relation amoureuse d'une violence intense. Ses enregistrements au Club Saint-Germain ou à l'Olympia en font foi : « Pour moi, la scène est une terre sainte. On y monte pour jouer. Si un musicien se lève de son lit de mort, c'est pour jouer ».

Il ne s'effaçait même pas des propos d'un journaliste californien qui avait eu la drôlerie d'écrire, alors que l'orchestre de Billie Eckstine rassemblait Charlie Parker, Dizzy Gillespie, Dexter Gordon, Billie Holiday, Sarah Vaughan et quelques autres : « Quant au batteur, on dirait un Pygme tout noir en train d'annoncer : « ce soir, nous allons découvrir l'homme blanc ». Avec un rien d'ironie et une infinie sagesse, Art Blakey aimait seulement qu'elle écrive correctement son nom : « C'est ça qui compte. » Il avait raison : Art Blakey, quelque chose s'y résume du génie de l'art noir.

FRANCIS MARMANDE

ÉCHECS

Troisième partie
Le calme
après la tempête

La troisième partie du championnat du monde, dont les quarante et un premiers coups joués lundi 15 octobre avaient laissé sans voix spectateurs et amateurs, s'est terminée mardi par la nullité après une petite heure. Ni Kasparov ni Karpov n'ont voulu prendre des risques et, au 53^e coup, le champion du monde proposait de cesser le combat dans une position de nulle théorique. Le calme après la tempête.

Cette très belle partie confirme l'impressionnante préparation de Kasparov pour ce match, dans lequel il mène 2-1. Quatrième partie mercredi 17 octobre.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Troisième partie
Position à l'ajournement :
Blancs : Rf1, Tc5, Fc4, Cd, Ph3, G3, g3, h2.
Noirs : Rf8, Ff6 et g6, Cc3, Ph7, G3, g3, h4.
41. ... Rf6(c5) 48. Cx43 bxc4
42. Ta5 bxc3 49. Cxc4 g4
43. bxc3 bxc3 50. Rg1(1) Cc2(178)
44. Cg2 b5 51. Cc5 gxc3
45. Ta6(152) Rf7(19) 52. Rxd3 g2
46. Td7 Rf8 53. Txd8 Nulle
47. Td8

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

□ Mort du pianiste Jorge Bolet. — Le pianiste américain Jorge Bolet est mort, mardi 16 octobre, à son domicile de San Francisco. Il était âgé de soixante-trois ans. D'origine cubaine, ce spécialiste de Liszt, qu'il interprétait dans le grand style romantique, était également un pédagogue réputé. La France l'avait longtemps ignoré avant de le découvrir au début des années 80.

□ Mort de l'écrivain Géza Ottlik. — L'écrivain hongrois Géza Ottlik est mort à Budapest, le 9 octobre, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Il était surtout connu pour son roman *Une école à la frontière* (Le Seuil, 1964), qui décrit la vie d'une école militaire de province dans les années 30.

□ Décès de Boris Piotrovsky. — Boris Piotrovsky, directeur du musée de l'Hermitage à Leningrad est décédé le 15 octobre. Il était né en 1908. Archéologue, il avait effectué de nombreuses missions dans la Caucase, en Arménie notamment, et avait dirigé une campagne de fouilles en Égypte. Il avait été, en 1973, la cheville ouvrière de l'exposition « L'or des Scythies », au Grand Palais.

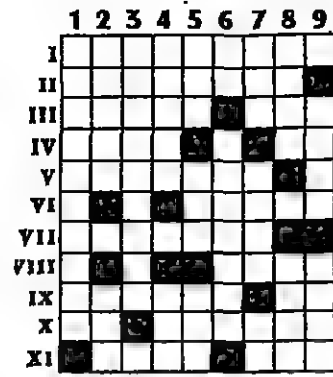
Ventes aux enchères publiques

A CANNES (06)
SPACE CAMP
06130 CANNES-LA-BOCCA (près aéroport)
Samedi 20 octobre, à 19 h.
FERRARI 250 GTO (62) ; TESTAROSSA (87) ; JAGUAR (83) ; JAGUAR Cab. 3600 km (80) ; PORSCHE 928 S (83) ; ROVER STERLING 827 aut. (89) ; CLENET cab. V8 Lincoln (82) ; ROLLS ROYCE Silver Spur 4800 km (80) ; FERRARI 40 Roadster V6 (80) ; MGB cab. (65) ; ALFA SPIDER (72) ; MUSTANG II 16 CV aut. (78) ; FIAT 850 cab. (58) ; BARQUETTE GRAC MT 20 (VEC) ; MFP X 27 complète (VEC) ; CHEVROLET B 27 F2 (VEC) ; 2 BARQUETTES MARCADIÉ (VEC) ; F3 MARTINI MK 17 (VEC).
Expo 20-10-90, à partir de 9 heures. (Frais légaux en sus aux enchères)
M^{re} Françoise ISSALY, comm. priseur, 69, rue Félix-Paure, 06400 CANNES. Téléphone : (06) 93-39-01-35.
Renseignements techniques : 92-09-13-81.

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5371



HORIZONTALEMENT

1. Peut ne tenir qu'à un fil. — II. Qui nous est très chère. — III. Aliment se faire voir quand ils sont tristes. « Moi », pour le psychologue. — IV. Attention quand il est petit. Qui est donc bien rendu. — V. Nappe. — VI. Inscription sur un effet. — VII. On l'ouvre pour faire la lumière. — VIII. Permet de tirer le fil. — IX. Mets en Suisse. Matière pour une belle affaire. — X. Note. Un mot pour désigner les étrangers. — XI. Peut-être noirci par le charbon. Nom donné à un arbre.

VERTICALEMENT

1. Ne travaillent que lorsqu'il y a des gens qui passent. — 2. Postale, est devenue universelle. Des hommes sont parfois mis à son pas. — 3. Un adversaire de Bonaparte. Animal. — 4. Possesseur. Crie comme un gosseur de bois. Pas annoncé. — 5. Participe. Faisait entendre un son de cloche. — 6. Qui a donc servi. Dans un recueil avec des ballades. Dieu. — 7. Laisse en partant. Peut-être marcher sur la tête. — 8. Un homme désagréable. Eau.

Solution du problème n° 5370

Horizontalement
1. Vivandier. — II. Ecole. Osé. — III. Lalo. Si. — IV. Oreste. En. — V. Déterminé. — VI. Ob. — VII. Os. — VIII. Martre. — IX. Eau. — X. Oasien. — XI. An. Urètre.
Verticalement
1. Vélodrome. — 2. Icare. Salon. — 3. Volets. Rue. — 4. Aloès. Sa. Su. — 5. Nô. Trottoir. — 6. Rembarrière. — 7. Io. Géant. — 8. Essence. — 9. Reine. Scène.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE

L'atout diesel

Si l'on interroge les marques représentées au dernier Mondial de l'automobile qui a fermé ses portes dimanche à Paris, le diesel a été, en fait, le grand gagnant de la kermesse. Tous les exposants s'accordent à dire que les visiteurs du salon se sont particulièrement intéressés à ce type de motorisation autrefois réservé à ceux qui roulaient « professionnellement ».

Bien que les constructeurs allemands aient quelque peu, pour des raisons de prudence politique vis-à-vis des Verts, levé le pied dans le domaine du moteur thermique alimenté au gazole, l'irrésistible ascension du moteur Diesel, disparu en mer en 1913, semble, jusqu'à preuve du contraire, se confirmer.

De multiples raisons expliquent, en France, le phénomène : relative augmentation du prix du carburant à la pompe, il est vrai expliquée par des taxes moins élevées perçues par l'Etat (prix moyen affiché au litre de 3,76 F pour 1,56 F hors taxe contre 6 F au litre d'essence pour 1,93 F hors taxe), rendement augmenté des groupes moteurs et donc puissances accrues, gain de temps dans le préchauffage indispensable, réduction du bruit attaché à ce type de motorisation qui suppose de fortes hausses de pression dans les cylindres. A quoi il faut ajouter, n'en déplaise aux écologistes d'outre-Rhin, de moindres émissions toxiques à l'échappement, de moins en ce qui concerne l'oxyde de carbone.

On comprendra ainsi facilement pour quelles raisons, dans

l'état actuel de l'utilisation d'un véhicule sur des routes de plus en plus encombrées et face à la conjoncture que nous connaissons, le Français moyen se trouve attiré vers le diesel (62 % des XM et des BX de Citroën vendues sont des diesel).

Pour peu que certains constructeurs, inspirés par une stratégie marketing efficace, alignent leurs tarifs fixés pour leurs modèles à gazole sur ceux pratiqués pour les versions essence, toutes les raisons d'un avenir optimiste se réunissent. Les marques à réputation sportive ne s'y sont pas trompées, de BMW à Alfa Romeo, qui ont mis à leur catalogue plusieurs versions de modèles de leur gamme qui fonctionnent au gazole, avec ou sans turbine, pour « corser » la mécanique.

Il reste que la situation actuelle du marché pétrolier appelle la réflexion. En effet, quelque 30 % des carburants de type fioul utilisés à l'heure actuelle en France sont importés sous forme de produit fini. Ce qui revient à dire que 70 % seulement de la consommation peuvent être couverts par les raffineries françaises. Comme on ne peut craindre qu'à terme, dans le cas d'une crise pétrolière qui se prolongerait, la voiture diesel privée ne soit pas l'une des premières victimes ? Il est vrai que le kérosène est dans le même cas de figure. Heureusement, tous les Français ne circulent pas dans un jet particulier et ceux qui le font trouveront sûrement une solution.

C. L.

PARIS EN VISITES

JEUDI 18 OCTOBRE

« Une heure avec Marcel Proust en son temps », 12 h 15, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).
« La Conciergerie, de la salle gothique au cachot de Marie-Antoinette » (ouverture de nouvelles salles), 14 heures, 1, quai de l'Horloge (É. Roman).
« L'hôtel Gouthière », 14 h 30, 6, rue Pierre-Bullet (D. Bouchard).
« La butte Montmartre, ruelles, jardins et cités d'artistes », 14 h 30, métro Abbesses (Paris livre d'histoire).
« Promenades à travers le Marais nord », 14 h 30, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).
« Les maisons du cloître Notre-Dame », 14 h 30, portail central de Notre-Dame (Paris pittoresque et insolite).
« Couvents et monastères : la grande bénédiction du Val-de-Grâce », 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques (Monuments historiques).
« L'hôtel de Chimay et ses boiseries. Anciens ateliers des Beaux-Arts et bibliothèque. L'endroit où naquit Ingres », 15 heures, 13, quai Malaquais (J. Haulier).

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du lundi 15-mardi 16 octobre 1990 :

UN DÉCRET

N° 90-927 du 10 octobre 1990 portant diverses mesures statutaires concernant certains personnels de l'enseignement secondaire affectés dans l'enseignement supérieur.

CARNET DU MONDE

Naissances

— Camille

est née le 10 octobre 1990 aux Lilas.

E. Léonetti, 83 bis, rue de l'Abbé-Croult, 75015 Paris.

Décès

— Le docteur et M^{me} Jean-Claude Bader, Brigitte, François et Pierre Meunier, Le docteur et M^{me} Jean-Louis Bader et leurs enfants, Christian, Dominique et Anne, ont la tristesse de faire part du décès de

M. René BADER, croix de guerre 1914-1918, croix de guerre 1939-1945, ancien élève de l'École polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 10 octobre 1990, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 15 octobre.

— M. et M^{me} Pierre Benoitel, leurs enfants, M. et M^{me} Louis Benoitel, leurs enfants,

Ainsi que les familles Benichou, Gourio, Abensour, Benhamou, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland BENOTIEL, survenu le 15 octobre 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques auront lieu, le jeudi 18 octobre, à 14 h 15, au cimetière de Caudebec, à Nice.

6, avenue Ingres, 75016 Paris.

— La section des sciences religieuses de l'École pratique des hautes études a le regret de faire part du décès de

M. André GRABAR, ancien directeur d'études de la section, pour « christianisme byzantin et archéologie chrétienne », et membre de l'Institut, survenu le 5 octobre 1990.

(Le Monde du 10 octobre 1990.)

— Le docteur et M^{me} Jacques Guedoney, ses enfants, M. et M^{me} François Guedoney, ses enfants, M^{me} André Falque, sa belle-sœur, Catherine et Jean-Claude Monfort, Antoine et Nicole, Philippe et Geneviève, Henri Guedoney, Sarah, Thomas, Marie, Aurélie, Paul, David, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

M^{me} Charles GUEDONEY, née Marie-Madeleine Falque. La cérémonie religieuse sera célébrée, jeudi 18 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption (Paris-16).

— M. et M^{me} Michel Guilmet, M^{me} Laurence Guilmet, ont la douleur de faire part du décès de

M. René GUILMET, survenu, le 15 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées, le vendredi 19 octobre, à 10 h 30, en l'église Sainte-Rosalie, 50, boulevard Auguste-Blanc, Paris-13^e, suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

16, rue Vandrezanne, 75013 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

SOLDES

Tous les jours du lundi 15 octobre au vendredi 19 octobre inclus. 9 h à 12 h / 14 h à 18 h.

HERMÈS PARIS
24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8^e

PRêt-à-porter, MAROQUINERIE, CANTES, CHAUSSURES, ÉPONGE.

— Alain et Bernadette des Mazery, Nicole et Michel Capon, Claude des Mazery, Chantal et Pierre Ballif, Marie-Geneviève et Jean-René Farthouat, Gérard et Heide des Mazery, Odile et Bob Swain, Dominique des Mazery et Steve Jacobs.

— Anne et J. D. Powell, Jean-Loup et Bernadette des Mazery, Catherine et Alain Schneider, ses enfants, Ses trente-sept petits-enfants, Ses treize arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Hubert des MAZERY, le 16 octobre 1990.

La messe d'enterrement aura lieu, le vendredi 19 octobre, à 8 h 30, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, à Paris.

Elle sera suivie de l'inhumation dans le caveau familial, au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

90, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

— M^{me} François Morel, Le docteur et M^{me} André Morel, M. et M^{me} Le Dinh Than, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} A. Gingsberg, M. et M^{me} Pierre Morel et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Jean-Jacques Morel et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Morel et leur fils, M. et M^{me} Bertrand de Blesson et leurs enfants, M^{me} Rosa Perrier, M^{me} F. Arnaut, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Brunel, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Tardy, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Henri Rochegodo, leurs enfants et petits-enfants, Les familles La, Borgeaud, Morel, Roussin, Ladreyt, Valleraud, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

François MOREL, survenu subitement à Houston, Texas, le 29 septembre 1990, dans sa quarante-cinquième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Houston.

Une messe sera célébrée en la collégiale Saint-Barnard, à Romans (Drôme), le samedi 3 novembre 1990, à 14 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

13810 Aspen Hollow Lane, Houston, Texas 77082, 23, quai d'Anjou, 75004 Paris.

Services religieux

— Un service religieux sera célébré le samedi 20 octobre, à 17 h 30, au temple de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e, en souvenir de

M^{me} Edienne de BARY, née Hélène de Billy, rappelée à Dieu, le 6 août, à Lasalle, Gard.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV, le mercredi 24 octobre, à 14 h 30, salle des Actes, Centre administratif, 1, rue V.-Cousin, M^{me} Fatou Kéné Lo : « Contribution à l'étude des disponibilités, besoins et utilisations des ressources en eau en milieu urbain soudano-sahélien : exemples des villes de Bamako, Ouagadougou et Saint-Louis ».

— Université Paris-IV, le jeudi 25 octobre, à 9 h 30, salle des Actes, Centre administratif, 1, rue V.-Cousin, M^{me} Marie-Paule Pitsch née Jaffrenou : « Mariategui, Haya de la Torre, l'indien et la question nationale ».

— Université Paris-IV, le samedi 27 octobre, à 14 h 30, Amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne, M. Eugène Shimanungu : « Système macro-verbo-temporel du Kinyarwanda ».

— Université Paris-IV, le samedi 10 novembre, à 14 h 30, Amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne, M^{me} Colette Moron : « 1206-1380 : aux origines du tiers-ordre dominicain ».

LA LIBRAIRIE
« BIBLIOTHÈQUE DES ARTS »
vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation des deux premiers tomes de

Jean-Émile LABOUREUR
Gravures sur métal,
Gravures sur bois,
Lithographies
par Sylvain Laboureux

Le jeudi 18 octobre 1990, de 18 h à 20 h
L'entrée est libre et sans frais

3, rue Cornélius 75006 Paris
Tél. : 46-34-00-62

150 من المجلد

COMMUNICATION

Canal France international reçu au Caire

La campagne d'Egypte de la télévision française

Canal France international (CFI) et la télévision égyptienne ont conclu, lundi 15 octobre, en présence de M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, un accord pour la diffusion d'une heure quotidienne d'émissions françaises sur les bords du Nil. Un nouveau succès pour CFI, cette banque mondiale de programmes français retransmis par satellite qui, en seize mois d'existence, a déjà signé plus de trente accords comparables en Afrique, au Proche-Orient et dans les pays de l'Est.

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

Cette signature au Caire, il y a des mois que les dirigeants de CFI, les responsables du Quai d'Orsay, les conseillers de l'ambassade et le ministre Alain Decaux l'espèrent. Des mois de tractations et de négociations pour qu'enfin les images de cette banque de programmes français mettent fin au quasi-monopole des feuilletons américains sur les écrans égyptiens. Mais les responsables locaux se faisaient attendre, car ils voulaient obtenir gratuitement de Paris non seulement d'importants moyens de réception satellite, mais aussi l'installation d'un récepteur qui aurait permis de retransmettre à deux mille ou trois mille foyers cibles soigneusement sélectionnés, ainsi qu'aux grands hôtels internationaux, l'intégralité des émissions de CFI, préalablement codées. Des exigences qui portaient le coût de l'installation à 30 millions de francs, contre 1 million habituellement.

« Seule l'intervention personnelle du ministre égyptien de l'information a permis de débiter la situation », raconte M. Fouad Benhalil, PDG de Canal France international. L'accord a été divisé en deux volets : le second n'est pas daté, ramenant le coût immédiat de l'opération à 4,5 millions de francs. Un montant

plus acceptable pour la société française, dont le budget - modeste - est de 70 millions de francs cette année.

En échange de la fourniture des installations et de six heures de programmes quotidiens envoyés gratuitement par satellite, la télévision égyptienne s'est engagée pour cinq ans à retransmettre immédiatement une heure par jour sur sa deuxième chaîne nationale - composée déjà à 60 % d'émissions étrangères - puis, sur ses stations locales d'Alexandrie et d'Ismaïlia, deux villes où résident nombre des cinq cent mille francophones du pays.

« Des programmes, nous n'en manquons pas », prévient d'emblée M. Safwat El Cherif, le ministre égyptien de l'information. « Notre télévision est la première du continent, produisant plus de mille heures de fiction par an, et elle s'apprête à relancer en novembre une chaîne internationale en arabe sur le satellite Arabsat. » « Nous souhaitons d'ailleurs, ajoute-t-il, proposer à CFI une sélection de nos programmes. » Pour le ministre, ancien responsable des services de renseignement, proche du président égyptien Moubarak et patron de fait de la télévision égyptienne, tout est dit. L'Egypte n'a conclu cet accord que dans cet esprit d'ouverture vers l'extérieur, vers une autre civilisation. « Nous n'avons nullement peur pour le public égyptien, détenteur d'une grande culture, qui sait donner, recevoir et choisir. »

Peur ? Non, sans doute, puisque l'omniprésente censure veille. Dans un pays où le port du voile islamique pousse chaque jour du terrain, personne ne prend la peine de masquer la réalité. « Je superviserai moi-même les diffusions de CFI », lance tout à trac M. El Cherif à M. Alain Decaux. « Je ne parle pas très bien le français mais cela sera l'occasion de l'améliorer. »

Il n'est pas sûr pourtant que le ministre égyptien de l'information ait beaucoup à s'en mêler, tant il paraît admis sur les bords du Nil que les scènes dénuées, religieuses

ou politiquement dérangeantes ne doivent pas trouver droit de cité dans les programmes télévisés. Avec parfois des résultats inattendus : la boucle d'oreille de Johnny Hallyday est impitoyablement censurée, mais celle de Maradona... non. « Le football est sacré », explique-t-on.

Banque mondiale des programmes diffusant par le satellite Intelsat VI quatre heures d'émissions par jour, plus spécialement destinées aux pays du Sud, et deux heures quotidiennes pour les pays de l'Est, Canal France International laisse à ses trente-quatre télévisions clientes toute liberté d'y puiser, de composer à leur guise une grille de programmes à partir de matériaux reçus. « CFI », souligne M. Decaux, c'est la télévision du respect, car elle propose et n'impose rien. » En pleine crise du Golfe, Égyptiens, Israéliens et Jordaniens semblent en tout cas s'en satisfaire, et M. Decaux se bat pour que l'Asie du Sud-Est puisse en faire autant dès l'an prochain.

PIERRE ANGEL-GAY

□ Le prix Pierre Mille de grand reportage à Martine Laroche-Joubert. — Le prix Pierre Mille de grand reportage 1990 a été décerné, mardi 16 octobre, à Martine Laroche-Joubert d'Antenne 2. Martine Laroche-Joubert, grand reporter, âgée de quarante-trois ans, est entrée à Antenne 2 en 1973. Elle a réalisé de nombreux magazines avant de collaborer au journal télévisé de la chaîne publique comme envoyée spéciale en Roumanie, Nouvelle-Calédonie, Afrique du Sud, Chine, RDA, et, récemment, dans le Golfe. Créé en 1956, le jury du prix Pierre Mille est présidé par Christian Loryant et composé essentiellement de journalistes, dont Mme Jacqueline Baudrier et Claude Sarraute, MM. Jean Cazeneuve, Emmanuel de la Taille et Jean-Louis Guillard.

Une enquête d'Antenne 2 sur l'accident de 1988

L'Airbus d'Habsheim et le journalisme d'investigation

Antenne 2 diffuse, jeudi 18 octobre, à 20 h 30 dans le cadre de son magazine « Envoyé spécial », une enquête de Jacques Cotta, Pascal Martin et Jean Gicquel, consacrée à l'accident de l'Airbus A 320 qui s'écrasa le 26 juin 1988 dans une forêt près d'Habsheim (Haut-Rhin). Bilan : 3 morts sur 136 passagers.

L'enquête met en lumière plusieurs fautes de pilotage au milieu de beaucoup d'improvisations qui ont amené l'appareil trop bas (10 mètres du sol), trop lentement (à la limite de la vitesse de décrochage), trop cabré (14 degrés), et l'équipage a remis les gaz trop tard. Le commandant de bord, M. Michel Asseline, s'est vu retirer sa licence de pilote pour huit ans et a été licencié d'Air France à l'automne 1988.

L'équipe d'Antenne 2 est partie d'un certain nombre de rumeurs qui ont circulé au fil des mois au sein du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). Elle a tendu micros et caméras à tous les protagonistes de la catastrophe et enquêté. Malheureusement, hormis M. Claude Béchet, le responsable de l'enquête officielle, aucun fonctionnaire de l'air, de la justice ou des transports, n'a accepté de s'exprimer sur l'accident, laissant la voie libre aux affirmations et aux insinuations des représentants syndicaux.

On a ainsi abouti à une construction que l'on pourrait résumer de la façon suivante : l'équipage ne savait pas qu'il volait si bas et si lentement, les moteurs n'ont pas donné une poussée suffisante lorsque le commandant les a sollicités à fond, et on a coupé la forêt où s'est abattu l'avion pour faire disparaître la preuve que l'un des réacteurs était en panne. L'ordinateur de bord a donné l'ordre aberrant de piquer vers le sol. Pour sauver la réputation du fleuron de l'aéronautique française et européenne, il était nécessaire d'accu-

bler le pilote et de disculper l'appareil en truquant les « boîtes noires » ou en leur substituant des « boîtes » convenables (les hypothèses du SNPL ont varié sur ce sujet) pendant tout le temps où elles se sont trouvées dans les mains des spécialistes militaires du centre d'essais de Brétigny. M. Asseline a été victime de la raison d'Etat.

Les journalistes spécialistes de l'aéronautique avaient été saisis des différents systèmes de défense syndicaux élaborés depuis le mois d'août 1988. Ils les avaient étudiés avec attention tant les accusations étaient graves. Après de nombreux par exemple lorsque des examens biologiques confirment la présence d'alcool dans le sang des pilotes lors de l'accident de Bordeaux (21 décembre 1987, 16 morts) ou celui de Valence (10 avril 1989, 22 morts) ? Ils y gagneraient en crédibilité.

ALAIN FAUJAS

□ Décès de Jacques Douli, ancien directeur de « l'Est républicain ». — Jacques Douli, ancien directeur du quotidien « l'Est républicain » (Nancy), est décédé accidentellement à Paris, dimanche 14 octobre. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Jacques Douli a débuté à « l'Est républicain » en 1935 après sa licence en droit. Il assure la réparation du quotidien en septembre 1944 et prend la direction de la rédaction parisiennaise, qu'il transmet un an après à M. Jacques Fauvet, futur directeur du Monde. Patron du quotidien de Nancy en 1954, Jacques Douli animera ensuite sa région publicitaire à partir de 1977. Après quarante-six ans passés à « l'Est républicain », il dirige en 1981 les bureaux parisiens du « Télégramme de Brest ». Spécialiste de la communication journalistique et inventeur de la méthode de sondage « Vu-Lu », Jacques Douli est l'auteur d'ouvrages parus entre 1968 et 1981 : « Le lecteur et son quotidien », « Théorie et pratique de la communication écrite », « Annonce face au lecteur », « Le journal tel qu'il est lu ».

Un fort parfum de diffamation

L'émission d'Antenne 2 montre bien les limites du journalisme d'investigation. Le travail de l'équipe du magazine « Envoyé spécial » est irréprochable, mais la dérobade inepte des officiels (direction de l'aviation civile, ministre des transports, Air France, Centre d'essais en vol) aboutit à un travail bancal. Il était peut-être très difficile de se passer de cette émission malgré son côté éminemment partiel, mais le résultat est un magazine qui trahit

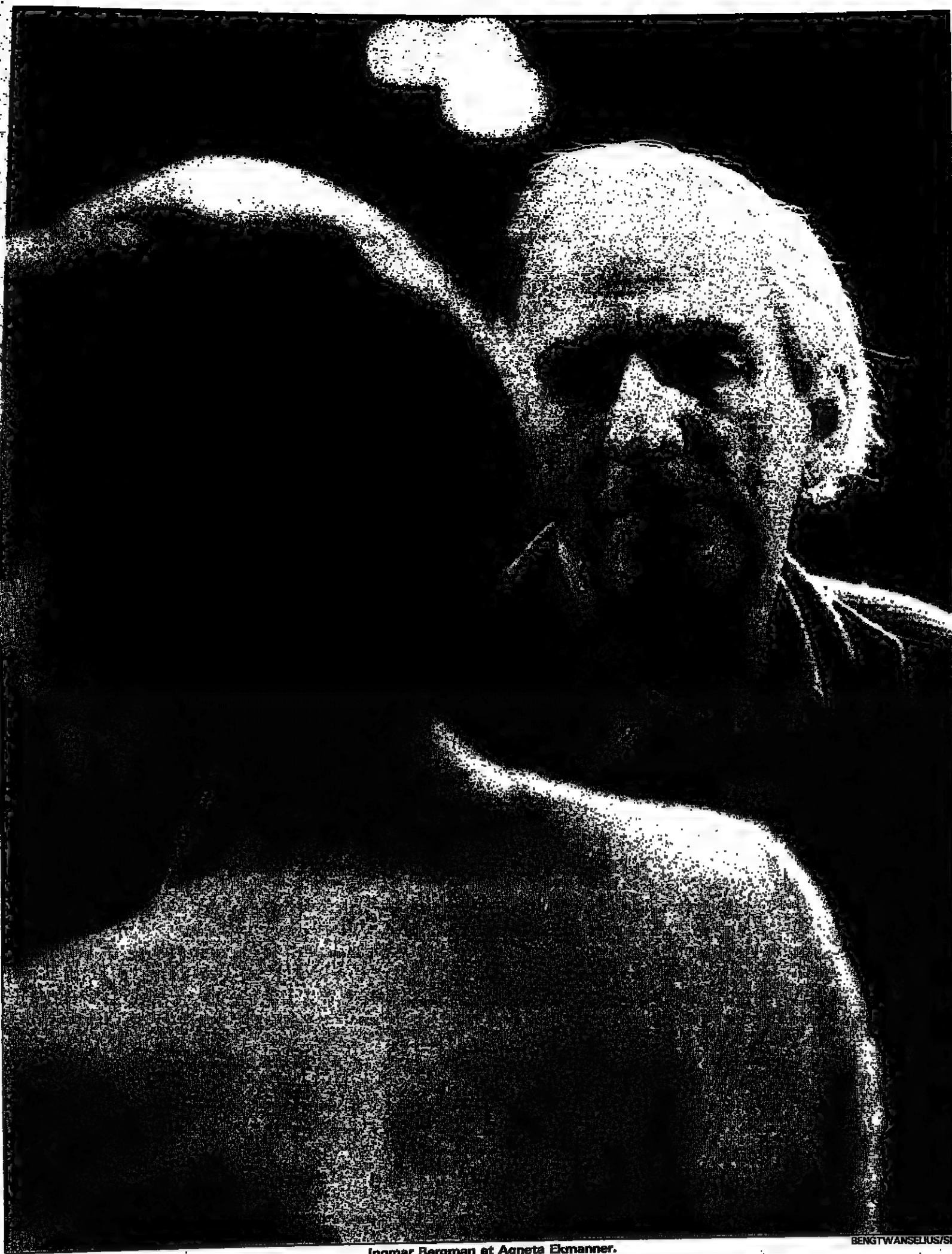
Taxi Blues

PRIX DE LA MISE EN SCENE - CANNES 1990

MK2
MARIN KARIMITZ

1500 م. 1500 م.

ARTS • SPECTACLES



Ingmar Bergman et Agneta Ekman.

BENGTWANSELUS/SFF

UN LIVRE D'ENTRÊTIENS ET UNE RÉTROSPECTIVE BERGMAN A BEAUBOURG

Regard d'automne

« Quand c'est fini j'ai besoin de prendre de la distance, je m'en vais et je ne me retourne pas », affirme Ingmar Bergman. Pour lui, il l'a dit très clairement, le cinéma, c'est fini. Quant à ne pas se retourner... Il y a trois ans, il publiait l'une des plus belles autobiographies jamais écrites par un metteur en scène, *Laterna magica*. Un texte qui livrait la plupart des clés de son œuvre, forgées surtout dans son enfance, mais qui faisait la part plus belle au théâtre qu'au cinéma. Aujourd'hui, à soixante-douze ans, il revient sur ses films dans le livre *Conversation avec Bergman*, édité par les Cahiers du cinéma, dont nous publions des extraits (lire page 23), en attendant la somme définitive de ses réflexions, publiée ce mois-ci en Suède sous le titre *Bilder (Images)*.

Pour mener à bien cet ouvrage, le réalisateur — qui confie : « Je pense qu'en enfer je vais devoir m'asseoir dans une salle de projection et voir mes propres films pendant deux ou trois éternités. Ce sera ma puni-

tion » — a revu toute son œuvre. Ce que pourra faire le public français, au Centre Georges-Pompidou, du 17 octobre au 3 décembre, dans le cadre de l'intégrale — presque intégrale, il ne manque que deux films sur les quarante-trois qu'il a réalisés, — mêlée aux films de l'autre « grand » Scandinave, Carl Theodor Dreyer.

Faut-il dire encore que Bergman est un immense cinéaste ? Au-delà de la qualité de chacun des films, leur réunion en souligne les traits constants, et la diversité. Traits constants : le refoulement, de la parole autant que des sentiments et de la sexualité, et l'angoisse spirituelle de ce fils de pasteur puritain. Mais aussi la virulence, l'esprit rebelle de cet auteur réputé austère, et dont on redécouvre avec quelle violence il met le doigt sur ce qui dérange et provoque.

La diversité : il est à peine croyable que deux chefs-d'œuvre tels que *Monika*, film solaire bourré de vitalité juvénile, et *la Nuit des forains*, film nocturne et désespéré, datent de la même année (1953). Même

improbable exploit quatre ans plus tard avec, sur le thème commun de l'homme face à la mort, deux classiques de forme aussi différents que *le Septième Sceau* et *les Fraises sauvages*. Olivier Assayas note avec raison dans la postface à *Conversation avec Bergman* combien il est exceptionnel qu'un cinéaste renouvelle entièrement sa façon de filmer vingt-cinq ans après être passé pour la première fois derrière la caméra. Renouvellement dont *Cris et chuchotements* est le sommet, si *Fanny* et *Alexandre* en est la somme.

« Bergman parle du sexe avec beaucoup d'élégance et de façon très intime (1) ». Plus encore : il « a parlé » (en langage de cinéma), avec élégance et impudeur, de lui-même. Et s'il a choisi désormais le silence, « ce n'est pas qu'il a achevé son œuvre, c'est qu'il en est délivré ».

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Peter Cowie dans le *Cinéma des pays nordiques*, édité par le Centre Georges-Pompidou.

THÉÂTRE

27

Georges Lavaudant, bateleur-promeneur



Le codirecteur du TNP est reçu par le Théâtre de la Ville en compagnie du *Platonov* qu'il a créé la saison dernière à Villeurbanne. Si le héros de Tchekhov veut fermer son regard au monde qui l'entoure, le metteur en scène n'en finit pas d'ouvrir les yeux sur les peuples du bout du monde. Après le Mexique et l'Inde, il s'est rendu au Vietnam. Pour rencontrer des gens, simplement.

MUSIQUES

29

Le rock de demain, tout de suite



Les Inrockuptibles, bimestriel au cœur pur, organise son festival pour la troisième fois. Reflet d'une politique du binaire — propositions romantiques et audacieuses, — les *Inrockuptibles* ont imaginé, en trois soirées et neuf groupes ou artistes, de James à Fatima Mansions, des Sneetches à John Cale, entre beauté et rigueur, une balade sans concessions, à l'image de la revue.

ARTS

31

Les galeries parisiennes avant la FIAC

Dans tous les quartiers où se sont rassemblées les galeries d'art parisiennes, on constate la même explosion : chaque jour qui passe amène sa nouvelle enseigne. A quelques jours de la FIAC, un parcours chez les anciens et les nouveaux marchands, saisi, pour les uns, par l'euphorie, pour les autres, par l'inquiétude, à un moment où l'on constate les signes d'un tassement du marché.

FRANCE LIBERTÉS

FONDATION DANIELLE MITTERRAND



ART HAÏTIEN
AU
QUOTIDIEN

EXPOSITION VENTE

DU 18 AU 26 OCTOBRE 1990
DE 11 H À 18 H

ESPACE PIERRE CARDIN

3, avenue Gabriel 75008 Paris

LE DISQUE COMPACT AU SECOURS DE LA MUSIQUE CONTEMPORAINE

Sauf-conduit pour la postérité

Le microsillon avait renoncé à parler sur la musique contemporaine. Le disque compact commence à s'y intéresser de près. D'assez près pour qu'on puisse parler de mariage naturel entre un genre et un support. Certaines œuvres, un jour, n'existeront-elles que sur CD ? Et le CD vivra-t-il assez vieux pour les transmettre à la postérité ?

TROIS CENT CINQUANTE nouveaux disques compacts chaque mois, pour le seul secteur « classique », musiques du passé et contemporaines mêlées : un beau chiffre pour une forme d'expression entièrement liée au divertissement (les libraires reçoivent, eux, mensuellement, à peu près mille cinq cents nouveaux titres, mais le livre, c'est sérieux : un instrument de culture tous azimuts). Trois cent cinquante nouveaux donc, dans les bacs, tous les trente jours. Cinq cents peut-être, nous dit-on dans une FNAC parisienne. Où l'on nous explique que certaines nouveautés d'avant-garde, publiées sous de tout petits labels, distribuées magasin par magasin à une seule unité, mises directement en rayon avant d'avoir été répertoriées, échappent à toute tentative de comptabilité. Désordre finalement rassurant : une certaine vie passe encore dans les rangs.

Négligeable aux yeux des statistiques professionnelles car peu rentable – et si marginale –, la musique contemporaine enregistrée va mieux. Elle va bien même, si l'on considère que la fin de l'ère du microsillon l'avait tuée : disparition des grandes collections spécialisées ; Xenakis, Pierre Henry, Stockhausen, Bussotti, à la casse. Dix ans auparavant pourtant (entre 1965 et 1975, en gros), Philips et Deutsche Grammophon avaient consacré à ces quatre « locomotives » des albums luxueux.

Mais voici que Pierre Henry et Xenakis sont réédités aujourd'hui par les mêmes labels ou par d'autres. Et que des compositeurs moins connus, presque à leurs débuts, suivent dans la foulée. « *Le mètre de rayons alloués à la musique de notre siècle a quadruplé en deux ans* », nous affirme un vendeur de la FNAC Montparnasse. Le changement de cap s'est opéré sans tambour ni trompette : il concerne au plus quelques centaines de personnes, compositeurs ou interprètes. Il ne mérite peut-être pas les manchettes. Mais il faut se demander pourquoi cette musique différente, difficile, indocile, « invendable », trouve de nouveaux supports et fait de nouveaux adeptes par le seul fait que le vinyle a été détroné par le métal argenté (lire notre supplément « Arts et spectacles » du 11 octobre).

DES STARS AU SERVICE DES ARTISTES VIVANTS

Rappelons en deux mots notre constat de la semaine dernière : trop de tubes classiques ou romantiques indéfiniment réenregistrés. Trop de versions banales d'une même œuvre proposées à la chaîne. L'acheteur s'y perd, les interprètes deviennent ses seuls repères. Il achète « du » Muti, « du » Barenboïm, « du » Boulez, « du » Jessye Norman. Toutes les multinationales courent donc après Muti, Barenboïm, Boulez, Jessye Norman ou leurs homologues et s'arrachent, au besoin, les plumes de ces phénix.

Cette surévaluation des interprètes au détriment du fond – la qualité réelle de leur prestation – finirait par mettre sur le flanc le marché en meilleure santé. Pourtant, nous dit-on chez Erato, cette perversion agit par rebond, et pas toujours négativement, sur la production : « On voit émerger, nous explique Frédéric Sichter, directeur général de la marque française, une génération d'interprètes parfaitement mûrs, conscients de la manière dont ils veulent mener leur carrière, et qui refusent de s'en laisser conter. Un Kremer, un Barenboïm, un Rostropovitch, un Simon Rattle savent exactement ce qu'ils ont envie d'enregistrer : souvent des œuvres contemporaines. Ainsi, ce sont ces stars internationales qui s'opposent au marketing tout-puissant du répertoire et exigent de prendre des risques pour les compositeurs vivants. »

Erato est la maison où s'affirme actuellement le boom de la musique contemporaine. Un boom à plusieurs décentes : une collection spécialisée, lancée il y a deux ans en grande pompe, avait fait long feu et manquait au catalogue depuis six mois environ. Entièrement confiée à Pierre Boulez et à l'Ensemble Inter-Contemporain, cette collection – sept CD par an – ressort sous une nouvelle présentation, sur les ailes d'une distribution internationale désormais assurée par Warner. Et quand Boulez dirige du Carter, du Xenakis ou du Kurtág « dans des conditions aussi proches que possible du concert », on est sûr de transmettre à la postérité « ce qui se sera fait de mieux » en notre fin de siècle.

Dans la collection « Musifrance » paraissent, toujours chez Erato, deux disques de musique contemporaine sur les quinze titres que comprend annuellement

cette série. Erato possède enfin un petit département de « production directe » qui, des concertos de Martial Solal aux sonates pour piano du compositeur et pianofortiste soviétique Alexei Lioubimov, modifie quelque peu l'image du label. Comme ce contrat de Barenboïm avec l'Orchestre de Chicago, dont la première manifestation a été l'enregistrement d'une symphonie de John Carigiano : une création. « Le principal problème commercial des grandes marques est actuellement un problème d'image, confirme Frédéric Sichter. Nous sommes obligés, pour éviter l'asphyxie, d'élargir notre champ d'action. »

Qu'on édite Karajan ou Madonna, l'état d'esprit, au fond, est le même : le profit fait la loi. Lorsqu'on aborde, au contraire, les rives de la musique contemporaine, apparaissent de tout autres objectifs – et beaucoup de déficits. Éditer ici, c'est choisir, prendre ses responsabilités pour la postérité.

« Nous l'avons fait parce qu'il fallait le faire. » Ce directeur de collection stoïque est Costin Mireanu, compositeur roumain en charge d'une production discographique courageuse chez Salabert (l'éditeur-papier de très nombreux compositeurs vivants, dont Xenakis). Stoïque, la maison Salabert l'a été en investissant sans compter dans un double album exemplaire, doublé d'un livret en quatre langues, et contenant les cinq *Quatuors à cordes*, le *Trio à cordes* et *Khoom*, pour soprano et six instruments, de Giacinto Scelsi, compositeur italien disparu il y a deux ans. Il y a là, sous l'archet des Arditti, des chefs-d'œuvre absolus et l'un des sommets discographiques de l'année.

environ pour l'édition de la bande-témoin (le double en cas de retouches, même infimes), autour de 6000 F pour le développement à l'usine de la bande-mère, sans oublier le million ancien (tarif approximatif pour une heure de musique) à verser en guise de provision sur les droits d'auteur à la SDRM, filiale de la SACEM – droits qui, dans ce cas précis, seront « redistribués » un an plus tard, et non sans humour, à l'auteur-payeur, amputés au passage des charges sociales et du versement à la Sécurité sociale.

Jean Schwarz avoue pour sa petite société « un déficit terrible » (rien de commun avec la régie Renault). Pourtant Jean Schwarz vient de fonder un groupe, *Opus Ensemble*, avec la chanteuse Elise Caron, le contrebassiste Jean-François Jenny-Clarke et le bassoniste Alexandre Ouzounoff, groupe dont deux disques, financés par leur petite coopérative, sortent chez Celia Records. « Pour nous, le disque compact est un outil irremplaçable, l'image parfaite, sans toutes les déperditions du microsillon, de ce que l'on fait en studio. Même si l'on ne donne pas dans le mélo, on sait que les gens ne vont plus guère aux concerts de musique actuelle. Grâce au disque numérique, nous avons encore une chance d'être diffusés. »

Diffusés au compte-gouttes, inutile de le préciser. Mais ces CD indépendants, édités à grand-peine, tirés à un petit millier d'exemplaires, disques sur lesquels le distributeur impitoyable prélève évidemment sa quote-part (42 % du prix hors taxes), constituent pour de jeunes compositeurs isolés des décideurs – éditeurs et festivals spécialisés – l'appel au secours, le sau-

notre inventeur de sons est le *Livre des morts égyptien*, réalisé dans les studios de l'IRCAM, créé l'an dernier à l'auditorium du Louvre – le disque est paru le jour de la création. L'auteur dit qu'il ne l'aurait pas composé sans le CD, que l'œuvre n'existerait pas sans le disque, qu'il s'agit, en quelque sorte, d'une œuvre « pour le disque ». « Un jour, dit-il, il n'y aura plus de concert, rien que l'enregistrement numérique. On pourra y revenir, le remixer, pour en donner des versions successives, comme on exécutait différemment, selon l'époque, une partition de Beethoven. Pour la musique électro-acoustique, le disque c'est la partition, la configuration exacte de notre désir de l'œuvre à un moment donné. Le désir peut évoluer. Mais la trace enregistrée en numérique est à chaque étape irréprochable : l'œuvre est là, sans un soupçon de souffle ni bruit de fond. »

Le disque compact sera-t-il alors le musée musical de notre vingtième siècle ? Le système d'archivage parfait ? C'est croire bien fort en sa pérennité. On l'a dit solide comme le diamant : éternel. Mais comme les tout premiers CD datent de dix ans seulement, et que les « analyseurs » (appareils de vérification en cours d'enregistrement) ont été inventés ultérieurement, on ignore si les imperfections décelées dans certains de ces disques de la première génération proviennent du vieillissement ou d'un défaut de fabrication.

« Il existe maintenant des techniques de simulation de vieillissement accéléré, nous a dit Jean Chatauret, directeur technique chez Erato. Elles aboutissent à



Le compositeur Pierre Henry, ressuscité par le numérique

Les 2 900 exemplaires ont été tirés en trois fois. La totalité, contre toute attente, s'est arrachée à l'export. Mais il avait fallu racheter la bande 22 000 deutschemarks à la WDR, verser des royalties de stars (15 %) aux Arditti, ceci avec l'aide de la Fondation Scelsi qui gère les droits du compositeur. Cet Everest éditorial ne fut donc franchi que pour la gloire. La gloire fut.

Prenons encore le cas de Jean Schwarz. Il compose de la musique électro-acoustique, appartient au Groupe de recherches musicales (GRM), travaille au Musée de l'homme en tant qu'ethnomusicologue, enseigne au conservatoire de Genève et, puis, qu'il possède son propre studio professionnel, produit lui-même les enregistrements de sa musique sous un label confidentiel, Celia Records. Ses CD (seize titres au catalogue) sortent de chez lui au prix de 70 F hors taxes, pour être revendus 130 F TTC. Bien qu'il s'agisse de musique sur bande, qui ne nécessite qu'exceptionnellement le paiement de cachets, sans frais de location d'un studio, leur coût de fabrication est élevé puisque hors filières et hors normes. Il faut compter 10 F de pressage (pour 1 000 exemplaires), 5 000 F

conduit, la carte de visite, le signalement obligatoires. Pour être joué, à Turin ou à Graz, mieux vaut d'abord envoyer son CD...

« UN SON PLUS INTÉRESSANT PLUS VIVANT, PLUS DINGUE »

« Le disque compact est notre livre de poche », dit Pierre Henry, dont la plupart des anciens titres (de *Ceremony* à la *Messe de Liverpool*, en passant par *l'Apocalypse*, le *Voyage* ou la *Messe pour le temps présent*) sortent en ce moment de l'oubli sur le nouveau support. Pierre Henry a des idées sur le numérique comme il en a eu successivement sur les premiers disques durs, la première bande magnétique, les premiers synthétiseurs analogiques : de ses idées, et de celles de Pierre Schaeffer, est née la musique concrète, puis électro-acoustique.

Eh bien, pour l'auteur de la *Reine verte*, la technique numérique est la chance ultime de cette musique : « En passant du disque souple au magnéto, de la stéréo au numérique, le son n'a cessé de devenir plus intéressant, plus vivant, plus dingue. » La dernière œuvre de

assurer, pour un CD normal, une garantie de trente ans. Mais pour certains exemplaires, fabriqués avec des précautions particulières, cette garantie passe à cent ans. »

Un siècle c'est peu, quand on sait que la bande numérique est beaucoup plus fine que la bande analogique, qu'elle souffre davantage d'un bobinage imparfait, et qu'un signal numérique détérioré est perdu à jamais. « Mais un disque compact peut être indéfiniment copié sans la moindre déperdition de l'information, alors que toute copie d'une bande analogique se soldait par du souffle. Il suffira que les fabricants apprennent à gérer leurs copies en fonction d'informations, que nous n'avons pas encore, sur la fiabilité du support. Ce sera une philosophie très différente de gestion. »

Aux dernières nouvelles, le prototype existerait d'un disque compact recouvert non plus de plastique mais de verre. Il serait garanti mille ans. Il y aurait donc un CD presque parfait.

ANNE REY

سكنا من الامن

CINÉMA

LES BONNES FEUILLES DE « CONVERSATION AVEC BERGMAN » PUBLIÉE PAR « LES CAHIERS DU CINÉMA »

Souvenirs d'un artiste inconséquent

Au moment où la Cinémathèque présente à Beaubourg la quasi-totalité des films réalisés par Bergman, les Cahiers du cinéma publient un livre d'entretiens du cinéaste avec Olivier Assayas et Stig Björkman, l'un Français, l'autre Suédois, tous deux critiques et réalisateurs. Dans les bonnes feuilles qui suivent, Bergman décrit, à propos de ses deux derniers films, *Fanny et Alexandre* et *Après la répétition* (1), ses rapports avec la technique, ses démêlés avec les producteurs et la liberté des créateurs.

« Quand *Après la répétition* est sorti, il a été reçu comme une sorte de post-scriptum à votre œuvre puis-que, après *Fanny et Alexandre*, vous aviez déclaré que vous ne feriez plus d'autres films.

— Après la répétition a beaucoup à voir avec mon attitude, ma relation à la scène, à ce métier malpropre, louche et cruel [qu'est la mise en scène]. Mais c'était un film réalisé uniquement pour la télévision, et puis des distributeurs n'ont pas tenu leurs engagements et le film s'est retrouvé en salles. Je n'ai jamais pensé le faire pour le cinéma. C'était une dramatique, tournée exclusivement pour la télévision.

— Donc vous ne le considérez pas comme un film post-*Fanny et Alexandre*?

— Absolument pas, j'ai même envisagé de le faire sur bande [vidéo] parce que si vous tournez en vidéo, ils ne peuvent pas le diffuser au cinéma. Mais Sven (2) a refusé et je voulais travailler avec lui. Il ne se sentait pas à l'aise avec la vidéo, avec l'éclairage de la vidéo, alors on l'a fait en 16 [millimètres].

— Vous est-il arrivé de tourner en vidéo?

— Après, oui. Quelques films pour la télévision (3) et je dois dire que ça ne me plaît pas beaucoup. Harriet (Andersson) a dit une fois : « Je n'aime pas la vidéo parce qu'on ne peut pas entendre la caméra. » C'est trop de machines. La chose la plus fantastique avec la caméra et le film, c'est que la technique est restée exactement la même qu'en 1895 au Grand Café à Paris. Et puis, vous savez, quand ils montent de la vidéo, ils sont installés dans une sorte de sous-marin et ils font comme ça et comme ça, et vous ne sentez rien, vous ne pouvez pas sortir la pellicule, la toucher, la regarder... (Bergman fait le geste de la tenir à bout de bras devant la lumière du jour.) Le montage est quelque chose de très érotique... Vous ne trouvez pas?

— Bien sûr... Et puis, on n'arrive pas à avoir de netteté, d'acuité dans les coupes, en vidéo. C'est moe.

— Exactement. Ils disent qu'on pourrait en avoir, mais on ne peut pas. Bien sûr, ça a à voir avec l'ensemble du système. (Un temps.) Non, *Après la répétition* n'est pas un épilogue à *Fanny et Alexandre* parce que *Fanny et Alexandre* est un épilogue en soi. C'est la fin et c'est terminé (4).

— Mais c'est une réflexion sur votre travail, sur votre situation...

— Oh, oui... si vous voulez.

— Quelle est pour vous la forme définitive de *Fanny et Alexandre*? La première version de trois heures, ou la version TV en quatre épisodes, ou encore un film de cinq heures, d'un seul tenant, qui serait la mise bout à bout de la série TV (5)?

— Oui, oui, c'est ça.



Bergman sur le tournage de *Fanny et Alexandre*

— Un film de cinq heures...

— Oui. Oubliez la version de trois heures! Je la trouve épouvantable! Mais c'était la seule possibilité de faire *Fanny et Alexandre*... la seule... Le vrai *Fanny et Alexandre* dure plus de cinq heures, cinq heures et demie. Ce n'est pas fait pour être vu une heure une semaine et puis une autre heure et ainsi de suite. On doit voir le film en une fois avec une interruption pour le déjeuner ou le dîner. Et bien sûr sans les cartons génériques de la série TV. C'est la seule version acceptable. J'aurais encore pu couper une vingtaine de minutes parce qu'il reste des choses que je trouve un peu longues... mais la seule possibilité de trouver le financement du film était de travailler avec l'industrie du film et de mettre en place une coproduction entre la télévision et le cinéma. Dans mon contrat avec l'industrie, j'ai promis que le film ne ferait pas plus de deux heures et demie.

— Il a fini par faire trois heures...

— Vous savez, j'étais tellement sûr de moi, pédant comme je suis, j'avais tout prévu parfaitement : « Je retire ceci, et ceci et encore ceci et je fais ma version pour le cinéma en une semaine. » Et puis, quand le monteur est venu à Fårö (6), on s'y est mis, froidement, sans aucune émotion, aucun problème et quand on a terminé, le film faisait un peu plus de quatre heures! (Rires.) A ce moment-là, la grande bagarre a commencé. Ça a été terrible... terrible... de tailler dans le film parce que j'y étais obligé...

— Et il n'y a pas eu moyen de convaincre...

— Non. Quand j'ai dit : « Voilà, ça fait trois heures et douze minutes et maintenant c'est terminé, je ne peux plus rien retirer », les distributeurs ont été furieux. Je leur ai dit : « Je vous en prie, si vous voulez couper dedans, coupez... il y a écrit deux heures trente dans le contrat. Je n'ai rien à dire... mais dans ce cas-là, je retire mon nom. » Ça a été très dur. Pas ici, en Suède, les gens ont été extrêmement gentils et compréhensifs, mais dans d'autres pays... Mon Dieu... en France... Gaumont... Toscan du Plantier... non, il était déjà écarté... c'étaient ses successeurs...

— Ça a fait beaucoup de tort au film car, même s'il a été apprécié et admiré, il n'a pas été reconnu comme le chef-d'œuvre qu'il est, parce que toute la presse avait vu le premier montage court et très peu de journalistes se sont déplacés pour revoir la version intégrale quelques mois plus tard...

— La version courte n'a aucun rythme. Elle l'a perdu, bien sûr qu'elle l'a perdu... — *Fanny et Alexandre* résume beaucoup de choses présentes tout au long de votre œuvre et, à différents égards, il est conçu comme une sorte de réconciliation. (...) Il y a des passages heureux, sereins, il y a aussi des choses étranges, énigmatiques, très andaciennes, en particulier tout ce qui concerne le surnaturel, l'enlèvement des enfants par Jacob, c'est à la fois très fort et très osé.

— C'est très simple, en fait.

— C'est très différent de tout ce que vous avez fait...

— C'est comme la scène de la chaise. Vous dites que les enfants sont dans une

malle, mais qu'ils sont aussi dans la chambre des enfants. Mais comment peuvent-ils passer de la chambre des enfants à la malle? Je dis qu'ils vont de là à là! C'est permis! Je l'ai dit et c'est la vérité. Ce n'est pas très compliqué. Mais il faut le trouver.

— C'est très simple et très impressionnant, mais le plus impressionnant, c'est qu'on y croie...

— Si je dis : « Maintenant ils sont dans la chambre des enfants et en même temps ils sont dans la malle », il suffit que je l'affirme et c'est ainsi. C'est le privilège d'être un vieux metteur en scène expérimenté!

— Mais il y a cette autre scène très étrange avec Ismaël, et la relation que vous établissez entre la momie dans la maison de Jacob et la vieille tante grabataire dans la maison de Vergerus... Quelle est la nature de cette relation?

— Celle que vous voudrez. Il y a une relation, mais cette relation n'a pas d'intérêt. La seule chose intéressante, c'est que vous ayez le sentiment qu'il y en a une.

— Dans la version courte, on était privé de ce temps de réflexion.

— Ça a été une souffrance, une terrible souffrance.

— Je parlais de l'andace de ce passage parce qu'il intervient dans un film où, jusqu'à lui, tout semble très clair, les personnages sont ce qu'ils semblent être et même les éléments surnaturels sont vus au travers du regard d'un enfant. *Alexandre* a des visions mais il a les visions qu'ont tous les enfants. Et tout d'un coup, sans lui autoriser la moindre distance, vous prenez le spectateur et vous l'entraînez très loin dans le surnaturel...

— Lorsqu'on est un artiste, qu'on crée des films, il est très important de ne pas être conséquent. Il faut être inconséquent. Si vous êtes conséquent, la beauté vous échappe, elle disparaît de votre œuvre. Du point de vue des émotions, vous devez être cohérent. C'est interdit de ne pas l'être. Mais si vous avez confiance en vos propres émotions, si vous croyez en votre imagination créatrice, vous pouvez être complètement inconséquent. Ça ne fait rien. Parce que vous avez le pouvoir de saisir les conséquences de vos émotions. Pour toujours. »

(1) Les puristes ajouteront *Visage de Karin*, court métrage consacré à sa mère et réalisé en 1986.

(2) Sven Nykvist, l'opérateur de tous les films d'Ingmar Bergman depuis *Comme dans un miroir* (1961).

(3) Depuis *Après la répétition*, Bergman a tourné pour la télévision un film intitulé *Les Deux Bienheureux*, avec Harriet Andersson et Par Merberg, d'après un roman d'Ulla Isaksson. L'histoire d'un couple qui progressivement se cloître.

(4) Bergman a écrit depuis le script d'une série TV consacrée à ses parents, « La bonne volonté », que réalise l'auteur de *Pelle le conquérant*, Bille August. Il a également écrit un scénario encore sans titre pour son fils Daniel dont ce sera le premier long métrage. L'histoire d'un père et d'un fils faisant connaissance lors d'un voyage en voiture.

(5) *Fanny et Alexandre* (1983) est une coproduction entre la Suède, la France (Gaumont) et la RFA (Tobis). Une première version de trois heures huit minutes est sortie en France en avril 1983. La version longue a été, elle, présentée pour la première fois au Festival de Venise en septembre de la même année. Elle dure cinq heures quarante minutes. Le film a également été diffusé sous la forme d'une série télévisée en quatre épisodes dont le montage est identique à celui de la version longue.

(6) L'île de Fårö, où Bergman vit et travaille une partie de l'année, que l'on voit dans plusieurs de ses films et à laquelle il a consacré deux documentaires, *Mon île*, Fårö en 1969 et *Mon île*, Fårö 1979.

Tout Bergman tout Dreyer à Beaubourg

Joux d'été a révélé Ingmar Bergman en 1951 : c'était, déjà, son dixième film. L'un des mérites de la rétrospective présentée au Centre Georges-Pompidou est de permettre la découverte de raretés, depuis sa première mise en scène de cinéma, *Crise*, en 1946. L'occasion de vérifier à la fois la présence, dès ses débuts, de nombreux thèmes (le couple en crise, la phobie), l'influence du néoréalisme, et un penchant prononcé pour la recherche formelle, en particulier dans l'utilisation du flash-back. Parmi les œuvres plus récentes, il faut signaler des films peu montrés et pourtant remarquables, tels que *le Visage*, tourné en 1958, ou *Face-à-face*, qui date de 1976.

Simultanément sera projetée l'intégrale de l'œuvre de Dreyer, films à voir et à revoir, comme *la Passion de Jeanne d'Arc*, *Vampyr*, *Dies Irae*, *Ordet* et *Gertrud*, mais aussi titres moins connus et aussi admirables que *Pages arrachées au livre de Søren* ou *le Maître du logis*. Sans oublier les courts métrages.

« La cinémathèque des pays nordiques ». Soixante films (rétrospectives de Bergman et Dreyer). Salle Garance, jusqu'au 28 novembre 1990. Tous les films sont projetés en version originale sous-titrée en français ou en traduction simultanée. Renseignements (programme enregistré) : 42-78-37-29.



En 1983 : Bergman au théâtre

RENCONTRE AVEC PAUL VERHOEVEN, RÉALISATEUR DE « TOTAL RECALL »

L'homme transatlantique

Total Recall, le nouveau film de Paul Verhoeven, est, après Robocop, un second thriller truffé d'effets spéciaux et de violence, et un second succès au box-office américain (120 millions de dollars de recettes). Pourtant, ce cinéaste hollandais installé en Amérique ne s'est pas entièrement coulé dans le moule hollywoodien.

TOTAL RECALL est un polar de science-fiction dans lequel le brave Schwarzenegger affronte et anéantit une colonie d'affreux installés sur la planète Mars. Mais on peut aussi le voir comme l'affrontement entre un brillant réalisateur européen et le système de fabrication des films qui a cours sur la planète Hollywood, celle qui colonise le monde. Cet affrontement-là ne donne lieu à aucun anéantissement mais à un compromis.

Curieux cas de métissage que celui de Paul Verhoeven. Européen cultivé, diplômé en art plastique et en mathématiques, réalisateur de films d'auteur dans son pays natal, et devenu une valeur sûre des majors américaines. Jusque dans son aspect physique, belle tête d'intellectuel dont l'abondante chevelure s'argent, décontraction bronzée *made in California*, cet homme de cinquante et un ans affiche sa double appartenance.

En 1984, Paul Verhoeven a six films à son actif - dont seul *Turkish Delight* a été distribué en France (1). « Après *Turkish Delight*, en 1973, on m'a proposé de venir aux États-Unis, et j'ai refusé. Après *Soldier of Orange* en 1977, Steven Spielberg m'a invité, et j'ai à nouveau décliné. » On ne saurait être mieux accroché à ses racines. Mais aux Pays-Bas, comme souvent en Europe, le cinéma dépend de subventions publiques, attribuées par une commission. En 1984, les membres de cette commission changent, jugent que l'œuvre de Verhoeven est décadente et immorale, et refusent de la financer. Le réalisateur croit trouver une solution en intéressant un producteur américain à un film dont le sujet et la mise en scène demeureraient européens. Ce sera la truculente fresque médiévale *la Chair et le Sang*, inspirée par la paillardise de Bruegel et par les cauchemars de Bosch.

« Je ne voulais pas quitter l'Europe, je voulais prendre un maximum d'argent aux Américains, tourner en anglais, et je croyais être acclamé dans le monde entier, se souvient le réalisateur, un sourire ironique aux lèvres. Évidemment, ça ne s'est pas passé ainsi. Hormis en France, où il a été relativement bien reçu, le film fut un flop mondial. Aux États-Unis surtout. J'ai compris que je devais choisir entre les deux continents. Mais l'hésitation à sauter le pas. A quarante-six ans, c'est dur de devenir un immigrant. J'étais comme un homme qui barbote au milieu de l'Atlantique et qui attend une bouée de sauvetage. Elle est venue de la côte américaine, c'était le scénario de Robocop. »

AMÉRICAIN PAR OSMOSE

Verhoeven quitte donc le « gentil paradis hollandais » pour le « monde sans pitié » de Los Angeles. Sur le plateau de Robocop, uniquement entouré d'Américains, il dit être devenu « américain par osmose. Dès que je faisais un choix européen, il y avait quelqu'un pour me remettre dans le droit chemin. J'ai énormément réécrit le script, pendant le tournage... ». Robocop, efficace machine à faire frémir, est un succès mondial. Paul Verhoeven en sort avec ses galons de cinéaste hollywoodien. Il en sort aussi épuisé par la lourdeur de cette production, bien décidée à faire un film « normal ». « J'ai cherché un scénario pendant six mois, en vain. Un moment, il a été question que je réalise *Black Rain* (2). Jusqu'au jour où je suis allé au restaurant avec mon ami Franck Urie, le monteur de Robocop. A une table dinait Arnold Schwarzenegger. Comme Urie avait également monté deux de ses films (3), il nous a présentés. Nous nous sommes bien entendus. Arnold avait aimé Robocop, il m'a parlé de *Total Recall*. » Paul Verhoeven venait de renoncer à la quiétude d'un film « normal ».

La gestation de *Total Recall* est une caricature du système hollywoodien. Entre l'achat des droits de la nouvelle de Philip K. Dick, *We Can Remember it for You Wholesale*, et le début du tournage, quinze ans se sont écoulés. Un escadron de scénaristes ont tripoté le script, une demi-douzaine de producteurs se sont intéressés au projet, un assortiment de cinéastes allant de Bruce Beresford à David Cronenberg ont été pressentis. Quelles qu'aient été la nature et la qualité des apports de tous ces gens, leurs diverses interventions sont considérées comme valeur ajoutée : à chaque fois qu'il est remis sur le marché, le prix du scénario augmente. Il faudra l'insistance d'Arnold Schwarzenegger pour que la société de production, Carolco, accepte de le racheter au dernier détenteur en date, Dino de Laurentiis, au prix faramineux de 4,5 millions de dollars. Mais aujourd'hui Beverly Hills n'a rien à refuser à Arnold Schwarzenegger.



Paul Verhoeven et Arnold Schwarzenegger en agent secret intergalactique.

Gag : ce « cher » scénario est considéré comme inutilisable en l'état par les producteurs, la star et le metteur en scène. Il faut réécrire toute la deuxième partie, estiment ses propriétaires, tâche qui sera confiée à un nouvel auteur, Gary Goldman. Mais les précédents scénaristes ont stipulé par contrat que, contrairement à la trame de la nouvelle d'origine, le héros doit retourner sur Mars : cela constitue leur apport au texte de Dick, ils tiennent à ce qu'il soit pris en compte. Et l'un d'entre eux, Dan O'Bannon, impose sa propre clause : l'aspect physique qu'il a inventé pour le chef des rebelles mutants (une tête de bébé dépassant du corps d'un homme adulte, même fantôme que celui de la naissance de la créature d'*Alien*, écrit par le même O'Bannon) doit être conservé dans toutes les versions futures du script...

Enorme production, *Total Recall* disposait d'un budget considérable, 43 millions de dollars : il en coûtera 56. « Et encore, heureusement qu'on tournait au Mexique, s'empresse d'ajouter le réalisateur, aux États-Unis, il aurait coûté encore 15 millions de plus. Le responsable du dépassement budgétaire ? C'est moi. Je n'ai pas voulu juste remplir mon contrat, je me suis battu pour que chaque plan soit le meilleur possible. » Verhoeven s'est surtout battu contre la dictature des effets spéciaux. « Le danger est que les effets spéciaux deviennent plus importants que l'intrigue et la mise en scène, explique-t-il. Et les acteurs ne doivent pas avoir l'impression de dépendre des problèmes techniques. »

Mais parce qu'ils sont hors de prix et extrêmement compliqués à réaliser, les trucages électroniques absorbent, en fait, l'essentiel de son temps. Si la moindre décision n'a pas été expressément approuvée par le metteur en scène, la société

chargée de les fabriquer, Dream Quest Images, risque d'avoir à payer de sa poche les 20 000, 50 000 ou 60 000 dollars dépensés pour un effet qui ne serait pas retenu. Alors, chaque jour, Verhoeven dessine au détail près des plans qui seront tournés trois semaines plus tard. « Ils revenaient le lendemain en disant : « Paul, ici tu as mis un trait continu pour la ligne d'horizon, sera-t-il interrompu par une maquette d'immeuble ? » Ils m'ont rendu fou ! Mais le résultat est bon. »

Le résultat est l'incontestable réussite visuelle du film, où se lisent les origines du metteur en scène : on n'y retrouve pas le fantastique de bande dessinée et l'esthétique Disneyland, points de repère habituels de la science-fiction hollywoodienne, mais un réalisme adroitement décalé. « Ce doit être l'influence de la peinture hollandaise : les Hollandais sont les champions du réalisme. Je n'ai pas voulu créer des décors entièrement imaginaires ; même les paysages de Mars sont inspirés des photos ramenées par les sondes spatiales de la NASA. »

Cette fois, Paul Verhoeven jure qu'il en a fini pour longtemps avec les effets spéciaux. Mais il n'en a pas fini avec une vieille connaissance : la censure américaine, incarnée là-bas par la puissante MPAA, l'association des Majors. Pour Robocop, il avait dû par sept fois revoir sa copie avant d'éviter le X qui condamnait les films au ghetto porno et à l'indifférence des médias. « Les critiques de la MPAA sur Robocop portaient surtout sur la mort du héros, avant sa « résurrection ». Pourtant, cette scène violente était une nécessité dramatique. Il fallait que les spectateurs, qui ne connaissent pas le personnage, puissent le film commençait à peine, puissent aussitôt s'identifier à

lui. » *Total Recall* eut moins de difficultés : une seule coupe demandée (dans le massacre sur l'escalier mécanique du métro).

Suite à une longue polémique, le X a désormais disparu pour céder la place à un jésuitique NC17 (*le Monde* du 30 août et du 29 septembre derniers). Définition à laquelle Verhoeven risque d'être confronté prochainement : il a en projet un thriller érotique, *Basic Instincts*, avec Michael Douglas. Et une adaptation de Bukowski, *Women*. « L'histoire est simple : Bukowski couche avec une quarantaine de femmes, c'est tout. Le thème est assez proche de celui de L'homme qui aimait les femmes, de Truffaut, mais le style de narration est difficile à trouver pour ne pas être mortellement répétitif. Je cherche une forme cinématographique comparable au Boléro, de Ravel. Et je sais bien que je vais me retrouver face à la censure. Mais il faudra bien qu'un jour on cesse de croire que les réalisateurs américains ne connaissent que la position du missionnaire. »

Paul Verhoeven parviendra-t-il à imposer ces projets « différents » non seulement à la censure, mais à l'industrie et au public américains ? Il prouverait ainsi définitivement qu'il n'a pas été simplement digéré par Hollywood, mais qu'il est parvenu, après avoir largement acquitté son billet d'entrée, à y conserver une part de sa personnalité. Opération qu'aucun cinéaste venu du continent européen n'a vraiment réussie depuis cinquante ans.

JEAN-MICHEL FRODON

- (1) Canal Plus diffuse actuellement le *Choix du Destin*, inédit.
- (2) *Black Rain* sera finalement mis en scène par Ridley Scott.
- (3) *Conan le Destructeur* et *Kalidor*.

HUMOUR, RYTHME, IMAGES CHOCS

Séides de Mars

INCROYABLE : le grand, l'indestructible et imperturbablement héroïque Arnold Schwarzenegger en proto mal dans sa peau. La nuit, dans son HLM high-tech de l'an 2000 et des poussières, il fait des cauchemars et sa légitime le console en susurrant... « mon pauvre bébé ». Le jour, il peine sur un marteau-piqueur - postmoderne sans doute, mais toujours bruyant et fatigant. C'est incroyable, et d'ailleurs c'est faux : Schwarzy s'est fait déposséder de sa véritable identité - d'agent secret intergalactique bien sûr - par d'épouvantables sbires. Il va se faire un plaisir de les réduire en chair à pâté avant de retourner sur Mars achever sa périlleuse mission. Ou bien ce personnage de superhéros n'est-il qu'un rêve vendu au mètre à un travailleur aliéné, grâce à quelques drogues judicieusement injectées ? Toute la nouvelle de Philip K. Dick dont s'inspire

le film, fonctionnait sur cette ambiguïté. Le film de Verhoeven résiste trois quarts d'heure avant de choisir l'option la plus prévisible : l'ex-Conan, l'ex-Terminator, l'ex-Predator est bien le superman capable d'anéantir les méchants et de sauver sa malheureuse population de la planète rouge en donnant à chacun l'oxygène étonnement monopolisé par les colonisateurs, après la dose réglementaire de coups de pétoires subatomiques et de mutilations variées.

Mais si *Total Recall* s'abstient de cultiver jusqu'au bout les plaisirs du doute et du faux-semblant, il dispose d'autres atouts, plus contondants : Schwarzenegger lui-même, qui semble avoir décidé de multiplier par deux la quantité de son dialogue d'un film sur l'autre et articule fort correctement son texte, pointes d'humour comprises ; l'indéniable sens du rythme et de l'image

choc que possède le réalisateur ; des effets spéciaux toujours plus nombreux, toujours plus spectaculaires, toujours plus. Et un excellent travail de décoration, domaine où paraît s'être réfugié l'essentiel de la créativité des superproductions hollywoodiennes, de *Batman* en *Dick Tracy*.

La réussite de la première partie est ainsi confortée par l'étrangeté oppressante de la grise cité du futur où elle se déroule. Ensuite, une fois l'intrigue installée sur des rails prévisibles, le lieu de perdition peuplé de prostituées mutantes (et inspiré de la taverne de *la Guerre des étoiles*), la surhumaine « centrale à oxygène » bâtie par les extraterrestres, les titanesques canyons écarlates qui composent le paysage martien fournissent de quoi s'occuper l'œil sinon l'esprit. Et Verhoeven s'entend à garder à vif les nerfs de ses spectateurs.

J.-M. F.

سكنا من الامم

CINÉMA

DE « L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD » A « GRAIN DE SABLE »

Le parcours royal de Delphine Seyrig

Le lundi 15 octobre s'est tue la voix de Delphine Seyrig, s'est éteint son rire, se sont fermés ses yeux (nos dernières éditions du 17 octobre). Elle était née à Beyrouth le 10 avril 1932, elle est morte des suites d'un cancer, bien trop jeune, bien trop belle.

L'A soudaine révélation de Delphine Seyrig au cinéma dans *L'Année dernière à Marienbad* (1961), film d'Alain Resnais sur un scénario d'Alain Robbe-Grillet, fut un des événements majeurs de ce cinéma littéraire, né en France avec la « nouvelle vague » sur les ruines de la « tradition de qualité ». Delphine Seyrig, alors, était brune. Dans les salons, les corridors, les jardins d'un château baroque à la Louis II de Bavière, elle incarnait une femme en robe du soir couronnée d'aigrettes, dont la voix musicale, la diction décalée, traduisaient des alanguissements de diva et faisaient rêver d'un monde mythique. Les actrices à la mode, celles qui représentaient, alors, la femme libérée, porteuse d'une nouvelle morale sexuelle, s'appelaient Brigitte Bardot, Jeanne Moreau, Bernadette Lafont.

De Delphine Seyrig, au moment de *Marienbad*, on s'écria : « C'est Garbo ». Elle en avait, certes, la beauté, les allures évanescences et le talent ; mais elle était aussi une femme de son époque, qui ne se détachait pas du monde réel et qui n'existait pas seulement sur l'écran. Faire de Seyrig une nouvelle Garbo comme, au cours des années qui suivirent, une féministe mondaine était singulièrement réducteur.

UNE FEMME COMPLEXE

La force de l'actrice fut de ne point s'en soucier. Tout en préservant la part du rêve que le type de cinéma auquel elle était, par nature, attachée, proposait aux spectateurs, Delphine Seyrig fut, à travers tous ses rôles — que ses cheveux soient passés du brun au blond, lisses ou coiffés en bouclettes de caniche — une femme complexe, comme la diversité même de ses choix et de ses interprétations. Dans son deuxième film, *Muriel ou le Temps d'un retour* (1963), à nouveau d'Alain Resnais, mais sur un scénario de Jean Cayrol, elle est antiquaire en appartement à Boulogne-sur-Mer, enfoncée dans un lourd manteau, et porte un feutre à la mousquetaire. Elle perd ses clés et se débat avec les difficultés du quotidien, tout en se réfugiant dans les souvenirs, vrais ou faux, d'une grande passion de sa jeunesse.

La curieuse voix chantante est toujours là mais c'en est fini du mythe à la Garbo et elle reçoit, au Festival de Venise, le Prix d'interprétation féminine. Delphine Seyrig passe, alors, d'un film politique de William Klein, *Qui êtes-vous Polly Magoo ?* (1966) à *la Musica* (1966), première réalisation de Marguerite Duras — aidée par Paul Seban — d'après sa pièce. Entre temps, elle a débuté à la télévision — dans *le Troisième Concerto*, de François-Régis Bastide, réalisé par Marcel Cravenne.

C'est encore sous la direction de Marcel Cravenne qu'elle sera, au petit écran, une inoubliable M^{me} de Morsault dans *le Lys dans la vallée*, réincarnée, aux yeux de Jean-Pierre L  aud, dans la belle Madame Tabard, épouse d'un marchand de chausures (*Baisers volés* de François Truffaut, 1968). Ceci après être passée chez Joseph Losey (*Accident*, 1967) et à nouveau chez William Klein (*Mister Freedom*, 1968). On s'aperçoit, alors, qu'elle est capable, en dépit de cette voix inimitable — que même Thierry L  uron ne réussira pas à acca-



Elle était belle, elle aimait rire

rer, — de tout jouer : les personnages surréalistes de Bunuel (*la Voie lactée*, 1969 ; *le Charme discret de la bourgeoisie*, 1972) ; la f  e de *Peau d'  ne* (Jacques Demy, 1970) ; la femme vampire des *Lèvres rouges* (Harry Krumel, 1971) ; les étranges héroïnes du *Journal d'un suicidé* (Stanisl  s Stanojevi  , 1973) et de *Dites-le avec des fleurs* (Pierre Grimblat, 1974).

La quarantaine passée, et en pleine période de féminisme militant, Delphine Seyrig va apparaître romantique, sophistiquée, ou très quotidienne ; charmante ou émouvante, grave et tragique dans de grands films originaux signés Marguerite Duras (*India Song*, 1975 ; *Son nom de Venise dans Calcutta désert*, 1976 ; *Baxter, Vera Baxter*, 1977) ; Guy Gilles (*le Jardin qui bascule*, 1975) ; Liliane de Kermadec (*Alo  se*, 1975, où Isabelle Huppert tient le rôle dans la première partie) pour le portrait d'une femme — réelle — qui passa la plus grande partie de sa vie dans un asile psychiatrique et cr  a de bouleversantes peintures d'art brut, Chantal Akerman (*Jeanne Dielman, 23, quai du Commerce, Bruxelles*, 1976), histoire extrêmement réaliste utilisant la durée du quotidien chez une ménagère belge qui se prostitue à domicile.

   la cause des femmes, Seyrig apporte un film-reportage qu'elle tourne en vidéo, *Sois belle et tais-toi* (1975-1977). Après *Repérages*, de Michel Soutter (1977), elle tourne moins. Mais le cinéma français en crise ne semble plus avoir de bons rôles à lui proposer. D'une façon simple, sensible, profondément digne et émouvante, dans *le Grain de sable*, de Pomme Meffre (1982), elle est veuve, caiss  re de théâtre mise en chômage économique, soudain

accablée de solitude et s'interrogeant sur le sens de son existence. Qu'elle rep  arisse, après cela, dans *Golden Eighties*, de Chantal Akerman (1986), n'a pas une grande importance, sinon, peut-être comme geste d'amitié. La boucle était boucl  e avec *le Grain de sable*. Au cinéma, Delphine Seyrig avait achevé son parcours. Royal.

JACQUES SICLIER

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes repr  ses paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Etoile cachée

de Ritwik Ghatak, avec Supriya Choudhury, Anil Chatterjee, Bijon Bhattacharya, Gita Ghatak, Gaba De, indien, noir et blanc (2 h).

C'est un grand métro familial dans la tradition indienne, où la fille m  l  t  e se sacrifie pour que le grand frère devienne chanteur    succès, pour que la petite s  ur soit heureuse en épousant son propre soupriant, etc. Mais c'est aussi une virulente critique de la condition féminine dans l'Inde des années 50, et une splendeur visuelle en noir et blanc.

VO : Parth  on, handicapés, 5* (43-15-04).

Moi, la comtesse

de Peter Populov, avec Svetlana Yurkova, Tzveti Fintov, Peter Populov, Sasho Dinev, Kanya Paskaleva, bulgare, noir et blanc et couleurs (1 h 58).

Persone n'attendait l'apparition d'une nouvelle vague en provenance de Bulgarie. Pourtant, cette dérive d'une bande d'adolescents dans les rues de Sofia des années 60 annonce, peut-être la naissance d'une cinématographie    découvrir.

VO : Les Trois L  zambourgs, 5* (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 5* (43-69-19-08).

Taxi Blues

de Pavel Loungine, avec Piotr Mamonov, Piotr Zaitchenko, Vladimir Kachkov, Natalia Kolesnikova, Hal Siegel, Elena Saphonova, franco-soviétique (1 h 50).

La rencontre d'un chauffeur de taxi teigneux et   poujadiste à la mode de Moscou et d'un saxophoniste boh  me et farfelu fait des   tonnelles : une plongée vertigineuse dans l'envers du décor de la réalité soviétique.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (46-11-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33) ;

Action Rive Gauche, 5* (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 5* (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-  lys  es, 5* (43-58-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-80-51) ; Gaumont Al  ria, handicapés, dolby, 14* (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15* (45-44-25-05).

VF : Pathé Franc  s, 9* (47-70-33-88) ; Les Nations, 12* (43-43-04-57) ; Faubourg, 13* (43-31-58-85) ; Miramar, dolby, 14* (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, handicapés, 15* (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 15* (45-22-48-01).

Total Recall

de Paul Verhoeven, avec Arnold Schwarzenegger, Rachel Ticotin, Sharon Stone, Ronny Cox, Michael Ironside, Marshall Bell, Amricain (1 h 53).

Non, Schwarzenegger le baraqu   n'était pas cet humble protégé du futur, mais bien un vaillant agent secret, qui retournera sur la planète Mars libérer les pauvres mutants à l'aide de ses poings vigoureux et de sa p  toire infaillible, dans une grande gerbe d'effets spéciaux. (Lire nos articles page précédente.)

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, T  DAO, 1* (45-08-57-57) ; U.G.C. Danton, 5* (42-25-10-30) ; George V, THX, dolby, 5* (48-52-41-48) ; U.G.C. Normandie, dolby, 5* (46-63-18-18) ; VF : Rex de Grand Rex, handicapés, dolby, 2* (42-38-83-93) ; Rex, 2* (42-38-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 5* (45-74-84-94) ; Pathé Marnage-Concorde, dolby, 5* (43-58-82-82) ; Paramount Opéra, dolby, 9* (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12* (43-43-01-59) ; Faubourg, 13* (43-31-80-74) ; Mistral, dolby, 14* (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14* (43-20-12-05) ; U.G.C. Convention, dolby, 15* (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, dolby, 18* (45-22-46-01) ; Le Gaumont, dolby, 20* (46-38-10-36).

Savoir dire non

Delphine Seyrig aimait rappeler qu'elle avait débuté au théâtre dans les tournées décentralisées avec la Comédie de l'Est. Dans son loft de la place des Vosges, incroyablement belle et sophistiquée, elle racontait en riant ses souvenirs. Elle a aimé le théâtre, en particulier anglo-saxon. Elle pouvait jouer en anglais comme en français, à travaillé à New-York à l'Actor's Studio, à appuyé la venue en France des stages de Lee Strasberg, des cours d'Andreas Voutsinas.

Elle disait que, pour une comédienne, le seul choix est d'ordre négatif. Il faut savoir dire non. Elle a su dire oui à Claude R  gy, avec qui elle a interprété *la Collection*, *l'Aman  *, Saunders (*La prochaine fois je vous le chanterai*), Stoppard (*Rosencrantz et Guildenstern sont morts*), Pirandello (*Se trouver*), Handke (*la Chevauchée sur le lac de Constance*)... Elle a joué Tourgu  nev (*Un*

mois    la campagne) et Jean-Claude Carrière (*l'Aide-mémoire*), est allée de la fantaisie au mystère. Elle a connu l'un de ses plus grands succès au théâtre avec *la Bête dans la jungle*, dans la mise en scène d'Alfredo Ariès, où elle retrouvait Marguerite Duras (qui a adapté la nouvelle de Henry James).

Elle était discrète, on la disait secrète, « un sphinx ». Elle était intelligente, on la disait cérébrale. Elle était raffinée, on la disait   th  r  e. Elle était pudique, on la disait hautaine. Elle aurait voulu rire, aurait aimé de temps en temps descendre de son piédestal, à penser à parvenir par le militantisme. Elle militait par générosité, comme l'avait fait son père, l'archéologue et helléniste Henri Seyrig, mort en 1973. Elle ne savait peut-être pas qu'on l'aimait comme on aime une reine.

COLETTE GODARD

VO : FORUM HORIZON (70 mm THX) - UGC NORMANDIE PRESTIGE - GEORGE V (THX) - UGC DANTON PRESTIGE

VF : PATHÉ MARGNAN - GRAND REX GRAND LARGE - PARAMOUNT OPÉRA ECRAN PANORAMIQUE - CONVENTION - FAUVETTE - GAMBETTA - MISTRAL - PATHÉ MONTPARNASSE - PATHÉ WEPLER - UGC LYON BASTILLE - UGC MONTPARNASSE PRESTIGE ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE P  RI  RIE

SCHWARZENEGGER

TOTAL RECALL

Voyage au centre de la mémoire

ARNOLD 36 65 40 40

36 15 COM  DIA

CINÉMA

SÉLECTION PARIS

Les Affranchis
de Martin Scorsese
avec Robert De Niro,
Ray Liotta,
Joe Pesci,
Lorraine Bracco,
Paul Sorvino.
Américain (2 h 21).

Trente ans de la vie d'un petit truand de la Mafia new-yorkaise, ce sont trente ans de la vie d'un quartier, le basculement dans la folie meurtrière avec l'arrivée de la drogue et la destruction des liens communautaires. Par le petit bout d'une lanterne d'ultra-précision, Scorsese filme tout cela sans complaisance, mais avec un brio éblouissant. *Les Affranchis* est déjà un classique.

VO : Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Dédon, 8 (43-25-59-83) ; Publiec Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-30-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; U.G.C. Mallet, 17 (40-68-00-18) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Bretagne, 8 (42-22-57-81) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-84-85) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-54-50) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

Alberto Express
de Arthur Joffé,
avec Sergio Castellitto,
Nino Manfredi,
Marie Trintignant,
Marco Messeri,
Thomas Langmann,
Nilsch Aueron,
Jeanne Moreau.
Français (1 h 30).

Entre Paris et Rome à bord d'un train, entre adolescence et âge adulte, à bord d'un cauchemar, les tribulations d'Alberto qui doit rembourser une dette énorme avant que son voyage ne s'achève, et affronter d'énormes personnages issus de ses souvenirs et de ses angoisses.

U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Élysées Lincoln, 8 (43-69-38-14) ; U.G.C. Gobelins, 13 (43-61-84-85).

L'Aventure de Catherine C.
de Pierre Beuchot,
avec Fanny Ardant,
Hanna Schygulla,
Robin Renucci,
André Wilms,
Marlou Marini,
Michèle Grollier.
Français (1 h 40).

Dans un décor viennois filmé de façon onirique et sensuelle, la rencontre d'une actrice et d'une femme qui lui voue une admiration inconditionnelle est l'occasion d'un flamboyant duo d'actrices.

Pathé Hauteville, 6 (48-33-73-39).

Bouge pas, meurs, ressuscite
de Vital Kenezski,
avec Pavel Raszynski,
Dina Droukova,
Elina Popova.
Soviétique, noir et blanc (1 h 45).

Une enfance aux portes d'un camp de concentration sibérien, c'est l'enfer sur la terre. Mais Valeria est un survivant, et de toute sa farouche

énergie il fait face à la misère et à la méchanceté du monde. Mieux, il a rencontré un ange : une petite fille blonde qui lui apprendra à ne pas disparaître dans ce torrent de boue, filmé avec la rage des justes.

VO : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

La Captive du désert
de Raymond Depardon,
avec Sandrine Bonnaire,
Dolores Kani,
Dolores Kani,
Dolores Kani,
Dolores Kani.
Français (1 h 48).

De l'histoire d'une jeune femme prise en otage par des guerriers africains, Raymond Depardon et Sandrine Bonnaire, unis par une miraculeuse complicité, font une superbe méditation sur le temps, l'espace et le sens de la dignité.

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

Le Décalogue
de Krzysztof Kieslowski,
avec Henryk Baranowski,
Polonais.

Ce pourrait n'être qu'un espace de record sportif, ou un pari stupide : dix films inspirés des Dix Commandements, écrits en un an, tournés en un an : mais chacun d'entre eux est une merveille de noirceur sensible et de composition dramatique. Ensemble, ils composent une des œuvres essentielles du cinéma contemporain.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-68-00-00).

Détour
de Edgar George Ulmer,
avec Tom Neal,
Ann Savage,
Claudia Drake,
Edmund McDonald,
Tim Ryan,
Roger Clark.
Américain, noir et blanc (1 h 08).

Indépendant France depuis quarante-cinq ans, un joyau de la série B américaine, avec substitution de personnalité, captation d'héritage, suspense et romance.

VO : Action Christine, handicapés, 6 (43-29-11-30).

Dick Tracy
de Warren Beatty,
avec Warren Beatty,
Al Pacino,
Glenn Headly,
Charles Hallahan,
Madonna,
Dustin Hoffman.
Américain (1 h 47).

Des aventures de l'incorruptible détective de bande dessinée lancé aux troupes d'horribles mafias, Warren Beatty fait une sorte de rêve en couleurs et sentiments primaires, qui enchante l'œil.

VO : Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; U.G.C. Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Max Linder Panorama, THX, 9 (48-24-88-88) ; La Bastille, handicapés, 11 (43-07-



CANAL+ DU CINÉMA

48-60) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Kinopanorama, handicapés, 15 (43-08-50-50) ; VF : U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Paramount Opéra, handicapés, 9 (47-42-56-31) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, 13 (45-61-84-85) ; Mizuki, 14 (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wexler, handicapés, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, THX, 20 (46-38-10-96).

Le Film aux allumettes
de Al Kaurismäki,
avec Kad Ouinton,
Eino Sola,
Esko Nikkari,
Vesa Vierikko,
Reijo Taipale,
Sini Soppa.
Finlandais (1 h 10).

Iris est moche et triste, abruti par un travail idiot et mal payé, maltraité par ses parents, grugé par de faux princes charmants qui abusent de son romantisme à l'eau de rose. Un jour, elle décide que tout ça a assez duré et organise sa vengeance. Gringante et minimaliste, une réjouissante parabole parlée à l'eau de rose.

VO : République Cinémas, 11 (48-05-51-53).

Halfpouine
de Fédor Boghedir,
avec Selim Bouhedir,
Mustapha Adoum,
Rabia Ben Abdallah,
Mohamed Driss,
Hélène Catzaris,
Fatma Ben Salama.
Franco-tunisienne (1 h 38).

Noura a grandi parmi les femmes d'Halfpouine, le faubourg de Tunis où il est né. Mais il va devenir un homme. En déséquilibre sur le rebord des terrasses, il observe ces deux mondes miroyens et pourtant étran-

gers l'un à l'autre, celui des hommes et celui des femmes.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; Saint-André-Arta II, 6 (43-28-80-25) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; U.G.C. Opéra, 9 (45-74-84-94) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-94).

Nouvelle Vague
de Jean-Luc Godard,
avec Alain Delon,
Dominique Girard,
Roland Amstutz,
Laurence Cote,
Jacques Descombes,
Christophe Odier,
Franco-allemand (1 h 25).

Autour d'une histoire en miroir de mort et de rédemption, Jean-Luc Godard organise une fable souriante et grinçante sur le pouvoir et l'amour, où il donne à nouveau libre cours à sa totale maîtrise formelle.

Denfert, handicapés, 14 (43-21-41-01).

Rêves
de Akira Kurosawa,
avec Akira Terao,
Mitsuko Baisho,
Toshie Negishi,
Mieko Harada,
Mitsumori Isaki,
Toshiko Nakano.
Japonais (1 h 57).

Huit rêves du vieux maître japonais composent cette admirable symphonie visuelle dans laquelle il évoque pêle-mêle terreurs d'enfants, souvenirs de guerre, menaces de destruction de la nature et angoisse d'un artiste face à la beauté qui s'enfuit.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00) ; République Cinémas, 11 (48-05-51-53).

REPRISES

Casablanca
de Michael Curtiz,
avec Humphrey Bogart,
Ingrid Bergman,
Paul Henreid,
Peter Lorre,
Claude Rains,
Conrad Veidt.
Américain, 1947, noir et blanc (1 h 42).

Non, « Play it again, Sam » ne figure pas dans les dialogues de *Casablanca*. Mais tout le reste de ce dont vous vous souvenez, tout le reste de ce qu'on vous en a dit est exact : que c'est bouleversant et rigolo, kitsch et d'une absolue pureté.

VO : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

Les Chevaux de feu
de Sergio Paradjanov,
avec Jon Mikaelian,
Larissa Kadotchikova.

Tatiana Bestava,
Nikolai Ginko,
Spartak Bagachvili.
Soviétique, 1969 (1 h 30).

Sur une trame inspirée de *Roméo et Juliette*, Paradjanov inventait un fabuleux ballet d'images et de couleurs qui le révélait au monde.

VO : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

Les Contes de Canterbury
de Pier Paolo Pasolini,
avec Hugh Griffith,
John Francis Lane,
Franco Citti,
Ninotto Davoli,
Laura Betti,
Josephine Chaplin.
Italo-britannique, 1972 (1 h 58).

Dans sa série « Contes et légendes paillardes du monde entier », après le *Décameron* sorti il y a quinze jours, avant les *Mille et une Nuits*

Le voyage à Tokyo, son film le plus célèbre en Occident, et *le Goût du saké*, son dernier film réalisé, un en avant sa mort, en 1963 : deux œuvres majeures de Yasujiro Ozu, dans lesquelles il mène à la perfection ses thèmes éternels des rapports familiaux et de la fuite du temps, dans une simplicité confinant au génie.

qui sortira le 31 octobre, une adaptation trépidante et sans complexe de l'œuvre de Chaucer, dans laquelle Pasolini interprète lui-même le rôle de l'écrivain.

VO : Le Champ - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-60).

Coup de cœur
de Francis Ford Coppola,
avec Frederic Forrest,
Teri Garr,
Nastassja Kinski,
Paul Julia.
Américain, 1982 (1 h 50).

Ce film a ruiné Coppola : injuste dénouement d'une audacieuse romance parfumée aux trucs et flus et toute enrubannée de chansons superbes (Tom Waits) et de bons sentiments à l'irish.

VO : Studio Galand, 5 (43-54-72-71).

Le Goût du saké
de Yasujiro Ozu,
avec Chishu Ryu,
Shima Iwashita,
Shinichiro Hukami,
Keiji Sada,
Kyoko Kishida.
Japonais, 1963 (1 h 55).

VO : Saint-André-Arta I, 6 (43-26-48-18).

Le Miroir
de Andreï Tarkovski,
avec Margarita Terekhova,
Oleg Yankovsky,
I. Danilov,
I. Tarkovskaia,
A. Demidova,
A. Solonitsyn.
Soviétique, 1974 (1 h 45).

Dans le kaléidoscope de la mémoire, Tarkovski mêle passé et présent, réel et imaginaire en un poème visuel hypnotique et éblouissant de beauté.

VO : République Cinémas, 11 (48-05-51-53) ; Denfert, handicapés, 14 (43-21-41-01).

Voyage à Tokyo
de Yasujiro Ozu,
avec Chishu Ryu,
Chiyoko Higashiyama,
So Yamamura,
Haruko Sugimura,
Setsuko Hara.
Japonais, 1953, noir et blanc (2 h 20).

VO : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

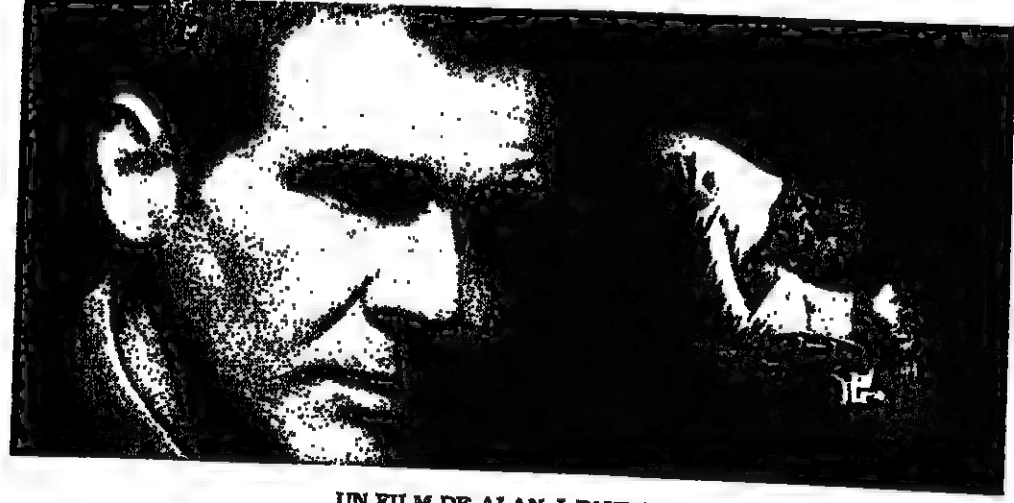
La sélection cinéma a été établie par Jean-Michel Frodon

“Un suspense qui vous tiendra en haleine de la première à la dernière image.”

LE FIGARO

HARRISON FORD

Séduction. Désir. Déception. Meurtre.
Personne n'est jamais totalement innocent.



UN FILM DE ALAN J. PAKULA

PRESUME INNOCENT

WARNER BROS. PRESENTE

HARRISON FORD

Brian Dennehy - Raul Julia Une Production Mirage Un Film de Alan J. Pakula "Presume Innocent" (Presumed Innocent)

Bonnie Bedelia - Paul Winfield et Greta Scacchi avec Evan Lottman, aca. George Jenkins

Producteur Gordon Willis, aca. John Williams avec Frank Pierson et Alan J. Pakula avec Scott Trow

avec Susan Sontag avec Sydney Pollack et Mark Rosenberg avec Alan J. Pakula

ACTUELLEMENT

ACTUELLEMENT

BRUCE WILLIS

58 MINUTES POUR VIVRE

DIE HARD 2

WARNER BROS. PRESENTE
HARRISON FORD
BRIAN DENNEHY - RAUL JULIA UNE PRODUCTION MIRAGE UN FILM DE ALAN J. PAKULA "PRESUME INNOCENT" (PRESUMED INNOCENT)
BONNIE BEDIELA - PAUL WINFIELD ET GRETA SCACCHI AVEC EVAN LOTTMAN, A.C.A. GEORGE JENKINS
PRODUCTEUR GORDON WILLIS, A.C.A. JOHN WILLIAMS AVEC FRANK PIERSON ET ALAN J. PAKULA AVEC SCOTT TROW
AVEC SUSAN SONTAG AVEC SYDNEY POLLACK ET MARK ROSENBERG AVEC ALAN J. PAKULA

سكنا من الامم

THÉÂTRE

GEORGES LAVAUDANT PRÉSENTE « PLATONOV » AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Scènes sans visa

Entre deux voyages (de travail) au Mexique, en Inde, au Vietnam, Georges Lavaudant, codirecteur du TNP, présente à Paris *Platonov*, de Tchekhov, histoire d'un homme qui, comme lui-même, se laisse aller à l'air du temps. Mais l'un ne veut rien voir, l'autre veut tout regarder.

À la saison dernière, au TNP dont il est codirecteur, Georges Lavaudant créait sa version de *Platonov*, considérablement abrégée, puisque la pièce de Tchekhov jouée intégralement durerait près de huit heures. Le spectacle a reçu de la critique le prix Georges-Lherminier 1990 (meilleur spectacle créé en région) et va tourner dans toute la France. Après Lille, c'est à Paris qu'il s'installe, au Théâtre de la Ville. On y retrouve l'habituelle équipe de Lavaudant, Jean-Pierre Vergier pour les décors et costumes, et les acteurs. Sylvie Orcier - qui jouait déjà dans *Féroé la nuit*, de Michel Deutsch - est une Générale assez canaille, Gilles Arbona est Platonov, séducteur paresseux dont la passivité déclenche les drames, « un type qui fonce, qui peut se montrer grossier, stupide, lâche, et qui meurt à la fin », ainsi que le définit le metteur en scène.

Georges Lavaudant va suivre la tournée. Pour son travail, il a beaucoup voyagé ces dernières années : au Mexique, à Bhopal en Inde, et au Vietnam où il est allé voir si quelque chose est possible. « Une éventuelle mise en scène là-bas, ou autre part, dans des endroits inconnus, ne me paraît pas un fait culturel mais une chose de la vie, dit-il. Je me fais une idée de la planète qui pourrait être celle d'un chercheur prélevant une parcelle de terrain pour en étudier les caractéristiques. Mais sans conclusion générale, juste pour moi, en cet instant, en cet endroit. Les voyageurs des anciens temps rapportaient des souvenirs palpables, qui, même faux, mêmes fragmentaires, donnaient une idée juste de ce qu'ils avaient vécu. A présent, plus le monde est médiatisé, connu, quadrillé, mesuré, plus il est déréalisé.

LA FORCE DU VOYAGE

« Voyager, c'est connaître ce que la télévision, un journal, une revue ne peuvent pas transmettre : l'odeur d'une ville, la couleur d'un matin. Des instantanés, et ils ne rendent évidemment pas compte du pays. Mais alors, on a appréhendé quelque chose d'infiniment précieux, et ça m'importe. On peut vivre cette expérience partout, à Brest, à Quimper, c'est vrai, mais si en plus on ne comprend pas la langue, on est obligé de concentrer à toute force son attention, un peu comme ça doit se passer pour ce photographe aveugle dont on a parlé ces jours-ci...

« De plus, où que je sois, je ne transige jamais sur mes options artistiques. Dans un climat complètement différent, chacun se fait violence, mais chacun discute sur un pied d'égalité, même si cette égalité est illusoire, dans le rapport de force économique en tout cas.

« C'est par hasard que je suis parti. Je ne me suis pas dit que j'en avais marre de la France, de l'Europe, que tout y était vide et mort, qu'il fallait aller vers d'autres horizons. Je n'ai jamais rien programmé dans ma vie, je n'en suis pas capable, j'ai toujours laissé venir l'air du temps... A vrai dire, je me méfiais, je n'étais pas trop prêt, et j'ai très vite mesuré les limites



Georges Lavaudant

de l'émerveillement. Aller ailleurs ne change rien, je le sais. Encore une fois, je ne me pose pas en missionnaire culturel. J'ai rencontré des gens, tout simplement.

« J'ai sans doute besoin d'équilibrer ces rencontres avec la sécurité de Villeurbanne. A l'étranger, même en Angleterre, aux États-Unis, on mesure sa chance de directeur de centre dramatique, la chance de s'inscrire dans des structures qui laissent une liberté absolue. Naturellement, il est normal, quand on travaille à Villeurbanne, de penser à des spectacles susceptibles d'attirer huit cents spectateurs par soir pendant trois mois ; mais si je veux monter un texte contemporain pour dix représentations devant cent cinquante spectateurs, je peux. Le système est d'une absolue souplesse. D'autant qu'il ne faut rien exagérer, nos budgets, mêmes les plus importants, demeurent modestes, comparés à ceux de l'opéra ou du cinéma.

« J'aime suivre des auteurs, j'adore la littérature contemporaine, je lis cinq romans par semaine. On subit, c'est vrai, une pression des médias et du public. Avec un classique, les gens vous engueulent, vous accusent de paresse. Avec un auteur moderne, ils vous attendent à la mitrailleuse. Mais s'ils savent que l'on va leur donner régulièrement des textes neufs, ils deviennent curieux.

« J'aimerais prendre un peu de recul, prendre le temps de réfléchir. J'ai fait beaucoup de mises en scène

depuis 1968... Je ne veux pas devenir un bon fabricant de spectacles, je sens que la profession s'engouffre un peu vite dans cette voie, qu'elle mise sur la qualité artisanale et oublie la qualité émotionnelle, provocatrice. Mieux vaut se tromper que demeurer dans le confort de la beauté. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

SPECTACLES NOUVEAUX

Le Café

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Louis Jacopin, avec Alain Pralon, François Beaulieu, Catherine Farnet, Gérard Giroudon, Guy Michel.

Carlo Goldoni a écrit cette pièce à toute vitesse, en utilisant le système le plus simple : un seul lieu où se rencontrent des gens différents. En l'occurrence, la terrasse d'un café à Venise. La pièce est rapide, drôle, percutante. Le metteur en scène Jean-Louis Jacopin travaille à la Comédie-Française, mais a déjà dirigé les comédiens de Mollière au Petit Odéon. Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. À partir du 20 octobre. Les mardi, samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 100 F.

Les Emigrés

de Stanisław Mrozek, mise en scène de Kazimierz Storpolski, avec Pierre Santini et Michel Perrot.

Nostalgie satirique de l'exil. Deux émigrés passent ensemble le réveil de l'année. Ils en ont des choses à dire et à se dire... Auteur, metteur en scène, décorateur sont polonais, mais les acteurs sont français. TSM Centre Gérard-Philipe, 54, bd du Château, 93400 Champsigny-sur-Marne. À partir du 18 octobre. Les lundi et mardi à 14 heures, les mardi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 15 heures (et le 24 octobre). Tél. : 48-90-90-90. De 50 F à 60 F.

Krapp's Last Tape

de Samuel Beckett, mise en scène d'Anton Liava, avec David Warlow.

Voir notre photo légendée page suivante.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11^e. À partir du 23 octobre, 20 h 30. Tél. : 43-57-42-14, 70 F et 80 F.

Les Labrènes

de Tommaso Landolfi, mise en scène de Daniel Berlioux, avec Pierre Ancier, Judith Guibert et Bruno La Brosca.

Indiana Jones a peur des serpents, Tommaso Landolfi (plus proche d'Edgar Poe que de Spielberg mais avec un détournement de Gogol) raconte la phobie envers les animaux dégoûtants, araignées, souris, insectes, enfin tous ces monstres qui peuplent vos cauchemars...

Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. À partir du 17 octobre. Du mercredi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-55-43-45, 90 F et 130 F.

Phèdre

de Sénèque, mise en scène de Daisy Amias, avec Jean Gastel, Bruno Sermonne, Michel Kraft, Alain Mace et Evelyn Iskra.

Pour sa *Phèdre*, Racine s'est inspiré de cette tragédie romaine, plus hiératique et en même temps plus brutale que la sienne. Le désir y est omniprésent, et les sentiments extrêmes. La mise en scène est magnifique. Il fallait qu'elle soit d'une femme, et d'une comédienne pour redonner la grandeur et la cruauté du texte.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. À partir du 17 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17, 60 F et 100 F.

Platonov

d'Anton Tchekhov, mise en scène

ATHENEE LOUIS JOUVET SALLE LOUIS JOUVET
UN JOUR, AU DÉBUT D'OCTOBRE...
"Roman avec cocaïne"
de M. AGUÉEV
adapté et mis en scène
CHANTAL MOREL
47.42.67.27

Alpha Fnac
AU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS 1990

THEATRE DE LA BASTILLE
JUSQU'AU 28 OCTOBRE
LES ENFANTS TANNER
JOEL JOUANNEAU
THEATRE DES AMANDIERS
6 NOVEMBRE - 16 DECEMBRE
LE CERCEAU
CLAUDE REGY
THEATRE DE LA BASTILLE
DU 8 AU 22 DECEMBRE
LA CITE CORNU
WLADYSLAW ZNORKO
THEATRE DE LA VILLE
DU 11 AU 15 DECEMBRE
COMEDIA TEMPO
JOSEF NADJ
THEATRE DES BOUFFES DU NORD
DU 2 AU 11 NOVEMBRE
MUSIQUE POPULAIRE HONGROISE
LOCATION 42 96 96 94
FESTIVAL D'AUTOMNE 156, RUE DE RIVOLI PARIS 1^{er}

L'INFORMATION : MAGAZINE "ALPHA FNAC FENETRES SUR SCENES"
LE "GUIDE DU SPECTACLE VIVANT PARIS - ÎLE-DE-FRANCE"
ET LE JOURNAL "CONTACT"

LA RESERVATION : AUX PERMANENCES ALPHA DES 3 FNAC PARIS
A L'ACCUEIL DES FNAC PARIS 2, CITEIL LA DEFENSE ET FNAC
MUSIQUE BASTILLE PAR MINTEL : 3615 CODE FNAC

Alpha Fnac COPRODUCTION
DIRECTION : 3, RUE NICOLAS-FLAMEL 75004 PARIS

TGP
17 OCTOBRE - 24 NOVEMBRE
Phèdre
de Sénèque
Daisy Amias
Jean Gastel
Bruno Sermonne
Michel Kraft
Alain Mace
Evelyn Iskra
Sublime ! Le drama
Du grand art dramatique
Le Quotidien de Paris
Un spectacle parfait...
Le Monde

JUSQU'AU 31 OCTOBRE
Le laboureur de Bohême
Christian Schiaretti
Jean-Marc Bory
Serge Maggiani
Léonora Poterale
Christian Schiaretti a
mis en scène le
avec une confiance
absolue dans la puissance
du texte. Serge Maggiani
et plus encore
Jean-Marc Bory
démontrent qu'il ne s'est
pas trompé.

THEATRE OUVERT
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49
TONKIN-ALGER
d'Eugène Durif
mise en scène de Charles Tordjman

CERGY - PONTOISE
16-17-18-19 Octobre 20 h 30
LETTRE AUX ACTEURS
Valère Novarina
Bernard de Coster
Pietro Pizzuti
Pizzuti est sautillant, il détache chaque mot
de manière implacable et c'est passionnant...
le monde
330 30 33 33
Théâtre des Arts - place des Arts - CERGY 95300
R.E.P. A.2 / Salle Cergy-Prefecture / Salle Grand Place

LABYRINTHE HOTEL
Fellous • Ferrari • Paya
Du 12 au 31 octobre
THEATRE DU LIERRE
45.96.55.83 et FNAC

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
DES LIVRES

THÉÂTRE GREVIN - du 11 au 27 octobre
LA GÉOGRAPHIE DU DÉSIR
de Eric Overmyer
THE GEOGRAPHY OF YEARNING
Spectacle joué en alternance
en Français et en Anglais
LOCATION 42.46.84.47

THÉÂTRE

de Georges Lavautant,
avec Sylvie Orier,
Marc Berton,
Amie Perret,
Charles Schmitt.

Le premier des « héros » itchévoviens, c'est-à-dire le type de l'anti-héros. Pas même un « héros », un homme qui a pu être tout, et qui se perd dans une sorte de lassitude, de passivité, de douceur égoïste, irrésistiblement séduisante. Autour de lui, une société libérale, provinciale, flottant dans un monde à la dérive. (Lire l'en-tretien avec Georges Lavautant page précédente.)

Premières armes

de Neil Simon,
mise en scène
de Raymond Acquaviva,
avec Sébastien Goy,
Thierry Gabet,
Vincent Jouan,
Stéphane Buret,
Patrick Lizana,
Bruno Randon.

L'apprentissage de l'armée par six jeunes soldats juste avant de partir faire la guerre en Europe. L'auteur est connu sur Broadway, sa pièce a été adaptée au cinéma, elle est bien connue et sans surprise. Tout tient sur les comédies.

Les Trois Mousquetaires

d'Alexandre Dumas,
mise en scène
de Jean-Louis Martin-Barbaz,
avec Xavier Blanc,
Francis Boulange,
Doris Cachou,
Henri Cachia.

Jean-Louis Martin-Barbaz s'est fait une spécialité du mélodrame. Ses *Deux Orphelins* sont restés dans les mémoires comme l'exemple parfait (ou presque) de la manière dont on doit les monter, avec l'humour de l'imperturbable sérieux, et avec l'émotion réelle de l'intrigue.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 30. 130 F.

Location ouverte

La Maman et la Putain
de Jean Eustache
mise en scène : Jean-Louis Martinelli

Location ouverte

20 h 30, le samedi à
19 heures, le dimanche à
15 h 30. Tél. : 30-87-07-07.
De 110 F à 180 F.

SÉLECTION
PARIS

Bérénice

de Jean Racine,
mise en scène
de Jacques Lassalle,
avec Nathalie Nelli,
Jean-François Sivadier,
Jean-Baptiste Malarre.

C'est avec *Phèdre* le plus beau, le plus somptueux des chants d'amour, c'est la pièce la plus racinienne de Racine. La reine amoureuse, rejetée par les obligations du pouvoir, a trouvé ici une interprète idéale : Nathalie Nelli.

Elle

de Jean Genet,
mise en scène
de Bruno Bayen,
avec Maria Casarès,
Gigi Dall'Aglio,
David Gadsdon,
Jacques Poillier,
et Marc Sussli.

Pendant qu'il écrit *Le Balcon* Jean Genet, obsédé par l'image et le regard, imagine le pape se faisant photographier. Le pape était une femme, Maria Casarès, son dialogue avec le photographe est un enchantement.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4°. À partir du 17 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 75 F à 120 F.

L'Enf

de Romain Weingarten,
mise en scène
Gilles Bouquet,
avec Isabelle Meunier,
Loïc Houdré,
Daniel Langlet,
et Dominique Pinon.

Il y avait une fois deux enfants dans un jardin. Il y avait une fois deux chats, des vrais chats qui regardaient les hommes et se parlaient entre eux. Romain Weingarten les a entendus et raconté ce qu'ils disaient. On ne s'en lasse pas.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 30. 130 F.

Location ouverte



Les Fourberies de Scapin

de Molière,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,
avec Daniel Auteuil,
Jean-Paul Fardé,
Maurice Gonneau.

Sur les toits de Naples un voyou court après la vie. Il n'a plus vingt ans, mais il n'a pas oublié le goût du rire. Daniel Auteuil renouvelle son exploit d'Avignon, Mario Gonzalez est un extraordinaire Geronimo. La mise en scène est claire, efficace, effrayante.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 45. De 90 F à 120 F.

Je ne suis pas
Rappaport

d'Herb Gardner,
mise en scène
de Georges Wilson,
avec Georges Wilson,
et Jacques Dufilho.

Georges Wilson et Jacques Dufilho ont repris leur inépuisable succès. Il faut dire que leur interprétation de deux vieillards hargneux et désespérés est époustouflante.

Théâtre de l'Œuvre, 65, rue de

Clichy, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-36. Durée : 2 heures. De 30 F à 220 F.

La Légende de Jimmy

de Michel Berger,
mise en scène
de Jérôme Savary,
avec Diane Tell,
Nanette Workman,
Renaud Harrison,
Tom Novembre,
huit danseurs
et trois choristes.

James Dean a hanté la génération des années 50. Il est devenu une légende qui, semblait-il, continue de faire effet sur les adolescents des années 90. En comédie musicale, c'est encore mieux.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-75-00. Durée : 2 h 30. De 120 F à 250 F.

Love Letters

de A. R. Gurney,
mise en scène
Iara Schmitz,
avec Anouk Aimée
et Bruno Cremer.

Assis chacun à une table, Anouk Aimée et Bruno Cremer lisent les lettres par lesquelles ils se racontent

leur vie. Et trop tard, ils s'aperçoivent que ce sont des lettres d'amour. On aime les comédies.

Manigny (Paris), carré Manigny, 8°. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-28-20-74. Durée : 1 h 30. 150 F et 220 F.

Mamie Ouate en Papouasie

de Joël Jouanneau,
mise en scène
de Joël Jouanneau,
avec Alain Azouard
et Mireille Mossé.

Du théâtre pour enfants, mais c'est de Joël Jouanneau : nous sommes tous des enfants intelligents. Théâtre de Saint-Ovide, Place Jacques-Brel, 78000 Saint-Ovide. Les mardi et samedi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 39-14-23-77. De 40 F à 85 F.

Marcel Marceau

avec Marcel Marceau,
Blanca del Barril,
Joey-Luc Galmiche,
K. Scott Malcolm,
Bogdan Nowak
et Fesco Perini.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Gymnase Marie-Bell, 38, bd Bonne-Nouvelle, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-46-79-79. Durée : 2 heures. De 70 F à 220 F.

Mille francs de récompense

de Victor Hugo,
mise en scène
de Benito Besson,
avec Thomas Belmowski,
Pascal Bonyard,
Jean-Noël Brond,
Mathieu Delmont.

Forfaiture, trahisons, bons sentiments et la croix de la mère. Tout en faisant « passer le message » en faveur des damnés de la terre, Victor Hugo s'amuse. Les acteurs encore plus, et les spectateurs sont aux anges.

Théâtre national de Châtelet, 1, place du Trocadéro, 18°. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 30. 100 F et 140 F.

Le Misanthrope

de Molière,
mise en scène
de Jacques Weber,
avec Jacques Weber,
Emmanuel Béart,
Roger Damas,
Hervé Bréaux,
Emmanuelle Marquardt,
Evelyn Bayle,
et Pierre Girard.

Que peut-on dire encore d'original avec Molière? Mais pourquoi à tout prix vouloir prouver son originalité? Jacques Weber a choisi de montrer des hommes et des femmes de chair, avec beaucoup de faiblesses, quelques qualités, égoïstes mais capables de générosité. Des êtres vivants et attachants.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30, le mercredi à 18 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 2 h 30. De 90 F à 230 F.

La Nonna

de Roberto Cossa,
mise en scène
de Jorge Lavelli,
avec Maurice Cheval,
Jean-Claude Dreyfus,
Chira Fayolle,
Philippe Frotin,
Joëlle Laveque,
Roger Mirmont,
et Liane Rivers.

Ils sont pauvres, mais dignes. Tout au moins à début. Le père de famille - lui seul travaille - fait vivre la nonna, la grand-mère, un monstre boulimique. Comment cette famille pauvre mais digne se dégingolait, vous le savez en allant voir *La Nonna* et en hurlant de rire.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 30. 130 F.

Partage de midi

de Paul Claudel,
mise en scène
de Brigitte Jacques,
avec Nicole Garcia,
Jean-Pierre Marillat,
Didier Sandre,
et François Berleand.

Les amours tourmentées de Claudel lui ont inspiré cette pièce, désormais classique, qui offre aux acteurs des rôles magnifiques. Ici, les acteurs sont de toute façon des grands. Et c'est peut-être la première fois que le metteur en scène est une femme.

Pièce sans titre

de Federico Garcia-Lorca,
mise en scène
de Luis Pasquel,
avec Anne Alvaro,
Rafael Mitoobas,
Mahmet Uusoy,
Grégoire Göttermann.

La guerre civile menaçait. Garcia Lorca rêvait d'une révolution ouvrière. Le théâtre était son métier. Il a écrit une pièce, forcément inachevée, sur les doutes d'un metteur en scène qui se demande pourquoi il monte *Le Songe d'une nuit d'été* tandis que dehors... La version espagnole du spectacle est donnée cinq fois en plus de la version française.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8°. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 20 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 1 heure. De 26 F à 145 F.

La Tempête

de William Shakespeare,
mise en scène
de Peter Brook,
avec Georges Corraface,
Jean-Paul Desizon,
Sotigui Kouyaté,
Mamadou Dioume,
Ken Higgin,
Yoshi Oda,
David Bannant,
Bruce Myers,
Alain Maratrat
et Pierre Lacan.

On dit que c'est la dernière pièce de Shakespeare, et qu'il y a mis sa lassitude du combat pour aimer, dominer et survivre. Mais la grande histoire d'amour entre Shakespeare et Peter Brook est sans fin. Elle est toujours un enchantement.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 19°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-39-34-50. Durée : 2 h 20. 70 F et 100 F.

Théâtre yiddish en
langue française

mise en scène
d'Artiste Domenico.

Un théâtre à découvrir, truculent et tragique, dont les personnages appartiennent à une mémoire universelle, à la légende du monde occidental, comme par exemple *Le Golem*.

Athénée-Louis-Jourvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jourvet, 9°. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. De 65 F à 65 F.

Tonkin-Alger

d'Eugène Ionesco,
mise en scène
de Charles Tordjman,
avec Cécile Bachès,
François Clavier,
Didier Kerschner,
Jérôme Kiercher.

Le Théâtre ouvert de Lucien Attoua s'est donné pour mission de faire découvrir, avec la complicité de quelques metteurs en scène curieux, des textes inédits. Celui-ci est dû à un auteur lyonnais, et le Tonkin dont il parle est un quartier de sa ville.

Jardin d'Hiver, cité Véro, 94, boulevard de Clichy, 18°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 16 heures. Tél. : 42-62-59-49. Durée : 1 h 20. 75 F et 95 F.

La sélection « théâtre »
a été établie par
Colette Godard

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
Terrasse Forum des Halles 42.36.27.53

HOMMAGE A PAUL CLAUDEL
LECTURE CONFÉRENCE
jeudi 18 octobre 20 h 30
CLAUDEL OU LES MOTS DE TOUS LES JOURS
par Bernard DELVAILLE
LECTURE SPECTACLE
lundi 22, 29 octobre 20 h 30, lundi 12, 19 novembre 20 h 30
VERS D'EXIL
avec Ludmila MIKAELE et Didier SANDRE
EXPOSITION
entrée libre
jusqu'au 20 janvier de 13 h à 19 h sauf lundi

OPERA DE PARIS
Le 23 octobre à 20h
CARTE BLANCHE A JEAN GUIZERIX
à propos de sa vie d'étoile
à l'Opéra de Paris
avec la participation de trente artistes de ses amis
Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier : par minitel : code THEA (puis OPERA)
Prix des places : de 30 F à 320 F

Régions

Saint-Etienne

Les Bonnes
de Jean Genet, dans la
mise en scène de
D. Dupont, au Théâtre
de l'Alibi, du 16 au
26 octobre. Réservation :
89-30-14-54.

Genève

Jules César
de Shakespeare,
adaptation de Michel
Vivier, dans la mise en
scène de Claude Stratz,
la Comédie de Genève,
du 18 octobre au
3 novembre.
Réservations :
(01) 41-22-20-50-02.

Strasbourg

Baptême
de Yves Reynaud, mise
en scène de l'auteur, à
l'Ancienne Latène,
18, rue du Bar-de-
la-Roche, du 22 octobre
au 11 novembre.
Réservations : Pôle Sud,
88-39-23-40.

Limoges

Rixe
de Jean-Claude
Grunberg, et Simon de
Shindberg, dans la mise
en scène de Bruno Boëglin,
à la Limousine,
du 23 au 27 octobre.
Réservations :
55-79-80-00.

Marseille

L'Enfer
et compagnie
de Jean-François
Josselin, mise en scène
de Marcel Maréchal.

avec Françoise Fabian
et Michel Duchaussoy,
au Théâtre régional de
Marseille/La Crique, du
18 octobre au
10 novembre.
Réservations :
91-54-70-54.

avec Marcel Maréchal,
Blanca del Barril,
Joey-Luc Galmiche,
K. Scott Malcolm,
Bogdan Nowak
et Fesco Perini.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

Le mime le plus célèbre du monde. Ce qui veut dire qu'il a inventé un langage universel, et ce n'est pas évident, même quand on ne se sert pas des mots.

MUSIQUES

LE TROISIÈME FESTIVAL DES « INROCKUPTIBLES »

Revue de détail

Bimestriel intransigeant, les Inrockuptibles programment leur festival sans concessions. Résultat : pour la troisième fois, Paris s'offre le rock d'aujourd'hui et, sans doute, la meilleure part de celui de demain. Sans oublier la nostalgie.

Au fil des ans, on s'est fait à ce jeu de mots approximatif, à ce titre interminable. Les Inrockuptibles sont, dans la conversation de tous les jours, devenus les Inrocks. Mais le bimestriel tient le cap que lui a fixé son nom : du rock, intègre, clairement défini par son histoire et sa géographie (Liverpool 1963, New-York 1966, Londres 1980, Manchester 1990), sans être borné. Et le Festival des Inrockuptibles est le prolongement logique, la matérialisation du travail que mène la revue tout au long de l'année (le Monde du 1^{er} août 1990).

Troisième édition, trois soirées, trois groupes par jour, le festival n'en reste pas moins binaire, en prise sur son temps (Manchester avec les James, le néo-flower power avec les Charlatans), respectueux des vraies valeurs (John Cale) et curieux, voire farouche (My Jealous God, groupe encore en rodage, Sneetches, Américains obscurs).

Il faut donc revenir à la revue pour parler des trois soirées proposées à la Cigale et de la sélection qui se déplacera au Transbordeur à Villeurbanne. Il n'est bien sûr pas nécessaire de l'avoir lue régulièrement pour profiter du festival. C'est quand même dans ses entousiasmes (Sneetches) et ses nostalgies (Monochrome Set), ses articles de foi (John Cale et donc le Velvet Underground) et ses anathèmes (l'interminable liste des absents, par nom et par genre) que l'on trouvera la cohérence de la programmation. Christian Fevret, rédacteur en chef des Inrockuptibles, se défend de tout compromis : « La programmation ne pourrait pas être plus fidèle à la revue. Aucun groupe ne se retrouve au festival parce qu'il est en tournée en ce moment, ou même seulement parce qu'il est bon sur scène, il faut aussi que nous aimions le disque. Nous sommes arrivés à avoir tous ceux que nous voulions. Nous bénéficions de la réputation du journal en Angleterre, souvent nous prenons nous-mêmes les premiers contacts, comme avec John Cale ou les Sneetches. » Ces derniers, groupe semi-professionnel de San-Francisco dont les albums ne se trouvent que dans les bacs d'importants les plus sélects, n'auraient jamais vu la tour Eiffel sans le festival. « Ce serait impossible dans le cadre d'un concert ordinaire. Nous ne pouvons nous le permettre que grâce aux sponsors. » Et, très trivialement, à 120 francs la soirée, les Inrockuptibles sont une bonne affaire.

Pour une visite guidée du programme, on commencera par la résurgence psychédélique et Manchester, centre de gravité du rock britannique. Depuis maintenant trois ans, la métropole cotoyenne est une pépinière de groupes. Dans ses rues déambulent les A&R Men (Artists and Repertoire, employés de l'industrie phonographique chargés, entre autres, de l'approvisionnement en chair fraîche), liasse de contrats à la main, éternel remake de la campagne de signatures lancée au début des années 60 sur les bords de la Mersey.

LE BIG BANG DE MANCHESTER

Comme les Inrockuptibles aiment les contrepieds, ils ont scindé le binôme Manchester-flower power. Les James viennent de Manchester. Le groupe est né en 1983 (et s'est déjà produit pour les Inrockuptibles en 1988), bien avant le retour des pantalons à pattes d'éléphant. S'il faut chercher une parenté à leur émotivité exacerbée, c'est plutôt vers les Smiths qu'il faut se tourner. Par effet de proximité, ils ont bénéficié de l'explosion de Manchester, sans pour autant renoncer à leur identité. The Charlatans viennent de Northwich, mais le conseil municipal de Manchester pourrait leur remettre sans scrupules les clés de la ville : ces Charlatans vendent de la pop psychédélique entre Inspirali Carpets et Stone Roses, et aspirent à prendre la succession des seconds. Verdict au soir du concert qui sera presque celui de la sortie française de



John Cale



My Jealous God



Fatima Mansions



Bruce Joyner

leur premier album. Enfin, pour ne pas quitter la région, la continuité des soirées sera assurée par le disc-jockey Dave Halsam. C'est à l'Hacienda, le club de Manchester où officie Halsam, que les historiens situent la collision originelle entre house music et pop, le big bang de Manchester.

En dehors de ces deux groupes, déjà forts du soutien de leurs maisons de disques et de leur réussite commerciale, de John Cale, qui se produira en solo au piano - un moment toujours exigeant et quelquefois stimulant, - le reste du programme offre une balade sur la scène, quelques réminiscences et des actes de foi, plutôt qu'un instantané exhaustif.

Côté passé, The Monochrome Set, groupe pop du début des années 80, s'est reformé à la demande de ses fans japonais pour une tournée et un album ; ils font une escale par Paris, pour faire plaisir aux Inrockuptibles. Et aussi, Bruce Joyner, Américain solitaire et mélancolique (voir : Roy Orbison, Chris Isaak), leader des Unknowns, une de ces obscures légendes qui firent les adolescences vers 1982. Joyner revient sur scène après avoir maintenu en vie sa carrière discographique grâce à l'attention de labels fran-

çais. Entre les deux, The Band of Holy Joy est une fanfare étrange (contrebasse, trombone approximatif, accordéon) qui refuse, malgré son instrumentation, d'emprunter la voie folk et propose sur scène un cabaret survolté que les disques un peu empruntés et déclamatoires ne laissent qu'entrevoir.

Dans les paris, My Jealous God, londoniens présentés sous étiquette néo-psychédélique. Et surtout Fatima Mansions, formé par l'Irlandais Cathal Coughlan, ancien chanteur de Microdisney, un groupe d'une violence extrême parce que dépouillé des attributs ordinaires du rock.

Le bilan des deux premiers Festivals des Inrockuptibles est éloquent : James, House of Love, The La's, The Stone Roses et Beautiful South. Il y a, cette année, largement de quoi allonger le palmarès.

THOMAS SOTINEL

* A la Cigale, 120, bd de Rochechouart, Paris-18^e. 120 F. Location FNAC, Virgin, Danceteria. Concerts à 18 h 30. Le 18 octobre : My Jealous God, Band of Holy Joy. Le 19 : Fatima Mansions, Bruce Joyner, The Charlatans. Le 20, Sneetches, Monochrome Set, John Cale. A Lyon, le 21 octobre, à 18 heures, au Transbordeur, 1, bd de Stalingrad, 69100 Villeurbanne : John Cale, Monochrome Set, Bruce Joyner.

DÉCOUVERTES

Martini

Les Trois Souhaités
Valérie Chevalier,
Jérôme Millaud (soprano),
Jocelyne Tallon,
Mélodie Urie-Worzon
(mezzo-soprano),
Jules Bastin (basse),
Gilles Cochennalis,
Arlette Gaudin (barytons),
Georges Gaudier,
Christian Papis (ténors),
Louis Erlo,
Alain Marstrat
(mise en scène),
Orchestre de l'Opéra de Lyon,
Kent Nagano (direction).

On court toujours après l'idéal de l'opéra-rock. Martini, avec l'aide d'un surréaliste marginal, plutôt dadaïste dans l'âme, Georges Ribemont-Dessaignes, inventa en 1929 le prototype de l'opéra-film. Ces Trois Souhaités, escapade multiséculaire d'un Tchécoslovaque en exil, furent montés à Prague en 1971 et à Lyon, par Louis Erlo déjà, en 1973. FR3 enregistrera cette récidive opportune.

Les 17, 18 et 20, 20 h 30 ; le 21, 17 heures. Lyon, Lyon, Auditorium Maurice Ravel. Tél. : 78-28-09-60. De 130 F à 210 F.

Massenet

Cleopâtre
Kathryn Harries,
Danielle Serail,
Martine Oimada,
Didier Henry,
Maurice Kéroux Guy,
Coutance (mise en scène),
Nouvel Orchestre de
Saint-Etienne,
Chœurs du Festival,
Institut du Grand Théâtre de
Tours,
Patrick Fournier (direction).

Vingt ans exactement avant celle de Mankiewicz, et sur un scénario à peu près équivalent, naissait à Monte-Carlo, deux ans après la mort du compositeur, la Cleopâtre de Massenet. Incarnée cette fois par Maria Kuznetsova (remplacée par Marie Gardon pour la création parisienne), cette Cleopâtre d'opéra avait rendu l'âme. Sa résurrection sera la gloire de la première Biennale Massenet de Saint-Etienne (Kathryn Harries était la Dido de Lyon), avec celle de la Vierge, un oratorio.

Les 20 et 23, Saint-Etienne, Maison de la culture et de la communication. 20 h 30. Tél. : 77-41-05-33. De 120 F à 200 F. Le 25 octobre à 20 h 30.

Ferrari

Labyrinthe hôtel
Michel Musseau,
Peter Bonke,
Elise Caron,
Carol Mundinger,
Sylvain Freymann,
Marionne Delafont,
Michel Maurer (chanteurs),
Farid Prys (mise en scène).

Voir notre photo légendaire page suivante.

Les 17, 18, 19, 20 et 23, Théâtre du Liens, 20 h 30. Tél. : 45-86-55-63. De 70 F à 100 F.

Boccherini-Berio

Ritorno nocturne di Madrid
Mahler-Berio
Flirt Frühe Lieder

Berio

Sinfonia
Andreas Schmidt (baryton),
Swingle Singers,
Orchestra de Paris,
Semyon Bychkov (direction).

Luciano Berio a toujours été d'un naturel très gai. Déjà, en 1968, dans sa célèbre Sinfonia, il rendait un hommage appuyé à Mahler, et, plus discret, à une bonne dizaine de ses confrères des siècles passés. Le point de la mise en boîte, ou de la remise à jour des œuvres antérieures, ne l'avait pas quitté quand, en 1974, il dédiait « à ses copains de l'Orchestra de la Scala » un arrangement quelque peu farfelu d'une œuvre de Boccherini « aussi célèbre en Italie et en Espagne qu'une chanson de Frank Sinatra ». Ce fut le Ritorno pour quintette à cordes, redéployé pour grande formation et force percussions. Quant à l'orchestration des Cinq lieder de jeunesse de Mahler, elle fut commandée au compositeur italien par Henri-Louis de La Grange pour le congrès Mahler de 1986, et dédiée à Zubin Mehta, qui devait en assurer la création.

Les 17, 18 et 19, Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-68-73. De 80 F à 210 F.

Messiaen

Turanguila Symphonie
Yvonne Loriod (piano),
Jeanne Loriod
(orgue Martenot),
Orchestre national de l'Opéra
de Paris,
Myung-whun Chung (direction).

L'œuvre, terminée en 1946, créée en 1949 par le jeune Bernstein (et déjà Yvonne Loriod au piano, mais Ginette Martenot aux ondes du même nom), succède aux Trois petites liturgies, et résume les divers aspects du style du compositeur avignonnais avant sa conversion aux chœurs d'oiseaux généralisés. Peu d'œuvres aussi récentes ont été aussi souvent enregistrées, mais peu d'œuvres de cette période font à ce point briller un orchestre en grande forme. Préférer la version de l'Orchestre de Birmingham, direction Rattle (2 CD EMI), avant d'aller tester les forces des musiciens de l'Opéra ainsi que l'autorité de son chef d'orchestre.

Les 22 et 23, Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 60 F à 220 F.

SÉLECTION PARIS

Jeudi 18 octobre

Schoenberg
Trois pièces pour piano seul op. 11

Berg
Quatre pièces pour clarinette et piano op. 5

Webster
Pièces pour piano op. 27

PIANO
★★★
NIKITA
MAGALOFF
INTEGRALE CHOPIN
PREMIER RECITAL : 22 OCTOBRE
SALLE PLEYEL
LOCATION : 15.63.88.73

DE RETOUR A PARIS - 50 DERNIERES REPRESENTATIONS

ZINGARO
Théâtre équestre

25 OCTOBRE - 31 DECEMBRE
jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30, dimanche matinée à 17 h 30

Prix Naturel 1990 de la Fondation Electricité de France

LE FILM "ZINGARO" SERA DIFFUSÉ PAR LA 7 SUR FR3 LE SAMEDI 20 OCTOBRE A 21 H

78
av. Jean-Jaures
Aubervilliers
M. Fort d'Aubervilliers
En voiture
par la porte
de la Vilette
Location
48.78.75.00
FNAC - Billel
Minitel 36 15 THEA
Agences



MUSIQUES

Stockhausen

Adieu pour quintette à vent

Bartok
Ballets pour piano
op. 6 52-38

Ligeti
On pièces pour quintette
à vent

Jean-Claude Penner (piano),
Romain Guyot (clarinette),
Quintette Debussy.

Concert de clôture du Festival de l'Île-de-France. L'occasion de se balader dans le quartier du Marais, de découvrir d'un peu près l'Hôtel de Sully, de dîner ensuite dans l'un des deux restaurants conseillés par les organisateurs. L'occasion, surtout, de croquer dans un répertoire de « classiques du vingtième siècle » un pianiste pas avec connu, pas assez invité, dont chaque apparition au piano laisse pourtant émerveiller. Le quintette à vent Debussy est un ensemble de jeunes diplômés du troisième cycle du Conservatoire de Paris, par le conseil régional de l'Île-de-France. Conseil qui est à l'origine de ce festival, destiné « à tous les Français qui souhaitent passer des moments allant de l'été à l'hiver ».

Hôtel de Sully, 20 h 30. Tél. : 42-66-54-84. De 40 F à 70 F.

Mozart
Variations pour piano sur un menuet de Dorn KV 573

Debussy
Douze préludes pour piano

Schubert
Sonate pour piano D 850
Philippe Casard (piano).

Comme beaucoup de pianistes français, Philippe Casard joue beaucoup en Angleterre (idéalement terre promise des musiciens de tout poil), beaucoup plus qu'en France, malgré tous les « clics » ou médailles d'or qui ont salué la parution de ses disques. Disques dont on retrouvera plus qu'un reflet avec Schubert et, surtout, avec le premier livre des Préludes de Debussy, livre que le jeune élève de Nikita Magaloff vient de graver, en compagnie de son frère cadet, sur un Bechstein du début du siècle, pour le label Adès.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-63-05-07. De 100 F à 180 F.

Vendredi 19

Berg
Quintette à cordes op. 3

Dusapin
Trio Zana

Dutilleul
Quintette à cordes n° 1

Bartok
Quintette à cordes n° 4
Quintette Arditi.

Par les spécialistes britanniques de la musique de notre temps, trois classiques de notre siècle et une création de Pascal Dusapin dont le quintette devient l'un des terrains d'expérience préférés.

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.
De 40 F à 250 F.

Dimanche 21

Haydn
Quintette à cordes op. 74 n° 1

Schumann
Quintette pour piano
et cordes op. 44

Brigitte Engerer (piano),
Quintette Caméra.

Il est des échecs plus profitables que mille lauriers. Celui du Quintette Caméra au Concours Paul Borjani en 1987 ne passa pas inaperçu puisque cinq membres du jury, se désolidarisant de leurs homologues, parlèrent au sujet des quatre jeunes rivaux d'« homogénéité phénoménale ». Ils ont travaillé avec Sándor Végh et Nicolas Harnoncourt. C'est une joie de retrouver Brigitte Engerer à leurs côtés (encore une pianiste dont on man- que cruellement de nouvelles fraîches).

Théâtre des Champs-Élysées,
11 heures. Tél. : 47-20-36-37. 80 F.

Bach
Sonate pour piano
Daniel Barenboim (piano).

Tout seul, dans les Variations Goldberg, face au public de la salle Pleyel : voici un retour qui ressemble à un défi. Et un retour par la grande porte : jouer ce Bach est encore beaucoup plus difficile que de diriger l'Orchestre de Paris.

Salle Pleyel, 21 heures. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 210 F.

Lundi 22

Chopin
Rondos op. 1 et 4
Sonate pour piano op. 4

Trois nocturnes op. 9
Neuf mazurkas op. 8 et 7
Douze études op. 10
Nikita Magaloff (piano).

Proposer à Magaloff de renouer une fois encore avec ses vieilles amours chopiniennes : pourquoi pas. Mais corser l'invitation en la situant dans la parution de ses disques. Disques dont on retrouvera plus qu'un reflet avec Schubert et, surtout, avec le premier livre des Préludes de Debussy, livre que le jeune élève de Nikita Magaloff vient de graver, en compagnie de son frère cadet, sur un Bechstein du début du siècle, pour le label Adès.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-63-05-07. De 100 F à 180 F.

Vendredi 19

Berg
Quintette à cordes op. 3

Dusapin
Trio Zana

Dutilleul
Quintette à cordes n° 1



Labirinte hôtel
est un « opéra de chambre » ; le fruit de la collaboration du compositeur Luc Ferrari, de la romancière Colette Fellous et du metteur en scène Farid Paya (au Théâtre du Lierre jusqu'à la fin du mois). Elise Caron chante, Peter Bonke parle, ils s'écoulent, s'entendent, et ne se voient pas. Grâce aux plaisirs de l'oreille, on ne s'égare pas.

Mardi 23

Borodine
Quintette à cordes n° 2

Stravinsky
Trois pièces pour quintette à cordes

Brahms
Quintette à cordes n° 2
op. 51 n° 2

Quintette Borodine.

Ces quatre Soviétiques ont joué - et jouent - dans leur pays le rôle des Arditi en Grande-Bretagne. Ils y ont créé Shnitke, joué Chostakovitch avec Richter... D'authentiques vétérans.

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.
De 40 F à 250 F.

Bach
Sonate pour violoncelle et piano n° 2 BWV 1028

Beethoven
Sonate pour piano et violoncelle n° 3 op. 69

Lutoslawski
Grave

R. Strauss
Sonate pour violoncelle et piano op. 8

Antonio Meneses (violin),
Jean-Louis Stresemann (piano).

Brésilien, Antonio Meneses a obtenu, très jeune, le premier prix au Concours Tchaïkovski de violoncelle. Joue encore, il a enregistré le Double Concerto de Brahms avec Anne-Sophie Mutter et Karajan. Toujours jeune, il retrouve le très discret Jean-Louis Stresemann (discret par son jeu et par sa carrière) pour un récital au programme un peu plan-

plan. Mais il paraît que Meneses est aujourd'hui du niveau de Natalia Gutmann. Alors...

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-63-05-07. De 100 F à 180 F.

JAZZ

The Very Big
Carla Bley Band

La divine blonde a un public amoureux. Elle agrandit encore cette fois son big band. C'est l'ouverture du Festival de Paris. On ne peut

pas vraiment parler de surprise, mais l'effet est garanti.

La 20. Casino de Paris,
20 h 30. Tél. : 49-95-98-98.
130 F.

ROCK

Bertignas et les
Visiteurs

Louis Bertignas aime le rock et le fait savoir à grands coups de dédicé. Conservateurs bon teint, gardiens de l'évangile à six cordes selon Keith Richards, Bertignas et les Visiteurs sont là pour bouger et faire bouger.

La 17 et 18. Bataclan,
19 h 30. Tél. : 47-00-30-12.
Location Fnac, Virgin Megastore, 100 F.

Mink DeVille

Willy DeVille a déjà annulé une fois. Enfin, cette année, parce que l'homme est imprévisible, et, sur la décennie, les mauvaises surprises ne se comptent plus, il vient pour de bon, cette fois-ci, peut-être nous ferait-il l'honneur d'être le chanteur de son dernier album enregistré à La Nouvelle-Orléans dans une atmosphère carnavalesque assez surprenante chez ce rat des villes.

La 18. Elysée-Montmartre,
19 h 30. Tél. : 42-52-25-15.
110 F.

Les Loups
Kingsnakes

Les Loups franco-français (paroles et musique), baroque, font honneur à leur nom, et les Kingsnakes rêvent de Texas et de boîtes en peau de serpent, de toute façon, du rock.

La 19. Auditorium des Halles,
21 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Burning Spear

C'est Burning Spear, c'est du

reggae, c'est le reggae.

La 19. Zénith, 20 heures.
Tél. : 42-08-60-00. 118 F.

The Christians

Faute de déplacer autant de spectateurs que d'acheteurs de disques, les Christians ont dû se replier du Zénith à l'Elysée-Montmartre. Ce qui, pour ceux qui ont eu assez de foi pour prendre un billet, est une excellente affaire.

La 20. Elysée-Montmartre,
20 heures. Tél. : 42-52-25-15. 130 F.

The Oyster Band

The Oyster Band est un groupe de folk. Enfin, autant que les Pogues ou les Negresses vertes. Ils puisent dans le patrimoine maritime britannique et mettent à le travailler une fureur précise tout à fait réjouissante.

La 22. New Morning, 20 h 30.
Tél. : 45-23-51-41.

Cocoteau Twins

Les Cocoteau Twins viennent de sortir un album au titre copolésque. Heaven Or Las Vegas, mais ils travaillent à Bruxelles. Mélodies suaves et alambiques, paroles obscures mais pas menaçantes, les Cocoteau Twins sont le secours des nuits sans sommeil.

La 22 et 23. Elysée-Montmartre, 20 heures. Tél. : 42-52-25-15. Location Fnac, 120 F.

Carole Laure

Le dernier disque de Carole Laure - reprises de classiques country revus et corrigés d'importance par Lewis Furcy - a été le prétexte à une série de clips savamment chorégraphiés. Voici le spectacle des clips du disque toujours sous l'influence de la jeune danse québécoise.

La 22. Zénith, 20 heures.
Tél. : 42-08-60-00. Location Fnac, 160 F.

La 23. Bataclan, 20 h 45.

DANSE

Foris

Ballet de Frankfurt
William Forsythe
Slingerland (1)

Limb's Theorem (2)

Le diable dans le bédouin de la danse néo-classique, le prince des lumières perçues, la star des chorégraphes d'aujourd'hui, en un mot le grand Bill et ses lubus danseurs, en résidence au Châtelet. Choe garantis à ceux qui ne l'ont jamais vu, les autres n'ayant pas besoin qu'on leur dise deux fois d'y retourner.

Châtelet (1) les 20, 27, 28, 29 et 30 octobre, à 20 h 30, le 21 à 18 heures. (2) les 23 et 24 octobre, à 20 h 30. De 70 à 175 F. Tél. : 40-28-28-28.

Toulouse

Compagnie Michèle
Anne de Mey
Sinfonia Eroica

Le triomphe du dernier Festival de Montpellier. Un spectacle d'un charme fou, fou, fou, sur la séduction, les rapports entre couple et groupe, entre solitude et amitié. Musique : Beethoven, Mozart et Jimi Hendrix.

Théâtre Garonne, les 19 et 20 octobre, à 21 heures. 90 F. Tél. : 61-42-33-99.

Gilberto Gil

Visite annuelle du chanteur bahianais, au Zénith, cette fois, une salle plus grande que l'habituel Olympia. Cela devrait convenir à merveille à ce héros de la sonorité funk-tropicale. Il fera un petit détour en Angola avant Paris, et, en première partie de son concert, le Cap-Vert sera à l'honneur avec le groupe Finaçon. Des rythmes nerveux, des mélodies africaines mâtinées de sons caribéens, chantés dans un succulent créole portugais. Gil, qui adore l'Afrique et s'en nourrit, devrait en tirer profit.

La 22. Zénith, 20 heures.
Tél. : 42-08-60-00. Location Fnac, 160 F.

La 23. Bataclan, 20 h 45.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS	
<p>ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1^{er} 42-36-74-24</p> <p>REIMS BELLMAN 37, rue François-1^{er}, 8^e 47-23-54-12 F. sam., dim.</p> <p>L'UBERGE DES TEMPLES 24, rue de Dunkerque 47-24-41 M. - dim. T.L. UNIQUE A PARIS</p> <p>AYOONE 11, rue de Bassano, 1^{er} F. ven. soir et sam. 47-20-98-13</p> <p>TOURNAI 47-27-04-24 & 67-75 11, avenue Victor-Hugo, 1^{er} T.L. même le dimanche</p> <p>LE BELAIS DU PARC 94, bd Malesherbes, 1^{er} 42-21-01-12 F. ven. soir et dim.</p>	<p>DE NUIT COMME DE JOUR Choeurs, poèmes, f. gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers ou le dîner.</p> <p>LES RAVOLES DU ROYAN Sous les auspices de FLEET A L'ESTRAGON. Cuisines de jour.</p> <p>Ancien ambassadeur de Cambodge M. WONGSANTH présente une carte de spécialités régionales (Cambodge, Chine, Thaïlande, Vietnam, Japon). L'accueil efficace et l'habitué très raisonnable.</p> <p>Vieille Cuisine de Tradition Spéc. de POISSONS, fruits et gibiers en saison. F. gras, fruits, confit de canard. Carte 150/200 F. Diplôme Club P. Montagné. OUVERT DIM.</p> <p>Avec les produits de la ferme de ses parents, le chef Roger LACERNE fait une cuisine de terroir de haut qualité : f. gras, magret, confit, canard, et aussi quelques poissons. Un apéritif unique 140 F.</p>
<p>RIVE GAUCHE</p> <p>LE RAI 15, rue Jules-Chartier, 6^e 43-25-12-84 F. dim.</p> <p>YUGARAJ 14, rue Dauphine, 6^e 43-26-44-91 F. lundi</p> <p>LA FELOUQUE 163, bd du Montparnasse, 6^e 43-26-23-98 7 sur 7</p> <p>POLIDOR 41, rue Monsieur-le-Prince, 6^e</p> <p>RESTAURANT THOUNIEUX 7, rue Saint-Dominique, 7^e 47-05-44-75</p>	<p>23 h 30. Spécialité TANDOORI, CURRY, BRIANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : Ambiance et musique indienne. M. Varin, M-D-des-Champs.</p> <p>SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Milon (Gault-Milon).</p> <p>SPECIALITÉS MAROCAINES : tagines, couscous, pastilles, mchoui et tous les parfums de LA CUISINE DU MAGHREB.</p> <p>Cuisine traditionnelle et grillades son bar-glacier, cocktail au 39 « POLINOX »</p> <p>Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS. SALONS CLIMATISÉS.</p>

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

La bonne adresse du quartier. HUITRES, soupe L'ANNEE, POISSON DU MARCHE. Plats traditionnels. Vins à découvrir. DÉCOR « Brasserie de luxe ». T.L. de 11 h 30 à 3 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

châtelet
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Ballett Frankfurt
William Forsythe

Slingerland
Musique
Gavin Bryars
Thom Willems

Limb's Theorem
Musique
Thom Willems

20-30 octobre 1990

40 28 28 40

Mairie de Paris

FONDACTION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE

Chillida

Chillida

Chillida

Chillida

Chillida

Chillida

Chillida

Chillida

Chillida

Chillida

ARTS

LES GALERIES PARISIENNES AVANT LA FIAC Entre euphorie et crise

Difficile de compter toutes les galeries qui se sont installées à Paris ces dernières années, surant bien souvent sur une vague purement spéculative. Pourront-elles survivre à la crise qui se dessine ? La prochaine Foire internationale d'art contemporain fera figure de test.

DEPUIS deux ou trois ans, les galeries d'art contemporain se sont multipliées à Paris. Rive droite, rive gauche, dans le Marais, à la Bastille. Et même là où on les attendait le moins : avenue Matignon et faubourg Saint-Honoré, où en ce mois d'octobre et de rentrée était proposée, comme à Beaubourg, dans le Marais, à la Bastille ou rue Gué-

vont pas trop mal pour elles non plus, les plus anciennes ont déjà cédé leur local aux plus jeunes, pour s'installer dans de plus grands espaces ou dans plusieurs endroits.

On n'y découvre pas toujours des choses mirobolantes, mais enfin, beaucoup de ces nouvelles galeries de la Bastille offrent à des artistes qui ne sont pas les vedettes du marché - elles ne pourraient d'ailleurs certainement pas se les offrir - la possibilité de se faire connaître. Les unes affirment une ligne, les autres ont l'air de tâter de tout. Certaines, à l'évidence, se sentent investies d'une mission auprès de quelques pouillains. Les autres, à l'évidence aussi, sont prêtes, comme ailleurs, à se lancer dans toutes sortes de coups, pouvant passer pour de très nobles opérations de promotion. Les uns travaillent effectivement avec des artistes, les autres se contentent d'acheter à des confrères, dans les foires, ou même en ventes

vue depuis deux ans, et tous les amateurs peu fortunés que la flambée des prix dissuadait d'acheter quoi que ce soit. Certains pensent même prendre plus de risques, étant moins contaminés par l'atmosphère ambiante. D'autres espèrent sans le dire - car eux aussi sont discrets et prudents - avoir affaire à des artistes un peu moins perturbés par l'argent. Il s'agit, pour plus d'un, de les protéger de la tentation de trop produire, vite et mal ; autant que de tirer, pour eux-mêmes, les bénéfices d'un travail de promotion souvent lent et difficile.

Mais la crise qui devrait provoquer la disparition de spéculateurs véreux risque de frapper aussi nombres de jeunes galeries honnêtes, mais forcément fragiles, si les banques prétenses, à force d'être échaudées, arrêtent d'investir, comme elles le font depuis peu de temps, dans l'art contemporain (le Monde du



Les nouveaux espaces du Marais (Renos Xippas).

Quel défenseur de l'art contemporain irait se plaindre de cette situation nouvelle ? La galerie Urban n'expose-t-elle pas des Dubuffet formidables ? La galerie Jacques Bailly ne tente-t-elle pas de convaincre des visiteurs acquis aux fleurs de Michel Henry d'acheter plutôt Combas, Erro, Vialat ou Pincemin ? Et Enrico Navarra ne donne-t-il pas l'exemple en présentant la collection d'un amateur discret qui, est-il précisé, n'a évidemment pas l'intention de se défaire de ses tableaux ?

Pourtant, la percée de nos modernes en ce quartier a de quoi troubler, tant il semble que la création y soit traitée comme n'importe quelle marchandise de luxe, promesse de gains substantiels. Ou même sur laquelle on peut se permettre de perdre de l'argent. Dans le genre, la galerie Urban, que finance une société multinationale de souche japonaise, est un sommet. Ouverte à Paris en 1988, elle est la quatrième galerie du groupe, après celles de Nagoya (1981), New-York et Tokyo, et possède aujourd'hui une grosse collection de maîtres du dix-neuvième siècle, en partie montrée dans les hauteurs de l'immeuble, avenue Matignon, et du vingtième siècle, plutôt exposée en bas.

Ses patrons reconnaissent que, après s'être consacré exclusivement au marché de l'art pendant un an, le groupe a créé un département de mode en 1989, avec une boutique Pascal Morabito, avenue Montaigne, puis un golf près de Fontainebleau, et enfin qu'il a ouvert, fin septembre, un nouvel espace au rond-point des Champs-Élysées. Il s'agit de l'hôtel particulier qu'occupait *Jours de France*, qu'il a restauré, décoré, comblé d'images de richesses, et qu'il loue 13 millions de francs par an.

LA FIN DU SECOND MARCHÉ ?

Passer sans transition du décor épouvantablement brillant et ostentatoire de la galerie Urban, où l'on ose même proposer du Dubuffet encadré de dorures et de bois sculpté, au quartier de la Bastille est assez amusant. Là, dans l'euphorie d'un marché de l'art vivant rythmé par des enchères publiques mal tempérées, quantité de petites galeries sont venues s'ajouter aux pionnières, qui s'y étaient installées il y a cinq ou six ans. La rue Keller, par exemple, qui hier en comptait trois ou quatre, en a aujourd'hui quatorze, certaines minuscules. Signe que les affaires ne

publiques, ou encore travaillent à la commission avec des galeries étrangères ou voisines.

Ces pratiques n'ont rien de bien nouveau. Pas plus qu'il n'est nouveau de voir des collectionneurs se faire marchands, ou des marchands ne penser à l'art que sous la forme de dollars et de francs. La nouveauté, c'est évidemment l'ampleur du phénomène et des sommes investies dans tout et n'importe quoi, pourvu que cela ressemble à du contemporain. Certains galeristes sont capables de vendre 50 % plus cher des œuvres qu'ils viennent d'acheter à un confrère, sans même avoir fini de les payer. La nouveauté, c'est la présence envahissante de ce second marché sans foi ni loi. Il ne devrait d'ailleurs pas tarder à s'effondrer, tous les observateurs sérieux le diront. Puisque c'est la crise. On enregistre les signes depuis quelques mois à travers les ventes publiques et privées. Au point que certains directeurs de galerie - qui ont eux aussi bien profité de la surchère - sont prêts à baisser leurs prix pour la FIAC qui ouvrira le 25 octobre prochain.

Ceux-là ne doivent pas trop s'inquiéter. Ils ont du métier, et assez de ressources pour survivre en ne vendant plus désormais qu'un tableau par semaine au lieu de trois par jour. Ce qui est loin de les faire revenir à la situation d'il y a quelques années. En revanche, les choses risquent de mal se passer du côté des nouveaux venus dans le négoce de l'art. Ils ont beaucoup emprunté aux banques pour s'installer, ils ont spéculé, n'ont pas de stock, se retrouvent seulement en possession de tableaux qu'ils ne pourront certainement plus revendre aux prix insensés auxquels, parfois, ils les ont achetés.

Il va sans dire que les galeristes qui croient vraiment en ce qu'ils exposent et suivent leurs artistes depuis longtemps ne sont pas mécontents de voir le marché se tasser. Ils commencent en effet, reconnaissent-ils, à retrouver les vrais collectionneurs - des gens discrets et prudents, - qu'ils avaient perdus de

13 octobre 1989). Quelques-unes des quarante galeries de la Bastille pourraient traverser des passes difficiles. Et plusieurs parmi la bonne douzaine qui ont ouvert, ce mois-ci, dans le Marais. Où l'on voit s'établir, à côté des échoppes ne permettant guère d'accrocher plus d'une dizaine de petites œuvres, des marchands à l'évidence prospères, comme Thaddaeus Ropac, qui vient d'Autriche, ou Renos Xippas, l'héritier de Iolas, dont la galerie sur trois niveaux ceinture littéralement celle d'Yvon Lambert (philosophe, heureusement).

Certains de nos voisins miseraient donc sur Paris comme principale place forte européenne du marché de l'art. Tandis que les Américains, qui envisageaient aussi leur venue, attendent prudemment la FIAC, où ils seront à l'honneur, pour éventuellement s'engager dans l'aventure.

GENEVIEVE BREERETTE

Le Monde arts et spectacles publie la semaine prochaine dans son édition datée 25 octobre cinq pages spéciales consacrées à la XVII^e Foire internationale d'art contemporain au Grand Palais.

NOUVELLES EXPOSITIONS

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Edouardo Chillida

Voir notre photo légendée page suivante.
Galerie Lelong, 13-14, rue de Valenciennes, Paris 2^e. Tél. : 43-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Du 18 octobre au 20 novembre.

Fautrier

Des *Chardons noirs* de 1926 aux paysages et aux nus des années 50, en passant par les séries de *Partisans*, un choix d'œuvres illustre le parcours singulier de Fautrier, le peintre ami de Paulhan et père de l'art informel. Pour l'inauguration, rue des Beaux-Arts, du second espace de la galerie Di Meco. Galerie Di Meco, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Du 19 octobre au 22 décembre.

Ben Nicholson

Un bel hommage au peintre anglais, un classique de l'abstraction constructiviste. Qui fit le pas en 1933, avec des reliefs blancs. Et, modestement, développa jusqu'à sa mort, en 1947, une œuvre d'ordre géométrique, certes, mais scintillante et réjouissante, dont le charme opérant doit beaucoup à la subtilité des couleurs.
Galerie Marwan Mossa, 12, rue d'Alger, 75001. Tél. : 42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Le samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Du 19 octobre au 30 novembre.

Mimmo Paladino

Mimmo Paladino, le Napolitain, a été le premier de la génération des transavanguardia italiens à revenir à la peinture pratiquée selon les techniques traditionnelles. En champion d'une imagerie mêlant mythes, rites, religieux et histoire personnelle. L'exposition réunit des œuvres de 1983 à 1989.
Galerie Hedrien Thomas, 3, rue du Pâtre, Paris 3^e. Tél. : 42-78-03-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Du 20 octobre au 20 décembre.

Jean-Pierre Pincemin

Les *« années Support-Surface »* d'un peintre qu'on ne saurait assimiler, même au début des années 70, au groupe du même nom, dont il n'épousa jamais les propos théoriques. Se situant à un degré premier plutôt que zéro

de l'art, Pincemin entreprenait alors d'emprisonner les strates de l'histoire de la peinture en des compositions abstraites, sombres, somptueuses.
Galerie Jacques Bailly, 38, avenue Matignon, Paris 8^e. Tél. : 43-59-09-18. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Du 18 octobre au 30 novembre.

L'association IAPIF (Information arts plastiques Ile-de-France) propose également une exposition Pincemin, qui doit circuler en région parisienne pendant un an. Première étape : Brétigny-sur-Orge.

Espace Jules Verne, rue Henri-Dunant, 91220, Brétigny-sur-Orge. Tél. : 60-84-35-68. Du mardi au samedi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 janvier 1991.

Richard Serra

Sous la verrière de la maison carré d'Yvon Lambert, une installation de Richard Serra, le sculpteur d'espaces par plans d'acier interposés, dont la présence s'avère toujours flagante.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Du 19 octobre au 25 novembre.

SÉLECTION PARIS

Albert André, l'ami de Renoir

Cent tableaux, cent dessins pour la plus importante rétrospective jamais consacrée à ce peintre post-impressionniste, ami de Bonnard et de Vuillard, et trouvant tout naturellement sa place dans le groupe des « intimistes ». Fondation Mona Bismarck, 24, av. de New-York, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-83. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

Art éotérrique de l'Himalaya

Toute la richesse et la splendeur de l'art tantrique à travers les 101 pièces, peintures et sculptures diablement inspirées, de la donation Lionel Fournier. Qui propose le Musée Guimet au premier rang international dans le domaine des arts de l'Himalaya.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 28 janvier 1991. 23 F.

hâteleit
Frankfurt
Forsythe

18 octobre - 20 novembre
Chillida
Sculptures récentes
Galerie Lelong
13-14, rue de Valenciennes, Paris 2^e

ZORAN MUSIC
PEINTURES
ET ŒUVRES SUR PAPIER
Krugier-Ditesheim
ART CONTEMPORAIN
29, rue de Valenciennes, Paris 2^e
Tél. : 43-29-19-19 / 43-29-19-19

du 16 octobre au 2 novembre
CHAISSAC
CALLU
MERITE
17, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e
Tél. : 43-54-10-98

VALLOIS
SCULPTURES XX^e SIECLE
ERHARDY
Sculptures

18 octobre
17 novembre 1990
41 RUE DE SEINE
75006 PARIS
Tél. 43 29 50 84
Fax 43 29 90 73

LAGAGE
(1911 - 1977)
23 octobre - 23 novembre
Présenté par Bernard Depretz et la
GALERIE MARCEL BERNHEIM
18 avenue Matignon 75008 PARIS. Tél. : 42.65.22.23
Ouvert de 10 h 00 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 18 h 30 (sauf dimanche)

MUSEE MARMOTTAN
2, rue Louis Boilly 75016 PARIS (1) 42.24.07.02
G O Y A
"L'œuvre gravé"
Jusqu'au 6 janvier 1991

ARTS

Werner Bischof

Première rétrospective d'un photographe suisse mort à trente-huit ans, en 1954, dans un ravin de la Cordillère des Andes. Entré à l'agence Magnum en 1949, il réalisait pour *Life* et *Paris-Match* des reportages sur la misère et la guerre, aux antipodes des recherches abstraites de ses débuts, lorsqu'il était captivé par la spirale de l'escargot et des coquillages marins.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél. : 47-23-36-00. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (entrée du musée).

Euphronios, peintre à Athènes au VI^e siècle avant J.-C.

Les peintres de vase grecs avaient des noms, dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était, parmi les plus célèbres. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien agité pour redorer la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris-1^{er}. Tél. : 01-40-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conf. de 11 h 30 au 23 déc. les lundi à 19 heures (sauf 24/12), jeudi et samedi à 19 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 25 F.

Chris Kilip

Entre Brandt et Koudelka, cet opérateur britannique - grand prix Cartier-Bresson 89 - a réalisé durant quinze ans un reportage sans concession sur le nord-est de l'Angleterre. Fouillant au cœur le déclin de cette région, il en rapporte des images de désespoir et de terreur. Répudiées, dans les ténèbres de l'indifférence, les oubliées de la croissance suscitent la honte et l'épouvante.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (compréhension l'ensemble des expositions).

L'œuvre gravé de Goya

« Caprices », « Désastres », « Taurinomie » et « Disparates ». Soit une exposition réunissant 218 gravures originales de Goya prêtées par la Fondation Juan-March à Madrid.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris-16^e. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 8 janvier 1991. 25 F.

Nature artificielle

La lumière artificielle, en tube ou en projecteur, fait partie des matériaux que les artistes contemporains explorent, ou exploitent volontiers. À l'occasion, ou systématiquement, à des fins fort diverses. Comme en témoigne cette exposition de 35 œuvres (souvent prêtées par de grands musées) de personnalités aussi différentes que Boltanski, Dan Flavin, Jenny Holzer, Piotr Kowalski, Martial Rayssou et Michel Voruz.

Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris-7^e. Tél. : 45-44-10-03. Tous les jours sauf lundi de 11 h 30 à 18 h 30, jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Daniel Pontorou

Au commencement de la sculpture, pour Daniel Pontorou, il y a la terre, cuite, émaillée ou non, qu'il livre en tas, en stèles ou en poteries, confrontée à d'autres matériaux : polyester, verre et acier, en cônes, en tiges ou en plaques. Tout cela se met en place dans l'espace, non sans subtilité, non sans jeu.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonard, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 46-70-15-71. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Popiers points panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur vingt à trente les de papier peint. Presque du cinématographe, en somme.

Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.

Passages de l'image

Soit une exposition réunissant seize artistes internationaux producteurs d'œuvres issues de la photographie, du cinéma, de la vidéo et des nouvelles technologies. Dont les œuvres amènent à s'interroger sur la nature et le rôle des images dans notre société.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 19 novembre. 24 F.

Picasso, une nouvelle version

Une nouvelle datation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, la genèse des *Desmoiselles d'Alger* ou des *Trois Femmes* et un formidable papier collé de Braque : *Trois Femmes*, de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris-8^e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991. 25 F (dim. 16 F).

Rétrospective Pierre Klossowski

Klossowski, ou l'histoire d'un écrivain confidentiel passant pour scandaleux, qui fit de Sade son « prochain », puis de Robert le lieu de ses fantasmes. Illustrant d'abord ses écrits, il se prit au jeu du dessin, au point que, depuis les années 70, cette activité qu'il a portée à grande échelle, a dévoré l'autre. L'œuvre, on le reconnaît, est, pour le moins, singulière.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris-8^e. Tél. : 45-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 décembre. 10 F.

Un choix d'art minimal dans la collection Faux

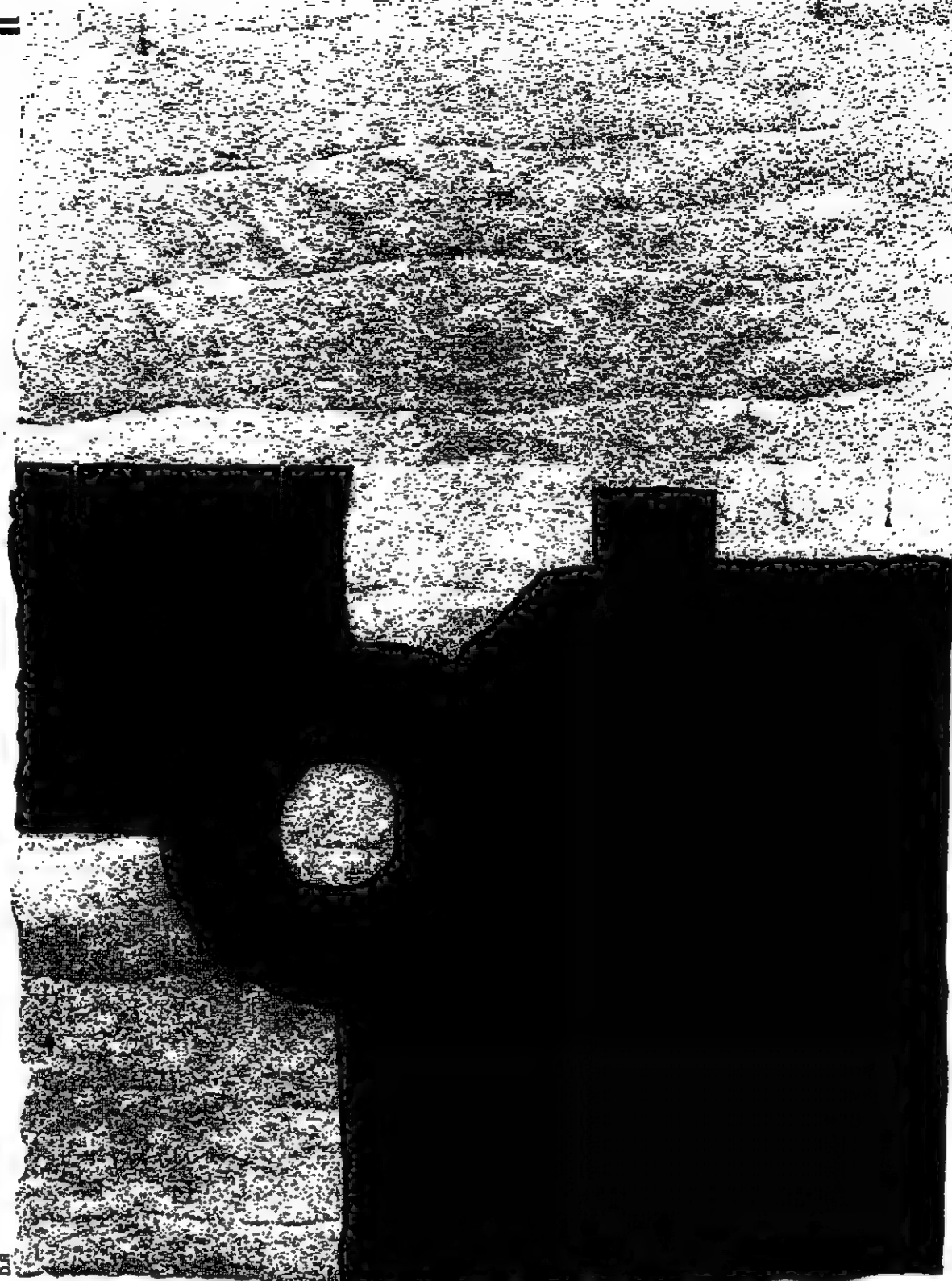
Remodelant les trois étages du musée, des installations de Carl André, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1991. 25 F (compréhension l'ensemble des expositions).

Nature artificielle

La lumière artificielle, en tube ou en projecteur, fait partie des matériaux que les artistes contemporains explorent, ou exploitent volontiers. À l'occasion, ou systématiquement, à des fins fort diverses. Comme en témoigne cette exposition de 35 œuvres (souvent prêtées par de grands musées) de personnalités aussi différentes que Boltanski, Dan Flavin, Jenny Holzer, Piotr Kowalski, Martial Rayssou et Michel Voruz.

Espace Electra, 6, rue Récamier, Paris-7^e. Tél. : 45-44-10-03. Tous les jours sauf lundi de 11 h 30 à 18 h 30, jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre.



D.R.

Eduardo Chillida commença par travailler le plâtre et la terre. Puis il sculpta la pierre. Mais c'est surtout le métal que cet excellent artiste espagnol a forgé son œuvre, austère et rigoureux. Dont la galerie Lelong propose des pièces récentes.

GALERIES

Robert Motherwell

Un choix d'œuvres récentes (vingt-sept peintures en collages) de l'un des grands témoins de l'école américaine, expressionniste et abstrait, de l'après-guerre. Qui n'a pas été exposé largement à Paris depuis la rétrospective du Musée municipal d'art moderne, en 1977.

Galerie Artcurial, 9, av. Matisse, Paris-8^e. Tél. : 42-93-18-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 10 novembre.

Imagard Sigg

Imagard Sigg, un sculpteur qui n'est plus une gamine, aime à donner au bronze et au fer une tournure étrange qui fait penser parfois au modernisme et à son ligne en coup de fouet. Elle propose, comme toujours chez Darthea Speyer, une dizaine de grandes pièces récentes sur le thème du double.

Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Cœur, Paris-6^e. Tél. : 43-34-78-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

Thomas Struth

Tenant de la nouvelle objectivité allemande, élève des

Becher, mais formé par Gerhard Richter, Thomas Struth, trente-six ans, considère son travail comme un témoignage politique et social de notre époque. Prologues des portraits frontaliers, paysages et vues d'architecture, l'attitude mimétique des visiteurs dans les musées évoque la « Trilogie du regard » de Boris Struss.

Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes, Paris-11^e. Tél. : 40-21-89-69. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 novembre.

RÉGIONS

Aix-les-Bains

Degas Ce n'est pas une très grosse exposition, mais elle vient à point pour rappeler que le Musée Faure possède d'intéressantes collections, notamment quatre Degas, dont deux petits bronzes de danseuses. Qui sont présentés entourés d'autres bronzes venus du Musée d'Orsay, et de quelques gravures venues de la BN.

Musée Faure, 10, boulevard des Côtes, 73100. Tél. : 73-61-08-57. Mercredi, vendredi, samedi, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, dimanche, lundi, jeudi, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 novembre. 15 F.

Antibes

Rétrospective Julio Gonzalez (1876-1942)

Gonzalez fut l'un des pères de la sculpture en fer et, par là même, de la sculpture tout court. C'est lui qui initia Gargallo aux techniques du martelage, du repoussage et de la soudure, avant de travailler « à quatre mains » avec Picasso. Le Musée d'Antibes a donc quelques bonnes raisons de le saluer par une importante rétrospective (150 sculptures et dessins de 1902 à 1942).

Musée Picasso, château Grimaldi, 06600. Tél. : 33-34-91-91. Tous les jours sauf mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 20 F.

Carcassonne

Bernard Maninot

Depuis ses premiers tableaux de vitrines et de scènes, ce fin dessinateur n'a cessé de travailler sur et sous verre, pour y fixer des constructions compliquées, spirales, croissillons et roues voilées dans la poussière de graphite et les lavés d'encre de Chine. C'est souvent beau.

Musée des beaux-arts, 11000. Tél. : 68-77-71-28. Tous les jours, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 décembre.

Gravures

La Bibliothèque Imaginée de Collectif génération

Une exposition de livres d'artistes du Collectif génération, dont le maître d'œuvre, Cerval Jassaud, se souvenant de Voltaire, d'Alfred de Musset, entend faire fructifier la rencontre d'artistes contemporains, d'écrivains, de techniciens du livre et d'éditeurs. Une centaine d'ouvrages sont présentés.

Musée du dessin et de l'estampe originale, arsenal, place C. Valentin, 59820. Tél. : 28-23-08-13. Tous les jours, sauf mardi, de 14 heures à 17 heures, samedi, dimanche, de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 décembre.

Grenoble

Piero Dorazio

Piero Dorazio est un peintre

italien peu connu en France. Un abstrait qui, après s'être intéressé aux recherches des avant-gardes du début du siècle, a noué des liens avec l'école new-yorkaise, tout en demeurant fidèle aux moyens traditionnels de la peinture. Le résultat : un art non objectif, ni strictement géométrique ni tout à fait informel.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-82. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Lyon

Collection USArt

Exposées ensemble pour la première fois, les œuvres d'artistes américains acquises par le Musée d'art contemporain de Lyon depuis 1984, date de sa création. LeWitt, Wiener, Huebler, Baldessari, Byars, Flavin, Sonnier, Kosuth et quelques autres y sont représentés. Comme quoi Thierry Raspail, le conservateur du musée, en six ans, n'a pas perdu son temps.

Musée d'art contemporain, 16, rue du Président-Edouard-Henri, 69001. Tél. : 78-30-50-66. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 octobre.

Edouard Vuillard

Tous les aspects de l'œuvre trop souvent sous-estimée de ce beau peintre du tournant du siècle y sont évoqués : la peinture des intérieurs bourgeois, les jardins, les por-

traits, les dessins, les travaux pour le théâtre, les panneaux décoratifs. Cette importante rétrospective est organisée à l'occasion du cinquantième de la mort de Vuillard par les Musées des beaux-arts de Lyon et de Nantes et la fondation Caixa de Pensions de Barcelone.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-28-07-86. Tous les jours, sauf lundi et mardi, de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 19 novembre.

Marseille

Arte Povera

Alighiero Boetti, Anselmo, Calzolari, Fabro, Kounellis, Merz, Paolini, Spence, Pistoletto, Zorio : soit le gros des troupes d'Arte Povera, l'avant-garde italienne de la fin des années 60. A travers la collection du Musée national d'art moderne. Pour la première des expositions proposées par le nouveau directeur des Musées de Marseille, Bernard Blistène.

Musée Cantini, 19, rue Gigan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours, de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre. 12 F.

Nîmes

Morris

En quelque soixante-dix dessins depuis 1937, l'univers d'un des enfants du surréalisme qui se destinait à l'architecture avant de bâtir, en peinture, ses visions, entre réalité et science-fiction, sexe et politique.

Carré d'art - Musée d'art contemporain, place de l'Hôtel-de-Ville, 33033. Tél. : 66-76-70-01. Tous les jours, de 8 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre.

Nouans-Sur-Ouche

Le Carré libéré

Quelque part entre Grasse et Mougins, un château. Où vient de s'ouvrir, autour d'une collection particulière - celle de Sybil Albert-Barrier - un centre d'art voué à l'« art concret ». Entendre par là l'art abstrait pouvant se réclamer de Mondrian et Malevitch. Près de quarante artistes figurent au catalogue, de Josef Albers à Marcel Wyls en passant par Max Bill, Gottfried Honniger, Nicla Toroni et Bernard Venet.

Espace de l'art concret, Château de Nouans-Sur-Ouche, 63370. Tél. : 93-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche, de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 juin 1991.

Troyes

Gina Pane

L'exposition, qui salue l'artiste disparue en mars dernier, retrace son parcours depuis la fin des années 60, moment où Gina Pane ancre ses recherches dans l'art corporel. Son engagement quasi mystique d'« elle-même » comme écriture à part entière, c'est-à-dire comme moyen de communication, pouvait alors aller jusqu'à la blessure ou la brûlure. Lors d'actions pénibles dont la trace demeure sous formes de dessins, de photographies et de textes.

Cadran solaire, chapelle de l'Hôtel-Dieu, quai des Contes-de-Champagne, 10000. Tél. : 25-76-13-78. Tous les jours, sauf mardi, de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 décembre.

Vernon

L'Art allemand, de l'expressionnisme au néoexpressionisme

Dix, Feininger, Grosz, Heckel, Kirchner, Macke, Munch, Nolde, et quelques autres. En une bonne centaine d'estampes, dessins et aquarelles venues du Musée des beaux-arts d'Oldenburg. Pour le Festival d'automne en Normandie.

Musée municipal A.-G. Poullin, 12, rue du Pont, 27200. Tél. : 32-21-28-09. Tous les jours, sauf lundi et fêtes, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 5 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Genevieve Breuer, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

GALERIE REGARDS

11, rue des Blancs Manteaux 75004 PARIS

HOSIASSEN

Jusqu'au 17 novembre 1990

SALON DU DIX AU QUINZE

Mairie du IV^e arrondissement
2, place Baudoyer - Paris

Invitée d'honneur :
Maxa Nordau

Vernissage le 20 octobre
20 octobre - 1er novembre 1990

PROSCENIUM

35, rue de Seine, 75006 Paris
43.54.92.01

Christian BERARD

Galerie Beaubourg
César
c/o
Marianne & Pierre Nahon
23 RUE DU RENARD 75004 PARIS
42 71 20 50

سلا من الفن الحديث

34 La réforme économique devant le Parlement soviétique. Les négociations sur l'Uruguay Round.

35 La grève exaspérée des conducteurs d'autobus.
42 Nomination de M. Yves Lyon-Caen à la présidence du Crédit national.

42 Marchés financiers.
43 Bourse de Paris.

BILLET

La « révolte des petits »

Alors qu'un consensus paraissait enfin se dégaier entre les partenaires sociaux et l'Etat, la réforme de l'UCANSS (Union des caisses nationales de sécurité sociale), chargée de gérer le personnel, est de nouveau dans l'impasse.

Dans le cadre de la mission de concertation confiée à M. Jean Lavergne, le CNPF, FO et la CFDT s'étaient pourtant mis d'accord pour revenir à la gestion paritaire et proposer que l'Etat allège sa tutelle (contrats pluriannuels, abandon de certaines références) sans remettre en cause le cadrage salarial qu'il impose. Compromis que le gouvernement était disposé à accepter, quoique sans enthousiasme. C'était sans compter avec la CFE-CGC et la CFTC qui estiment que ce schéma ne change rien au rôle de censeur joué par les pouvoirs publics et qu'il s'agit d'un « retour au corporatisme sans contreparties ».

Cette « révolte des petits » a provoqué un vif mécontentement au CNPF. M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale, a fait savoir mardi 16 octobre que le patronat « renonce, en l'état actuel du dossier, à réintégrer l'UCANSS ». Pour M. Jean Kaspar (CFDT), qui demande à M. Lavergne de tenter une dernière démarche, CFE-CGC et CFTC « prennent une lourde responsabilité » alors que M. Marc Blondel (FO) considère que « plus les syndicats seront divisés, plus le risque d'une éviscération sera fort ». Quant à la CGT, elle s'est volontairement placée hors de la partie.

Cet épisode n'a vraiment rien de glorieux. Dans les organismes de sécurité sociale, la gestion du personnel constitue l'un des rares domaines où les partenaires sociaux disposent de réelles responsabilités. Or le système de classification qui y est en vigueur est totalement ubuesque : au bout de dix ou douze ans, les agents de la « sécu » arrivent en fin de carrière. A présent, ils risquent d'être incapables de saisir l'occasion d'assouplir la pesante tutelle de l'Etat. Il est vrai que la présence de cinq confédérations complique singulièrement le jeu et que, pour « exister », certaines sont parfois tentées de multiplier leurs divergences.

J.-M. N.

Manifestation des agents de la Sécurité sociale. — La manifestation nationale des salariés de la Sécurité sociale a regroupé mardi 16 octobre à Paris 20 000 personnes selon les organisateurs (5 000 selon la police). Parti en début d'après-midi du ministère de la santé, avenue de Ségur, le cortège a abouti place de la Madeleine.

Les réserves obligatoires des banques vont être allégées

Le Conseil national du crédit, réuni le mardi 16 octobre, a examiné et entériné un allègement des réserves obligatoires des banques. Un nouveau dispositif a été instauré qui prévoit de réduire les réserves sur les ressources bancaires rémunérées à des taux proches du marché et de taxer un peu plus lourdement les ressources gratuites, à commencer — c'est une première — par les encaisses liquides.

M. Jacques de La Rosière, gouverneur de la Banque de France, a rendu public mardi 16 octobre, à l'issue d'une réunion du Conseil national du crédit, le nouveau dispositif de réserves obligatoires des

banques. Le taux des réserves applicables aux certificats de dépôt, aux dépôts à terme et aux bons sera abaissé de 3 à 0,5 %. Les comptes sur livrets verront leur taux de réserve chuter de 3 à 2 %. En revanche, les encaisses en billets des établissements bancaires seront taxées pour la première fois. Une période d'essai de dix-huit mois à taux réduit est cependant instaurée sur les réserves des encaisses pour ruder la circulation des billets entre la banque centrale et les établissements de crédit.

Globalement, cet allègement des réserves libère 26 milliards de francs de trésorerie pour l'ensemble des banques soumises à réserves. Placé à des taux de marché, cet argent rapportera 2,6 milliards de francs environ, soit un ballon d'oxygène pour des marges

bancaires durement comprimées par la concurrence. Pour la Banque de France, « l'impact des réserves obligatoires sur les établissements de crédit deviendra ainsi nettement inférieur à celui constaté dans de nombreux pays, notamment les Etats-Unis et l'Allemagne ».

Coquets bénéfices

Cette réforme des réserves obligatoires est la conséquence d'une polémique engagée par l'Association française des banques (AFB), d'une part, et d'un constat technique de la Banque de France, d'autre part. L'AFB est partie en guerre il y a un an contre une politique de réserves considérées comme sans utilité réelle pour la conduite de la masse monétaire. « Les réserves offrent surtout le moyen à la Banque de France de réaliser des coquets bénéfices en nous représentant l'argent qu'elle nous prêterait », expliquaient les banquiers.

De son côté, la Banque de France, qui réaffirmait l'importance des réserves obligatoires dans la conduite de la politique monétaire, enregistrait, sans y pouvoir mais, des fuites massives de certificats de dépôts en direction des filiales étrangères des banques françaises. Pour éviter de constituer des réserves sur leurs ressources rémunérées, les banques sortaient de leur bilan des montants considérables de certificats de dépôt, qu'elles faisaient revenir une fois passée la date fatidique de constitution des réserves. Le nouveau dispositif devrait annuler ces aller et retour.

Les banques vont-elles profiter uniformément d'une réforme qui consiste à taxer les ressources non délocalisables ? Le Crédit agricole était, en tout cas, le seul à se plaindre ouvertement, mardi 16 octobre. « Avant, on payait 24 % de l'ensemble des réserves, maintenant on va payer 2,5 % », se plaignait l'un des responsables de la « banque verte ». « Puisqu'on parle de banalisation, pourquoi ne pas étendre les réserves à la totalité de la masse monétaire et faire payer également la Caisse des dépôts ? » ajoutait-il. La Banque de France fait, pour l'instant, la sourde oreille.

YVES MAMOU

Promotion à l'américaine

Etudiants à vos postes !

« Regarder les feuilletons de CBS, c'est cool ». Ce remarquable slogan est le pivot d'une campagne de 6 millions de dollars lancée par la grande chaîne américaine pour inciter les étudiants à passer leurs après-midi devant le petit écran. Sponsorisée par L'Oréal, une caravane publicitaire visite une cinquantaine de campus, propose aux étudiants de jouer devant les caméras une scène de leur feuilleton favori, distribue prix et t-shirts.

L'embrigadement des collégiés est l'une des nombreuses mesures prises par les networks américains pour combattre leur spectaculaire érosion d'audience. Les trois chaînes nationales, qui n'attiraient déjà plus que 70 % des téléspectateurs l'an dernier, sont tombées à 65 % cette année. Une étude toute récente montre que 35 millions de foyers américains délaisseraient les chaînes au moins une soirée par semaine

pour regarder une cassette vidéo. Hémorragie dramatique pour les annonceurs, qui songent déjà à réorienter leurs investissements.

Fort heureusement, les responsables de CBS se sont aperçus que 67 % des 12 millions d'étudiants résidant sur les campus possédaient un récepteur et passaient environ seize heures par semaine devant le petit écran.

Une moyenne facilement améliorable avec un peu de promotion. Aux mauvais esprits qui jugent cette campagne de la chaîne contradictoire avec les grandes enquêtes de sa rédaction sur le malaise de l'éducation américaine, Joseph Abruzzese, vice-président chargé du marketing à CBS, répond sans se démonter : « Il vaut mieux que les étudiants passent leurs après-midi devant la télévision plutôt que de traîner dans les bars ».

J.-F. L.

Le prix Nobel 1990 de sciences économiques décerné à MM. Harry Markowitz, William Sharpe et Marton Miller

Les fondateurs de la finance moderne

par Georges Gallais-Hamono et Jean Berthon

L'Académie royale des sciences de Suède a, le mardi 16 octobre, attribué le prix Nobel 1990 de sciences économiques à trois professeurs américains, MM. Harry Markowitz, Marton Miller et William Sharpe (le Monde du 17 octobre).

Bien que plusieurs Prix Nobel d'économie soient également connus par leurs travaux en finance, c'est la première fois que des chercheurs spécialisés en ce seul domaine sont couronnés. Tout autant que la récompense d'innovations théoriques, ces prix témoignent du prodigieux développement de la théorie financière au cours des quarante dernières années et de la place qui lui revient maintenant au sein de la science économique contemporaine. Qui pouvait prévoir en 1952 qu'un article du *Journal of Finance* allait être la pierre angulaire d'une théorie unanimement acceptée et utilisée par un grand nombre de praticiens : la théorie du portefeuille ? Sans doute pas son auteur, puisque, assez paradoxalement, après la publication de sa thèse et de quelques articles, Harry Markowitz s'est détourné de la finance pour se spécialiser dans l'industrialisme et y inventer un nouveau langage.

Pourtant de l'évidence que la rentabilité des actions fluctue, Harry Markowitz a eu l'intuition géniale que ces variations pouvaient être décrites en termes probabilistes, portant ainsi la puissance de la théorie mathématique à la mesure des phénomènes boursiers et donnant le cadre conceptuel dans lequel s'est développée toute la théorie moderne du portefeuille. C'est ainsi qu'il définit le risque d'un placement financier par l'écart-type des rentabilités. Appliquant dès lors des théorèmes classiques des statistiques, il a démontré l'intérêt de la diversification d'un portefeuille entre plusieurs titres et trouvé la méthode permettant de déterminer les « meilleurs » de ces portefeuilles, qui sont appelés maintenant les portefeuilles efficaces. Contrairement aux idées reçues, un portefeuille composé de plusieurs titres est moins risqué que tout portefeuille composé d'un seul de ces titres, même s'il s'agit du moins risqué d'entre eux. Le portefeuille efficace est le portefeuille le plus rentable pour un niveau de risque donné ; il est déterminé par application des méthodes de programmation quadratique. Et tout devait ensuite en découler.

Mais à l'époque, la puissance des ordinateurs ne permettant pas d'effectuer rapidement et sans coût prohibitif les calculs nécessaires. C'est la raison pour laquelle William Sharpe a cherché, dans sa thèse, une méthode plus simple de résolution du problème de la détermination des portefeuilles efficaces. Il l'a trouvée grâce à l'introduction simplifiée du « portefeuille de marché » qui a popularisé, quinze ans plus tard, les idées fondatrices de Harry Markowitz. Mais cette intuition s'est révélée extraordinairement féconde. En effet, William Sharpe a découvert qu'une relation linéaire unissait les variations de la rentabilité de chaque titre à celle du marché dans son ensemble et que celle-ci pouvait être mesurée à partir de l'indice du marché pour obtenir le fameux coefficient BETA.

La simplicité apparente du concept et la facilité de calcul n'expliquent pas, à eux seuls, l'engouement de la communauté financière et universitaire pour ce qu'on a appelé « la révolution BETA ». William Sharpe est en effet allé beaucoup plus loin : un marché est à l'équilibre quand la rentabilité des différents actifs est fonction de leur risque mesuré par le BETA. De cette relation se déduit la prime de risque dont les variations expliquent les phases de hausse ou de baisse des cours boursiers. Cette relation s'applique aussi à la mesure de performance des SICAV et des FCP sous la forme du « coefficient de Sharpe ».

Les paradoxes de la théorie de la firme

C'est donc à juste titre que Markowitz et Sharpe sont considérés comme les pères « intellectuels » de la gestion de portefeuille, et du corps théorique et doctrinal sur laquelle elle se fonde aujourd'hui.

Le jury du Nobel, lors de son attribution du prix à France Modigliani en 1985, a certainement longuement délibéré pour savoir s'il ne devait pas en même temps couronner

Marton Miller dans la mesure où deux des théorèmes les plus connus de la théorie financière unissent les noms de ces deux savants. On peut penser que l'argument ayant emporté la décision avait été de privilégier des travaux couvrant des champs variés et non uniquement financiers. Le contre-argument semble avoir joué cette fois-ci. Unanimentement respecté et reconnu pour ses travaux dans les différents domaines de la finance, Marton Miller restera comme le codécouvreur des deux théorèmes qui servent de base à la théorie de la firme.

Rappelons-les brièvement. Le premier dit que la valeur d'une firme est indépendante de son endettement, car il n'existe pas d'effet de levier. Contrairement à ce que croient beaucoup de responsables d'entreprises, le financement des investissements par la dette n'augmente que de manière apparente la rentabilité des fonds propres parce qu'elle augmente simultanément le risque couru par les actionnaires. Le deuxième théorème est encore plus paradoxal puisqu'il implique que de ne pas distribuer de dividendes, conséquence inacceptable pour la majorité des actionnaires individuels ou institutionnels.

Bien que l'approche de Miller et Modigliani et celle de Markowitz et Sharpe soient, comme nous l'avons vu, différentes, elles doivent aboutir au même résultat en termes de valeur boursière pour la firme. C'est ce que démontrèrent formellement des travaux récents. Et c'est peut-être ce qu'a voulu démontrer, à sa façon, le jury du prix Nobel en réunissant ces trois grands économistes.

Georges Gallais-Hamono est professeur de l'Institut orléanais de finance (université d'Orléans). Jean Berthon, actuariaire, est directeur de recherches à l'université d'Orléans.



AVIS D'APPEL D'OFFRES

Objet: Equipements médicaux des centres sanitaires au Tchad.
Financement: Banque Islamique de Développement (B.I.D.)
Convention de financement: en date du 4 Mars 1984

Le Ministère du Plan et de la Coopération de la République du Tchad invite, par le présent appel d'offres, les candidats admis à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la fourniture d'équipements médicaux des centres sanitaires au Tchad.

La participation est ouverte à égalité de conditions à toute personne physique et morale éligible par la Banque Islamique de Développement (B.I.D.).

Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'appel d'offres à l'adresse suivante.

Ministère du Plan et de la Coopération
Direction de la Programmation et des Aides Extérieures
BP 286, TELEX: MINIPLAN 5329 KD, TEL. 51 46 64
N'DJAMENA - TCHAD

ÉCONOMIE

SOCIAL

Une agression par jour sur le réseau RATP Paris-banlieue

L'exaspération des conducteurs d'autobus

Plusieurs centaines de milliers de Parisiens et de banlieusards ont été touchés, le 16 octobre, par la poursuite du mouvement de grève des conducteurs d'autobus qui a paralysé 38 % du trafic. Mercredi 17 octobre, dans la matinée, la reprise du travail était perceptible et la direction faisait état d'un trafic assuré à 90 %. Seul demeurait totalement paralysé le dépôt de bus « Flandre », à Pantin, d'où était parti le mouvement, le 13 octobre, à la suite de l'agression perpétrée sur un machiniste.

2 juillet, ligne 182 : « Sans motif apparent, un voyageur frappe le machiniste au visage. Contusions. »

3 juillet, ligne 396 : « Deux individus dérobent une partie de l'empêche [somme d'argent à la disposition du conducteur pour la vente des tickets] du machiniste qui demandait à un voyageur de descendre de l'autobus. »

4 juillet, service spécial : « Sans motif apparent, un automobiliste pulvérise du gaz lacrymogène au visage du

machiniste. » 5 juillet, ligne 181 : « Trois individus frappent au barbare le machiniste qui leur avait demandé de cesser de chahuter. »

Cet inventaire des coups et blessures ne doit rien à Prévert. Mois après mois, c'est la direction de la RATP-bus qui établit la liste des agressions contre les machinistes. Affiché dans le local syndical du dépôt de Flandre, à Pantin, ce document en recense quatre-vingt-onze de mai à juillet. En trois mois, trois cent soixante-dix jours d'arrêt de travail pour raisons médicales, consécutives à ces agressions.

Rien de vraiment nouveau, pourtant, sur le réseau routier Paris-banlieue : des jeunes qui prennent d'assaut un autobus, des pierres lancées contre le pare-brise, des violences gratuites ou intéressées par la recette du jour. « Les papiers froissés, les crachats et les insultes qui nous sont jetés au visage, les bandes de loubards qui mettent le bordel au fond de la voiture, ce sont des incidents presque normaux », disent les grévistes du dépôt de Flandre. Dimanche

14 octobre, pourtant, la coupe a débordé. La veille au soir, un machiniste affecté à ce dépôt de Pantin, M. Christian Bêhuc, devait être poignardé par un groupe de jeunes loubards, sur la ligne 177 à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine). Un voyageur s'interposant fut, lui aussi, blessé. La grève a aussitôt démarré.

Au dépôt de Flandre, la moitié des quatre cents machinistes ne veulent plus travailler sur les lignes « à risques », comme la 133 entre Le Bourget et Suresnes-Saint-Brice. D'autres, ou les mêmes, refusent les horaires de nuit. « J'ai tout pris, mieux vaut rouler pendant le service matinal, à partir de 5 heures, ou le service casse-croûte [celui qui empêche de manger le midi et le soir] ».

Les plus anciens avaient participé à la grève de mars 1981, déjà suscitée par l'insécurité. A l'époque, ils avaient notamment obtenu l'installation d'une cabine anti-agression en Plexiglas et d'une « alarme discrète » dans les autobus. Mais ces dispositifs ne leur paraissent plus adaptés à la violence actuelle. « La cabine protège

bien des passagers, mais elle est inefficace contre les coups de poing ou les jets de gaz », explique un conducteur qui assure la « voiture-balai 130 », le dernier véhicule de la journée. Quant à l'alarme discrète — en actionnant un bouton, le conducteur déclenche les clignotants extérieurs du bus et met en marche un système de sonorisation qui permet à la permanence de la RATP d'écouter ce qui se passe dans l'autobus — les machinistes déplorent ses défaillances techniques (zones d'ombre, interférences).

Face à l'insécurité, les syndicats réclament non seulement l'amélioration de ces dispositifs, mais encore un renforcement de la surveillance policière et des patrouilles de la RATP, ainsi que la présence de deux agents par voiture après 22 heures. Faute de quoi, prévient-on au dépôt de Flandre, les conducteurs reprendront le service sans leur empêche de monnaie, c'est-à-dire sans faire payer les usagers.

ERICH INCIVAN

La mort de Renaud de La Genière

Suite de la première page

Insensible aux modes intellectuelles, d'une plume facile et avec une clarté toute cartésienne, le directeur du budget analyse, dissèque et met à nu les incohérences ou les contradictions de la politique financière du moment. Ce qui ne manque pas de provoquer quelques remous. Ainsi, en mai 1974, en pleine campagne présidentielle, il adresse à M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, puis candidat, une note très à cheval sur la préparation du budget 1975. Sans précautions oratoires, il y démontre que, faute d'une aggravation fiscale, peu souhaitée en climat pré-électoral, et compte tenu du prélevement opéré par la hausse spectaculaire du prix de l'énergie (déjà), il faudrait abandonner plusieurs projets grandioses de l'Etat, dans l'aéronautique et dans la nucléaire, notamment. Renaud de La Genière souligne la nécessité d'exercer une extrême rigueur dans les décisions à prendre et de faire une pause dans l'accélération des transferts sociaux, à moins que des ressources nouvelles ne soient créées.

pas un accueil déclinant. Ce qui, peut-être, compromet ses chances d'être ministre, après la victoire de la droite en mars 1986, mais ne l'empêche pas d'être nommé président de la Compagnie financière de Suez, quatre mois après.

A l'époque, les commentaires furent mitigés. Un ancien gouverneur de la Banque de France à la tête d'un groupe d'affaires ? Le pantouflage d'un de ses prédécesseurs, M. Wilfrid Baumgartner, à la présidence de Rhône-Poulenc, au début des années 60, ne constituait pas une réussite totale et certains se montrèrent, donc, sceptiques. Ne disait-on pas, rue d'Assolvi, au siège de la Compagnie, que le nouveau président se faisait, dans les premiers temps, appeler « monsieur le gouverneur » et qu'il avait inauguré ses premiers conseils d'administration en faisant un cours sur la masse monétaire ? Mais, assez rapidement, il allait démontrer à une équipe de direction compétente mais composée de tempéraments très différents, parfois opposés, qu'il était le chef.

La Générale de Belgique, Victoire...

Après la privatisation de la Compagnie, lancée à l'automne 1987, juste avant le krach boursier, il supervisa, au printemps 1988, la bataille pour le contrôle de la Société générale de Belgique attaquée par M. De Benedetti. C'est de son lit de l'hôpital Cochin que, déjà malade, il donna le verbe à ses lieutenants pour l'offensive victorieuse sur ladite Société générale. Par la suite, il se montra intraitable avec M. Jean-Marie Vermees, lorsque ce dernier, devenu PDG de la Compagnie industrielle, après le départ en retraite de M. François, menaçait l'équilibre régissant entre les actionnaires de la compagnie d'assurances Victoire et sa nouvelle acquisition, l'assureur allemand Colonia. Il donna ensuite son blanc-seing à l'entrée de l'UAP dans le capital de Victoire.

Pendant ces quatre années passées à la tête de la compagnie, Renaud de La Genière aura continué à donner des preuves de son caractère. Il lui arrivait de piquer des colères monstrueuses, avant de revenir au calme et presque toujours de se montrer chaleureux et charmant auprès de ses collaborateurs. En dépit des premières atteintes de sa maladie, il sera resté sur le pont jusqu'au bout, notamment dans l'affaire Victoire de l'automne dernier, inspirant du respect à tous par son total sang-froid.

FRANÇOIS RENARD

[Né le 9 février 1925 au Mans, dans la Sarthe, M. Renaud de La Genière de la Rampe de Sèvres, marié et père de trois enfants, était licencié en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1948-1949), inspecteur des finances, il avait été conseiller technique au cabinet de M. Antoine Pinay, ministre des finances (1958-1959), puis, plus tard, directeur du budget (1966), avant de devenir sous-gouverneur (1974) puis gouverneur de la Banque de France (1979-1984). En juillet 1986, il était nommé à la présidence de la Compagnie financière de Suez. Souffrant, il avait donné sa démission dans les premiers jours d'octobre 1990.]

ESSEC
Ecole Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales

Point de rencontre privilégié du monde des affaires et du monde académique, l'ESSEC forme ou plus haut niveau les dirigeants de demain.

La compétence reconnue de son corps professoral et l'ouverture internationale se conjuguent à l'Ecole avec l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités développés chez les étudiants.

Scolarité : 3 ans à l'issue des classes préparatoires ou 2 ans par admission sur titre (maîtrises, ingénieurs, médecins...).

■ ESSEC
1, av. Bernard-Hirsch, BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : (1) 34.43.30.00.

AVIS D'APPEL PUBLIC DE CANDIDATURES

CONCOURS SUR ESQUISSE CONCOURS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE CONSULTATION INTERNATIONALE

La Ville de Nantes lance, conformément aux dispositions de l'article 314 ter du code des Marchés publics, un appel de candidatures dans le cadre d'un concours sur esquisse organisé en vue de l'aménagement d'une nouvelle centralité pour la cité : l'espace à aménager, articulé autour de l'axe place Alexis-Ricordeau/île Feydeau/cours des Cinquante Otages, porte sur une périmètre divisé en quatre îlots :

- Ilot 1 : Feydeau Sud.
- Ilot 2 : Feydeau Nord.
- Ilot 3 : Abords de l'île Feydeau.
- Ilot 4 : Place de l'Écluse/Bassin Ceineray.

Dans un premier temps, il est précisé que seul sera réalisé l'aménagement de la première phase de cette opération, correspondant aux îlots 1 et 2.

Le montant prévisionnel de la réalisation de cette première phase est estimé à 75 000 000 F TTC.

1. CANDIDATS

Ce concours est ouvert aux équipes de concepteurs à caractère pluridisciplinaire, lesquelles devront comporter au moins un architecte.

2. DOSSIER DE CANDIDATURE

- Le dossier de candidature devra comporter les documents suivants :
- Les nom, qualités et adresse professionnelle de chacun des membres constituant l'équipe.
 - Le nom du mandataire, lequel n'aura pas nécessairement la qualité d'architecte.
 - La description de l'ensemble de l'équipe.
 - La présentation de références récentes en matière d'études et/ou de réalisation dans le domaine de l'aménagement de centre-ville des grandes agglomérations françaises ou étrangères.

La présentation d'œuvres, de publications, d'expositions, et/ou la participation à des jurys, en particulier dans le domaine de la présente consultation, et/ou toutes autres indications de notoriété sont des éléments à faire figurer au dossier de candidature.

3. DATE LIMITE DU DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les documents mentionnés au 2 ci-dessus, à l'exclusion de tous autres, devront être soit déposés, contre récépissé ; soit adressés par pli recommandé avec accusé de réception postal, le cachet de la poste faisant foi, au plus tard le 30 octobre 1990 avant 11 heures, à l'adresse suivante :

M. le Député-Maire de la Ville de Nantes
Direction générale de l'Aménagement et de l'Urbanisme — BP 1006
Hôtel de Ville — 44036 NANTES CEDEX
avec la mention « Concours sur esquisse — Nouvelle centralité pour Nantes ».

4. SÉLECTION DES ÉQUIPES EN VUE D'UN CONCOURS SUR ESQUISSE

Le jury procédera à la sélection de 7 à 10 équipes maximum ; la liste des équipes de concepteurs sélectionnées par le jury sera approuvée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum d'une semaine.

Les équipes sélectionnées seront invitées à participer à une visite sur le site le 13 novembre 1990 et se verront remettre, ce jour, le dossier de consultation. Elles seront invitées à concourir pour la réalisation d'une esquisse portant sur l'ensemble du périmètre d'aménagement et disposeront, pour l'élaborer, d'un délai de 10 semaines, à compter de la date précisée ci-dessus.

5. DÉSIGNATION DU OU DES LAURÉATS — INDEMNITÉS

Le jury formulera ensuite une proposition motivée en vue de la désignation d'un ou de plusieurs lauréats par le Conseil municipal de la Ville de Nantes.

Une indemnité d'un montant global forfaitaire de 1 200 000 F HT maximum sera répartie entre les équipes de concepteurs sélectionnées et ayant remis une esquisse dans les conditions prévues par le règlement du concours, et qui n'auront pas été désignées en qualité de lauréat.

6. SUITES DONNÉES AU CONCOURS

Le ou les lauréats du concours sur esquisse se verra (verront) confier une mission partielle de définition de l'avant-projet-sommaire (APS) pour le projet d'aménagement de l'îlot (ou des îlots) pour lequel (lesquels) elle (s) aura (auront) été déclarée (s) lauréat (s), rémunérée sur la base de l'enveloppe financière du concours.

Après approbation de l'APS, le ou les lauréats se verra (verront) confier pour la suite des études et la réalisation de la première phase, une mission normalisée de maîtrise d'œuvre de type M6 étendue aux STD et PEO pour les lots techniques.

7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus en téléphonant au 40-41-99-09 (D.G.A.U.).

8. DATE DE L'ENVOI À L'ORGANISME CHARGÉ DE LA PUBLICATION

Le présent appel a été adressé à la publication le mardi 9 octobre 1990.

EN BREF

□ Lufthansa renonce à entrer dans le capital d'Interflug. — La compagnie allemande Lufthansa a annoncé, le 16 octobre, qu'elle renonçait à acquérir 26 % du capital de l'ancienne compagnie est-allemande Interflug. L'Office des cartels fédéral avait déclaré que cette prise de participation représentait un risque pour la concurrence, et British Airways, qui s'était portée, elle aussi, candidate à ce rachat, avait dénoncé ce rapprochement. Il semble que Lufthansa, désormais autorisée à voler dans toute l'Allemagne, ait estimé que la fusion RFA-RDA lui épargnerait la reprise d'une compagnie dont les avions sont obsolètes et le personnel peu adapté aux exigences de l'aviation commerciale moderne.

□ La compagnie brésilienne Varig commande 26 Boeing. — La compagnie aérienne brésilienne Varig vient de commander à Boeing 26 appareils, pour un montant total de 2,6 milliards de dollars (un peu plus de 13 milliards de francs). Selon Boeing, Varig exploite actuellement 63 courriers à réaction Boeing, en propriété ou en leasing.

□ Erratum. — Dans nos éditions datées mercredi 17 octobre, un erreur s'est glissée, page 21, dans l'article consacré à l'indice des prix de détail de septembre. A la dernière phrase, il fallait lire : « Le projet de budget pour 1991 est basé sur l'hypothèse d'une hausse des prix de 2,8 % » (et non pas de 3,4 %, qui est l'inflation prévue pour 1990).

orientations
EIA
Ecole Internationale des Affaires

E.I.A. : ESC Marseille, CECE, ISGA, ISEFI, CESEM Méditerranée, CPOA, Masters spécialisés...

Un art de travailler et de vivre

La mission de l'E.I.A. est de former les dirigeants de demain. Pour ce faire, elle s'est fixée comme objectifs :

- être un pôle d'excellence dans divers domaines de formations supérieures,
- devenir un centre de rayonnement international,
- concourir au développement régional,
- développer l'art de travailler et de vivre en Méditerranée.

■ E.I.A.,
Domaine de Luminy,
Case 921, Marseille Cedex 09.
Tél. : (16) 91.26.98.00

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
« Domaine du Château de Beaulieu »
« 92 hectares dans 71 communes de Prévôtés et de Grande crues »
Documentation LM ou demande à Maison
Bouchard Père & Fils au Château
Boulevard Père & Fils au Château
Boulevard Père & Fils au Château
Tél. 80-22-14-41 - Tél. Bouchard 39820F



MESSAGE DU PRÉSIDENT

Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,

Les résultats du premier semestre 1990 du Groupe HAVAS dépassent les prévisions que nous avions faites en début d'année. Notre progression annoncée est supérieure à la plupart des grandes sociétés de la cote : le résultat opérationnel du Groupe a enregistré une croissance de 23,9 % par rapport au premier semestre 1989.

Votre société est, parmi les grandes entreprises privatisées en 1987, une de celles dont le titre, en cours ajusté, a connu la meilleure évolution.

Comme les autres entreprises, nous sommes exposés aux aléas de la conjoncture ; mais nous sommes mieux protégés grâce à nos activités peu cycliques et non affectées directement par les événements actuels.

Au moment où l'action HAVAS, entraînée par l'affaiblissement des marchés financiers, a connu une baisse sensible par rapport à son cours le plus haut, il nous a paru utile de vous faire part de nos réflexions et de nos analyses sur les questions d'actualité qui nous concernent.

L'évolution politique en Europe de l'Est, au cours du premier semestre 1990, est à l'évidence favorable à l'économie de marché. L'impressionnant besoin de consommation à l'Est représente des débouchés très importants à moyen et long terme pour les entreprises occidentales.

Nous ne sommes pas restés à l'écart de ce mouvement et le Groupe HAVAS a dû et déjà signé de nombreux contrats de représentation exclusive pour plusieurs médias est-allemands, tchécoslovaques, hongrois, russes et ukrainiens au cours du premier semestre 1990.

Ce potentiel à moyen terme ne doit pas nous faire oublier que les marchés de l'Ouest sont pour la plupart très loin d'être saturés dans le secteur de la Communication.

Notre priorité se situe clairement en Europe : nous y avons choisi des secteurs de développement à forts potentiels. Notre démarche n'a pas été, n'est pas et ne sera pas identique dans chaque pays. Elle obéit toutefois à la même logique : s'adapter au marché, diversifier les risques et optimiser la rentabilité de nos investissements avec les professionnels les plus performants.

Les investissements publicitaires par foyer audiovisuel en 1989 en France se sont élevés à \$ 102 alors que ceux-ci étaient de \$ 298 aux États-Unis, \$ 294 au Japon, \$ 205 en Grande-Bretagne et seulement \$ 44 en République Fédérale d'Allemagne.

Cette analyse nous a conduit à y avoir plusieurs années à miser largement sur le marché allemand à travers, notamment, la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion et le Groupe IP.

Tout en continuant à dégager des résultats croissants, toutes les sociétés du Groupe sont mobilisées pour se développer rapidement hors de nos frontières, prioritairement mais de façon non exclusive en Europe. Grâce à la qualité de leurs produits et de leurs services, elles ont un coefficient de fidélité très élevé et une capacité de développement toujours démontrée.

La plupart des grandes entreprises françaises ont des situations financières saines grâce à

des réserves significatives et un très faible endettement. Si la croissance s'atténue et le rythme d'inflation progressait de un ou deux points, ces mêmes entreprises mettraient tout en œuvre pour gagner des parts de marché, malgré l'éventuel ralentissement des économies occidentales. Pour ce faire, elles devraient maintenir voire accentuer leur effort de communication.

En période de décelération économique, l'expérience nous a appris que les supports leader de chaque média gagnaient en part de marché. Or, dans la plupart des cas, notre Groupe est le premier dans chacun des secteurs où il intervient.

Sur le plan financier, l'essentiel de nos activités est composé de produits ou services à cycles courts et souvent pré-financés. Lorsque les taux d'intérêts augmentent, nos produits financiers augmentent aussi.

Pour l'ensemble de ces raisons, cette situation rend notre activité peu cyclique à condition bien sûr de rechercher en permanence des améliorations de productivité.

La baisse des marchés financiers nous offre des opportunités accrues ; nous disposons de plus de 3 milliards de francs nets de tout endettement pour investir. Nous ne ralentirons pas notre rythme annuel d'investissement, tout en demeurant très sélectifs.

De même, nous poursuivons notre action de désinvestissement progressif et programmé des actifs non stratégiques pour le Groupe. C'est dans cette logique qu'Eurocom a cédé dans d'excellentes conditions, au premier semestre, deux supermarchés dans Paris et les sociétés d'emballage TPI.

Les résultats du premier semestre ont été supérieurs à nos prévisions initiales, malgré la morosité du marché britannique dont nous attendions une contribution limitée à 3,5 % du résultat part du Groupe. En contrepartie, nos sociétés en Allemagne ont eu d'excellentes performances ; le marché allemand devrait contribuer, en 1990, à près de 10 % de la formation de nos résultats.

Sur l'ensemble de l'exercice 1990, nous attendons un bénéfice net part du Groupe de 1 150 millions de francs, soit environ 30 F par action, en hausse de 18 % par rapport à 1989.

HAVAS est en bonne santé. Dans des structures claires et renforcées, les équipes sont très motivées : elles veulent continuer à réussir. Grâce à vous, elles en ont les moyens.

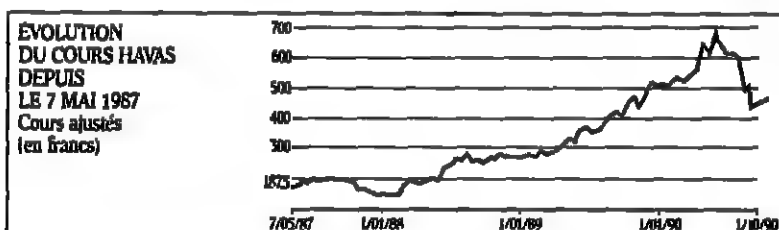
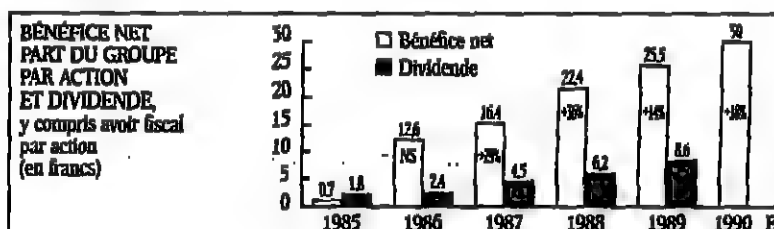
Dans un environnement où le pessimisme est fréquent, principalement sur les marchés financiers, nous vous confirmons que l'action HAVAS, 20^e capitalisation boursière française, mérite votre confiance.

Pierre Dauzier
Pierre DAUZIER

FAITS ET CHIFFRES

1^{er} SEMESTRE 1990

RÉSULTATS DU 1 ^{er} SEMESTRE 1990 (en millions de francs)	30 juin 1990	30 juin 1989	30 juin 1989	Croissance 1990/1989	Croissance 1990/1989	Rappel exercice 1989
Chiffre d'affaires	11 809	9 932	8 740	+ 18,9 %	+ 35,1 %	18 870
Résultat opérationnel	990	799	800	+ 23,9 %	+ 23,8 %	1 666
Résultat net consolidé	878	601	577	+ 46,1 %	+ 52,2 %	1 278
Résultat net part du Groupe	694	454	469	+ 52,9 %	+ 47,9 %	975



CHRONOLOGIE 1990

Janvier : IP signe un contrat de régie avec le réseau régional de télévision soviétique.
Février : Canal + Allemagne constitue son tour de table définitif.
Mars : Havas Tourisme rachète au Groupe Bolloré le réseau SCAC Voyages.
Mars : IP devient régisseur exclusif des chaînes de télévision est-allemandes DFF1 et DFF2 et de Radio Aktuell.
Avril : Comarec est introduite au Second Marché (15 millions de titres demandés pour 720 000 offres).
Mai : Le nominal de l'action Havas est divisé par 2 et une action gratuite pour 3 est attribuée.
Juin : AHM obtient l'exclusivité de la publicité pour les chemins de fer australiens.
Juin : L'action Avenir Havas Media passe au Règlement Mensuel.
Juin : IP devient régisseur exclusif des deux chaînes publiques de télévision tchécoslovaques.

Juillet : Une augmentation du capital d'Havas est réservée aux salariés dans le cadre d'un Plan d'Épargne Entreprise.
Juillet : Havas prend une participation de 7 % dans le capital des Éditions Gallimard à l'occasion de sa restructuration.
Août : Havas lance un programme ADR (American Depositary Receipt) aux États-Unis.
Septembre : Havas décide d'apporter ses intérêts dans les Éditions Robert Laffont au Groupe de la Cité.
Septembre : Havas Tourisme prend une participation de 13 % dans le capital de Business Travel International.
Septembre : Eurocom crée "Eurocom Corporate & PR".
Septembre : Canal + démarre la diffusion de ses programmes cryptés en Espagne.

POUR UN COMPLÉMENT D'INFORMATIONS, CONTACTEZ LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION - HAVAS - 136, AVENUE CHARLES-DE-GAULLE - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE - TÉL. : (1) 4747 30 00

PARIBAS OPPORTUNITÉS

Société d'Investissement à Capital Variable

Le Conseil d'Administration a décidé que votre société capitaliserait désormais l'intégralité de ses revenus.

Cette mesure, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire, s'appliquera dès l'exercice clos le 30 septembre 1990.

Nous vous rappelons qu'aucune commission de rachat n'est perçue à l'occasion du rachat d'actions de la Sicav : les actionnaires qui seraient en désaccord avec la nouvelle politique de distribution décidée par le Conseil pourraient donc faire racheter leurs actions sans frais jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra courant janvier 1991.

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS « COGIFI »

Réuni le 11 octobre 1990, le conseil d'administration a examiné la situation provisoire des comptes au 30 juin 1990.

Le résultat d'exploitation, après amortissements et provisions, s'établit à 47 364 730 F en augmentation de 8 %, attestant les conditions satisfaisantes dans lesquelles se poursuit l'activité de la société.

Le montant des ventes au cours du premier semestre 1990 s'est élevé à 20 646 200 F. La vente des trois résidences de la Vallée du Rhône est terminée. La commercialisation des appartements de la Tour Athènes à Paris se poursuit à un rythme rapide : plus des trois quarts des appartements, sur un total de 270 appartements, sont vendus. La commercialisation de la Tour Mont Blanc à Grenoble a démarré dans de très bonnes conditions.

Compte tenu notamment des plus-values nettes réalisées sur les ventes, le bénéfice net au 30 juin 1990 ressort à 59 017 094 F.

La société envisage de réaliser de nouveaux investissements dès que la situation du marché immobilier offrira de meilleures perspectives de rentabilité et de plus-values.

SUR 167 500 PROFESSIONNELS DE LA FINANCE, 64 000 d'entre eux lisent le Monde.
Le Monde est le premier titre d'information des professionnels de la finance. (IPSOS 89)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimé de « Monde » 12, rue M. Gumbert 94812 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEM.	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : vos adresses sont invitées à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Téléc : 45-55-04-70 - Société Runk du journal Le Monde et Runk Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL
36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

BÉNÉFICE PREMIER TRIMESTRE : 16 %

Les ventes consolidées pour le 1^{er} trimestre clos le 30 septembre 1990 ont progressé de 19 % pour atteindre \$ 170,6 millions contre \$ 143,2 millions pour la même période de l'exercice précédent.

Le carnet de commandes au 30 septembre 1990 enregistre une hausse de 25 % à \$ 122,1 millions.

(en millions de dollars)	1990/1991 1 ^{er} trimestre	1989/1990 1 ^{er} trimestre
Chiffre d'affaires	170,6	143,2
Bénéfice avant impôts	29,4	26
Bénéfice net	17,1	14,7
Bénéfice par action	0,34	0,29

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS.
Le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs. (IPSOS 90)

صكزا من المرحل

PARIS - ILE-DE-FRANCE

INITIATIVES

Paris aux champs

Depuis quelques années avait germé l'idée d'une ferme qui donnerait aux Parisiens l'occasion de se familiariser avec l'agriculture. Créée par le service Paris-Espace-Nature de la Direction des parcs et jardins, la ferme Georges-Ville, au nom prédestiné pour un équipement urbain, a ouvert ses portes au public en avril 1989 (1). Sur un peu plus de 5 hectares situés dans le bois de Vincennes, en face de l'hippodrome, elle occupe les terrains d'une ancienne pépinière de la Ville de Paris qui avait été le champ d'expériences de Georges Ville (1824-1897), un des précurseurs de la fertilisation moderne.

Trois prairies clôturées, semées au printemps 1989 avec un mélange de trèfle violet et de ray-grass anglais, sont aux beaux jours données en pâture au cheptel de vaches normandes, de chèvres alpines chamoisées et de brebis d'Ile-de-France, tandis que se succèdent, sur une surface de 14 800 mètres carrés, cultures céréalières (blé, orge, avoine), fourragères (betterave, maïs) et industrielles (lin, colza, tournesol, pois protéagineux, lupin). Au milieu des champs se trouvent les bâtiments de l'exploitation, ainsi qu'un verger regroupant quatre-vingt-dix variétés de fruits dont vingt espèces de pommes différentes et un potager réservé aux travaux des enfants des écoles, accueillis en semaine. La porcherie, où, énorme et paresseuse, ronfle la truie Degourde - petite-fille de Prince, 603 kilos, « le plus gros cochon du monde », - un enclos où s'ébattent poules, canards, oies et dindons, cependant que dans le clapier voisin de curieux lapins aux oreilles tombantes sifflent leurs bouteilles d'eau, complètent les installations.

Voilà, visiblement, cocon, couverte : au printemps, des jeunes visiteurs, les animaux arrivent largement en tête. En conséquence, même si l'entente est difficile, la ferme de la Ville de Paris, l'ancienne ferme de la Ville de Paris, n'a pas eu de problèmes de reproduction à nouveau que lorsqu'il aura vendu son rejeton Estragon, - les Colet, agriculteurs bretons qui ont en charge cultures et élevages, sont conscients de l'importance de « maintenir l'effet troupeau », particulièrement attractif.

Pigeons ravageurs

Ils se passeraient bien, en revanche, des pigeons qui viennent en nombre faire leur miel des cultures de Vincennes. « Je n'avais jamais vu ça », déplore Marcel Colet, des semis de pois protéagineux dévorés à deux reprises. A la campagne, les étourneaux ne font pas tant de ravages. Ce ne sont pas les rangers qui sont la bête noire du fermier : eux restent dans les prairies et se contentent de déchets animaux. Les voraces prédateurs des cultures sont les célèbres bisets parisiens, ravis d'enrichir ici leur ordinaire. Il n'y a d'ailleurs pas que ces commensaux de l'homme qui soient redoutables : certains promeneurs du dimanche eux-mêmes ne résistent pas toujours à la tentation d'une furieuse cueillette, au grand dam des écoliers, dès lors condamnés, les jours suivants, à faire chou blanc.

Ces petites péripéties n'entament cependant pas la bonne humeur des agriculteurs. Tous les urbains et disponibles, ils répondent avec compétence et gentillesse aux multiples questions des rats des villes. « L'agriculture moderne est un métier très dur et qui ne s'improvise pas », commentent-ils. C'est justement ce que nous voulons montrer aux citoyens, pour qu'ils comprennent l'importance du rôle des paysans. »

CAROLINE HELFETTER

► Ferme Georges-Ville, route du Pesage, bois de Vincennes, Paris (12). Visites libres samedi, dimanche et jours fériés, de 10 heures à 19 heures jusqu'à fin octobre, et de 10 heures à 17 heures de novembre à février. Visites guidées du lundi au vendredi pour les écoles et les groupes, sur rendez-vous. Tél. : 43-28-47-63.

Fureur de lire au parc de La Villette

Les « aventuriers du mot perdu »

Fureur de lire. Fureur d'apprendre, de dompter le livre. Même si ce n'est qu'une bande dessinée, et pas du Victor Hugo. Dimanche 14 octobre, les mots ont envahi le parc de La Villette, à Paris (19), à l'initiative de l'Association de prévention du site de La Villette (APSV). Avec une ambition : insuffler le plaisir de lire, enseigner le livre à un public d'enfants et d'adolescents défavorisés de ce quartier populaire.

« Pour la plupart des gamins du quartier, un livre, c'est rébarbatif. Pour eux, lire signifie uniquement école », M. Christian Brulé, président de l'APSV, ne se berce pas d'illusions. Lundi 15 octobre, au lendemain de l'opération, les mots en liberté ont été organisés sur le site de La Villette, les gosses de « la zone », ainsi qu'ils baptisent eux-mêmes leur quartier, n'ont pas subitement cessé d'ingurgiter leur dose quotidienne de télévision pour se plonger dans les rares bouquins qui doivent traîner sur leur lit. « Nous espérons seulement avoir réussi à leur montrer qu'un livre, ce n'est pas forcément ennuyeux. »

Fureur de lire. Mais, surtout, fureur de découvrir. L'APSV espérait 500 enfants autour de sa grille de mots croisés géante, dimanche après-midi, sous le péristyle de la Grande Halle. Près de 2 000 « aventuriers du mot perdu » ont, en fait, envahi le parc : à la recherche des définitions dissimulées au quatre coins du site, autour des « Folies », ces cubes de toile rouge semés sur les pelouses par Bernard Tschumi. Deux mille gamins, grappes multicolores éparpillées sur les pavés de la Grande Halle, occupés à chercher le nom du bâtiment qui, en neuf lettres,

verticalement, à la ligne F, « a été démoli pour laisser la place à la Grande Halle de La Villette ». Des gamins qui, finalement, une fois les définitions les plus surnoies démontées, et les mots rassemblés dans la grille, ont tout remporté le même trophée : un livre.

Fureur d'écouter, enfin. D'écouter des histoires. D'écouter des contes. Parmi eux, Jacques Higelin, venu raconter ses rêves, la tête enroulée et le cœur ensablé. Clown vêtu de noir venu exécuter un numéro de « conteur-zappeur » de haut vol, et jongler avec les lettres de deux recueils de Woody Allen, du Petit Prince de Saint-Exupéry, de Paroles de Jacques Prévert, et d'un numéro de Babar. Le tout avec la voix nasillarde de Daffy Duck!

Un service « petits boulots »

« Cette opération « Les mots en liberté » n'est qu'une étape. Cela nous a permis d'attirer vers le parc de La Villette, durant une après-midi, des gamins qui n'y mettaient ordinairement jamais les pieds, sinon, peut-être, pour envahir les pelouses avec leurs ballons de foot », explique M. Jacqueline Farge, animatrice de l'APSV. « Le réflexe, pour tous ces jeunes du quartier, renchérit M. Christian Brulé, c'est de dire : la ville de La Villette, c'est pour nous. Notre travail consiste à leur faire comprendre que ce complexe de La Villette, au cœur de leur quartier, n'est pas un OVNI atterri là par hasard, qui leur serait interdit. »

Principale volonté de l'association : intégrer les jeunes du quartier. Par le travail avant tout. Plus

leurs formations professionnelles sont aujourd'hui offertes par l'APSV, à destination des jeunes chômeurs de La Villette à très faible niveau scolaire : formations pour des postes d'assistant technique d'équipements audiovisuels, d'agent d'accueil et d'information, et d'assistant technique en décoration végétale d'intérieur. Autant d'emplois largement recherchés dans la Cité de La Villette et tous ses satellites, la Grande Halle, la Géode, le Zenith, et la future Cité de la musique.

« Réaliser qu'il est possible de trouver un emploi sur le site même de La Villette est le meilleur moyen, pour ces jeunes défavorisés, de ne pas se sentir exclus », plaide M. Jacqueline Farge. De même, le service des « petits boulots » mis en place par l'association, qui a permis, en 1989, d'employer temporairement près de 85 jeunes du quartier sur le site, connaît un grand succès. « Pour eux, c'est beaucoup plus sympa qu'une quelconque agence d'interim. »

L'APSV n'ignore pas qu'elle a entrepris une mission de longue haleine. La journée « Les mots en liberté », en dépit de son succès, en a été la preuve. Si le but initial était bien d'encourager à la découverte du livre, les gamins, leur grille de mots croisés remplie à la main, venus arracher leur récompense sous le péristyle de la Grande Halle, s'étaient surtout intéressés par les bandes dessinées d'Achille Talon. Les Souvenirs d'enfance, de Marcel Pagnol, ou l'Assommoir, d'Emile Zola, suscitaient nettement moins les convoitises.

OLIVIER LUCAZEAU

Polémique autour de l'aménagement du centre-ville

La vente d'un symbole à Poissy

Commencée avec la rénovation du quartier de la gare, la restructuration du centre de Poissy (Yvelines) anime depuis quelques mois la vie de cette ville de 36 700 habitants en pleine mutation socio-économique. Au cœur de la polémique, l'immense place de la mairie, dénommée en fait place de la République depuis 1891 : 13 000 mètres carrés quadrillés d'emplacements pour stationner souvent inoccupés.

Le maire, M. Jacques Masdeu Arus (RPR), élu en 1983 après plusieurs décennies de gestion de gauche, avait bien amorcé, sous son premier mandat, la refonte du centre-ville. Mais son projet, voté l'an dernier, de construction d'un immeuble sur cette place par un promoteur privé, a déclenché une vague de protestations dans la majorité municipale comme dans l'opposition. Cette-ci se déclarant hantée, sur le principe, par « la vente d'un lieu historique et symbolique ». « Vous êtes, sans nul doute, le premier maire d'une grande ville de France à vendre un bon tiers de la place de sa mairie, de son cœur de la République », a protesté M. Martine Frachon au nom du groupe socialiste. Le « symbole » est d'autant plus fort que la mairie, d'une architecture massive, a été érigée là en 1936, en plein Front populaire.

La nécessité de réaménager la place semi-désertique et baïsser les vents ne fait de doute pour personne. M. Frachon, candidate socialiste aux dernières élections municipales, l'avait elle-même inscrite à son programme. Mais M. Jacques Masdeu Arus est suspecté de profiter de l'occasion pour « mettre en place un centre-ville à deux vitesses ». L'immeuble qui occupera le tiers de la place affiche une double vocation de logements de grand standing et de galerie commerciale, avec un cinéma en sous-sol.

Un « projet irréversible »

Compte tenu de la flambée des prix immobiliers enregistrée depuis la rénovation du quartier de la gare, le nouveau centre-ville risque bien, en effet, d'être réservé à « une population privilégiée », selon M. Martine Frachon, qui affirme que « Poissy ne sera jamais Saint-Germain-en-Laye ». Autrement dit, que la tradition de gauche y reste profondément ancrée, née de la vocation industrielle de la cité, siège d'une usine automobile de Peugeot-Talbot. A quoi M. Jacques Masdeu Arus répond que l'équilibre financier du projet est tout simplement irréalisable sans l'intervention du secteur

privé. En 1987 déjà, l'IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France) préconisait l'implantation d'un immeuble d'équilibre la place, ressentie comme un « vide » au cœur de la ville. Continuité du bâti et maintien de l'activité commerciale, plaident-ils en somme sur le plan technique.

Sur un terrain plus politique, le maire de Poissy ne mâche pas ses mots pour réfuter les arguments de M. Martine Frachon : « On me dit « halte au béton », explique-t-il. La formule est commode, simpliste et erronée. La ville change, mais nous ne sommes pas en croissance démographique. La population n'a pas varié depuis 1982. Il n'est pas possible d'augmenter la part des logements sociaux qui atteignent déjà 30 % du parc immobilier total. Si l'on veut une « halte au béton », cela est valable, dans mon esprit, quel que soit le type de construction. Car je ne fais aucune différence entre le béton coulé pour des logements sociaux et le béton coulé pour des logements privés. »

Quant au marché, il pourra se déployer sur la place comme par le passé, disposant de 8 000 mètres carrés devant la mairie. Les espaces verts et le lien de rencontre seront préservés. Rien n'empêchera, cependant, la surface sera aménagée de manière à recevoir sur les côtés une

double rangée d'arbres, avec des bancs, des allées de jeux de boules, un kiosque à musique. Un complexe cinématographique (cinq salles), ainsi qu'une discothèque, occuperont le sous-sol de l'immeuble litigieux qui, selon les calculs du maire, « ne couvrira que 17 % de l'actuelle place ». Enfin, pour rester sur les principes et les symboles, M. Jacques Masdeu Arus justifie son choix en estimant qu'on peut « s'interroger sur la contenu historique de cette partie de la place » dont la vocation de marché aux bestiaux disparut en 1884.

La concertation ayant été suffisante à ses yeux, ce projet a été soumis au conseil municipal et adopté par la majorité, dont certains membres, tel le conseiller général UDF, M. Paul-Xavier Pili, ont néanmoins traité les pieds. Comme s'ils partageaient, au fond, le sentiment exprimé par M. Christian Car, président d'un comité de réflexion sur l'architecture et l'urbanisme, et politiquement proche de la majorité municipale : « C'est un projet de quartier et non un projet de centre-ville », estime-t-il. Mais c'est aussi, et surtout, « un projet irréversible ». Une crainte largement partagée dans la cité qui vit entre Saint-Louis et qui garde une riche empreinte de l'histoire.

PASCAL SAUVAGE

Sécurité

Enghien-les-Bains saisie par la délinquance

C'est le revers de la médaille : Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), cité de luxe et de villégiature, est en passe de remporter un autre titre, celui de la ville au plus fort taux de délinquance. Avec 78 délits pour 1 000 habitants en 1989, elle dépassera même Cergy-Pontoise, la ville nouvelle toute proche, qui reste l'une des préoccupations majeures des autorités de police dans le département. L'agression d'un commerçant de l'avenue du Général-de-Gaulle, blessé le 4 octobre dernier, a servi de détonateur pour la quasi-totalité de ses collègues qui ont organisé, mercredi 10 octobre, une opération « ville morte ».

Pendant une demi-heure, ils ont baissé le rideau de fer tandis qu'une pétition réclamant plus de policiers circulait d'un commerce à l'autre. Elle devait récolter environ 200 signatures sur les 300 commerçants que compte la ville. Une délégation d'élus conduite par le maire, M. Philippe Sueur (divers droite), et son premier adjoint, M. Jean-Paul Neu, était reçue à la préfecture.

Pour la municipalité, le problème est grave : « Enghien-les-Bains est un tournant de son histoire », explique M. Jean-Paul Neu. Jusqu'à présent elle ne connaissait que la fauche dans les magasins et les attaques individuelles des voleurs à la tire. Elle n'avait jamais eu à faire front à des bandes organisées comme celle qui a agressé un commerçant le 4 octobre. Des témoins sont sûrs d'avoir vu rôder certains membres de cette bande quel-

ques jours auparavant pour repérer les lieux. Tout cela est nouveau pour Enghien. Et depuis cette date, d'autres incidents sont encore à regretter. »

La raison de cette escalade est simple : avec ses casinos, son casino, ses magasins de luxe et son lac à l'atmosphère surnaturelle, Enghien-les-Bains n'a rien d'une ville de banlieue. Ses habitants la désignent d'ailleurs comme « une ville opulente où se manipule beaucoup d'argent ». Le nombre de ses habitants, 10 100 au dernier recensement, triple en fin de semaine et en saison de cure.

Rien d'étonnant alors à ce qu'elle draine toute une population dévorée venue des grandes cités-dortoirs environnantes, de Sarcelles et de Clichy-sous-Bois. Avec ses gares, ses huit lignes d'autobus, Enghien est au cœur d'une agglomération difficile à contrôler, ajoute M. Neu, qui cite comme un paradoxe l'importance de la population scolaire - 6 500 élèves - d'une ville où la moyenne d'âge est plutôt élevée : « Le lycée ne compte d'ailleurs que 10 % d'élèves habitant Enghien. »

Quant au commissariat dont dépend la commune, il doit aussi assurer la sécurité de la ville voisine de Saint-Germain. Soit un peu plus de soixante policiers pour une population de près de 25 000 habitants. Insuffisant. Pourtant, selon la préfecture, il n'est absolument pas question d'augmenter les effectifs de police de la ville. En revanche, le maire a reçu la promesse d'une plus grande présence dans les rues des groupes d'intervention mobile, ces unités de police qui se déplacent dans le département selon les besoins. JACQUELINE MEILLON

HUMEUR

Hygiène

De plus en plus de piscines, dans la région parisienne, prohibent le port du boxer short ou du bermuda. Le mouvement a commencé en 1989 et, depuis, il a fait jaché d'huile sous prétexte que des nageurs ne changent pas de vêtements pour se baigner, gardant sur eux les oripeaux qu'ils portent durant la journée. Ce n'est pas l'hygiène idéale, d'autant que ces baigneurs, repartant avec des vêtements humides, deviennent un terrain de choix pour les mycoses.

L'argument serait imparable s'il visait uniquement ceux qui viennent avec leurs vêtements de bain sur eux. Malheureusement, il ne fait pas dans la nuance, et même avec la bermuda bien sec et bien propre dans un sac, c'est l'interdiction absolue. Valable douze mois sur douze, le diktat considère qu'il n'y a pas de saisons. Il ignore que, l'hiver, le short n'est quand même pas le vêtement le plus porté.

A Champigny (Val-de-Marne), on vous explique sérieusement que les fibres qui s'échappent du tissu des bermudas houchent les fibres (1), et l'on ajoute que leur surface étant plus grande que celle des maillots, les risques de malpropreté sont forcément plus grands.

Un aussi louable souci de l'hygiène devrait franchir la barrière des sexes. Il faudrait, en toute logique, proscrire le maillot une pièce au profit du bikini et refouler les femmes aux rondes expansives : question de surface. Jane Birkin, oui ; Jane Mansfield, non. Dans cette logique, les gros devraient être interdits, les maigres bénéficier d'une réduction.

FRANCIS GOUGE

Nager dans la capitale

Paris compte 33 piscines municipales, dont la moitié ont été construites durant les quinze dernières années, les autres bénéficiant d'importantes opérations de rénovation. Dans certaines d'entre elles, on peut pratiquer de nombreuses activités : aquagym, water-polo, natation synchronisée, bébés nageurs, etc.

Une carte d'abonnement de 138 francs permet à son titulaire d'avoir librement accès pendant trois mois aux 26 piscines gérées par la direction de la jeunesse et des sports de la Ville de Paris.

► Renseignements : Allié Sports, 42-76-54-54.

Rénovation du quartier de la Moskova (18^e)

Quand « la zone » fait peau neuve

Le projet d'urbanisme créant la « Moskova » dans le dix-huitième arrondissement a été adopté, lundi 15 octobre, par le conseil de Paris. Mais il a suscité une vive opposition des élus socialistes et de l'unique représentant écologiste. Le plan d'aménagement, prévoit une rénovation totale de cet îlot, anciens terrains de maraichers où se sont élevés des « constructions spontanées », il y a quelques décennies, qui donnaient son nom à « la zone ». Ce quartier est l'un des derniers à avoir conservé un caractère populaire dans la capitale ; il est aussi, probablement, le plus insalubre.

Les réseaux d'assainissement doivent être reconstruits. La desserte et la qualité des espaces ouverts au public doivent être réorganisés. Enfin, l'habitat, très dégradé, doit être rénové, et la présence de petits commerces et d'artisanat sauvegardée. Le plan préparé par la Ville de Paris propose de construire plus de 400 logements (41000 mètres carrés) dont 35 % de logements PLI, 45 % de logements intermédiaires et 20 % de logements aidés. Ces constructions entraîneront la démolition de 15 000 mètres carrés d'habitations vétustes. Outre 7 000 mètres carrés de bureaux, des équipements publics

sont prévus : école, salle de sports, ainsi que l'aménagement d'un jardin public de 2 000 mètres carrés.

Or, si la nécessité d'une telle rénovation ne fait l'objet d'aucune contestation - la Moskova a été déclarée insalubre en 1938, - en revanche, la réalisation du projet ne fait pas l'unanimité. Globalement, les opposants dénoncent le manque de concertation avec les habitants et l'insuffisance des garanties de relogement : certains propriétaires, sachant qu'ils toucheront une indemnisation plus élevée si le logement à préempter est vide, ne s'efforcent plus de quitter de leur aux occupants, qui perdent ainsi tout moyen de faire valoir leurs droits. Mais surtout, le projet d'urbanisme intervient trop tard et, du coup, conduit plus à démolir et à reconstruire qu'à « réhabiliter » ou à rénover des édifices dont certains, pourtant, ne manquent pas d'intérêt. La mairie de Paris assure, en tout cas, que l'opération sera menée sans précipitation, de sorte que le plus grand nombre d'habitants puissent être rélogés dans le quartier.

C. S.

Le Monde

EDUCATION

ENQUÊTE

OCTOBRE 1990

LES FACS DE LA RÉUSSITE

Egalement au sommaire :

- INTERVIEW : LIONEL JOSPIN
- CARRIÈRES : LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE
- RECRUTEMENT : LES NOUVEAUX CHEFS D'ÉTABLISSEMENT
- POLITIQUE ÉDUCATIVE : L'AVENIR DES ÉCOLES RURALES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

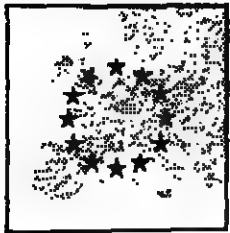
Francis Gouge

Nager dans la capitale

Paris compte 33 piscines municipales, dont la moitié ont été construites durant les quinze dernières années, les autres bénéficiant d'importantes opérations de rénovation. Dans certaines d'entre elles, on peut pratiquer de nombreuses activités : aquagym, water-polo, natation synchronisée, bébés nageurs, etc.

Une carte d'abonnement de 138 francs permet à son titulaire d'avoir librement accès pendant trois mois aux 26 piscines gérées par la direction de la jeunesse et des sports de la Ville de Paris.

► Renseignements : Allié Sports, 42-76-54-54.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

HyperMedia Electronique

Leader Européen (C.A. : + de 8 milliards de francs) de la grande distribution de matériels HIFI, AUDIO-VISUEL, INFORMATIQUE et Electroménager, nous développons notre implantation en France.

Afin de réaliser nos objectifs ambitieux, nous avons décidé d' étoffer notre structure de management à PARIS.

Les fonctions à pourvoir s'adressent à des professionnels de très haut niveau, capables d'assumer en toute autonomie notre challenge:

Notre nouveau concept de distribution, dont l'innovation fonde d'ores et déjà notre succès dans plusieurs pays européens, repose sur 3 idées:

- 1) Une gamme de produits inégalée par sa variété,
- 2) Une politique de prix choc,
- 3) Une nouvelle forme d'approche du consommateur visant à lui offrir, dans nos magasins, un lieu de vie où il retrouve l'esprit traditionnel du "Marché". Il voit, touche, essaye, est conseillé à sa demande par un personnel hautement qualifié.

Il retrouve dans un libre arbitre total toute la ludicité de l'acte d'achat.

DIRECTEUR DU MARKETING

ref: MO 01

Après avoir assimilé notre philosophie et l'articulation de notre concept de vente, vous aurez pour mission de créer et mettre en oeuvre les adaptations nécessaires à la pénétration du Marché Français.

Très autonome, ambitieux, tenace et réalisateur vous êtes un homme qui sait passer de la conception au terrain. Vous disposez de l'esprit d'entreprise et du mordant qui feront de vous demain notre manager français.

DIRECTEUR DES ACHATS

ref: MO 02

Vous êtes responsable de mettre en oeuvre notre politique d'achat pour le territoire national:

- Vous élaborez la structure de base de la gamme des produits et veillez à son évolution,
- Vous menez de bout en bout les négociations d'achat de toutes nos gammes de produits auprès des industries pour le marché français,
- Vous suivez sur le terrain l'application de la stratégie d'achat dans les points de vente français.

Pour nous contacter, veuillez adresser votre C.V. + lettre manuscrite + photo sous la référence de la fonction choisie à:

Media Markt GmbH, Direction des Ressources Humaines, Ingolstädter Str. 62, 8000 München 45 (R.F.A.)

DIRECTEUR DU PERSONNEL

ref: MO 03

La haute qualification de notre personnel, sa mobilisation active et sa fidélisation par l'application d'un management participatif efficace constituent deux éléments stratégiques de notre politique. Vous serez chargé, en vous inspirant du schéma directeur du groupe:

- D'établir une stratégie de recrutement,
- D'étudier et d'appliquer un programme de formation continue,
- D'effectuer la gestion administrative et juridique du personnel.

Ce poste implique une réelle mobilité pour assurer de fréquents contacts avec les directions de magasins.

DIRECTEUR PUBLICITAIRE

ref: MO 04

Dans un premier temps vous étudierez le fonctionnement de notre département publicitaire basé en R.F.A. (30 p.) et vous assurerez la direction des travaux confiés aux agences de pub. françaises. Dans un second temps vous accèderez à une gestion autonome du département publicité France par:

- La création de concepts nouveaux,
- Le rôle d'interface entre le marché publicitaire français et le département publicité du groupe,
- La gestion du budget publicitaire France en collaboration étroite avec les responsables de magasins.

Ces 4 postes nécessitent une parfaite maîtrise de la langue allemande.

ASSISTANTE INTERPRETE

ref: MO 05

Français - Allemand

Vous assistez directement le Staff des directeurs de notre groupe en assurant leur secrétariat d'une part, et d'autre part, lors de leurs déplacements à l'Etranger (principalement en France), l'interprétabilité de leurs travaux. Basée au départ à Munich, vous êtes mobile et voyagez 40% de votre temps. Travaillant au sein d'une équipe jeune et dynamique vous deviendrez très autonome dans votre travail après votre intégration.

Maîtrisant parfaitement la langue allemande parlée et écrite, vous possédez une formation de secrétariat de base, complétée par une bonne expérience théorique et/ou pratique du commerce international.

HIGH TECH

LOCSTAR Epaulée par des entreprises internationales prestigieuses, la société Locstar a pour vocation de développer, mettre en oeuvre et commercialiser un réseau européen de radio-localisation et de radiomessagerie par satellites, destiné aux mobiles terrestres, maritimes ou aériens. Le succès de ce système de communication de haute technologie se confirme et à ce titre, le Directeur Technique de Locstar recherche cinq de ses plus proches collaborateurs. Leurs missions respectives s'articuleront autour de trois "segments": celui des terminaux clients, celui des satellites, et notre "cœur" de contrôle: stations et équipements de communication, centre de calcul et traitement des signaux, centres d'archives et de distribution de messages.

Responsable de l'exploitation du centre (REL M/131)

Rattaché au Directeur Technique, vous assurez le bon fonctionnement de ce centre d'exploitation et de contrôle, en garantissant la continuité et l'efficacité du service à l'aide d'une équipe composée à l'ensemble d'une vingtaine de spécialistes: communication avec les satellites, traitement des transactions, interface avec les réseaux de télécommunications.

Responsable logistique terminaux (REL M/132)

Rattaché au Directeur Technique, nous vous confierons la mise en place et l'évolution de notre parc de terminaux-clients dans une politique de qualité de service: relations clients-fournisseurs, suivi de l'exécution des contrats, gestion informatisée du parc tant au niveau de l'approvisionnement que de l'efficacité des réseaux de maintenance. Vous agirez en liaison étroite avec les entités commerciales européennes de Locstar. Ingénieur et familiar des circuits de distribution et de S.A.V., vous avez acquis une expérience de la gestion de parc d'équipement.

Responsable des applications informatiques (REL M/133)

Rattaché au Directeur Technique vous assurez le développement et la maintenance des applications destinées à notre clientèle ou aux besoins internes de Locstar: études de faisabilité en liaison avec notre Direction Commerciale, réalisation et validation de ces applications par des moyens internes ou de sous-traitance. Ingénieur informaticien, vous avez acquis une expérience significative de développement de logiciels, ainsi que celle de l'encadrement d'équipes de développement et réalisation.

Responsable du segment spatial (REL M/134)

Secondant notre responsable chargé de l'exploitation du centre, vous assurez le maintien à poste des satellites en vous appuyant sur des moyens propres de télémesure et de télécontrôle. Vous apportez votre expertise à l'exploitation du centre et au développement des services à la clientèle pour tout ce qui concerne le segment spatial (contrats correspondants, interface avec le C.N.E.S.). Ingénieur de formation, vous avez acquis une expérience significative dans une fonction similaire qui vous a permis de vous familiariser avec la technologie des satellites spatiaux.

Responsable des télécommunications (REL M/135)

Secondant notre responsable des applications, vous prenez en charge les choix relatifs aux réseaux publics de télécommunication véhiculant les communications entre le centre de traitement de Marseille et les sièges des clients. Vous assurez l'optimisation de ces choix sur les plans technique et économique, ainsi que les négociations avec France-Télécom et les opérateurs européens de télécommunications concernés. Ingénieur de formation, vous avez acquis une expérience significative dans un poste similaire, soit dans une S.S.I./soit chez un utilisateur, soit chez un fournisseur.

Pour ces postes, situés d'abord à Evry (30 km au sud de Paris) jusqu'à fin 1991, puis dans la technopole de Château-Gombert entre Marseille et Aix, les relations professionnelles européennes impliquent la pratique du français et de l'anglais. Notre Conseil, Thierry de Corné, étudiera confidentiellement votre candidature et préférences, adressées à Linden, 14 rue Pergolée, 75116 Paris. Merci de préciser la référence choisie. Fax: 45.00.98.67.

Linden

REGION CHAMPAGNE-ARDENNES

Directeur des Ressources Humaines

Un recrutement européen Une trajectoire ascendante...

Ascendante, cette fonction l'est dans notre Groupe, car nous cherchons un professionnel avec assez de "maturité" pour relever le défi et évoluer rapidement, sa mission accomplie, vers une fonction européenne. Nous n'excluons ni la Direction d'Usine, ni la Direction de Production, ni bien sûr, une évolution dans votre "Spécialité": les Ressources Humaines. Votre première mission: gérer les hommes (dans une usine de 1 500 personnes). Vous serez l'acteur essentiel d'un changement de culture par la valorisation de l'ensemble du tissu humain (cadres internationaux et personnel local), la communication (avec les instances paritaires mais aussi avec toutes nos catégories socio-professionnelles et notre environnement). Votre réussite et votre évolution supposent une bonne pratique du français et de l'anglais. Une présentation complète, du groupe, du site et de son projet, vous sera faite dès le premier contact.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1679, à FORCE 5 149, rue St-Honoré - 75001 PARIS.

ROULLIER

Le Groupe Roullier (3 milliards de FF de CA et 2000 collaborateurs) agit dans plusieurs années à INTERNATIONALISER et DIVERSIFIER ses activités: transformations commerciales: fertilisation, agro-alimentaire, nutrition animale, agro-industrie, équipements agricoles, plasturgie, agro-alimentaire et biotechnologie. Pour faire face à notre expansion exceptionnelle - par croissance interne et externe - nous recherchons plusieurs:

CADRES A HAUT POTENTIEL

Marketing - Commercial - Gestion Bilingues Français

Après avoir intégré au sein de notre Direction du Développement International la culture originale de notre Groupe, vous êtes appelés à renforcer le management commercial et général de nos 20 sociétés françaises et étrangères. Européens, diplômés d'enseignement supérieur, juniors ou confirmés, aux talents et tempérament d'exception, une carrière nationale ou internationale très évolutive vous est proposée, jusqu'aux plus hauts niveaux de responsabilités.

Merci d'adresser - en français - lettre manuscrite, CV et photo (en précisant vos motivations géographiques et vos préférences) sous réf. 94 à notre Direction des Ressources Humaines BP 158 - 85408 St Malo cedex - France - Tél. 09.55.22.25 Une documentation sur notre groupe peut être adressée. Les premières entretiens pourront se dérouler dans votre pays.

La croissance maîtrisée

551 من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'International

Le Monde • Jeudi 18 octobre 1990 39

WE ARE OCE GRAPHICS, DIVISION OF THE OCE GROUP, A WORLDWIDE LEADER IN COPYING AND PRINTING TECHNOLOGIES.
OUR BUSINESS: COMPUTER GRAPHICS PERIPHERALS. FOR OVER 30 YEARS, FIRST UNDER THE BENSON NAME, WE HAVE DEVELOPED AND PRODUCED A COMPLETE RANGE OF PLOTTERS, PRINTERS AND DIGITISERS.
OUR ORGANIZATION: 950 PEOPLE, 15 SUBSIDIARIES WORLDWIDE, 2 ENGINEERING CENTERS IN BOTH PARIS AND THE SILICON VALLEY. A MODERN "CLASS A" FACTORY IN GUERANDE - LA BAULE.
OUR STYLE: ACTIVE AND DIRECT.
IN A FAST GROWING MARKET, WE BELIEVE IN CHALLENGING OBJECTIVES, "OPEN DOOR" MANAGEMENT, INTEGRATION, MOBILITY AND PROMOTION FROM WITHIN.
IN FRANCE, EUROPE AND THE U.S., YOU WILL PLOT A FUTURE THAT FITS YOUR TALENTS.



Plot your future with us

Océ Graphics

Corporate Communication Manager

You will be in charge of all aspects of corporate and product communication: message definition, planning, and implementation for our worldwide sales operations. You will be in close contact with advertising agencies, production companies and the press.
Your challenge is to develop and deliver our corporate and product messages to our rapidly growing worldwide base of partners, resellers and customers.
Are you energetic, creative, organized, and prepared to diligently develop and implement ideas? Do you have a Grande Ecole or Master's degree and a minimum of 3 years direct communication experience in a "business to business" environment? Are you bilingual and highly motivated to lead a dedicated team into the challenging and rewarding tasks of communication?

YOU WILL HAVE A PROMISING FUTURE WITH US.
SEND YOUR RESUME, IN BOTH ENGLISH AND FRENCH, TO FRANCIS CAIRE, OCE GRAPHICS, 1, RUE JEAN LEMOINE, 94003 CRETEIL CEDEX



terminals
et systèmes
d'impression

Leader européen
dans la fabrication
de terminaux et
systèmes
d'impression

Société au Chiffre d'Affaires en progression constante avec une moyenne des résultats nets supérieure à 5 % depuis 12 ans, IER recherche

un ingénieur commercial export

La mission:
• Poursuivre notre pénétration en ayant la responsabilité d'une zone géographique.
• Participer au lancement d'une nouvelle génération de produits.
L'homme:
• Sa formation d'ingénieur a été si possible complétée par une formation commerciale.
• Il a en tout cas un fort tempérament commercial.
• Il a au moins cinq années d'expérience internationale réussies dans un milieu.
• Il devra pouvoir s'intégrer rapidement à une équipe jeune et performante.
• Il maîtrise parfaitement l'anglais; de bonnes connaissances en espagnol ou en allemand seraient appréciées.

Envoyer votre CV et lettre manuscrite avec photo et prétentions sous réf. IM/ICX/1710, au Service du Personnel - IER - 12, rue Sébastopol - 92400 Courbevoie.

UNICEF

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance

ayant son siège à New-York et des bureaux à travers le monde, recherche des candidats compétents pour occuper les positions suivantes au sein du Service des cartes de vœux (SCV) à Genève (Suisse):

(A) RESPONSABLE DE MARCHÉS (SCV)
Référence n° VN-90-139

FONCTION: organiser, coordonner et stimuler toutes les activités de marketing afin d'accroître les ventes et les bénéfices dans la zone de responsabilité; elle comprend un certain nombre de pays européens, ainsi que quelques pays d'Afrique et du Moyen-Orient.
COMPÉTENCES REQUISES: diplôme universitaire ou équivalent. Formation dans la communication, un stage. Cinq ans minimum d'expérience dans les ventes/marketing sont exigés, y compris au moins deux années d'expérience au niveau international. Anglais et français couramment. Connaissance de l'espagnol et/ou de l'allemand, un atout.

(B) RESPONSABLE DES APPELS DE FONDS (OCV)
Référence n° VN-90-161

FONCTION: augmenter les ressources de l'UNICEF en exploitant le potentiel de l'OCV dans les divers domaines de la collecte de fonds par appels directs.
QUALIFICATIONS REQUISES: diplôme universitaire en marketing ou relations publiques. Cinq ans minimum d'expérience dans la collecte de fonds auprès du secteur privé ou le marketing direct. Anglais et français couramment. Connaissances en espagnol et allemand souhaitées.
SALAIRES ET AVANTAGES: l'UNICEF, en tant qu'agence du système des Nations unies, offre des salaires, des avantages et des indemnités compétitifs au niveau international.

Les candidats compétents sont encouragés à postuler.

Veuillez adresser votre C.V. détaillé en anglais à:

M. JUAN LUIS MEZA
Sr. Recruitment & Staff Development Officer
UNICEF
3 United Nations Plaza (H-EP)
New-York, N.Y. 10017, USA

Date limite de soumission des candidatures: le 9 novembre 1990.
Etant donné la quantité des candidatures que nous recevrons, nous enverrons un accusé de réception seulement aux candidats présélectionnés.

NOTIFICATION: L'UNICEF DÉCONSEILLE DE FUMER SUR LE LIEU DE TRAVAIL.

TRADUCTEUR-REVISEUR

L'Organisation Internationale de Télécommunications par satellites (INTELSAT) basée à Washington recherche un traducteur/réviseur d'anglais en français. Les candidats devraient être diplômés d'une école de traduction et posséder plusieurs années d'expérience de la traduction et/ou de la révision. Connaissances techniques souhaitables, mais non essentielles. Pour faire acte de candidature ou obtenir des renseignements complémentaires, s'adresser à:

Richard Magee
INTELSAT, 3400 International Drive, N.W.
Washington, D.C. 20008-3098



MAROC

recherche son

CHEF DE SUCCURSALE INGENIEUR

diplômé d'une grande école, ayant une solide expérience de l'industrie afin de diriger une équipe qui pratique des vérifications techniques en électricité, levage, appareils sous pression, etc.
Agé de 40 ans environ.
Ecrire avec CV, photo et prétentions à CAI, 32 rue Edmond-Rostand, 13292 Marseille Cedex 05. Renseignements par tél. au 91.04.29.00.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.



BUREAU VAN DIJK

INGENIEURS CONSEILS EN GESTION

Le BUREAU VAN DIJK, Ingénieurs Conseils en gestion, recherche pour une mission à durée déterminée pour la constitution des fonds documentaires de la Bibliothèque de France

un bibliothécaire ou documentaliste
spécialisé en Sciences Economiques et/ou juridiques de niveau licence ou DEA dans ces disciplines, assorti d'un diplôme de bibliothécaire ou de documentaliste;

des bibliothécaires
titulaires d'un CAFB

Un bon niveau en anglais, ainsi qu'une première expérience pratique du fonds de bibliothèque sont recommandés;

un agent administratif

ayant une bonne formation en technique de gestion ainsi qu'une bonne connaissance des outils informatiques: Excel, Lotus. Une première expérience en librairie ou en bibliothèque sera appréciée.

Ces postes sont à pourvoir immédiatement.
Adresser CV et lettre manuscrite au BUREAU VAN DIJK, 57, Boulevard de Montmorency - 75016 Paris.

SOCIÉTÉ RECHERCHE
REPRÉSENTANT OUTILLAGE
BOUQUINISTES
RECHERCHE
Paris, banlieue. Expérience
souhaitée. T. : 48-06-49-49.
Association de professionnels
de l'environnement
en plein développement,
recherche

SON DIRECTEUR

Mission:
- assister le président;
- assurer le secrétariat du conseil d'administration;
- promouvoir et développer l'activité commerciale et les images de marque.

Salaires de début:
145 000 F brut annuel
peuvent évoluer rapidement en fonction des résultats.
Forte motivation et disponibilité nécessaires pour assurer la mission au 1/01/91.

Ad. candidature sous n° 8097
Le Monde Publicité
5, rue de Montmorency
75007 Paris.

GRUPE SCETA

recherche
pour sa division
Aménagement-Parking
Conception, financement,
construction et exploitation
de parkings publics

UN CADRE
TECHNICO-
COMMERCIAL

Responsable promotion
du développement.
École de commerce.
Ingénieur ou équivalent.
Débutant ou 1 à 2 années
d'expérience.
Env. CV + photo à:
SCETA Paris
7, rue Pasteur-Mercure
92532 LEVALLOIS-PERRET
Cedex

AGENCE DE VOYAGES
INCENTIVE PARIS
cherche commercial expérimenté pour vente produits de stimulation et tourisme d'affaires
CV + photo: AIRCOM
93, rue de Monceau
Paris-8

École de LANGUES
PROFESSEUR D'ANGLAIS
pour cours tous niveaux et
tout âge, adresser C.V.,
photo + lettre manuscrite à:
U.S. ANG. 32, rue de la
Toir, 92160 Villeneuve
sur Oise
ou tél.:

48-48-23-56

L'AGENDA

Animaux

VENDS JOLIS CHOTS
SHAR-PEI
MALES ET FEMELLES
nés le 18 août 1990
A RETENIR
(16) 86-88-49-10
(après 20 heures)

Décoration

L'ENTREPOT
DU CANAPÉ
Les 19 et 20 OCTOBRE
vente exceptionnelle de
canapés et fauteuils. Nombreux
modèles en cuir et
tissus. Par exemple: canapé
3 places entièrement
adossable: 2 490 F.
Canapé 3 places cuir pleine
fleur en cuir: 3 900 F. au lieu
de 17 450 F. Venez vite pour
avoir le choix, tous les
modèles sont disponibles.
Entrepôt du Canapé,
26, rue des 7-Arpes
La Pré-Saint-Gervais
Tél.: 48-44-53-51
Ouvert de 10 h à 19 h.

Ad. candidature sous n° 8097
Le Monde Publicité
5, rue de Montmorency
75007 Paris.

Garde d'enfants
Perche-119, Beauport
Recherche (à partir de début
novembre) jeune fille sérieuse,
non fumeuse, pour garder à
domicile, après l'école, de
10 h 30 à 19 heures, mon fils
de 5 ans (gros, jeu,
lecture, bain).
Tous les lundis et mardis,
sauf vacances scolaires
Tél.: 48-79-19-15 (de soir)

Vacances
Tourisme
Loisirs

Dracoff House Hotel,
200, chemin de l'Indiv.,
110 livres stant par sem.,
bonne cuisine.
Rens. 172 New York Road,
London SE1, 4YT, G.S.
19-44-71-703-4175

POUR VOTRE SÉJOUR
à NICE louer votre appartement
aux CITADINES GROSSE
ou tél.:

48-48-23-56

Vidéo

A VENDRE URGENT
cause double emploi
LECTEUR VIDEO DISC PAL
3 mois, état neuf, 8000 F.
Lecteur montage sur
réseau: 1 48-24-05-51.

Automobiles
ventes

de 5 à 7 CV
FIAT TEMPO 16 V IE
décembre 1989, rouge
tender, 11500 km. Diesel,
assistée, 10 élect., vitres et
rétro élect., siège AR
2/3/1/3, vitesses, porte
norme, 4 HP, 80 000 F.
Tél.: 60-76-51-35 ap. 19 h.

de 8 à 11 CV
DEA
BUTTE-CHAUMONT
vend
gris métallisé verni
boîte automatique
circulation - radio
avril 87 - 72 660 km

MERCEDES 190 E
garantie 6 MOIS
phos et main d'œuvre
Tél.: 42-00-11-55
M. S. DARMON

A vendre Super 6 GT Turbo,
mod. 1988, noir verni,
43 000 km, vitres teintées,
4 roues entraînées, sans
défauts, Prix: 52 000 F.
Est exceptionnel.
Sébastien LAURENCE
Tél. h.b.: 40-55-22-45,
le soir: 39-78-24-54.

deux-roues
KAWASAKI GPX 750
An. 88, mod. 87, noir, échappement
Devi, 35 000 km,
passerelle à 10 chaus +
plaquettes de frein avant
NEUFS, 28 000 F.
Tél.: 64-87-77-81.

Vide 1100 GSK/SS Suzuki
modèle 84, 1.6. état,
53 000 km, bleu et blanc,
10 000 F. ferme. Visible
à St-Denis-Robert 77.
Tél.: H.B. (16) 54-44-72-83

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs:

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CREATION, GESTION FILIALES.

ACCEPTERAIENT également conduite de projets immobiliers, hôteliers, base de loisirs France, étranger, INSEAD, 16 ans d'expérience prof. Europe-Asie, étranger, anglais, allemand, français.

MARKETING MANAGER PRODUITS grande consommation. - Prof. confirmé, 8 ans exp. au niveau européen, en charge de la stratégie et du développement marché et produits, sachant associer études et activités sur le terrain. De formation et expérience inter. MBA + ESCAE, anglais, italien.

RECHERCHE poste à Paris ou métropole européenne. (Section BCO/MH 1812.)

CADRE, 42 ans, possède expérience en traitement de l'eau, explosifs, audit en sécurité et prévention de risques industriels et pétrochimiques.

RECHERCHE poste en rapport avec compétences, France (interventions à l'étranger). (Section BCO/BD 1813.)

CADRE 38 ans.

PRÊT à mettre en pole position VOTRE ENTREPRISE, 20 ans de carrière, manager, aisance relationnelle, créatif, rigueur, organisation, possibilité prendre de suite totalité des responsabilités, pour direction générale PME-PMI, filiale ou direction service achats, sociale, ou marketing et relations publiques. (Section BCO/HP 1814.)

DIRECTION SERVICE COMMERCIAL - J.F., 30 ans. RECHERCHE: poste de direction de service commercial ou négociant dans société existante ou en création, ou responsable d'un service d'achats dans société en développement ou poste de création de filiale française pour une société étrangère. Expérience prof.: management d'un service de négociation internationale. Connaissances langues. (Section BCO/HP 1815.)

CADRE COMMERCIAL. - 52 ans, école supérieure de commerce, pouvant bénéficier d'un CRE, expérience diversifiée à l'étranger.

PROPOSE compétences en: prospection, suivi de clientèle ou réseaux d'agents, création ou développement d'un service export secteurs préférentiels: agroalimentaire, tourisme, aviation légère. (Section BCO/CR 1816.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER:

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

TÉL.: 42-85-44-40, poste 27.

501 من الاربع

BILIERE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 18 octobre 1990 41

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges		
PARIS										
1 ^{er} ARRONDISSEMENT										
3 PIÈCES Refait neuf, park. 70 m², 2 ^e étage	7 rue Molâtre SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	8 400 + 1 675 + 5 978								
3 ^e ARRONDISSEMENT										
3 PIÈCES 64 m², 5 ^e étage Terrasse, balcon	7 & 7 bis, rue St-Gilles SEFIMEG 43-21-63-21	8 752 + 709								
7 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES Parking, 53 m² 1 ^{er} étage	50, rue de Bourgogne SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission	7 136 + 988 + 5 732								
8 ^e ARRONDISSEMENT										
7 PIÈCES Refait neuf 247 m², 6 ^e étage	Villiers 63, boul. des Batignolles SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission	32 000 + 2 576 + 22 771								
9 ^e ARRONDISSEMENT										
3 PIÈCES 109 m², 1 ^{er} étage	2, square Trudaine GCI 40-16-28-71	9 000 + 2 025								
11 ^e ARRONDISSEMENT										
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 825								
2 PIÈCES MEUBLÉES 50 m² sur jardin	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275								
3 PIÈCES Parking, 71 m² 2 ^e étage	Résidence Didier-Daurat 4, rue Mouffe LOC INTER 47-45-19-97	8 857 + 823								
12 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES Parking, 45 m² 1 ^{er} étage	Résidence Maryse-Bastie 7, rue Sidi-Brahim LOC INTER 47-45-19-97	4 110 + 465								
2 PIÈCES Parking, 52 m² 5 ^e étage	12, rue de Rambouillet AGF 42-44-00-44 Frais de commission	5 590 + 424 + 3 978								
15 ^e ARRONDISSEMENT										
4 PIÈCES Park., dble séjour 2 chambres, 72 m² 4 ^e étage	5, boul. Garibaldi AGF 42-44-00-44 Frais de commission	8 420 + 1 160 + 5 992								
17 ^e ARRONDISSEMENT										
3 PIÈCES 70 m², 7 ^e étage Chambre de service	9, rue des Dardanelles GCI 40-16-28-71	7 160 + 1 223								
5 PIÈCES 122 m² 2 ^e étage	7-9, rue Nicolas-Chuquet L'EPARGNE DE FRANCE 40-54-25-72	17 500 + 1 400								
5 PIÈCES 128 m², 2 ^e étage	25, rue du Colonel-Moll AGF 42-44-00-44 Frais de commission	16 000 + 1 465 + 11 385								
18 ^e ARRONDISSEMENT										
STUDIO Parking, 32 m² 3 ^e étage	110, rue Marcadet AGF 42-44-00-44 Frais de commission	3 170 + 560 + 2 256								
STUDIO Récent, 37 m² 9 ^e étage, ascenseur	234, rue Championnet LOCARE 40-61-66-10 Frais de commission	3 999 + 490 + 3 573								
4 PIÈCES Récent, 74 m² 4 ^e étage, ascenseur	95, rue Damrémont LOCARE 40-61-66-10 Frais de commission	5 611 + 1 108 + 4 800								
19 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES Neuf, 60 m² box, cave	139, rue Manin SEFIMEG 45-65-37-02	4 350 + 465								
3 PIÈCES Récent, 82 m² 3 ^e étage, ascenseur	8, rue Manin LOCARE 40-61-66-10 Frais de commission	6 306 + 861 + 4 587								
3 PIÈCES Neuf, 63 m², box Cave	139, rue Manin SEFIMEG 45-65-37-02	5 030 + 566								
3 PIÈCES Neuf, 68 m², box Cave, balcon 10 m²	139, rue Manin SEFIMEG 45-65-37-02	5 880 + 612								
4 PIÈCES Parking, 98 m² 10 ^e étage	27, rue Rébeval AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission	5 400 + 1 394 + 4 035								
20 ^e ARRONDISSEMENT										
3 PIÈCES Parking, 95 m², 1 ^{er} étage, balcon	52/56, rue des Haies CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location	6 000 + 1 100 + 4 680								
78 - YVELINES										
5 PIÈCES Parking, 110 m² 3 ^e étage	LE CHESNAY 40, bd St-Ansoine AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission	5 950 + 987 + 4 446								
3 PIÈCES Parking, 80 m² 4 ^e étage, balcon	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bartrand CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location	6 540 + 1 125 + 4 979								
92 - HAUTS-DE-SEINE										
4/5 PIÈCES Parking, 105 m² 1 ^{er} étage Immeuble neuf	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL 47-78-15-85 Frais de commission	7 100 + 1 234 + 5 052								
4 PIÈCES Parking, 93 m² 1 ^{er} étage	CLAMART 1, rue de Bègues SAGGEL 45-08-80-36 46-08-95-70 Frais de commission	6 300 + 749 + 5 195								
3 PIÈCES Parking, 72 m² Rez-de-chaussée	GARCHES 21, rue des Quatre-Vents Bât. Rouergue SAGGEL 46-08-80-36 46-08-95-70 Frais de commission	3 955 + 981 + 2 614								
3 PIÈCES Parking, 85 m² Rez-de-chaussée Terrasse	GARCHES 11 bis, rue des Suisses CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location	5 715 + 600 + 4 385								
5 PIÈCES Parking, 101 m² Rez-de-chaussée	LEVALLOIS-PERRET 22, rue Camille-Pelléan SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission	7 350 + 1 083 + 5 913								
3 PIÈCES Parking, 78 m² 5 ^e étage Immeuble neuf									MEUDON 89-78, rue de la République SAGGEL 46-08-80-36 46-08-95-70 Frais de commission	6 000 + 1 096 + 4 270
3/4 PIÈCES Parking, 90 m² Rez-de-chaussée Immeuble neuf									MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL 46-08-80-36 46-08-95-70 Frais de commission	7 500 + 985 + 5 337
4 PIÈCES 2 parkings, 91 m² 4 ^e étage Immeuble neuf									MEUDON 89-78, rue de la République SAGGEL 46-08-80-36 46-08-95-70 Frais de commission	7 200 + 1 370 + 5 123
5 PIÈCES 2 parkings, 105 m² 3 ^e étage Immeuble neuf									MEUDON 89-78, rue de la République SAGGEL 46-08-80-36 46-08-95-70 Frais de commission	8 400 + 1 589 + 5 977
3 PIÈCES Parking, 68 m² Rez-de-chaussée									SAINT-CLOUD 4, place du Moustier SAGGEL 46-08-80-36 46-08-95-70 Frais de commission	5 400 + 493 + 3 843
2 PIÈCES Parking, 43 m² 4 ^e étage									SÈVRES 37, Grande-Rue SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission	3 343 + 513 + 2 908
3 PIÈCES Parking, 66 m² 2 ^e étage									SÈVRES 47, Grande-Rue SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission	5 500 + 797 + 4 226
3 PIÈCES Parking, 78 m² rez-de-chaussée Immeuble neuf									SURESNES 25, avenue Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85 Frais de commission	5 600 + 1 285 + 3 986
4 PIÈCES Parking, 93 m² 3 ^e étage Immeuble neuf									SURESNES 25, rue Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85 Frais de commission	6 700 + 1 375 + 4 768
4 PIÈCES Parking, 106 m² Duplex, 2 ^e étage									SURESNES 40, rue J.-J. Rousseau CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location	6 515 + 1 340 + 4 960
94 - VAL-DE-MARNE										
4 PIÈCES Parking, 86 m² 1 ^{er} étage									CHARENTON Résidence l'Orléanais 21, rue de Valmy LOC INTER 47-45-19-97	6 300 + 1 116
3 PIÈCES Parking, 80 m² 3 ^e étage Terrasse									VINCENNES Résidence Adrienne-Bollaud 44, rue de Fontenay LOC INTER 47-45-19-97	5 750 + 700
4 PIÈCES 2 parkings, 83 m² 1 ^{er} étage									VINCENNES 84, rue de France Résidence Frère-Montgolfier LOC INTER 47-45-19-97	7 167 + 800
4 PIÈCES Parking, 88 m² 7 ^e étage Terrasse									VINCENNES Résidence Lienn-Fernand 83-85, rue Deffrance LOC INTER 47-45-19-97	7 517 + 870
4 PIÈCES Parking, 91 m² 3 ^e étage									VINCENNES 21-35, rue du Petit-Parc AGF 42-44-00-44 Frais de commission	7 710 + 920 + 5 486
95 - VAL-D'OISE										
3/4 PIÈCES Parking, 82 m² 1 ^{er} étage Immeuble neuf									ENGHIEN 101, av. du Général-de-Gaulle SAGGEL 47-78-15-85 Frais de commission	6 000 + 942 + 4 270

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 600 000 Français dont
808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont
375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



L'EPARGNE
DE FRANCE



RESIDENCES HOTELIERES
HOME PLAZZA

LOCARE



sefimeg

CIGIMO
GROUPE GTF

saggel vendôme
GROUPE UAF

SOLVEG
LOCATIONS VERTE ET GESTION IMMOBILIÈRES

MARCHÉS FINANCIERS

M. Yves Lyon-Caen remplace M. Paul Mentré à la présidence du Crédit national

M. Yves Lyon-Caen, directeur adjoint du cabinet de M. Michel Rocard, a été nommé président du Crédit national en remplacement de M. Paul Mentré.

Ce dernier, inspecteur général des finances, conseiller économique et financier de l'UDF et vice-président des clubs Perspectives et Réalité dans le milieu des années 80, avait, le 24 avril 1987, été désigné par M. Edouard Balladur, ministre des finances, pour prendre la suite de M. Jean Saint-Gours, nommé par le pouvoir socialiste et qui avait été muté au CIC pour laisser la place libre après cinq ans d'exercice de ses fonctions.

Le même processus se reproduit aujourd'hui, le contrat de trois ans de M. Mentré, qui s'achevait en juin 1990, n'ayant pas été renouvelé.

M. Lyon-Caen trouvera un établissement qui a victorieusement supporté la perte de son privilège de distribution de crédits bonifiés aux grandes entreprises. En 1985, M. Mentré, après M. Saint-Gours, avait déployé tous ses efforts pour banaliser le Crédit national et assurer son nouveau développement, avec des résultats brillants et une diversification réussie, qui lui avaient, l'an dernier, valu les félicitations de M. Pierre Bérégovoy, son ministre de tutelle.

M. Lyon-Caen, dont la moustache était légendaire à Matignon, a fidèlement et efficacement servi M. Rocard, employant sa grande capacité de travail et ses dons de négociateur dans le traitement de dossiers brûlants dont a eu à s'occuper le premier ministre. Il souhaitait depuis un certain temps se

retremper dans les activités bancaires qu'il avait abordées au Crédit agricole.

Son arrivée au Crédit national fait hausser les sourcils à certains banquiers, parfois de gauche, qui trouvent un peu curieux de le voir, à quarante ans et à leur avis sans réelle expérience, accéder à un poste qui n'est pas de tout repos dans le climat actuel de rude concurrence. Mais M. Lyon-Caen bénéficiera pour cela de l'aide de M. François Lagrange, directeur depuis 1985, l'une des chevilles ouvrières de la maison.

Le corps de l'Inspection des finances perd dans cette affaire un poste qui lui est traditionnellement réservé. Quant à M. Mentré, que certains traits de caractère ont peut-être pu desservir, la Rue de Bercy a promis de lui trouver un point de chute. En attendant, il devient président du Crédit sucrier, petite filiale du Crédit national.

F. R.

[Né en 1950 à Paris, ancien élève de l'ENA, administrateur civil, M. Yves Lyon-Caen a été directeur administratif et financier de l'INSERM de 1980 à 1981, chargé de mission puis conseiller technique de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, premiers ministres. Directeur central chargé de la direction d'entreprise à la Caisse nationale du Crédit agricole de 1983 à 1987, dirigée alors par M. Jean-Paul Huchon, il passe quelque temps à la Midland Bank avant la victoire de la gauche, en juin 1988, lui permettant de rejoindre M. Huchon qui dirige le cabinet de M. Rocard.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

Le conseil d'administration de la SICAV-Saint-Honoré Global, réuni le 13 septembre 1990, a convoqué une assemblée générale extraordinaire le 22 novembre 1990 à 9 heures.

Cette assemblée aura pour ordre du jour, entre autres, la modification de l'article des statuts « affectation et répartition des résultats », ce qui permettra aux actionnaires de bénéficier des nouvelles dispositions législatives, autorisant la capitalisation à compter de l'exercice qui clôturera le 30 décembre 1990.

CNIM

Constructions Industrielles de la Méditerranée

Les comptes du premier semestre 1990 de CNIM font ressortir, pour un chiffre d'affaires de 430 millions de francs, un résultat après provision pour impôt et participation, de 14,1 millions de francs.

Le montant et la nature des commandes livrées dans un semestre pour une société dont les contrats moyens se situent au niveau de 100 à 500 millions de francs, c'est-à-dire de 10 à 50 % du chiffre d'affaires global, sont nécessairement soumis à des variations importantes dans le temps.

Les résultats du premier semestre ne peuvent donc être extrapolés pour l'exercice 1990.

Pour l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires s'élèvera aux environs de 950 millions de francs et l'activité dépassera 1 milliard de francs. Le résultat probable s'établira, après amortissements, impôt et participation, aux environs de 30 millions de francs contre 46,2 millions de francs en 1989.

Ce résultat exceptionnellement bas est dû pour l'essentiel aux provisions élevées pour perte à terminaison et risque de change qui ont dû être constituées pour un important contrat à l'étranger.

Ce résultat n'affecte pas les perspectives à court et moyen terme de la société. L'année 1991 devrait voir notamment se concrétiser les efforts très importants entrepris dans le domaine de l'environnement.

Le chiffre d'affaires ne comprend pas Babcock-Entreprise, filiale à 100 % de CNIM acquise en 1989, qui sera consolidée pour la première fois à fin 1990.

L'activité de cette filiale a été satisfaisante tout au long de l'exercice. Le chiffre d'affaires atteindra environ 575 millions de francs :

- y compris les trois filiales - Babcock Marine - Struthers UK et Cofrap (France) ;

- non compris la division « Petites Chaudières » dont l'activité a été apportée entre-temps à Wansong Industrielle devenue Babcock-Wansong.

Il s'agit là toutefois d'un montant plus élevé que la normale en raison de l'irrégularité des ventes en résultats de commandes importantes. Le chiffre d'affaires moyen de Babcock-Entreprise, dans le périmètre ci-dessus, s'établira aux environs de 425 millions de francs.

Les résultats, malgré des pertes dues aux événements du Moyen-Orient, atteindront environ 10 millions de francs exonérés d'impôt compte tenu d'un déficit fiscal reportable de 18,8 millions de francs au 31 décembre 1989.

Ainsi qu'il a été annoncé en avril dernier, Babcock-Entreprise a fait l'acquisition du groupe belge Wansong, dont l'activité principale se situe dans le domaine des petites chaudières, renforçant ainsi la gamme correspondant de Babcock-Entreprise.

Le chiffre d'affaires global du groupe Wansong atteindra en 1991 environ 650 millions de francs.

Une importante restructuration est en cours de réalisation dont les effets sur les résultats d'exploitation sont attendus dès 1991 par la France et 1992 pour la Belgique.

NEW-YORK, 16 octobre

Prise de bénéfices

Après une hésitation en début de journée, la Bourse de New-York s'est réorientée vers la baisse, dans un marché moyennement actif. L'indice Dow Jones a clôturé à 2 381,19, en baisse de 35,15 points, soit 1,45 %. Quelques 151 millions d'actions ont changé de mains. Le nombre des valeurs en baisse a dépassé celui des titres en hausse : 1 070 des 4 742 titres sont restés inchangés.

La reprise des cours du pétrole a donné prétexte aux prises de bénéfices qui ont effacé l'essentiel des gains enregistrés pendant deux séances. Les investisseurs se tiennent sur la réserve avant la publication jeudi de l'indice des prix de détail américains pour le mois de septembre, ainsi que celle le même jour du chiffre du déficit commercial en août aux États-Unis.

Par ailleurs, la publication de plusieurs révisions négatives ont déçu le marché. Sur le marché obligataire, les taux sur les bons du Trésor américains plus de quatre points au-dessus de la référence, ont légèrement reculé à 8,92 % en fin d'après-midi contre 8,93 % lundi soir.

VALEURS	Cours de 15 octobre	Cours de 16 octobre
Alcoa	52 3/4	51 7/8
AT&T	32 1/4	31 5/8
Boeing	48 3/8	47 3/8
Chrysler	12 3/4	12 1/2
Du Pont de Nemours	37 3/8	36 3/4
General Motors	49 1/4	48 3/4
IBM	54 3/8	53 3/8
General Motors	37 3/8	36 3/4
Johnson & Johnson	51 1/8	50 3/4
Merck	50 1/2	49 3/4
Microsoft	73 1/2	72 3/8
Schering-Plough	56 3/8	55 1/2
Texas Instruments	50 1/8	49 1/2
United States Steel	31 1/2	30 3/4
Visions	27 1/8	26 3/4
Yale	31 1/8	30 3/8

LONDRES, 17 octobre

Baisse

Les cours des valeurs ont accusé leurs pertes pour la semaine écoulée, la Bourse de Londres a enregistré une baisse marquée au début de la séance, suite à la publication des chiffres de la production industrielle britannique en août et du déficit budgétaire en septembre. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé à 1 747,3 points, soit 0,83 %, soit un repli de 0,8 % par rapport à la clôture de la séance précédente. Les investisseurs se tiennent sur la réserve avant la publication de l'indice des prix de détail américains pour le mois de septembre, ainsi que celle le même jour du chiffre du déficit commercial en août aux États-Unis.

Le firmement de Wall Street lundi et de Tokyo mardi ont ralenti le cours du brut avaient initialement stimulé la tendance. De nombreux commentaires ont été émis, notamment les valeurs industrielles, les brasseries et les titres de la construction. Des conseils d'achat par certains investisseurs ont été émis, notamment le titre du constructeur de moteurs d'avions Rolls Royce. En revanche, la chaîne de magasins d'équipement Next a été repliée suite à la publication d'une chute de 85 % de son bénéfice après la vente de ses activités immobilières.

VALEURS	Cours de 16 octobre	Cours de 17 octobre
Alcoa	52 3/4	51 7/8
AT&T	32 1/4	31 5/8
Boeing	48 3/8	47 3/8
Chrysler	12 3/4	12 1/2
Du Pont de Nemours	37 3/8	36 3/4
General Motors	49 1/4	48 3/4
IBM	54 3/8	53 3/8
General Motors	37 3/8	36 3/4
Johnson & Johnson	51 1/8	50 3/4
Merck	50 1/2	49 3/4
Microsoft	73 1/2	72 3/8
Schering-Plough	56 3/8	55 1/2
Texas Instruments	50 1/8	49 1/2
United States Steel	31 1/2	30 3/4
Visions	27 1/8	26 3/4
Yale	31 1/8	30 3/8

FAITS ET RÉSULTATS

Les amortisseurs Monroe sur Nissan - Monroe Europe, premier fabricant d'amortisseurs sur le marché du remplacement du Vieux Continent, a annoncé qu'il allait racheter la société britannique Roger Bellon, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

Atchem, filiale de Lucky, a annoncé qu'elle allait racheter la société française Lucky, ce qui représente une prime à l'échange de l'ordre de 16 % sur le bas des cours moyens de Bourse en septembre. L'opération débutera fin octobre, une fois l'accord reçu des autorités du marché. Elle fera passer la société à la tête de la gamme des produits techniques majeurs.

PARIS, 17 octobre

Repli

Après l'incertitude affichée la veille, la Bourse de Paris a vainement tenté de se ressaisir mercredi. Cependant, malgré une ouverture légèrement en hausse (0,28 %), les valeurs françaises retrouvaient rapidement avec la baisse au bout d'un quart d'heure de transactions. L'approche de la liquidation du terme boursier d'octobre et les gains substantiels que peuvent en tirer les opérateurs en relation avec la baisse des cours de ces derniers jours, favorise les prises de bénéfices. En début d'après-midi, l'indice CAC-40 s'inscrivait en repli de 0,69 %. Plus tard dans la journée, le repli se situait aux alentours de 0,78 %.

Apparemment, les intervenants restent toujours à l'affût de nouvelles encouragements, qu'elles proviennent du Moyen-Orient ou des États-Unis.

La détente sur les taux d'intérêt, tant attendue par les milieux boursiers, est intervenue en fin de matinée. Elle n'a toutefois pas eu pour l'instant l'effet de beaucoup d'offres sur le marché. Le phénomène du fait accompli en quelques jours.

A noter aussi, la suspension de cotations en début d'après-midi, de la SBF (Société des Bourses françaises), sur les actions d'Assa-Midi, Drouot-Assurances, Paternelle Risques Divers et Vie nouvelle dans l'attente d'un communiqué de presse concernant ces sociétés. M. Claude Bébéar devait tenir une conférence de presse dans le courant de la journée. Les cotations seront reprises vendredi 19 octobre.

TOKYO, 17 octobre

La hausse se ralentit

Amorçé au milieu de la semaine écoulée, le mouvement de hausse s'est poursuivi mercredi à la Bourse de Tokyo. Mais le rythme de la hausse a été ralenti par la publication des chiffres de la production industrielle japonaise en août et du déficit budgétaire en septembre. L'indice Nikkei a clôturé à 2 385,36, en progression de 25,23 points (+1,1 %), quand même deux fois moins que la veille (+2,15 %). Le marché, semble-t-il, a été soulagé du raffermissement du dollar contre le yen, le raffermissement incessant de la devise nationale commençant à peser sur les investisseurs.

Mais, selon les spécialistes, il a également été ralenti par une plus grande stabilité des taux d'intérêt, voire une désescalade, même que les opérations ne se sont pas précipitées pour acheter du papier. Le volume des transactions a diminué et, au total, 250 millions de titres ont été vendus contre 500 millions la veille.

VALEURS	Cours de 16 octobre	Cours de 17 octobre
Alcoa	52 3/4	51 7/8
AT&T	32 1/4	31 5/8
Boeing	48 3/8	47 3/8
Chrysler	12 3/4	12 1/2
Du Pont de Nemours	37 3/8	36 3/4
General Motors	49 1/4	48 3/4
IBM	54 3/8	53 3/8
General Motors	37 3/8	36 3/4
Johnson & Johnson	51 1/8	50 3/4
Merck	50 1/2	49 3/4
Microsoft	73 1/2	72 3/8
Schering-Plough	56 3/8	55 1/2
Texas Instruments	50 1/8	49 1/2
United States Steel	31 1/2	30 3/4
Visions	27 1/8	26 3/4
Yale	31 1/8	30 3/8

VALEURS	Cours de 16 octobre	Cours de 17 octobre
Alcoa	52 3/4	51 7/8
AT&T	32 1/4	31 5/8
Boeing	48 3/8	47 3/8
Chrysler	12 3/4	12 1/2
Du Pont de Nemours	37 3/8	36 3/4
General Motors	49 1/4	48 3/4
IBM	54 3/8	53 3/8
General Motors	37 3/8	36 3/4
Johnson & Johnson	51 1/8	50 3/4
Merck	50 1/2	49 3/4
Microsoft	73 1/2	72 3/8
Schering-Plough	56 3/8	55 1/2
Texas Instruments	50 1/8	49 1/2
United States Steel	31 1/2	30 3/4
Visions	27 1/8	26 3/4
Yale	31 1/8	30 3/8

VALEURS	Cours de 16 octobre	Cours de 17 octobre
Alcoa	52 3/4	51 7/8
AT&T	32 1/4	31 5/8
Boeing	48 3/8	47 3/8
Chrysler	12 3/4	12 1/2
Du Pont de Nemours	37 3/8	36 3/4
General Motors	49 1/4	48 3/4
IBM	54 3/8	53 3/8
General Motors	37 3/8	36 3/4
Johnson & Johnson	51 1/8	50 3/4
Merck	50 1/2	49 3/4
Microsoft	73 1/2	72 3/8
Schering-Plough	56 3/8	55 1/2
Texas Instruments	50 1/8	49 1/2
United States Steel	31 1/2	30 3/4
Visions	27 1/8	26 3/4
Yale	31 1/8	30 3/8

VALEURS	Cours de 16 octobre	Cours de 17 octobre
Alcoa	52 3/4	51 7/8
AT&T	32 1/4	31 5/8
Boeing	48 3/8	47 3/8
Chrysler	12 3/4	12 1/2
Du Pont de Nemours	37 3/8	36 3/4
General Motors	49 1/4	48 3/4
IBM	54 3/8	53 3/8
General Motors	37 3/8	36 3/4
Johnson & Johnson	51 1/8	50 3/4
Merck	50 1/2	49 3/4
Microsoft	73 1/2	72 3/8
Schering-Plough	56 3/8	55 1/2
Texas Instruments	50 1/8	49 1/2
United States Steel	31 1/2	30 3/4
Visions	27 1/8	26 3/4
Yale	31 1/8	30 3/8

VALEURS	Cours de 16 octobre	Cours de 17 octobre
Alcoa	52 3/4	51 7/8
AT&T	32 1/4	31 5/8
Boeing	48 3/8	47 3/8
Chrysler	12 3/4	12 1/2
Du Pont de Nemours	37 3/8	36 3/4
General Motors	49 1/4	48 3/4
IBM	54 3/8	53 3/8
General Motors	37 3/8	36 3/4
Johnson & Johnson	51 1/8	50 3/4
Merck	50 1/2	49 3/4
Microsoft	73 1/2	72 3/8
Schering-Plough	56 3/8	55 1/2
Texas Instruments	50 1/8	49 1/2
United States Steel	31 1/2	30 3/4
Visions	27 1/8	26 3/4
Yale	31 1/8	30 3/8

VALEURS	Cours de 16 octobre	Cours de 17 octobre
Alcoa	52 3/4	51 7/8
AT&T	32 1/4	31 5/8
Boeing	48 3/8	47 3/8
Chrysler	12 3/4	12 1/2
Du Pont de Nemours	37 3/8	36 3/4
General Motors	49 1/4	48 3/4
IBM	54 3/8	53 3/8
General Motors	37 3/8	36 3/4
Johnson & Johnson	51 1/8	50 3/4
Merck	50 1/2	49 3/4
Microsoft	73 1/2	72 3/8
Schering-Plough	56 3/8	55 1/2
Texas Instruments	50 1/8	49 1/2
United States Steel	31 1/2	30 3/4
Visions	27 1/8	26 3/4
Yale	31 1/8	30 3/8

VALEURS	Cours de 16 octobre	Cours de 17 octobre
Alcoa	52 3/4	51 7/8
AT&T	32 1/4	31 5/8
Boeing	48 3/8	47 3/8
Chrysler	12 3/4	12 1/2
Du Pont de Nemours	37 3/8	36 3/4
General Motors	49 1/4	48 3/4
IBM	54 3/8	53 3/8
General Motors	37 3/8	36 3/4
Johnson & Johnson	51 1/8	50 3/4
Merck	50 1/2	49 3/4
Microsoft	73 1/2	72 3/8
Schering-Plough	56 3/8	55 1/2
Texas Instruments	50 1/8	49 1/2
United States Steel	31 1/2	30 3/4
Visions	27 1/8	26 3/4

Cours relevés à 13 h 49

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix incident - m : marché continu

Bruxelles demande à Madrid de rétablir la circulation

La grève des camionneurs espagnols perturbe l'approvisionnement de l'ensemble de la Péninsule

La Commission de Bruxelles a demandé à l'Espagne de rétablir la libre circulation des poids lourds à la frontière française, interrompue depuis le 14 octobre. La situation est toujours difficile du côté français, où plus d'un millier de camions se trouvent bloqués. En riposte, les routiers français ont décidé de paralyser la circulation locale. En Espagne, de sérieux problèmes d'approvisionnement sont enregistrés dans plusieurs régions, où les déplacements sont devenus quasiment impossibles.

BILBAO

de notre envoyé spécial

La grève des transporteurs routiers espagnols n'a été décidée que par deux syndicats minoritaires; elle paralyse néanmoins une

grande partie du pays. Le recours aux piquets de grève est devenu systématique. Placés sur les principales voies d'accès aux abords des grandes villes, ils interceptent tous les camions de passage et les forcent à cesser leur transport sous peine de crever leurs pneus. De longues files de poids lourds se sont ainsi formées sur plusieurs kilomètres à l'entrée de plusieurs centres urbains, rendant la circulation particulièrement difficile. C'est notamment le cas à Bilbao, au Pays basque, principal fief des organisateurs du mouvement, ainsi qu'en Catalogne et en Andalousie.

La prolongation de la grève commence à poser de sérieux problèmes de ravitaillement. Fruits, légumes et viande manquent désormais au Pays basque, en Navarre et en Catalogne. Le marché municipal de Bilbao est fermé depuis deux jours. Le poisson n'est plus déchargé dans les ports de Gaique. Diverses entreprises métallurgiques du Pays basque ainsi que plusieurs usines du centre pétrochimique d'Helvea en Andalousie sont

sur le point de fermer leurs portes faute de matières premières. Les journaux ne sont plus distribués en province. L'essence est désormais introuvable dans les stations-service des principales villes basques.

Après plusieurs jours de passivité, le gouvernement a fini par réagir. En annonçant, mardi 16 octobre dans la soirée, que la police allait désormais intervenir pour rétablir la liberté de circulation. Des accrochages entre piquets de grève et forces de police se sont déjà produits, notamment à Saragosse et sur plusieurs routes andalouses. Parallèlement, les autorités ont entamé des négociations avec les deux associations de camionneurs qui ne se sont pas jointes au mouvement afin de résoudre les problèmes du secteur.

La cause immédiate du mouvement est la hausse du prix de l'essence due à la crise du Golfe, que les camionneurs veulent pouvoir répercuter davantage sur les prix de transport. Ils demandent, à cet égard, l'instauration d'un système

permettant l'adaptation automatique de leurs tarifs au prix de l'essence qui, depuis juillet, est révisé tous les quinze jours par les autorités.

Les grévistes réclament en outre plusieurs avantages sociaux, comme le droit à la retraite anticipée. Ils exigent également que des mesures soient prises afin d'empêcher la concurrence déloyale des camionneurs qui ne sont pas enregistrés officiellement et qui « cassent » le marché. Plus globalement, c'est une reconversion générale du secteur qui devient nécessaire : secteur morcelé avec plus de 60 000 entreprises qui ne possèdent en moyenne que deux camions, dont la gestion est généralement déficiente et les coûts prohibitifs. Aussi la Société des camionneurs réclame-t-elle une série d'aides, notamment d'ordre fiscal, permettant aux transports terrestres de se restructurer et de concentrer les entreprises.

THIERRY MALINIAC

Le prix Nobel de physique est attribué à deux Américains et à un Canadien

Le prix Nobel de physique 1990 a été décerné à deux Américains, MM. Jerome I. Friedman et Henry W. Kendall du Massachusetts Institute of Technology de Cambridge, et à un Canadien, M. Richard E. Taylor, de l'Université Stanford (Etats-Unis), a annoncé mercredi 17 octobre le comité Nobel à Stockholm.

Le prix Nobel de physique 1990 récompense des expériences faites à la fin des années 60 sur l'accélérateur linéaire de l'université Stanford (SLAC). A cette époque, se posait en effet la question de savoir quelle était la véritable structure interne du proton, élément constitutif de l'atome. Pour y répondre, les physiciens accélèrent des particules, en l'occurrence des électrons, qu'ils projettent violemment sur une cible constituée de protons.

Lors de premières expériences menées en 1967, on constata que, sous le choc, les électrons rebondissaient sur les protons comme des balles de caoutchouc. Phénomène qui semblait indiquer que les protons se comportaient comme des structures « molles ». Mais, d'autres expériences, faites à des énergies plus fortes, montrèrent bientôt que les électrons diffusaient fortement après avoir frappé la cible. Ils pénétraient une grande partie de leur énergie initiale et partaient dans des directions faisant un grand angle avec leur trajectoire initiale.

On crut tout d'abord que ce résultat était erroné et mal interprété. Ce type de phénomène laissant penser que la structure interne du proton était faite de grains durs sur lesquels rebondissaient les électrons. Cependant, après un travail minutieux, les expérimentateurs, couronnés par le prix Nobel 1990, purent, avec l'aide des remarques

théoriques qu'étaient Richard Feynman (prix Nobel 1965) et James Bjorken, montrer qu'il existait bien à l'intérieur des protons des constituants possédant toutes les propriétés attribuées aujourd'hui aux quarks.

Avec ce prix Nobel, on récompense donc ceux qui, pour la première fois, ont mis en évidence au cours d'une expérience l'existence de ces fameux quarks, qu'il n'est possible d'observer que de façon indirecte. D'autre part, il a été également démontré au cours de ces expériences, qu'à l'intérieur du proton, les quarks étaient dans un état de mouvement presque libre.

M. Curien annonce le lancement d'un programme de recherche national sur le génome humain

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a annoncé, lors du conseil des ministres du mercredi 17 octobre, le lancement d'un programme national de recherche sur le génome humain. Ce projet, orchestré par les Etats-Unis, prévoit de dresser, dans la décennie à venir, la carte intégrale du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine.

« Pour acquiescer la taille critique, le programme génome doit atteindre avant 1992 un niveau de dépenses nouvelles annuelles de 100 millions de francs par an », telle est la principale information à retenir du communiqué présenté par M. Hubert Curien, qui prévoit ainsi, dans les deux ans à venir, de multiplier par dix le budget officiel actuellement consacré au projet (9 millions de francs en 1989).

Prévu sur quinze ans, pour un coût estimé à 3 milliards de dollars (plus de 15 milliards de francs), le projet international Génome humain de fait appartient encore pour l'essentiel à ses promoteurs

américains. Sous l'égide des National Institute of Health (NIH) et du département pour l'énergie, 150 millions de dollars (800 millions de francs) lui ont été consacrés en 1990.

En France, plusieurs laboratoires de recherche publics sont déjà engagés dans ce projet colossal. Mais leurs travaux, pour l'essentiel, restent modestes et dispersés. Infinitement plus que ceux menés par la Grande-Bretagne, qui a su, avec peu de moyens financiers (110 millions de francs pour les trois ans à venir), organiser dans ce domaine une recherche efficace et compétitive.

« Pour participer pleinement à ce qui devient un projet scientifique international », M. Curien a annoncé la création d'un groupe d'intérêt public (GIP) Génome humain. Celui-ci devra également organiser la coopération avec les autres pays — à commencer par les Etats-Unis, qui ne sont prêts à partager leurs résultats que si s'engage autour du projet Génome humain une véritable coopération internationale, tant technique que financière.

Ca. V.

« Au conseil des ministres. — Le conseil des ministres qui s'est réuni le 17 octobre au palais de l'Elysée a autorisé M. Michel Rocard à engager la responsabilité du gouvernement pour l'adoption du projet de loi de finances pour 1991. Il a également adopté un projet de loi organique, présenté par M. Henri Nallet, garde des Sceaux, modifiant l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature et relative à l'amélioration de la gestion du corps judiciaire.

Le conseil a entendu en outre une communication de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, sur le bilan des politiques d'aides à la modernisation négociée dans les entreprises.

« Le Booker Prize à Antonia Byatt. — La plus célèbre récompense littéraire britannique, le Booker Prize, a été attribuée, mardi 16 octobre, à Antonia Byatt (qui signe A. S. Byatt) pour son roman *Possession* publié chez Chatto & Windus. Ce livre, chargé de références littéraires et historiques, repose sur une correspondance fictive entre deux poètes de l'époque victorienne. Cinquième roman de l'auteur, *Possession* avait été bien accueilli par la critique. Les Editions des Cendres ont publié, en 1989, le seul livre d'Antonia Byatt traduit en français, *Le Sucre* (traduit de l'anglais par Jean-Louis Chevalier), 92 p., 82 F.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Claire, Françoise, Sylvie et les autres

VOUS savez ce que j'ai fait hier ? J'ai désigné le meilleur reporter de l'année.

Enfin, pas moi toute seule, moi et les autres mecs du prix Pierre-Mille, dont Jacqueline Baudrier. Ce matin, j'annonce ça, toute fière, à mon rédacteur en chef, qui lève le nez, très intéressé : Et c'est qui ?

— Martine Laroche-Joubert.

— Encore ! Chipaux l'a déjà eu en 1988 !

— Quel rapport ? Là, c'était « le Monde » ; maintenant, c'est A2.

— Et demain ce sera TF1 ? Parce que Patricia Allamonière ou France Info, Laurence Simon, bravo !

— Qu'est-ce que tu essayes de me dire là, qu'il n'y a pas que pour les nanas ? Je regrette, on n'a plus tellement le choix. Elles sont partout, maintenant, les femmes, dans la presse et les médias. Quand je pense à mes coups de gueule, du temps que j'étais critique de télé, pour obliger les chaînes à confier le 20 heures à une Ockrent ou à une...

— Ouais, ben, j'aurais mieux fait de la fermer. On vous donne le doigt, vous prenez le bras. Vous envahissez les terrains de foot, les circuits de formule 1, tout ça... Désolé, mais c'est pas votre place.

— C'est où, alors, notre place ? Là où ça canarde ? A Kaboul, à Timisoara, à Jérusalem, à Bagdad, à Beyrouth, à Monrovia ou à Ryad, c'est ça ? Qui c'est qu'on envoie en première ligne à tous les coups, c'est nous !

— Normal, il y a plein de coins où faut porter le voile. T'imagines un correspondant de guerre moustachu, en robe longue et en tchador ? Et puis, vous êtes plus résistantes à la chaleur, à la soif et à la douleur, c'est bien connu.

— C'est pour ça, peut-être, qu'à Falguère Sylvie, Claire, Véronique, Sophie, Marie-Pierre, Corine et les autres arrêtent pas de boucler leurs sacs ?

— Non, c'est parce qu'elles le valent bien. Elles demandent même que ça. Normal, faut qu'elles s'arrachent, qu'elles s'écarterent, qu'elles se mettent en quatre, en dix, pour arriver à égaler un mec.

— A le surpasser, tu veux dire, et de loin !

— Ah bon ! Première nouvelle !

T'en vois beaucoup, toi, des boucles d'oreilles, ici, à l'étage de la direction ? Bon, allez, suffit. Tiens, voilà 5 balles, va me chercher un café avant de remonter dans ton bocal. Tu peux garder la monnaie.

« Le chef de l'Etat du Rwanda à Paris. — M. Mitterrand recevra, le 18 octobre, le chef de l'Etat du Rwanda, M. Juvenal Habyarimana, qui désire parvenir rapidement à une « trêve » avec les rebelles, a indiqué, le 16 octobre à Nairobi, le premier ministre belge, M. Wilfried Martens.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affections, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue Le Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Orthographe : « La vêtement de la langue », par Charles Muller ; Solidarité : « Jeunes en urgence », par Georgina Dufoux ; Bibliographie : « Sinus face à l'histoire »..... 2

Le conflit du Golfe..... 3

Les troubles au Rwanda..... 7

Le budget à l'Assemblée..... 9

La crise du Golfe au cœur du débat..... 9

SECTION B

Marchands de biens et pots-de-vin

Sept inculpés dans un scandale qui agite le monde de l'immobilier parisien..... 12

Banlieues en marge..... 13

Dreux ne veut plus être Dreux..... 13

EDUCATION

Les parents au fond de la classe • Cours d'histoire à Mauthausen • De l'estrade à la scène..... 15 et 16

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

Une rétrospective Ingmar Bergman à Beaubourg • La mort de Delphine Seyrig • Le festival des Inrockuptibles..... 21 à 32

SECTION D

Les prix Nobel de l'économie

Trois fondateurs de la finance moderne..... 33

L'évolution de la politique monétaire

Modification des agrégats monétaires de la Banque de France. Réforme du système des réserves obligatoires. M. Bérégovoy juge possible une baisse du taux de base..... 33

Paris-Ile-de-France

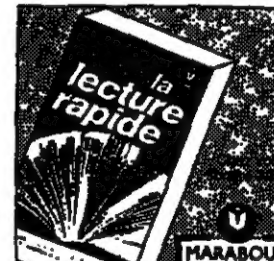
Fureur de lire au parc de La Villette • Enghien-les-Bains saisi par la délinquance • L'aménagement du centre-ville de Poissy..... 37

Services

Abonnements..... 36
Annonces classées..... 38 à 41
Automobile..... 18
Carnet..... 18
Echecs..... 18
Marchés financiers..... 42-43
Météorologie..... 19
Mots croisés..... 18
Radio-Télévision..... 19

La télématique du Monde : 3615 LE MONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 17 octobre 1990 a été tiré à 543 979 exemplaires.



Neuvième volume de la collection « Manière de voir »

LE MONDE diplomatique

LES MASQUES DU RACISME

Manière de voir 9

38 F 100 p

INÉGALITÉS, EXCLUSIONS, EXTRÉMISMES

Spontanément, sans discours, les lois du marché et l'économie dominent l'organisation de la ségrégation raciale et les exclusions dans des pays qui pourtant se réclament des principes d'égalité et de liberté.

La mémoire de la barbarie nazie, apparue au sein d'un peuple comme les autres, nous rappelle les perversions que peut produire le sommeil de la démocratie dans une société en crise.

En France, c'est sur le terrain de l'injustice et du mépris que prospère un parti extrémiste ouvertement xénophobe et sournoisement antisémite.

Tziganes et autres minorités en Europe, Noirs aux Etats-Unis et en Afrique du Sud, Palestiniens en Cisjordanie et tant d'autres communautés dans le monde subissent diverses formes de discrimination que le citoyen doit inlassablement démasquer.

LES MASQUES DU RACISME

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE

LES MASQUES DU RACISME

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ CODE POSTAL _____

LOCALITÉ _____ PAYS _____

► FRANCE-METROPOLITAINE : 43 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 43 F = _____ F

► DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 48 F = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à : LE MONDE - Service Vente au numéro - 15, rue Falguère, 75601 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.

صكنا من الاموال